Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00077

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	28
VOTANTS	31

Objet : Exercice 2025 - Compte Financier Unique (CFU) et affectation des résultats

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de Monsieur Olivier MARCADON, conformément à l'article L2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Était absent non représenté :

M. Florent GAUTHIER (est sorti de la salle conformément à l'article L2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Vu les articles L 1612-12, L 1612-13, L 2121-14 et L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport de présentation du compte financier unique 2025 joint en annexe A,

Vu le compte financier unique 2025 joint en annexe B,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Budget – Finances dans sa séance du 18 juin 2026,

Considérant que le Compte Financier Unique (C.F.U.) est un document budgétaire et comptable commun à l'ordonnateur et au comptable public, qui vient se substituer au compte administratif anciennement produit par l'ordonnateur et au compte de gestion jusqu'ici établi par le comptable public,

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan, du compte de résultat synthétique et des taux des contributions et produits afférents,

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable,

Considérant que le CFU de l'exercice 2025 doit être présenté à l'assemblée délibérante pour approbation,

Considérant que conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, un élu du conseil doit être désigné président de séance pour procéder au vote du CFU ; que Monsieur le Maire, après présentation dudit CFU et discussion, doit se retirer au moment du vote,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **ELIT** Monsieur Olivier MARCADON conformément à l'article L2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux fins de présider la séance en l'absence de l'ordonnateur pour procéder au vote du Compte Financier Unique 2025.

Monsieur Olivier MARCADON a pris la présidence de séance et M. Florent GAUTHIER est sorti de la salle.

Le conseil municipal,

- **PREND ACTE** de la transmission du rapport de présentation du Compte Financier Unique 2025 joint en annexe A.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

PAR 30 VOIX POUR, 1 ABSTENTION (MME PENELOPE RENAUDIN)

- **APPROUVE** le Compte Financier Unique de l'exercice 2025 joint en annexe B.

- **ARRÊTE** le résultat de clôture de l'exercice 2025 à :

- Section de fonctionnement : 10 777 550,79 euros.

- Section d'investissement : - 125 845,45 euros.

	Clôture CFU 2024	Part affectée à l'investissement	Résultat exercice	Clôture CFU 2025
Investissement	-1 342 281,42 €		1 216 435,97 €	-125 845,45 €
Fonctionnement	8 943 394,62 €	3 000 000,00 €	4 834 156,17 €	10 777 550,79 €
TOTAUX	**7 601 113,20 €**	**3 000 000,00 €**	**6 050 592,14 €**	**10 651 705,34 €**

Il est nécessaire de corriger le déficit d'investissement à la clôture 2025 afin de savoir s'il y a une obligation de couvrir un déficit réel en affectant une partie du résultat de fonctionnement au 1068.

Or, compte tenu des restes à réaliser ci-dessous, le résultat corrigé d'investissement est un excédent de 3 034 112,97 euros. Il n'y a donc pas de déficit réel à couvrir.

Recettes : 3 553 321,40 euros.
Dépenses : 393 362,98 euros.

- **DÉCIDE** l'affectation définitive des résultats 2025 comme suit :

  - Fonctionnement :
    Compte 002 – Résultat de fonctionnement reporté : 5 777 550,79 euros.

  - Investissement :
    Compte 001 – Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 125 845,45 euros.

    Compte 1068 – Excédents de fonctionnement capitalisés : 5 000 000 euros.

Lucé, le 0 2 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600077-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

En vertu de l'article L2121-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute personne physique ou morale peut demander communication du Compte Financier Unique de l'exercice 2025. Conformément à l'article L311-9 du Code des Relations entre le Public et l'Administration, la consultation peut se faire sur place auprès des services de l'Hôtel de Ville, 05 rue Jules Ferry 28110 LUCÉ, département d'Eure-et-Loir, aux heures d'ouvertures au public. En cas de reprographies, les frais de reproduction seront à la charge du demandeur dans les limites fixées par délibération du conseil municipal. Les demandes de communication peuvent également être présentées par courriel à l'adresse suivante : mairie@ville-luce.fr. Les documents demandés seront transmis gratuitement sur la boîte courriel fourni par l'expéditeur.

ACTE EXECUTOIRE

- Transmis en Préfecture le - 2 JUIL. 2026
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le - 2 JUIL. 2026

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600077-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Annexe A

RAPPORT DE PRESENTATION
DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Le budget primitif 2025 a été voté par le Conseil municipal le 20 décembre 2024 puis actualisé au cours de l'exercice 2025 avec le budget supplémentaire le 13 mars 2025, une décision modificative n°1 adoptée le 24 juin 2025, une décision modificative n°2 adoptée le 23 octobre 2025 et un virement de crédits par la fongibilité enregistré le 15 janvier 2026.

L'ensemble de ces mouvements constitue les crédits ouverts sur lesquels portent l'exécution des dépenses et des recettes de l'exercice 2025.

Le Compte Financier Unique (C.F.U.) est un document budgétaire et comptable commun à l'ordonnateur et au comptable public, qui vient se substituer au compte administratif anciennement produit par l'ordonnateur et au compte de gestion jusqu'ici établi par le comptable public.

Le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan, du compte de résultat synthétique et des taux des contributions et produits afférents.

Il s'agit d'une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU.

Les objectifs 2025, inscrits dans le budget primitif, étaient les suivants :

- Conserver une capacité d'autofinancement nette des investissements,
- Diminuer pour la cinquième année consécutive les taux d'imposition,
- Poursuivre les investissements.

Ces objectifs ont été atteints pour l'exercice 2025. La Ville a conservé un niveau d'autofinancement élevé pour investir, tout en diminuant les taux d'imposition.

Ce rapport aborde successivement les résultats dégagés en 2025, puis le détail des différents chapitres de la section de fonctionnement ainsi que ceux de la section d'investissement.

MAIRIE de LUCE (Eure-et-Loir)

PARTIE 1 :
RESULTATS 2025

I. RESULTATS D'EXECUTION

Libellés	Réalisations		Restes à réaliser	Total
	Fonctionnement	Investissement	Investissement	
Recettes	27 029 691,75 €	12 595 474,25 €	3 553 321,40 €	43 178 487,40 €
Dépenses	22 195 535,58 €	11 379 038,28 €	393 362,98 €	33 967 936,84 €
Déficit reporté				
Excédent reporté	5 943 394,62 €	-1 342 281,42 €		4 601 113,20 €
Déficit clôture				
Excédent clôture	10 777 550,79 €	-125 845,45 €		10 651 705,34 €
Résultat reporté sur 2026	*5 777 550,79 €*	-125 845,45 €		
Affecté au 1068 sur 2026	*5 000 000,00 €*			
RESULTAT GLOBAL	**10 651 705,34 €**		**3 159 958,42 €**	**13 811 663,76 €**

Le résultat 2025 est excédentaire de 10 651 705,34 € compte tenu des résultats par section, soit :

- Un excédent de 10 777 550,79 € de la section de fonctionnement,
- Un déficit de 125 845,45 € de la section d'investissement.

Le résultat cumulé de 13 811 663,76 €, après prise en compte des restes à réaliser, permettra de maintenir l'autofinancement sur l'exercice 2026 par affectation d'une partie du résultat de fonctionnement à la section d'investissement.

II. TAUX DE REALISATION

Pour 2025, les taux de réalisation de la section de fonctionnement atteignent un bon niveau, 76,57 % en dépenses et 104,04 % en recettes.
Le taux de réalisation des dépenses d'investissement s'élève à 53,60 %. Celui des recettes atteint un taux de réalisation de 57,77 %.

	DEPENSES			RECETTES		
	Prévision	Réalisation	% de réalisation	Prévision	Réalisation	% de réalisation
Fonctionnement	28 986 480,61 €	22 195 535,58 €	76,57 %	25 980 884,30 €	27 029 691,75 €	104,04 %
Investissement	21 230 146,69 €	11 379 038,28 €	53,60 %	21 802 246,69 €	12 595 474,25 €	57,77 %

III. SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

La capacité d'autofinancement (CAF) brute de l'exercice 2025 s'élève à 6 289 495,65 €, et couvre le remboursement de la dette.

	CFU 2024	CFU 2025
Produits de fonctionnement courant	26 845 048,51 €	26 840 438,00 €
Charges de fonctionnement courant	19 911 753,36 €	20 145 397,07 €
EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT	**6 933 295,15 €**	**6 695 040,93 €**

Produits financiers	10,80 €	9,90 €
Charges financières	0 €	0 €
Produits exceptionnels	4 557,01 €	0 €
Charges exceptionnelles	3 512,58 €	254 460,58 €
EPARGNE DE GESTION	**6 934 350,38 €**	**6 440 590,25 €**

Intérêts de la dette	166 282,71 €	151 094,60 €
EPARGNE BRUTE	**6 768 067,67 €**	**6 289 495,65 €**

Capital de la dette	919 903,42 €	933 368,16 €
EPARGNE NETTE	**5 848 164,25 €**	**5 356 127,49 €**

Encours de la dette (au 31/12)	9 868 658,53 €	11 935 290,37 €
Encours de la dette/Épargne brute (années)	1,46	1,90

L'épargne de gestion correspond à la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts de la dette).

L'épargne brute correspond à la différence entre l'épargne de gestion et les intérêts de la dette. Cet excédent de liquidités permet de faire face au remboursement de la dette en capital et de financer tout ou partie des dépenses d'investissement.

L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de la dette.

IV. RATIOS FINANCIERS OBLIGATOIRES

	Ratios	Valeurs communales (2024)	Valeurs communales (2025)	Moyennes nationales de la strate*
1	DRF[1]/Population	1 272,43 €	1 296,75 €	1193,00 €
2	Produit des impositions directes/Population	713,23 €	732,30 €	642,00 €
3	RRF[2] /Population	1 663,23 €	1 695,39 €	1 385,00 €
4	Dépenses d'équipement brut/Population	476,42 €	498,47 €	360,00 €
5	Encours de la dette/Population	625,31 €	753,11 €	755,00 €
6	DGF[3]/Population	374,83 €	374,79 €	179,00 €
7	Dépenses de personnel/DRF	67,92%	67,50%	59,60%
9	DRF + Remboursement de la dette en capital/RRF	80,01%	79,69%	91,80%
10	Dépenses d'équipement brut/RRF	28,64%	29,40%	26,00%
11	Encours de la dette/RRF	37,60%	44,42%	54,50%

* Source : DGCL - Les collectivités locales en chiffres 2025 (comptes administratifs 2024)

[1] DRF : Dépenses Réelles de Fonctionnement

[2] RRF : Ressources Réelles de Fonctionnement

[3] DGF : Dotation Globale de Fonctionnement

- *Le ratio 1 mesure en euros par habitant les dépenses réelles de fonctionnement. Il représente 1 296,75 € par habitant et est supérieur à la moyenne de la strate.*

- *Le ratio 2 mesure en euros par habitant le produit des impositions directes. Les produits issus des taxes sur le foncier bâti et non bâti représentent 732,30 € par habitant. Ce ratio est supérieur à la moyenne nationale de la strate.*

- *Le ratio 4 mesure en euros par habitant les dépenses d'équipement qui sont en hausse en 2025 soit 498,47 €, supérieur à la moyenne nationale de la strate.*

- *Le ratio 5 mesure l'encours de la dette en euros par habitant qui est de 753,11 €. Ce ratio est inférieur à la moyenne nationale de la strate et est à mettre en corrélation avec le ratio 11 relatif au taux d'endettement qui mesure la charge de la dette d'une collectivité au regard de sa richesse. Celui-ci est de 44,42 %, soit plus de 10 points en dessous de la moyenne nationale de la strate.*

- *Le ratio 6 indique la dotation globale de fonctionnement en euros par habitant. Il est toujours plus de 2 fois supérieur à la moyenne nationale du fait de la spécificité de la structure de la Ville qui perçoit une part « progression de la dotation de solidarité urbaine » et qui bénéficie de la dotation nationale de péréquation.*

- *Le ratio 10 mesure l'effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. Il s'élève à 29,40 %.*

PARTIE 2 :
SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture positif de 4 834 156,17 €.

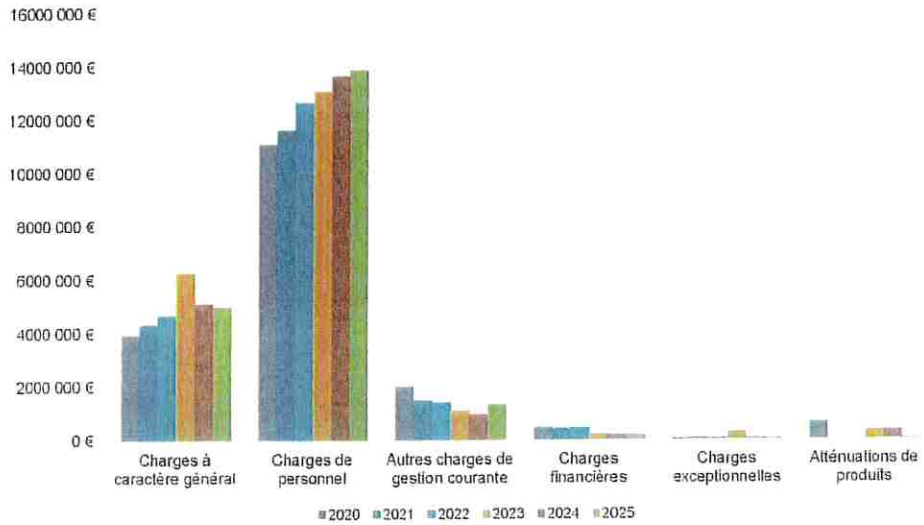
I. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 20 550 952,25 € en réalisation, pour une prévision de 24 549 684,30 €, soit un taux de réalisation de 83,71 %.

Elles se répartissent de la manière suivante :

CHAPITRES	BP + BS + DM +VC	CFU 2025	% d'exécution
011 - Charges à caractère général	6 989 044,30 €	4 972 053,70 €	71,14%
012 - Charges de personnel	15 150 000,00 €	13 871 614,71 €	91,56%
014 - Atténuations de produits	230,00 €	230,00 €	100,00%
65 - Autres charges de gestion courante	1 970 410,00 €	1 301 498,66 €	66,05%
66 - Charges financières	170 000,00 €	151 094,60 €	88,88%
67 - Charges exceptionnelles	40 000,00 €	28 300,75 €	70,75%
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	230 000,00 €	226 159,83 €	98,33%
Dépenses réelles de fonctionnement 2025	**24 549 684,30 €**	**20 550 952,25 €**	**83,71%**
023 - Virement à la section d'investissement	*2 586 796,31 €*	*- €*	*0,00%*
042 - Opérations d'ordre de transferts	*1 850 000,00 €*	*1 644 583,33 €*	*88,90%*
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2025	**28 986 480,61 €**	**22 195 535,58 €**	**76,57%**

Evolution des charges réelles de fonctionnement 2025



1.1 CHAPITRE 011 – CHARGES A CARACTERE GENERAL

Les charges à caractère général de la commune s'élèvent à 4 972 053,70 € et représentent 24,19 % du total des dépenses réelles de fonctionnement.

Ce chapitre regroupe toutes les dépenses annuelles et récurrentes nécessaires au fonctionnement des services telles que les dépenses de fluides, d'alimentation, de fournitures, de maintenance ou encore d'entretien des bâtiments communaux.

Il comprend notamment les principaux postes de dépenses suivants :

Postes de dépense	CFU 2024	CFU 2025	Évolution 2025/2024
Contrat de prestation de service (611)	695 633,28	604 210,36	-13,14 %
Alimentation (60623)	21 012,47	26 133,96	24,37 %
Entretien et réparation Voiries (615231)	630 873, 16	204 909,28	-67,52 %
Transports collectifs (6247)	179 934,42	185 845,69	3,29 %
Fêtes et cérémonies (6232)	234 135,80	273 638,34	16,87 %
Fournitures de petit équipement (60632)	261 039,53	221 293,09	-15,23 %
Maintenance (6156)	198 311,65	260 064,62	31,14 %
Frais de nettoyage des locaux (6283)	141 312,03	170 298,15	20,51 %

La baisse de 1,67 % par rapport à 2024 du chapitre 011, après celle de 18,71 % constatée par rapport à 2023, se justifie encore par le développement d'une politique d'achat efficiente et la rationalisation des dépenses au quotidien.

La hausse du 60623 s'explique par un changement de comptabilisation de certains repas, qui étaient comptabilisés à tort au 611.

La baisse du 615231 s'explique par une amélioration de la comptabilisation des travaux selon leur importance, et donc pour une grande partie en investissement.

1.2 CHAPITRE 012 – CHARGES DE PERSONNEL

En 2025, ces dépenses ont représenté 13 871 614,71 € soit 67,50 % des dépenses réelles de fonctionnement, en hausse par rapport à 2024.

L'augmentation du chapitre 012 entre 2024 et 2025 s'explique principalement par les évolutions réglementaires applicables à la fonction publique territoriale, l'effet naturel du glissement vieillesse technicité (GVT), la progression des cotisations employeur ainsi que les ajustements d'effectifs nécessaires au maintien de la qualité du service public rendu aux habitants. Cette évolution traduit avant tout la volonté de préserver la continuité et l'efficacité des services municipaux dans un contexte de hausse générale du coût du travail.

On peut notamment citer l'impact de :

- La hausse de la cotisation CNRACL de 34.65 % (31,65 % en 2024).
- La hausse de plusieurs cotisations sociales.
- L'augmentation du SMIC de 2% au 1er novembre 2024.
- L'augmentation du volume horaire des agents du conservatoire,
- La prime de précarité (10% du brut) qui s'applique à tous les contrats dont la durée est inférieure ou égale à un an,
- Le coût des remplacements nécessaires sur certains services publics.

1.3 CHAPITRE 65 – AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE

Les autres charges de gestion courante s'élèvent à 1 301 498,66 € et représentent 6,33 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Elles regroupent l'ensemble des charges liées aux élus (indemnités, cotisations, etc.), les crédits destinés à l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables, les contributions obligatoires (GIP CV/PRE), la subvention versée au CCAS ainsi que les subventions de fonctionnement aux associations.

Ce chapitre est en hausse de 42,07 % entre 2024 et 2025 en raison notamment de la hausse de la subvention versée au CCAS et au PRE.

1.4 CHAPITRE 66 – CHARGES FINANCIERES

Les charges financières s'élèvent à 151 094,60 € et représentent 0,74 % des dépenses réelles de fonctionnement.

1.5 CHAPITRE 67 – CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 28 300,75 €, soit 0,14 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Ces sont des titres annulés sur exercices antérieurs.

1.6 CHAPITRE 68 – DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

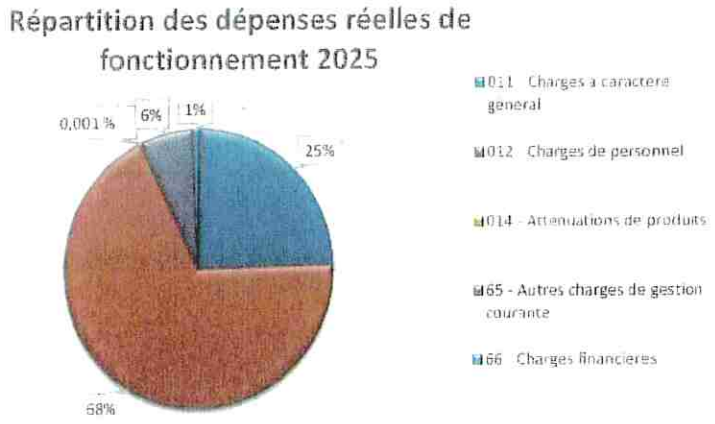
Ce chapitre regroupe l'ensemble des provisions pour risques de la Ville.

Il y a eu 226 159,83 € de provisions constituées au cours de l'exercice 2025.

1.7 CHAPITRE 042 – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS

Ce chapitre regroupe l'ensemble des opérations d'ordre qui se traduisent par une dépense de fonctionnement et une recette d'investissement au chapitre 040 (sans affecter l'équilibre global du budget).

Il comprend les dotations d'amortissement pour 1 644 583,33 €.



II. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes réelles de la section de fonctionnement s'élèvent à 26 868 502,90 €, soit un taux de réalisation de 103,62 %, hors excédent antérieur reporté et opérations d'ordre de transfert entre sections.

CHAPITRES	BP + BS + DM	CFU 2025	% d'exécution
013 - Atténuations de charges	25 369,00 €	198 325,14 €	781,76%
70 - Produits de services	1 157 279,30 €	1 346 145,85 €	116,32%
73 - Impôts et taxes	5 144 938,00 €	5 176 388,71 €	100,61%
731-Fiscalité directe locale	11 477 858,00 €	11 605 416,75 €	101,11%
74 - Dotations et participations	8 003 440,00 €	8 214 813,04 €	102,64%
75 - Autres produits de gestion courante	120 000,00 €	299 348,51 €	249,46%
76 - Produits financiers	- €	9,90 €	
77 - Produits exceptionnels	- €	28 055,00 €	
Recettes réelles de fonctionnement 2025	**25 928 884,30 €**	**26 868 502,90 €**	**103,62%**
002 - Résultat reporté de fonctionnement	5 943 394,62 €		
78 - Reprise d'amortissements et de provisions			
042 - Opérations d'ordre de transferts	*52 000,00 €*	*161 188,85 €*	*309,98%*
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2025	31 924 278,92 €	27 029 691,75 €	84,67%

2.1. CHAPITRE 013 – ATTENUATIONS DE CHARGES

Ce chapitre comptabilise l'ensemble des remboursements en matière de gestion des personnels communaux. Il se compose notamment des remboursements sur rémunérations effectués par les organismes sociaux, notamment le remboursement des indemnités journalières de maladie que la collectivité a payé à son personnel, les remboursements liés aux prises en charge des arrêts de congé longue durée, de congé de longue maladie et d'accident du travail, etc.

En 2025, la Ville a ainsi enregistré 198 325,14 € au titre des remboursements sur rémunération du personnel et pour remboursement sur charges de sécurité sociale et de prévoyance.

Cela représente une hausse de 22,40 % par rapport à l'exercice précédent.

2.2. CHAPITRE 70 – PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES

Ce chapitre correspond au montant des ventes, prestations de services et produits afférents aux activités annexes. Il enregistre un total de 1 346 145,85 €, soit une hausse de 6,25 % par rapport à 2024.
Les principales recettes tarifaires de ce chapitre sont :

- Les concessions de cimetières : 56 412 €,
- Les redevances et droits des services culturels comprenant la participation des usagers aux spectacles, les prestations de la Médiathèque et les cotisations du Conservatoire : 296 206 €,
- Les redevances et droits à caractère de loisirs comprenant les prestations d'accueil de loisirs en semaine et vacances scolaires ainsi que les temps d'activités périscolaires 86 480 €,
- Les redevances et droits à caractère social comprenant les prestations effectuées par les services de la petite enfance : 154 622 €,
- Les redevances relatives à la restauration scolaire : 438 647 €,
- L'accueil périscolaire hebdomadaire : 54 211 €,
- L'accueil périscolaire du mercredi : 84 155 €.

Les autres recettes concernent :

- Les remboursements de frais par les redevables, correspondant notamment à l'utilisation des salles sportives par les collèges et lycées, les frais d'écolage ou le remboursement des charges locatives
- La mise à disposition de personnel au CCAS, notamment pour le PRE.

2.3. CHAPITRES 73/731 – IMPOTS ET TAXES-FISCALITE DIRECTE LOCALE

L'ancien chapitre « Impôts et taxes » est dorénavant divisé en 2 chapitres :

- Le chapitre 73 - Impôts et taxes - s'élève à 5 176 389 € et représente 19,27 % des recettes réelles de fonctionnement. Il correspond aux produits de la fiscalité reversés par Chartres Métropole constituée de :
    - L'attribution de compensation pour 3 562 408 €,
    - La dotation de solidarité communautaire pour 1 613 981 €.

- Le chapitre 731 - Fiscalité directe locale - s'élève à 11 605 417 € et représente 43,19 % des recettes réelles de fonctionnement. Il correspond notamment aux éléments suivants :

    - Les contributions directes, c'est-à-dire les impôts locaux, d'un montant de 11 028 200 €,

    - Les droits de place pour le marché à hauteur de 8 185 €. Cette recette est perçue par le biais de la régie Marché qui collecte la redevance du droit de place sur le

marché hebdomadaire, elle est en hausse de 50,99 % par rapport à 2024,

- Les droits de place pour la voirie à hauteur de 12 811 €,
- Les droits de place pour les food-trucks à hauteur de 2 701 €,
- La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) : 89 574 €. Elle enregistre les produits perçus au titre de la TLPE frappant les dispositifs publicitaires,
- La taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière à hauteur de 415 105 €. Cette taxe est due lors des transactions immobilières. Cependant elle ne concerne pas les constructions neuves, ni les cessions de fonds de commerce.

2.4. CHAPITRE 74 – DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS

Ce chapitre s'élève à 8 214 813,04 €, soit 30,57 % des recettes réelles de fonctionnement. Il est en hausse de 0,26 % par rapport à 2024.

Il regroupe l'ensemble des concours financiers globalisés de l'État, les aides en provenance de collectivités territoriales et d'autres organismes.

Ce chapitre se compose notamment des recettes suivantes :

- La dotation globale de fonctionnement composée de :
  - → La dotation forfaitaire pour 2 527 716 €, soit une baisse de 7 325 € par rapport à 2024,
  - → La dotation de solidarité urbaine à hauteur de 3 411 997 €, soit 4,10 % de plus qu'en 2024,
  - → La dotation nationale de péréquation d'un montant de 303 638 €, une hausse de 195 % par rapport à 2024.
- Les allocations compensatrices avec :
  - → La compensation au titre des exonérations des taxes foncières pour 509 687 €, contre 19 011 € en 2024.
- Les participations de l'État à travers :
  - → La dotation pour les titres sécurisés pour 24 297 € (20 455 € en 2024).
- La participation des groupements de collectivité versée par Chartres Métropole pour les transports scolaires à hauteur de 118 986,63 € (121 860,73 € en 2024).
- Les participations de la CAF et de la MSA à hauteur de 1 157 647,99 € (987 688,41 € en 2024) pour :
  - → Les prestations Petite enfance
  - → Les prestations de service Accueils de Loisirs
- Le fonds de compensation de la TVA sur les dépenses de fonctionnement pour

114 517,95 € (61 455,01 € en 2024).

2.5. CHAPITRE 75 – AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE

Les autres produits de gestion courante s'élèvent à 299 348,51 €.

Les recettes concernent les revenus des immeubles et les fermages, et des locaux commerciaux acquis au second semestre 2025.

2.6. CHAPITRE 76 – PRODUITS FINANCIERS

Ce chapitre enregistre les intérêts des parts sociales au Crédit Agricole soit 9,90 €.

2.7. CHAPITRE 77 – PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les produits exceptionnels s'élèvent à 28 055 € et correspondent aux cessions d'immobilisations, à la suite du développement de la cellule enchères.

2.8. CHAPITRE 78 – REPRISES DE PROVISIONS

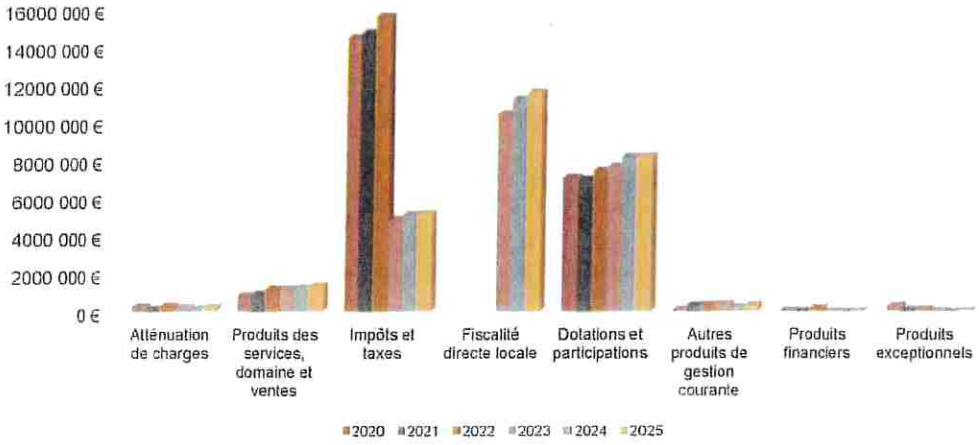
Il n'y a pas de reprise de provision en 2025.

2.9. CHAPITRE 042 – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS

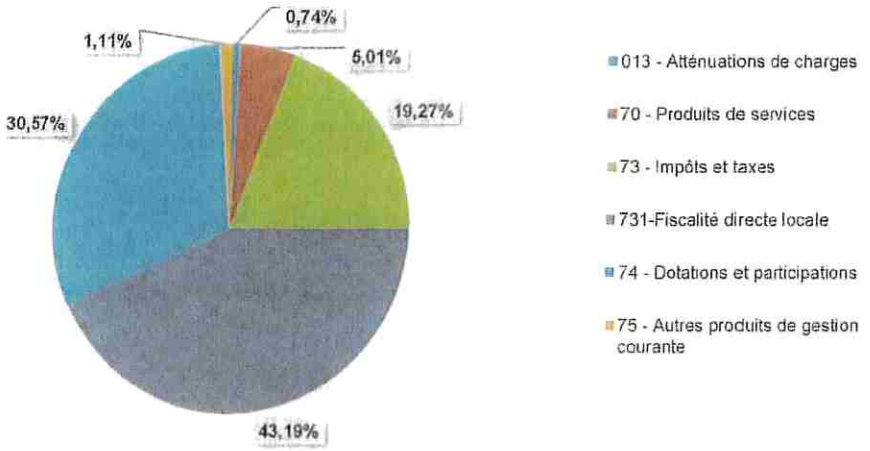
Ce chapitre s'élève à 161 188,85 €, il regroupe les opérations d'ordre de section à section telles que :

- La reprise des subventions d'équipement transférables : 34 322,32 €,
- Les opérations d'ordre liées aux cessions d'immobilisation réalisées : 126 766,53 €.

Evolution des recettes réelles de fonctionnement 2025



Répartition des recettes réelles de fonctionnement 2025



PARTIE 3 :
SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement présente un résultat de clôture positif de 1 216 435,97 €. Les dépenses d'équipement 2025 sont principalement financées par l'autofinancement dégagé.

I. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 8 833 127,73 €, soit un taux de réalisation de 54,66 %. Ce taux est de 57,10 % avec l'intégration des restes à réaliser.

CHAPITRES	BP + BS + DM	CFU	% d'exécution	RAR	% d'exécution
10 - Dotations et fonds divers	10 000,00 €	- €		- €	
16 - Emprunts et dettes assimilés	934 369,00 €	933 368,16 €	99,89%	- €	99,89%
20 - Immobilisations incorporelles	1 402 949,19 €	634 823,61 €	45,25%	136 239,79 €	54,96%
21 - Immobilisations corporelles	10 285 309,10 €	4 921 915,93 €	47,85%	241 161,05 €	50,20%
23 - Immobilisations en cours	3 526 721,96 €	2 343 020,03 €	66,44%	15 962,14 €	66,89%
26 - Titres et participations	- €	0,00 €		- €	
020 - Dépenses imprévues	- €	- €		- €	
Dépenses réelles d'investissement 2025	**16 159 349,25 €**	**8 833 127,73 €**	**54,66%**	**393 362,98 €**	**57,10%**
001 - Résultat reporté d'investissement				- €	
040 - Opérations d'ordre de transferts	*52 000,00 €*	*161 188,85 €*	*309,98%*	- €	*309,98%*
45 - Opérations sous mandat	*676 516,02 €*	*380 589,09 €*	*56,26%*	- €	*56,26%*
041 - Opérations patrimoniales	*3 000 000,00 €*	*2 004 132,61 €*	*66,80%*	- €	*66,80%*
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2025	19 887 865,27 €	11 379 038,28 €	57,22%	393 362,98 €	59,19%

1.1. CHAPITRE 16 – EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES

Le chapitre 16 s'élève à 933 368,16 €. Il correspond au remboursement du capital de la dette.

1.2. CHAPITRE 20 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Ce chapitre regroupe principalement les frais d'études et les acquisitions de licences, brevets, concessions, droits et valeurs similaires. Il s'élève à 634 823,61 €, sans les restes à réaliser. En intégrant les restes à réaliser de 136 239,79 €, le taux de réalisation atteint est 54,96 %.

Les dépenses relatives aux frais d'études s'élèvent à 593 890,84 € réparties pour les études sur le projet Foreau-Paradis, la rénovation de l'Ile aux Enfants, le réaménagement du Stade des Petits Sentiers, le nouveau Conservatoire, les travaux de la place du 19 Mars 1962 et de la Halle, le Plan de circulation, la Programmation Urbaine, le Schéma Directeur Immobilier Energétique, les réhabilitations de rues, le projet Richoux, le terrain d'honneur à Boudrie, la

rénovation du groupe scolaire Jean Jaurès, la salle du cimetière à Poiffonds et les démolitions.

L'équipement de la Ville en licences et logiciels s'élève à 35 730,77 €.

1.3. CHAPITRE 21 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le montant des immobilisations corporelles est de 4 921 915,93 €, soit un pourcentage de réalisation de 47,85 %. Des restes à réaliser sur l'exercice 2025 s'inscrivent à hauteur de 241 161,05 €. En intégrant ces derniers, le pourcentage de réalisation atteint 50,20 %.

Les principales dépenses d'équipement réalisées sur ce chapitre en 2025 sont :

Concernant les bâtiments :
- Réfection du terrain d'honneur de Boudrie : 152 427,78 €,
- Démolition Tribune/vestiaires Boudrie : 87 324 €,
- Traitement curatif, présence d'amiante dans les écoles : 78 025,11 €,
- Mise en accessibilité ERP-AD'AP travaux : 38 919,30 €,
- Travaux gymnase Léo Lagrange : 23 028 €,
- Création d'isolation phonique dortoir Les Lucioles : 22 393,20 €,
- Construction nouveau complexe sportif Richoux : 25 240 €.

Concernant la voirie :
- Travaux de la place du 19 Mars 1962 et de la Halle : 882 981,48 €,
- Travaux rue Vienne/Foreau/Picardie/Madrid/Valence/Barcelone : 1 142 066,68 €,
- Travaux rue de la République-BHNS : 301 785 €,
- Réfection rue Gambetta-secteur Foch/Ornano/Bruxelles : 262 648,47 €,
- Square de la Libération Foot 5*5 Basket 3*3 : 136 844,19 €,
- Parking cimetière-boulodrome : 35 662,39 €.

Concernant l'aménagement urbain et paysagé :
- Préemption : 700 567,46 €,
- Acquisition terrain Crédit Agricole : 15407,24 €.

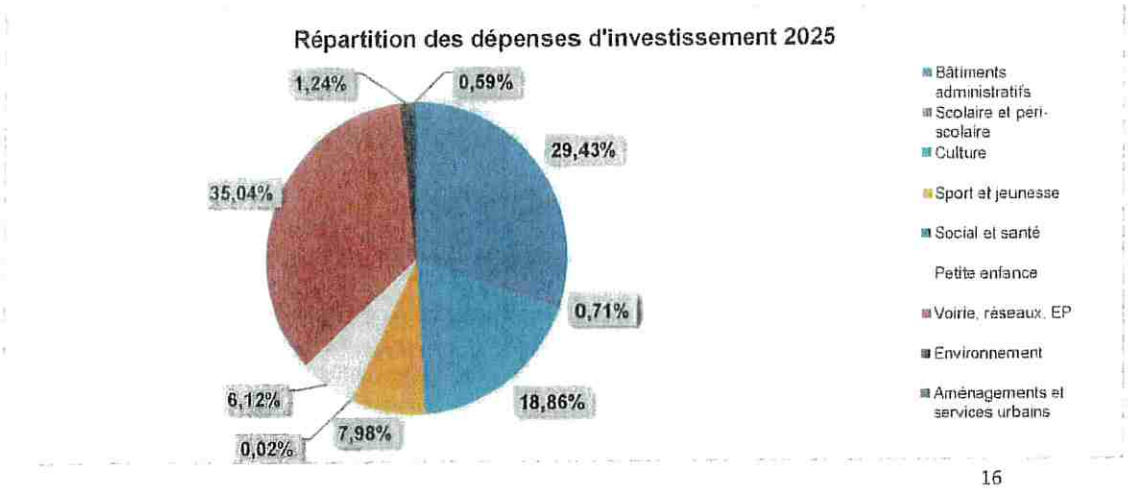
Concernant les autres dépenses :
- Acquisition de téléphones, d'ordinateurs, imprimantes et matériel informatique : 51 546,33 €,
- Acquisition de véhicules et d'équipements : 150 373,86 €,
- Remplacement radiateurs pour baisse consommation HDV CTE Mendès F. : 30 441,22 €,
- Voie verte : 38 268,81 €
- Instruments/matériels pour le Conservatoire : 32 543 €.

1.4. CHAPITRE 23 – IMMOBILISATIONS EN COURS

Ce chapitre enregistre les dépenses afférentes aux immobilisations non terminées à la fin de l'exercice. Le montant de ce chapitre est de 2 343 020,03 €, soit un pourcentage de réalisation de 66,44 %. Des restes à réaliser sur l'exercice 2025 s'inscrivent à hauteur de 15 962,14 €. En intégrant ces derniers, le pourcentage de réalisation atteint est 66,89 %.

BILAN DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT 2025-2026

N°AP	Intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
		Pour mémoire AP	Révision de l'exercice 2026	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2025)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 31/12/2025)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2026	Restes à financer (exercices au-delà de 2026)
17	Rénovation du Centre-Ville -Place du 19 Mars 1962 et rues René Langlois et Albert Brossard	4 392 808,25 €	820 000,00 €	5 212 808,25 €	3 041 689,48 €	820 000,00 €	1 351 118,77 €
18	Projet Urbain Foreau Paradis	4 500 000,00 €	-€	4 500 000,00 €	262 239,40 €	965 825,00 €	3 271 935,60 €
19	Rénovation de la Structure Ile aux enfants	950 430,00 €	42 443,90 €	992 873,90 €	619 510,97 €	373 362,93 €	- €
20	Création d'une cuisine satellite	1 300 000,00 €	-€	1 300 000,00 €	132 774,00 €	-€	1 167 226,00 €
21	Création d'un nouveau Conservatoire et Rénovation Centre Culturel	12 260 000,00 €	902 120,80 €	13 162 120,80 €	2 716 729,00 €	8 282 718,00 €	2 162 673,80 €
22	Rénovation rue Gambetta/Secteur Foch-Ornano/Bruxelles	3 200 000,00 €	-€	3 200 000,00 €	604 160,97 €	90 000,00 €	2 505 839,03 €
23	Opération de la Voie verte	3 025 511,00 €	-€	3 025 511,00 €	98 124,50 €	400 000,00 €	2 527 386,50 €
24	Complexe sportif Richoux	2 280 000,00 €	-€	2 280 000,00 €	€	376 000,00 €	1 904 000,00 €
25	Rénovation du groupe scolaire Jean Jaurès	9 600 000,00 €	-€	9 600 000,00 €	-€	115 500,00 €	9 484 500,00 €



1.5. LES RESTES A REALISER 2025

Les restes à réaliser en dépenses de la section d'investissement correspondent aux dépenses engagées avant le 31 décembre 2025 mais non mandatées sur cet exercice. Elles font donc l'objet d'un report sur l'exercice suivant.
Ces dépenses sont payées par le responsable du service de gestion comptable au regard de l'état des restes à réaliser établi par la commune.

Les restes à réaliser s'élèvent à 393 362,98 €.

→ Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles : 136 239,79 €.
Il totalise notamment les frais d'études pour :
- Etudes pour la programmation urbaine : 78 916,40 €,
- Des études pour Cœur de vie /Boudrie : 28 140 €,

Et des frais de recherches et de développement pour l'atlas de la biodiversité : 20 808 €.

→ Chapitre 21 – Immobilisations corporelles : 241 161,05 €.
Il regroupe notamment les engagements pour :
- Véhicule Lodgy PM : 41 775,85 €,
- Travaux d'aménagement paysager rue Varlet : 10 971,90 €,
- Motorisation portillons cimetière : 10 797,90 €,
- Modernisation et remplacement des cuves du CTM : 9 771,11 €.

1.6. CHAPITRE 040 – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION

Ce chapitre s'élève à 161 188,85 €, il regroupe les opérations d'ordre de section à section telles que :

- La reprise des subventions d'équipement transférables : 34 322,32 €,
- Les opérations d'ordre liées aux cessions d'immobilisation réalisées : 126 766,53 €.

Les dépenses de ce chapitre sont égales aux recettes du chapitre 042 de la section de fonctionnement.

1.7. CHAPITRE 041 – OPERATIONS PATRIMONIALES

Ce chapitre retrace toutes les opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement qui s'équilibrent en dépenses et en recettes.

Elles sont d'un montant de 2 004 132,61 €, et sont égales aux recettes du même chapitre.

1.8. CHAPITRE 45– OPERATIONS SOUS MANDAT

Ce chapitre retrace toutes les opérations effectuées pour une autre collectivité, avancées par la ville puis remboursées par la dite-collectivité. Elles s'équilibrent en dépenses et en recettes.
Elles sont d'un montant de 380 589,09 €, et sont égales aux recettes du même chapitre.

II. RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes réelles de la section d'investissement s'élèvent à 8 566 169,22 € soit un taux de réalisation de 62,58 %. Ce taux atteint 88,53 % avec l'intégration des restes à réaliser.

CHAPITRES	BP + BS + DM	CFU	% d'exécution	RAR	% d'exécution
10 - Dotations et fonds divers	1 320 281,34 €	1 872 295,60 €	141,81%	- €	141,81%
1068- Excédents de fonctionnement capitalisés	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €	100,00%	- €	100,00%
13 - Subventions d'investissements reçues	6 267 653,02 €	689 365,62 €	11,00%	3 553 321,40 €	67,69%
16 - Emprunts et cautionnements	3 001 000,00 €	3 004 217,48 €	100,11%	- €	100,11%
21 - Immobilisations corporelles	0,00 €	290,52 €			
024 - Produits de cession des immobilisations	100 000,00 €	- €		- €	
Recettes réelles d'investissement 2025	**13 688 934,36 €**	**8 566 169,22 €**	**62,58%**	**3 553 321,40 €**	**88,53%**
001 - Résultat reporté d'investissement				- €	
021 - Virement de la section de fonctionnement	*2 586 796,31 €*	- €		- €	
45 - Opérations sous mandat	*676 516,02 €*	*380 589,09 €*	*56,26%*		*56,26%*
040 - Opérations d'ordre de transferts	*1 850 000,00 €*	*1 644 583,33 €*	*88,90%*	- €	*88,90%*
041 - Opérations patrimoniales	*3 000 000,00 €*	*2 004 132,61 €*	*66,80%*	- €	*66,80%*
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT 2025	21 802 246,69 €	12 595 474,25 €	57,77%	3 553 321,40 €	74,07%

2.1. CHAPITRE 10 – DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES

Ce chapitre s'élève à 4 872 295,60 € avec 141,81 % de réalisation. Il représente 56,88 % du total des recettes réelles d'investissement.
Cela comprend :

- Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) à hauteur de 1 632 947,97 €,
- La taxe d'aménagement pour 239 347,63 €,
- Les excédents de fonctionnement capitalisés affectés à la section d'investissement d'un montant de 3 000 000 €.

2.2. CHAPITRE 13 – SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES

Les subventions d'investissement reçues s'élèvent à 689 365,62 € et se composent notamment de :

- Reversement des amendes de police-radars : 88 947 €,
- Deux soldes de subvention pour les Petits Sentiers : 219 646,41 €,
- Un solde de subvention pour la rénovation de l'école élémentaire Jean Macé : 122 899 €,
- Un solde de subvention pour la rénovation de l'église Saint Pantaléon : 57 947 €,
- Un acompte de subvention PCAET pour la géothermie Conservatoire : 51 300 €,
- Un acompte pour la subvention de l'ADEME-Pacifier les circulations : 40 080,60 €.

2.3. RESTES A REALISER 2025

Les restes à réaliser en recettes de la section d'investissement correspondent aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recettes. Elles font donc l'objet d'un report sur l'exercice suivant.

Ces recettes sont régularisées par le responsable du service de gestion comptable au vu de l'état des restes à réaliser établi par la commune.

Les restes à réaliser 2025 concernent des attributions de subventions pour lesquelles la Ville a reçu un arrêté attributif. Ils s'élèvent à 3 553 321,40 € et correspondent notamment à :

- Les subventions pour l'opération Foreau-Paradis : 1 113 840 €,
- Les subventions pour la Place du 19 mars 1962 : 959 655 €,
- Le solde de la subvention DREAL pour la voie verte : 456 679 €,
- La subvention pour la rénovation énergétique de l'Ile aux enfants : 604 775,50 €,
- Les soldes pour la géothermie du nouveau Conservatoire : 159 640 €,
- Le solde de la subvention pour le terrain synthétique des Petits Sentiers : 70 000 €,
- Le solde de la subvention pour le Pumptrack : 72 800 €.

2.4. CHAPITRE 040 – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION

Ce chapitre regroupe l'ensemble des opérations d'ordre qui se traduisent par une recette d'investissement et une dépense de fonctionnement au chapitre 042 (sans affecter l'équilibre global du budget).

Il comprend les recettes des dotations d'amortissement et les opérations d'ordre pour les cessions d'immobilisations pour 1 644 583,33 €.

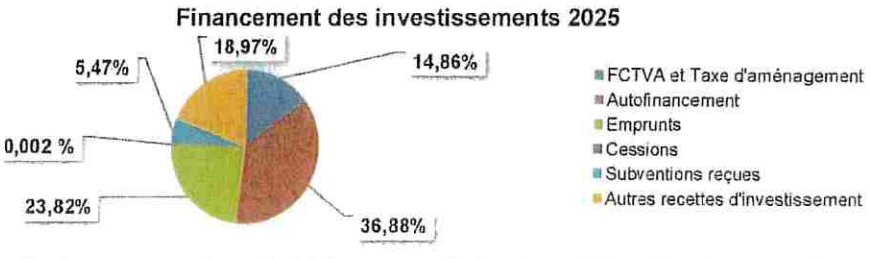
2.5. CHAPITRE 041 – OPERATIONS PATRIMONIALES

Ce chapitre retrace toutes les opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement qui s'équilibrent en dépenses et en recettes.
Elles sont d'un montant de 2 004 132,61 €, et sont égales aux dépenses du même chapitre.

2.6. CHAPITRE 45– OPERATIONS SOUS MANDAT

Ce chapitre retrace toutes les opérations effectuées pour une autre collectivité, payées puis remboursées par celle-ci, elles s'équilibrent en dépenses et en recettes.

Elles sont d'un montant de 380 589,09 €, et sont égales aux dépenses du même chapitre.



Présentation synthétique CFU 2025

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Libellé	CFU 2025
013	Atténuation de charges	198 325,14 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 346 145,85 €
73	Impôts et taxes	5 176 388,71 €
731	Fiscalité directe locale	11 605 416,75 €
74	Dotations, subventions et participations	8 214 813,04 €
75	Autres produits de gestion courante	299 348,51 €
76	Produits financiers	9,90 €
77	Produits exceptionnels	28 055,00 €
002	Résultat reporté de fonctionnement	5 943 394,62 €
78	Reprises d'amortissements et de provisions	0,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	161 188,85 €
TOTAL		**32 973 086,37 €**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Libellé	CFU 2025
011	Charges à caractère général	4 972 053,70 €
012	Charges de personnel	13 871 614,71 €
014	Atténuations de produits	230,00 €
65	Autres charges de gestion courante	1 301 498,66 €
66	Charges financières	151 094,60 €
67	Charges exceptionnelles	28 300,75 €
68	Dotations aux provisions	226 159,83 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 644 583,33 €
TOTAL		**22 195 535,58 €**

Résultat fonctionnement	10 777 550,79 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chapitre	Libellé	CFU 2025
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 872 295,60 €
13	Subventions d'investissement reçues	689 365,62 €
16	Emprunts et dettes assimilées	3 004 217,48 €
21	Immobilisations corporelles	290,52 €
001	Résultat reporté d'investissement	
45	Opérations sous mandat	380 589,09 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 644 583,33 €
041	Opérations patrimoniales	2 004 132,61 €
024	Cessions d'immobilisations	
TOTAL		**12 595 474,25 €**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chapitre	Libellé	CFU 2025
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	933 368,16 €
20	Immobilisations incorporelles	634 823,61 €
21	Immobilisations corporelles	4 921 915,93 €
23	Immobilisations en cours	2 343 020,03 €
26	Titres et participations	0,00 €
001	Résultat reporté d'investissement	1 342 281,42 €
45	Opérations sous mandat	380 589,09 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	161 188,85 €
041	Opérations patrimoniales	2 004 132,61 €
TOTAL		**12 721 319,70 €**

Résultat investissement	-125 845,45 €

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE 3500 ET PLUS HABITANTS : VILLE DE LUCE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21280218500141

POSTE COMPTABLE : CHARTRES-METROPOLE - 028013

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL VILLE (21800) (3)

ANNEE 2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL20260077-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
D - Bilan synthétique 9
E - Compte de résultat synthétique 10
F - Taux des contributions et produits afférents en N 12

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 13

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 14
A1.2 - Recettes d'investissement 15
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 16
A2.2 - Recettes de fonctionnement 17

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 18
B2 - Recettes d'investissement 21
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 27
D2 - Recettes de fonctionnement 33

III - Etats financiers

A - Bilan 37
B - Compte de résultat 41
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 44
D - Balance des comptes 45

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 74
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 76
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 78
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 83
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 85
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 86
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 88
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 89
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 90
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 91
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 93
B6 - Prêts 94
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis 95
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 100
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet

B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	101
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Etats annexés budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	107
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses	108
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	109
C2.1 - Situation des AP	111
C2.2 - Situation des AE	Sans Objet
IV - Annexes	
C - Etats annexés budgétaires	
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature	112
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction	119
IV - Etats annexés	
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus	126
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	127
D5 - Identification des flux croisés	128
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1)	Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse	Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail	Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier	129
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	130

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	15848

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	10855354.00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1296.75
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1695.39
3	Dépenses d'équipement brut / population	522.49
4	Encours de dette / population (2)(3)	753.36
5	DGF / population	393.95
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	67.50
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	79.96
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	23.51
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	20.04
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	44.44
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	188.99

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	21 802 246,69	25 980 884,30	47 783 130,99
	Recettes réalisées (1)	B	12 595 474,25	27 029 691,75	39 625 166,00
	Restes à réaliser	C	3 553 321,40	0,00	3 553 321,40
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	19 887 865,27	28 986 480,61	48 874 345,88
	Dépenses réalisées (1)	E	11 379 038,28	22 195 535,58	33 574 573,86
	Restes à réaliser	F	393 362,98	0,00	393 362,98
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	1 216 435,97	4 834 156,17	6 050 592,14
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-1 342 281,42	5 943 394,62	4 601 113,20
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-125 845,45	10 777 550,79	10 651 705,34
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	3 159 958,42	0,00	3 159 958,42
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	3 034 112,97	10 777 550,79	13 811 663,76

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	-1 342 281,42	0,00	1 216 435,97	0,00	-125 845,45
Fonctionnement	8 943 394,62	3 000 000,00	4 834 156,17	0,00	10 777 550,79
TOTAL I	**7 601 113,20**	**3 000 000,00**	**6 050 592,14**	**0,00**	**10 651 705,34**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**7 601 113,20**	**3 000 000,00**	**6 050 592,14**	**0,00**	**10 651 705,34**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 393 362,98
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	136 239,79
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	241 161,05
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	15 962,14
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	3 553 321,40
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		3 553 321,40
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	161,09
Autres immobilisations incorporelles	1 335,82
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	17 591,50
Constructions	50 542,95
Réseaux et installations de voirie	32 087,31
Réseaux divers	2 068,46
Installations techniques, agencements et matériel	2 924,08
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	3 339,74
Immobilisations corporelles en cours	**16 318,39**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**1 633,97**
Immobilisations financières (nettes)	**4,94**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**128 008,24**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	1 250,10
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	10 960,92
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**12 211,02**
Comptes de régularisation (III)	677,08
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**140 896,34**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	44 114,31
Neutralisations et régularisations	1 526,14
Réserves	70 977,74
Report à nouveau	5 943,39
Résultat de l'exercice	4 834,16
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**127 395,74**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**225,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	11 958,32
Dettes financières et autres emprunts	5,27
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**11 963,59**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	750,01
Autres dettes non financières	484,88
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**1 234,89**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**13 423,48**
Comptes de régularisation (III)	77,12
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**140 896,34**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	6 357,87	5 977,09
Participations	1 319,09	1 699,89
Compensations, autres attributions et autres participations	537,86	516,30
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	16 781,58	16 103,01
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	1 346,15	1 266,97
Produits des cessions d'actifs	28,06	4,55
Autres produits de gestion	299,35	221,16
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,48
Reprises du financement rattaché à un actif	34,42	51,08
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	126,77	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**26 831,13**	**25 840,53**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	4 874,44	5 018,20
Charges de personnel	13 304,40	13 067,17
Indemnités des élus (et membres du CESR)	240,38	237,64
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	188,50	150,40
Impôts et taxes	466,51	448,07
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1 631,38	1 490,67
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	132,82	4,36
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	22,00	0,19

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**20 860,42**	**20 416,71**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	900,92	399,92
Autres charges	0,00	133,71
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**900,92**	**533,62**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**5 069,79**	**4 890,20**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,01**	**600,01**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**235,64**	**309,03**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-235,63**	**290,98**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**4 834,16**	**5 181,18**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N

I

F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		53,20 %	0,50	11 065 068,00	1,95
TFPNB		58,52 %	0,55	22 238,00	6,68
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		13,80 %	0,13	165 627,00	95,88
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 1.00%
- Investissement : 1.00%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 402 949,19	634 823,61	45,25	136 239,79
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	10 285 309,10	4 921 915,93	47,85	241 161,05
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 526 721,96	2 343 020,03	66,44	15 962,14
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**15 214 980,25**	**7 899 759,57**	**51,92**	**393 362,98**
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	934 369,00	933 368,16	99,89	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**944 369,00**	**933 368,16**	**98,84**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	676 516,02	380 589,09	56,26	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**16 835 865,27**	**9 213 716,82**	**54,73**	**393 362,98**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*52 000,00*	*161 188,85*	*309,98*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*3 000 000,00*	*2 004 132,61*	*66,80*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**3 052 000,00**	**2 165 321,46**	**70,95**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**19 887 865,27**	**11 379 038,28**	**57,22**	**393 362,98**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**1 342 281,42**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**21 230 146,69**	**11 379 038,28**		**393 362,98**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	6 267 653,02	689 365,62	11,00	3 553 321,40
16	Emprunts et dettes assimilées	3 001 000,00	3 004 217,48	100,11	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	290,52	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 320 281,34	4 872 295,60	112,78	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	100 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	676 516,02	380 589,09	56,26	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**14 365 450,38**	**8 946 758,31**	**62,28**	**3 553 321,40**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*2 586 796,31*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 850 000,00*	*1 644 583,33*	*88,90*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*3 000 000,00*	*2 004 132,61*	*66,80*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**7 436 796,31**	**3 648 715,94**	**49,06**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**21 802 246,69**	**12 595 474,25**	**57,77**	**3 553 321,40**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**21 802 246,69**	**12 595 474,25**		**3 553 321,40**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	6 989 044,30	4 780 662,74	191 390,96	4 972 053,70	71,14	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	15 150 000,00	13 871 614,71	0,00	13 871 614,71	91,56	0,00
014	Atténuations de produits	230,00	230,00	0,00	230,00	100,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 970 410,00	1 289 060,56	12 438,10	1 301 498,66	66,05	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**24 109 684,30**	**19 941 568,01**	**203 829,06**	**20 145 397,07**	**83,56**	**0,00**
66	Charges financières	170 000,00	151 094,60	0,00	151 094,60	88,88	0,00
67	Charges spécifiques	40 000,00	28 300,75	0,00	28 300,75	70,75	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	230 000,00	226 159,83	0,00	226 159,83	98,33	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**24 549 684,30**	**20 347 123,19**	**203 829,06**	**20 550 952,25**	**83,71**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 586 796,31*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 850 000,00*	*1 644 583,33*	*0,00*	*1 644 583,33*	*88,90*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**4 436 796,31**	**1 644 583,33**	**0,00**	**1 644 583,33**	**37,07**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**28 986 480,61**	**21 991 706,52**	**203 829,06**	**22 195 535,58**	**76,57**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**28 986 480,61**	**21 991 706,52**	**203 829,06**	**22 195 535,58**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	25 369,00	192 006,36	6 318,78	198 325,14	781,76	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 157 279,30	1 326 745,89	19 399,96	1 346 145,85	116,32	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	5 144 938,00	5 176 388,71	0,00	5 176 388,71	100,61	0,00
731	Fiscalité locale	11 477 858,00	11 605 416,75	0,00	11 605 416,75	101,11	0,00
74	Dotations et participations	8 003 440,00	8 158 648,19	56 164,85	8 214 813,04	102,64	0,00
75	Autres produits de gestion courante	120 000,00	298 252,31	1 096,20	299 348,51	249,46	0,00
Total des recettes de gestion des services		**25 928 884,30**	**26 757 458,21**	**82 979,79**	**26 840 438,00**	**103,52**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	9,90	0,00	9,90	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	28 055,00	0,00	28 055,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**25 928 884,30**	**26 785 523,11**	**82 979,79**	**26 868 502,90**	**103,62**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*52 000,00*	*161 188,85*	*0,00*	*161 188,85*	*309,98*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**52 000,00**	**161 188,85**	**0,00**	**161 188,85**	**309,98**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**25 980 884,30**	**26 946 711,96**	**82 979,79**	**27 029 691,75**	**104,04**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**5 943 394,62**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**31 924 278,92**	**26 946 711,96**	**82 979,79**	**27 029 691,75**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	593 890,84	0,00	593 890,84	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	5 202,00	0,00	5 202,00	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	35 730,77	0,00	35 730,77	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 402 949,19	634 823,61	0,00	634 823,61	768 125,58
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	156 159,28	0,00	156 159,28	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	563 744,23	3 928,81	559 815,42	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	2 806,78	0,00	2 806,78	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	1 717 170,29	380 589,09	1 336 581,20	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	452 695,67	0,00	452 695,67	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	1 768 460,31	0,00	1 768 460,31	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	56 363,35	0,00	56 363,35	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	2 916,00	0,00	2 916,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	15 548,51	0,00	15 548,51	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	590,09	0,00	590,09	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	3 271,44	0,00	3 271,44	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	162 319,40	0,00	162 319,40	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	193 940,28	0,00	193 940,28	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	44 076,53	0,00	44 076,53	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	17 525,55	0,00	17 525,55	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	7 618,60	0,00	7 618,60	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	9 146,00	0,00	9 146,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2188	Autres	0,00	132 081,52	0,00	132 081,52	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	10 587 409,10	5 306 433,83	384 517,90	4 921 915,93	5 665 493,17
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	209 374,64	0,00	209 374,64	0,00
2313	Constructions	0,00	2 218,32	0,00	2 218,32	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	2 131 427,07	0,00	2 131 427,07	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 526 721,96	2 343 020,03	0,00	2 343 020,03	1 183 701,93
Total des dépenses d'équipement		**15 517 080,25**	**8 284 277,47**	**384 517,90**	**7 899 759,57**	**7 617 320,68**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	79 793,04	0,00	79 793,04	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	853 575,12	0,00	853 575,12	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	934 369,00	933 368,16	0,00	933 368,16	1 000,84
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**944 369,00**	**933 368,16**	**0,00**	**933 368,16**	**11 000,84**
45812	Opération pour compte tiers n° 45812	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
45813	Opération pour compte tiers n° 45813	497 712,02	380 589,09	0,00	380 589,09	117 122,93
45815	Opération pour compte tiers n° 45815	78 804,00	0,00	0,00	0,00	78 804,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	676 516,02	380 589,09	0,00	380 589,09	295 926,93

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses réelles d'investissement		**17 137 965,27**	**9 598 234,72**	**384 517,90**	**9 213 716,82**	**7 924 248,45**
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*778,00*	*0,00*	*778,00*	*0,00*
13912	*Régions*	*0,00*	*12 754,00*	*0,00*	*12 754,00*	*0,00*
13916	*Autres établissements publics locaux*	*0,00*	*3 263,00*	*0,00*	*3 263,00*	*0,00*
13918	*Autres*	*0,00*	*15 824,32*	*0,00*	*15 824,32*	*0,00*
13938	*Autres*	*0,00*	*1 803,00*	*0,00*	*1 803,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*126 766,53*	*0,00*	*126 766,53*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*178 766,53*	*161 188,85*	*0,00*	*161 188,85*	*17 577,68*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*196 401,30*	*0,00*	*196 401,30*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*505 230,29*	*0,00*	*505 230,29*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*305 643,96*	*0,00*	*305 643,96*	*0,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*	*73 288,67*	*0,00*	*73 288,67*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*923 568,39*	*0,00*	*923 568,39*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*3 000 000,00*	*2 004 132,61*	*0,00*	*2 004 132,61*	*995 867,39*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***3 178 766,53***	***2 165 321,46***	***0,00***	***2 165 321,46***	***1 013 445,07***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**20 316 731,80**	**11 763 556,18**	**384 517,90**	**11 379 038,28**	**8 937 693,52**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 342 281,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**21 659 013,22**	**11 763 556,18**	**384 517,90**	**11 379 038,28**	**10 279 974,94**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	État et établissements nationaux	0,00	250,00	0,00	250,00	0,00
1318	Autres	0,00	12 500,00	0,00	12 500,00	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	51 295,61	0,00	51 295,61	0,00
1323	Départements	0,00	230 447,00	0,00	230 447,00	0,00
1328	Autres	0,00	113 380,60	0,00	113 380,60	0,00
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	0,00	88 947,00	0,00	88 947,00	0,00
13461	Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00	69 646,41	0,00	69 646,41	0,00
13462	Dotation de soutien à l'investissement local	0,00	122 899,00	0,00	122 899,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	6 267 653,02	689 365,62	0,00	689 365,62	5 578 287,40
1641	Emprunts en euros	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	4 217,48	0,00	4 217,48	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	3 001 000,00	3 004 217,48	0,00	3 004 217,48	-3 217,48
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	290,52	0,00	290,52	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	290,52	0,00	290,52	-290,52
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	1 632 947,97	0,00	1 632 947,97	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	239 347,63	0,00	239 347,63	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	4 320 281,34	4 872 295,60	0,00	4 872 295,60	-552 014,26

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	71 945,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45822	Opération pour compte tiers n° 45822	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
45823	Opération pour compte tiers n° 45823	497 712,02	430 429,95	49 840,86	380 589,09	117 122,93
45825	Opération pour compte tiers n° 45825	78 804,00	0,00	0,00	0,00	78 804,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	676 516,02	430 429,95	49 840,86	380 589,09	295 926,93
Total des recettes réelles d'investissement		**14 337 395,38**	**8 996 599,17**	**49 840,86**	**8 946 758,31**	**5 390 637,07**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 586 796,31*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*22 004,55*	*0,00*	*22 004,55*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*132 816,83*	*0,00*	*132 816,83*	*0,00*
2188	*Autres*	*0,00*	*0,15*	*0,00*	*0,15*	*0,00*
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*	*0,00*	*2 501,76*	*0,00*	*2 501,76*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*25 341,20*	*0,00*	*25 341,20*	*0,00*
28041582	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*33 333,00*	*0,00*	*33 333,00*	*0,00*
280422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*1 033,00*	*0,00*	*1 033,00*	*0,00*
2804412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*741,00*	*0,00*	*741,00*	*0,00*
2804422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*2 820,00*	*0,00*	*2 820,00*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*39 511,00*	*0,00*	*39 511,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*6 686,42*	*0,00*	*6 686,42*	*0,00*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*7 936,60*	*0,00*	*7 936,60*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
281351	Bâtiments publics	0,00	247 251,72	0,00	247 251,72	0,00
28138	Autres constructions	0,00	1 132,00	0,00	1 132,00	0,00
28151	Réseaux de voirie	0,00	191,00	0,00	191,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	157 310,22	0,00	157 310,22	0,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	5 910,00	0,00	5 910,00	0,00
281532	Réseaux d'assainissement	0,00	38,00	0,00	38,00	0,00
281533	Réseaux câblés	0,00	12 941,59	0,00	12 941,59	0,00
281534	Réseaux d'électrification	0,00	25 494,87	0,00	25 494,87	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	47 142,85	0,00	47 142,85	0,00
281568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	89 229,00	0,00	89 229,00	0,00
2815731	Matériel roulant	0,00	44 874,00	0,00	44 874,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	3 285,00	0,00	3 285,00	0,00
28158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	95 219,47	0,00	95 219,47	0,00
28181	Installations générales, agencements et aménagements divers	0,00	796,64	0,00	796,64	0,00
281828	Autres matériels de transport	0,00	155 342,50	0,00	155 342,50	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	11 680,20	0,00	11 680,20	0,00
281838	Autre matériel informatique	0,00	88 189,10	0,00	88 189,10	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	22 167,56	0,00	22 167,56	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	32 327,46	0,00	32 327,46	0,00
28185	Matériel de téléphonie	0,00	10 152,40	0,00	10 152,40	0,00
28186	Cheptel	0,00	320,00	0,00	320,00	0,00
28188	Autres	0,00	234 317,24	0,00	234 317,24	0,00
4817	Indemnités de renégociation de la dette	0,00	84 545,00	0,00	84 545,00	0,00
total chapitre 040	Opérations d'ordre de transferts entre sections	2 004 821,53	1 644 583,33	0,00	1 644 583,33	360 238,20

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*299 348,44*	*0,00*	*299 348,44*	*0,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*1 704 784,17*	*0,00*	*1 704 784,17*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*3 000 000,00*	*2 004 132,61*	*0,00*	*2 004 132,61*	*995 867,39*
Total des recettes d'ordre en investissement		***7 591 617,84***	***3 648 715,94***	***0,00***	***3 648 715,94***	***3 942 901,90***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**21 929 013,22**	**12 645 315,11**	**49 840,86**	**12 595 474,25**	**9 333 538,97**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**21 929 013,22**	**12 645 315,11**	**49 840,86**	**12 595 474,25**	**9 333 538,97**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 67(1)
LIBELLE : CONSTRUCTION D'UNE CRECHE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **2 425 594,14**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 625,92**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	22 625,92
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**360,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	360,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 402 608,22**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	2 402 608,22

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **1 037 580,66**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 024 500,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	90 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	484 500,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00		0,00	450 000,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 080,66**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	13 080,66

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**-1 388 013,48**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	0,00	756 854,65	40 868,01	715 986,64	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	76 538,13	324,85	76 213,28	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	1 002 253,97	83 924,54	918 329,43	0,00
60621	Combustibles	0,00	19 905,64	0,00	19 905,64	0,00
60622	Carburants	0,00	85 807,70	553,72	85 253,98	0,00
60623	Alimentation	0,00	37 656,93	598,95	37 057,98	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	6 275,54	0,00	6 275,54	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	57 004,43	1 376,20	55 628,23	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	71 393,31	0,00	71 393,31	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	229 330,23	8 037,14	221 293,09	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	16 730,37	0,00	16 730,37	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	44 177,12	631,40	43 545,72	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	21 465,22	0,00	21 465,22	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	0,00	34 615,46	595,43	34 020,03	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	67 029,81	906,10	66 123,71	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	25 559,51	279,47	25 280,04	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	650 518,36	46 308,00	604 210,36	0,00
61358	Autres	0,00	162 711,48	21 167,67	141 543,81	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	2 884,71	0,00	2 884,71	0,00
61521	Terrains	0,00	24 628,43	0,00	24 628,43	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	87 961,84	22 266,16	65 695,68	0,00
615231	Voiries	0,00	204 909,28	0,00	204 909,28	0,00
615232	Réseaux	0,00	11 162,16	0,00	11 162,16	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
61551	Matériel roulant	0,00	47 210,61	3 861,17	43 349,44	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	42 502,42	0,00	42 502,42	0,00
6156	Maintenance	0,00	276 170,36	16 105,74	260 064,62	0,00
6161	Multirisques	0,00	29 916,60	0,00	29 916,60	0,00
6168	Autres	0,00	64 127,80	5 061,17	59 066,63	0,00
617	Études et recherches	0,00	9 360,00	9 360,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	23 690,59	179,00	23 511,59	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	51 932,90	2 265,00	49 667,90	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	231,60	0,00	231,60	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	8 978,83	1 800,00	7 178,83	0,00
6228	Divers	0,00	61 676,49	6 087,01	55 589,48	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	16 788,19	0,00	16 788,19	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	276 576,76	2 938,42	273 638,34	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	49 108,43	0,00	49 108,43	0,00
6237	Publications	0,00	10 915,94	0,00	10 915,94	0,00
6238	Divers	0,00	2 127,81	2 127,81	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	1 104,00	0,00	1 104,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	185 845,69	0,00	185 845,69	0,00
6248	Divers	0,00	2 040,00	26,35	2 013,65	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	4 818,87	0,00	4 818,87	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	29 419,32	0,00	29 419,32	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	37 717,19	1 765,00	35 952,19	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	2 881,56	0,00	2 881,56	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	15 175,36	0,00	15 175,36	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	172 594,31	2 296,16	170 298,15	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
62871	A la collectivité de rattachement 4	0,00	5 436,10	0,00	5 436,10	0,00
62878	A des tiers	0,00	1 558,00	779,00	779,00	0,00
6288	Autres	0,00	23 434,63	1 029,00	22 405,63	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	56 516,83	0,00	56 516,83	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	12,00	0,00	12,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	1 647,53	207,06	1 440,47	0,00
6378	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	46 888,23	0,00	46 888,23	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	6 989 044,30	5 255 779,23	283 725,53	4 972 053,70	2 016 990,60
6218	Autre personnel extérieur	0,00	41 746,27	34 506,19	7 240,08	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	157 708,00	0,00	157 708,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	39 426,00	0,00	39 426,00	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	164 517,76	0,00	164 517,76	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	5 923 996,53	0,00	5 923 996,53	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	58 145,96	0,00	58 145,96	0,00
64113	NBI	0,00	57 813,40	0,00	57 813,40	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	1 171 181,29	0,00	1 171 181,29	0,00
64121	Rémunération principale	0,00	90 283,10	0,00	90 283,10	0,00
64123	Indemnités d'attente	0,00	5 689,73	0,00	5 689,73	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	46 834,81	0,00	46 834,81	0,00
64131	Rémunérations	0,00	1 550 515,77	0,00	1 550 515,77	0,00
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	21 592,47	0,00	21 592,47	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	17 825,81	0,00	17 825,81	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	274 588,97	0,00	274 588,97	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	33 023,56	0,00	33 023,56	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	1 513 522,00	0,00	1 513 522,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	2 189 656,63	0,00	2 189 656,63	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	77 441,00	0,00	77 441,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	260 451,86	0,00	260 451,86	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	0,00	46 390,91	0,00	46 390,91	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	2 579,55	0,00	2 579,55	0,00
64731	Versées directement	0,00	33 757,72	0,00	33 757,72	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	41 268,20	0,00	41 268,20	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	66 854,05	0,00	66 854,05	0,00
6488	Autres	0,00	19 309,55	0,00	19 309,55	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	15 150 000,00	13 906 120,90	34 506,19	13 871 614,71	1 278 385,29
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	0,00	230,00	0,00	230,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	230,00	230,00	0,00	230,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	8 043,77	0,00	8 043,77	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	214 666,80	0,00	214 666,80	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	2 533,41	0,00	2 533,41	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	21 916,20	0,00	21 916,20	0,00
65315	Formation	0,00	822,00	0,00	822,00	0,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	0,00	439,05	0,00	439,05	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	2 170,95	0,00	2 170,95	0,00
65736212	dotés de la personnalité morale	0,00	575 190,00	0,00	575 190,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	319 897,50	2 210,00	317 687,50	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	0,00	89 303,45	2 352,04	86 951,41	0,00
65818	Autres	0,00	66 441,44	3 400,36	63 041,08	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	35,00	0,00	35,00	0,00
65888	Autres	0,00	8 001,49	0,00	8 001,49	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 970 410,00	1 309 461,06	7 962,40	1 301 498,66	668 911,34
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**24 109 684,30**	**20 471 591,19**	**326 194,12**	**20 145 397,07**	**3 964 287,23**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	153 241,79	0,00	153 241,79	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	23 029,56	25 176,75	-2 147,19	0,00
total chapitre 66	Charges financières	170 000,00	176 271,35	25 176,75	151 094,60	18 905,40
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	28 300,75	0,00	28 300,75	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	40 000,00	28 300,75	0,00	28 300,75	11 699,25
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement	0,00	225 000,00	0,00	225 000,00	0,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	1 159,83	0,00	1 159,83	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	230 000,00	226 159,83	0,00	226 159,83	3 840,17
Total des dépenses réelles et mixtes		**24 549 684,30**	**20 902 323,12**	**351 370,87**	**20 550 952,25**	**3 998 732,05**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*2 586 796,31*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*132 816,98*	*0,00*	*132 816,98*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*22 004,55*	*0,00*	*22 004,55*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 405 216,80*	*0,00*	*1 405 216,80*	*0,00*
6862	*Dotations aux amortissements des charges financières à répartir*	*0,00*	*84 545,00*	*0,00*	*84 545,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 004 821,53*	*1 644 583,33*	*0,00*	*1 644 583,33*	*360 238,20*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***4 591 617,84***	***1 644 583,33***	***0,00***	***1 644 583,33***	***2 947 034,51***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**29 141 302,14**	**22 546 906,45**	**351 370,87**	**22 195 535,58**	**6 945 766,56**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**29 141 302,14**	**22 546 906,45**	**351 370,87**	**22 195 535,58**	**6 945 766,56**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	224 149,78	41 547,86	182 601,92	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	0,00	114,89	0,00	114,89	0,00
6479	Remboursements sur autres charges sociales	0,00	15 608,33	0,00	15 608,33	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	25 369,00	239 873,00	41 547,86	198 325,14	-172 956,14
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	0,00	57 712,32	1 300,80	56 411,52	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	9 947,00	0,00	9 947,00	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	0,00	272 989,64	1 134,01	271 855,63	0,00
70631	A caractère sportif	0,00	4 489,00	0,00	4 489,00	0,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	88 246,21	1 766,72	86 479,49	0,00
7066	Redevances et droits des services à caractère social	0,00	154 621,94	0,00	154 621,94	0,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	0,00	578 763,77	1 751,61	577 012,16	0,00
706888	Autres	0,00	28 442,72	0,00	28 442,72	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	17 098,60	0,00	17 098,60	0,00
70848	aux autres organismes	0,00	90 198,18	0,00	90 198,18	0,00
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	1 094,90	0,00	1 094,90	0,00
70875	par les communes membres du GFP	0,00	16 506,00	0,00	16 506,00	0,00
70878	par des tiers	0,00	38 401,51	6 412,80	31 988,71	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 157 279,30	1 358 511,79	12 365,94	1 346 145,85	-188 866,55
73211	Attribution de compensation	0,00	3 562 407,71	0,00	3 562 407,71	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	1 613 981,00	0,00	1 613 981,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	5 144 938,00	5 176 388,71	0,00	5 176 388,71	-31 450,71
73111	Impôts directs locaux	0,00	11 028 200,00	0,00	11 028 200,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	48 840,00	0,00	48 840,00	0,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	0,00	415 105,00	0,00	415 105,00	0,00
73154	Droits de place	0,00	23 697,35	0,00	23 697,35	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	97 115,90	7 541,50	89 574,40	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	11 477 858,00	11 612 958,25	7 541,50	11 605 416,75	-127 558,75
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	2 527 716,00	0,00	2 527 716,00	0,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des communes	0,00	3 411 997,00	0,00	3 411 997,00	0,00
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes	0,00	303 638,00	0,00	303 638,00	0,00
744	FCTVA	0,00	114 517,95	0,00	114 517,95	0,00
74718	Autres	0,00	42 453,97	0,00	42 453,97	0,00
74751	GFP de rattachement	0,00	118 986,63	0,00	118 986,63	0,00
747888	Autres	0,00	1 211 566,99	53 919,00	1 157 647,99	0,00
7482	Compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou la taxe de publicité foncière	0,00	409,00	0,00	409,00	0,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	0,00	509 687,00	0,00	509 687,00	0,00
748388	Autres	0,00	236 312,00	236 312,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	2 972,00	0,00	2 972,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	24 297,00	0,00	24 297,00	0,00
74888	Autres	0,00	490,50	0,00	490,50	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	8 003 440,00	8 505 044,04	290 231,00	8 214 813,04	-211 373,04
752	Revenus des immeubles	0,00	145 281,25	2 433,00	142 848,25	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	91 663,05	0,00	91 663,05	0,00
75738	Autres	0,00	3 100,00	0,00	3 100,00	0,00
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00	110,00	0,00	110,00	0,00
75888	Autres	0,00	61 627,21	0,00	61 627,21	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	120 000,00	301 781,51	2 433,00	299 348,51	-179 348,51
Total des recettes de gestion des services		**25 928 884,30**	**27 194 557,30**	**354 119,30**	**26 840 438,00**	**-911 553,70**
761	Produits de participations	0,00	9,90	0,00	9,90	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	9,90	0,00	9,90	-9,90
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	28 055,00	0,00	28 055,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	28 055,00	28 055,00	0,00	28 055,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**25 956 939,30**	**27 222 622,20**	**354 119,30**	**26 868 502,90**	**-911 563,60**
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*	*0,00*	*126 766,53*	*0,00*	*126 766,53*	*0,00*
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*34 422,32*	*0,00*	*34 422,32*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*178 766,53*	*161 188,85*	*0,00*	*161 188,85*	*17 577,68*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***178 766,53***	***161 188,85***	***0,00***	***161 188,85***	***17 577,68***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**26 135 705,83**	**27 383 811,05**	**354 119,30**	**27 029 691,75**	**-893 985,92**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**5 943 394,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**32 079 100,45**	**27 383 811,05**	**354 119,30**	**27 029 691,75**	**5 049 408,70**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		626 777,66	465 690,00	161 087,66	199 014,66
Autres immobilisations incorporelles		2 680 623,79	1 344 805,17	1 335 818,62	1 067 697,41
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		18 025 601,18	434 102,27	17 591 498,91	15 354 648,47
Constructions		55 179 919,88	4 636 969,45	50 542 950,43	49 833 408,19
Réseaux et installations de voirie		33 771 214,17	1 683 900,41	32 087 313,76	30 041 058,69
Réseaux divers		5 159 286,37	3 090 829,46	2 068 456,91	2 140 929,62
Installations techniques, agencements et matériel		5 058 166,42	2 134 090,23	2 924 076,19	2 991 092,82
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		12 909 572,59	9 569 830,48	3 339 742,11	3 623 463,71
Immobilisations corporelles en cours		16 318 385,86	0,00	16 318 385,86	14 756 581,61
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		1 633 971,36	0,00	1 633 971,36	1 633 971,36
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		4 939,42	0,00	4 939,42	4 939,42
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**151 368 458,70**	**23 360 217,47**	**128 008 241,23**	**121 646 805,96**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		78 712,43	0,00	78 712,43	60 884,59
Créances sur les redevables et comptes rattachés		359 428,05	2 140,68	357 287,37	316 225,76
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		380 589,09	0,00	380 589,09	270 760,33
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		434 667,83	1 159,83	433 508,00	258 963,42

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**1 253 397,40**	**3 300,51**	**1 250 096,89**	**906 834,10**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		10 960 924,88	0,00	10 960 924,88	7 980 850,50
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**10 960 924,88**	**0,00**	**10 960 924,88**	**7 980 850,50**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		677 080,00	0,00	677 080,00	761 005,25
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**164 259 860,98**	**23 363 517,98**	**140 896 343,00**	**131 295 495,81**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		10 839 466,76	10 839 466,76
Fonds globalisés		19 865 227,59	17 992 931,99
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		1 056 010,47	1 077 682,79
Rattachées à un actif non amortissable		12 353 607,63	11 676 992,01
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		1 526 136,85	1 630 898,83
RÉSERVES		70 977 743,44	67 977 743,44
REPORT A NOUVEAU		5 943 394,62	3 762 211,79
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		4 834 156,17	5 181 182,83
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**127 395 743,53**	**120 139 110,44**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		225 000,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**225 000,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		11 958 319,93	9 893 835,28
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		5 272,67	1 055,19
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**11 963 592,60**	**9 894 890,47**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		750 007,28	987 318,09
Dettes fiscales et sociales		534,42	516,88
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		381 349,09	270 760,33

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		102 994,98	2 167,17
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 234 885,77**	**1 260 762,47**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**13 423 478,37**	**11 155 652,94**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		77 121,10	732,43
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**140 896 343,00**	**131 295 495,81**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		6 357 868,95	5 977 085,01	380 783,94
Participations		1 319 088,59	1 699 889,23	-380 800,64
Compensations, autres attributions et autres participations		537 855,50	516 296,00	21 559,50
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		16 781 575,46	16 103 009,93	678 565,53
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		1 346 145,85	1 266 969,73	79 176,12
Produits des cessions d'actifs		28 055,00	4 551,32	23 503,68
Autres produits de gestion		299 348,51	221 162,16	78 186,35
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	482,19	-482,19
Reprises du financement rattaché à un actif		34 422,32	51 084,67	-16 662,35
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		126 766,53	0,00	126 766,53
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**26 831 126,71**	**25 840 530,24**	**990 596,47**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		4 874 436,25	5 018 200,04	-143 763,79
Charges de personnel		13 304 397,73	13 067 172,58	237 225,15
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*9 088 199,03*	*9 073 182,55*	*15 016,48*
Dont charges sociales		*4 216 198,70*	*3 993 990,03*	*222 208,67*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		240 377,46	237 644,13	2 733,33
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		188 500,68	150 396,73	38 103,95
Impôts et taxes		466 509,29	448 072,28	18 437,01
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 631 376,63	1 490 671,19	140 705,44
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		132 816,98	4 356,39	128 460,59

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		22 004,55	194,93	21 809,62
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**20 860 419,57**	**20 416 708,27**	**443 711,30**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		900 921,27	399 915,23	501 006,04
Dont ménages		*8 043,77*	*6 328,23*	*1 715,54*
Dont personnes morales de droit privé		*317 687,50*	*257 587,00*	*60 100,50*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*575 190,00*	*136 000,00*	*439 190,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	133 705,00	-133 705,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**900 921,27**	**533 620,23**	**367 301,04**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**5 069 785,87**	**4 890 201,74**	**179 584,13**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		9,90	10,80	-0,90
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	600 000,00	-600 000,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**9,90**	**600 010,80**	**-600 000,90**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		151 094,60	166 282,71	-15 188,11
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		84 545,00	142 747,00	-58 202,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**235 639,60**	**309 029,71**	**-73 390,11**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-235 629,70**	**290 981,09**	**-526 610,79**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		4 834 156,17	5 181 182,83	-347 026,66

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	C

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	10 831 982,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 831 982,89	0,00	10 831 982,89
10222	F.C.T.V.A.	0,00	15 097 369,15	0,00	0,00	0,00	1 632 947,97	0,00	16 730 317,12	0,00	16 730 317,12
10226	Taxe d'aménagement	0,00	1 655 581,05	0,00	0,00	0,00	239 347,63	0,00	1 894 928,68	0,00	1 894 928,68
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	1 239 981,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 239 981,79	0,00	1 239 981,79
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**17 992 931,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 872 295,60**	**0,00**	**19 865 227,59**	**0,00**	**19 865 227,59**
10251	Dons et legs en capital	0,00	7 483,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 483,87	0,00	7 483,87
	Sous Total compte 1025	**0,00**	**7 483,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 483,87**	**0,00**	**7 483,87**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**28 832 398,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 872 295,60**	**0,00**	**30 704 694,35**	**0,00**	**30 704 694,35**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	67 977 743,44	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	70 977 743,44	0,00	70 977 743,44
	Sous Total compte 106	**0,00**	**67 977 743,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**0,00**	**70 977 743,44**	**0,00**	**70 977 743,44**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**96 810 142,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 872 295,60**	**0,00**	**101 682 437,79**	**0,00**	**101 682 437,79**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	3 762 211,79	3 000 000,00	5 181 182,83	0,00	0,00	3 000 000,00	8 943 394,62	0,00	5 943 394,62
	Sous Total compte 11	**0,00**	**3 762 211,79**	**3 000 000,00**	**5 181 182,83**	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**8 943 394,62**	**0,00**	**5 943 394,62**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	5 181 182,83	5 181 182,83	0,00	0,00	0,00	5 181 182,83	5 181 182,83	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**5 181 182,83**	**5 181 182,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 181 182,83**	**5 181 182,83**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	350 356,21	15 148,21	0,00	0,00	250,00	15 148,21	350 606,21	0,00	335 458,00
1312	Régions	0,00	169 431,66	38 390,25	0,00	0,00	0,00	38 390,25	169 431,66	0,00	131 041,41
1316	Autres établissements publics locaux	0,00	243 080,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	243 080,81	0,00	243 080,81
1318	Autres	0,00	733 470,16	0,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00	745 970,16	0,00	745 970,16
	Sous Total compte 131	**0,00**	**1 496 338,84**	**53 538,46**	**0,00**	**0,00**	**12 750,00**	**53 538,46**	**1 509 088,84**	**0,00**	**1 455 550,38**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1321	État et établissements nationaux	0,00	1 876 290,65	0,00	0,00	0,00	51 295,61	0,00	1 927 586,26	0,00	1 927 586,26
1322	Régions	0,00	2 471 897,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 471 897,07	0,00	2 471 897,07
1323	Départements	0,00	1 464 854,54	0,00	0,00	0,00	230 447,00	0,00	1 695 301,54	0,00	1 695 301,54
13251	GFP de rattachement	0,00	1 455 903,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 455 903,56	0,00	1 455 903,56
	Sous Total compte 1325	**0,00**	**1 455 903,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 455 903,56**	**0,00**	**1 455 903,56**
1326	Autres établissements publics locaux	0,00	1 457 946,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 457 946,46	0,00	1 457 946,46
1328	Autres	0,00	185 350,16	0,00	0,00	0,00	113 380,60	0,00	298 730,76	0,00	298 730,76
	Sous Total compte 132	**0,00**	**8 912 242,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**395 123,21**	**0,00**	**9 307 365,65**	**0,00**	**9 307 365,65**
13362	Dotation de soutien à l'investissement l	0,00	407 231,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	407 231,10	0,00	407 231,10
	Sous Total compte 1336	**0,00**	**407 231,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**407 231,10**	**0,00**	**407 231,10**
1338	Autres	0,00	29 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 510,00	0,00	29 510,00
	Sous Total compte 133	**0,00**	**436 741,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**436 741,10**	**0,00**	**436 741,10**
1345	Amendes de radars automatiques et amende	0,00	1 399 902,62	0,00	0,00	0,00	88 947,00	0,00	1 488 849,62	0,00	1 488 849,62
13461	Dotation d'équipement des territoires ru	0,00	529 018,49	0,00	0,00	0,00	69 646,41	0,00	598 664,90	0,00	598 664,90
13462	Dotation de soutien à l'investissement l	0,00	676 543,00	0,00	0,00	0,00	122 899,00	0,00	799 442,00	0,00	799 442,00
	Sous Total compte 1346	**0,00**	**1 205 561,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**192 545,41**	**0,00**	**1 398 106,90**	**0,00**	**1 398 106,90**
1348	Autres	0,00	18 079,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 079,11	0,00	18 079,11
	Sous Total compte 134	**0,00**	**2 623 543,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**281 492,41**	**0,00**	**2 905 035,63**	**0,00**	**2 905 035,63**
1381	État et établissements nationaux	0,00	110 768,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 768,00	0,00	110 768,00
1388	Autres	0,00	30 438,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 438,35	0,00	30 438,35
	Sous Total compte 138	**0,00**	**141 206,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**141 206,35**	**0,00**	**141 206,35**
13911	État et établissements nationaux	23 795,21	0,00	0,00	15 148,21	778,00	0,00	24 573,21	15 148,21	9 425,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13912	Régions	143 922,25	0,00	3 660,00	42 050,25	12 754,00	0,00	160 336,25	42 050,25	118 286,00	0,00
13916	Autres établissements publics locaux	226 300,35	0,00	0,00	0,00	3 263,00	0,00	229 563,35	0,00	229 563,35	0,00
13918	Autres	457 773,34	0,00	0,00	0,00	15 824,32	0,00	473 597,66	0,00	473 597,66	0,00
	Sous Total compte 1391	**851 791,15**	**0,00**	**3 660,00**	**57 198,46**	**32 619,32**	**0,00**	**888 070,47**	**57 198,46**	**830 872,01**	**0,00**
13938	Autres	3 606,00	0,00	0,00	0,00	1 803,00	0,00	5 409,00	0,00	5 409,00	0,00
	Sous Total compte 1393	**3 606,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 803,00**	**0,00**	**5 409,00**	**0,00**	**5 409,00**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**855 397,15**	**0,00**	**3 660,00**	**57 198,46**	**34 422,32**	**0,00**	**893 479,47**	**57 198,46**	**836 281,01**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**855 397,15**	**13 610 071,95**	**57 198,46**	**57 198,46**	**34 422,32**	**689 365,62**	**947 017,93**	**14 356 636,03**	**0,00**	**13 409 618,10**
15181	Autres provisions pour risques (non budg	0,00	0,00	0,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00	0,00	225 000,00
	Sous Total compte 1518	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 000,00**	**0,00**	**225 000,00**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 000,00**	**0,00**	**225 000,00**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 000,00**	**0,00**	**225 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	1 178 959,16	0,00	0,00	79 793,04	3 000 000,00	79 793,04	4 178 959,16	0,00	4 099 166,12
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	8 689 699,37	0,00	0,00	853 575,12	0,00	853 575,12	8 689 699,37	0,00	7 836 124,25
	Sous Total compte 1644	**0,00**	**8 689 699,37**	**0,00**	**0,00**	**853 575,12**	**0,00**	**853 575,12**	**8 689 699,37**	**0,00**	**7 836 124,25**
	Sous Total compte 164	**0,00**	**9 868 658,53**	**0,00**	**0,00**	**933 368,16**	**3 000 000,00**	**933 368,16**	**12 868 658,53**	**0,00**	**11 935 290,37**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 055,19	0,00	0,00	0,00	4 217,48	0,00	5 272,67	0,00	5 272,67
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	25 176,75	25 176,75	23 029,56	0,00	0,00	25 176,75	48 206,31	0,00	23 029,56
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**25 176,75**	**25 176,75**	**23 029,56**	**0,00**	**0,00**	**25 176,75**	**48 206,31**	**0,00**	**23 029,56**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**25 176,75**	**25 176,75**	**23 029,56**	**0,00**	**0,00**	**25 176,75**	**48 206,31**	**0,00**	**23 029,56**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**9 894 890,47**	**25 176,75**	**23 029,56**	**933 368,16**	**3 004 217,48**	**958 544,91**	**12 922 137,51**	**0,00**	**11 963 592,60**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	0,00	2 238 923,66	0,00	0,00	126 766,53	22 004,55	126 766,53	2 260 928,21	0,00	2 134 161,68

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
193	Autres neutralisations et régularisation	608 024,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	608 024,83	0,00	608 024,83	0,00
	Sous Total compte 19	**608 024,83**	**2 238 923,66**	**0,00**	**0,00**	**126 766,53**	**22 004,55**	**734 791,36**	**2 260 928,21**	**0,00**	**1 526 136,85**
	Total classe 1	**1 463 421,98**	**131 497 422,89**	**8 263 558,04**	**5 486 410,85**	**1 094 557,01**	**8 587 883,25**	**10 821 537,03**	**145 571 716,99**	**1 444 305,84**	**136 194 485,80**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	91 028,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 028,52	0,00	91 028,52	0,00
2031	Frais d'études	1 048 082,11	0,00	0,00	20 659,20	593 890,84	299 348,44	1 641 972,95	320 007,64	1 321 965,31	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	5 202,00	0,00	5 202,00	0,00	5 202,00	0,00
	Sous Total compte 203	**1 048 082,11**	**0,00**	**0,00**	**20 659,20**	**599 092,84**	**299 348,44**	**1 647 174,95**	**320 007,64**	**1 327 167,31**	**0,00**
2041582	Bâtiments et installations	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00
	Sous Total compte 204158	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**
20422	Bâtiments et installations	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00	0,00	31 000,00	0,00
	Sous Total compte 2042	**31 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 000,00**	**0,00**	**31 000,00**	**0,00**
204412	Bâtiments et installations	11 144,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 144,72	0,00	11 144,72	0,00
	Sous Total compte 20441	**11 144,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 144,72**	**0,00**	**11 144,72**	**0,00**
204422	Bâtiments et installations	84 632,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 632,94	0,00	84 632,94	0,00
	Sous Total compte 20442	**84 632,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 632,94**	**0,00**	**84 632,94**	**0,00**
	Sous Total compte 2044	**95 777,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**95 777,66**	**0,00**	**95 777,66**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**626 777,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**626 777,66**	**0,00**	**626 777,66**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	1 226 697,19	0,00	0,00	0,00	35 730,77	0,00	1 262 427,96	0,00	1 262 427,96	0,00
	Sous Total compte 205	**1 226 697,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 730,77**	**0,00**	**1 262 427,96**	**0,00**	**1 262 427,96**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**2 992 585,48**	**0,00**	**0,00**	**20 659,20**	**634 823,61**	**299 348,44**	**3 627 409,09**	**320 007,64**	**3 307 401,45**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2111	Terrains nus	579 096,49	0,00	0,00	0,00	156 159,28	0,00	735 255,77	0,00	735 255,77	0,00
2112	Terrains de voirie	404 679,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	404 679,10	0,00	404 679,10	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	32 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 600,00	0,00	32 600,00	0,00
2115	Terrains bâtis	5 026 799,44	0,00	0,00	0,00	563 744,23	3 928,81	5 590 543,67	3 928,81	5 586 614,86	0,00
2116	Cimetière	700 995,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 995,46	0,00	700 995,46	0,00
2118	Autres terrains	2 635 938,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 635 938,62	0,00	2 635 938,62	0,00
	Sous Total compte 211	**9 380 109,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**719 903,51**	**3 928,81**	**10 100 012,62**	**3 928,81**	**10 096 083,81**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	122 644,65	0,00	0,00	0,00	2 806,78	0,00	125 451,43	0,00	125 451,43	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	6 271 373,96	0,00	0,00	0,00	1 913 571,59	380 879,61	8 184 945,55	380 879,61	7 804 065,94	0,00
	Sous Total compte 212	**6 394 018,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 916 378,37**	**380 879,61**	**8 310 396,98**	**380 879,61**	**7 929 517,37**	**0,00**
21311	Bâtiments administratifs	6 671 094,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 671 094,04	0,00	6 671 094,04	0,00
21312	Bâtiments scolaires	8 425 494,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 425 494,27	0,00	8 425 494,27	0,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	1 729 533,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 729 533,73	0,00	1 729 533,73	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	9 911 084,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 911 084,72	0,00	9 911 084,72	0,00
21315	Centres d'incendie et de secours	1 037 543,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 037 543,28	0,00	1 037 543,28	0,00
21318	Autres bâtiments publics	4 592 604,41	0,00	0,00	0,00	505 230,29	0,00	5 097 834,70	0,00	5 097 834,70	0,00
	Sous Total compte 2131	**32 367 354,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**505 230,29**	**0,00**	**32 872 584,74**	**0,00**	**32 872 584,74**	**0,00**
21321	Immeubles de rapport	61 636,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 636,46	0,00	61 636,46	0,00
	Sous Total compte 2132	**61 636,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 636,46**	**0,00**	**61 636,46**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	20 316 991,70	0,00	0,00	0,00	452 695,67	0,00	20 769 687,37	0,00	20 769 687,37	0,00
	Sous Total compte 2135	**20 316 991,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**452 695,67**	**0,00**	**20 769 687,37**	**0,00**	**20 769 687,37**	**0,00**
2138	Autres constructions	1 436 515,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 436 515,08	0,00	1 436 515,08	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 213	**54 182 497,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**957 925,96**	**0,00**	**55 140 423,65**	**0,00**	**55 140 423,65**	**0,00**
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	13 694,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 694,14	0,00	13 694,14	0,00
	Sous Total compte 214	**13 694,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 694,14**	**0,00**	**13 694,14**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	9 861 121,95	0,00	0,00	0,00	2 074 104,27	0,00	11 935 226,22	0,00	11 935 226,22	0,00
2152	Installations de voirie	21 706 335,93	0,00	0,00	0,00	129 652,02	0,00	21 835 987,95	0,00	21 835 987,95	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	131 619,93	0,00	0,00	0,00	2 916,00	0,00	134 535,93	0,00	134 535,93	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	544 648,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	544 648,94	0,00	544 648,94	0,00
21533	Réseaux câblés	541 847,83	0,00	0,00	0,00	15 548,51	0,00	557 396,34	0,00	557 396,34	0,00
21534	Réseaux d'électrification	2 652 363,36	0,00	0,00	0,00	590,09	0,00	2 652 953,45	0,00	2 652 953,45	0,00
21538	Autres réseaux	1 269 751,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 269 751,71	0,00	1 269 751,71	0,00
	Sous Total compte 2153	**5 140 231,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 054,60**	**0,00**	**5 159 286,37**	**0,00**	**5 159 286,37**	**0,00**
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	833 138,87	0,00	0,00	0,00	3 271,44	0,00	836 410,31	0,00	836 410,31	0,00
	Sous Total compte 2156	**833 138,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 271,44**	**0,00**	**836 410,31**	**0,00**	**836 410,31**	**0,00**
215731	Matériel roulant	384 639,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 639,50	0,00	384 639,50	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	91 993,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 993,67	0,00	91 993,67	0,00
	Sous Total compte 21573	**476 633,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**476 633,17**	**0,00**	**476 633,17**	**0,00**
	Sous Total compte 2157	**476 633,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**476 633,17**	**0,00**	**476 633,17**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	3 582 803,54	0,00	0,00	0,00	162 319,40	0,00	3 745 122,94	0,00	3 745 122,94	0,00
	Sous Total compte 215	**41 600 265,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 388 401,73**	**0,00**	**43 988 666,96**	**0,00**	**43 988 666,96**	**0,00**
21611	Biens sous-jacents	31 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 950,00	0,00	31 950,00	0,00
	Sous Total compte 2161	**31 950,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 950,00**	**0,00**	**31 950,00**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	555 214,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	555 214,86	0,00	555 214,86	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2162	**555 214,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**555 214,86**	**0,00**	**555 214,86**	**0,00**
	Sous Total compte 216	**587 164,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**587 164,86**	**0,00**	**587 164,86**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	37 227,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 227,29	0,00	37 227,29	0,00
21828	Autres matériels de transport	2 788 555,44	0,00	0,00	0,00	193 940,28	132 816,83	2 982 495,72	132 816,83	2 849 678,89	0,00
	Sous Total compte 2182	**2 788 555,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**193 940,28**	**132 816,83**	**2 982 495,72**	**132 816,83**	**2 849 678,89**	**0,00**
21831	Matériel informatique scolaire	315 445,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	315 445,19	0,00	315 445,19	0,00
21838	Autre matériel informatique	2 246 848,09	0,00	0,00	0,00	44 076,53	0,00	2 290 924,62	0,00	2 290 924,62	0,00
	Sous Total compte 2183	**2 562 293,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 076,53**	**0,00**	**2 606 369,81**	**0,00**	**2 606 369,81**	**0,00**
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	516 076,22	0,00	0,00	0,00	17 525,55	0,00	533 601,77	0,00	533 601,77	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 169 772,48	0,00	0,00	0,00	7 618,60	0,00	1 177 391,08	0,00	1 177 391,08	0,00
	Sous Total compte 2184	**1 685 848,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 144,15**	**0,00**	**1 710 992,85**	**0,00**	**1 710 992,85**	**0,00**
2185	Matériel de téléphonie	181 880,10	0,00	0,00	0,00	9 146,00	0,00	191 026,10	0,00	191 026,10	0,00
2186	Cheptel	2 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 140,00	0,00	2 140,00	0,00
2188	Autres	4 792 891,42	0,00	0,00	0,00	132 081,52	0,15	4 924 972,94	0,15	4 924 972,79	0,00
	Sous Total compte 218	**12 050 836,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**404 388,48**	**132 816,98**	**12 455 224,71**	**132 816,98**	**12 322 407,73**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**124 208 585,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 386 998,05**	**517 625,40**	**130 595 583,92**	**517 625,40**	**130 077 958,52**	**0,00**
2245	Constructions sur sol d'autrui - Install	25 802,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 802,09	0,00	25 802,09	0,00
	Sous Total compte 224	**25 802,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 802,09**	**0,00**	**25 802,09**	**0,00**
	Sous Total compte 22	**25 802,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 802,09**	**0,00**	**25 802,09**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	209 374,64	0,00	209 374,64	0,00	209 374,64	0,00
2313	Constructions	13 201 198,94	0,00	0,00	0,00	925 786,71	0,00	14 126 985,65	0,00	14 126 985,65	0,00
	Sous Total compte 231	**13 201 198,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 135 161,35**	**0,00**	**14 336 360,29**	**0,00**	**14 336 360,29**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
238	Avances versées sur commandes d'immobili	1 555 382,67	0,00	0,00	0,00	2 131 427,07	1 704 784,17	3 686 809,74	1 704 784,17	1 982 025,57	0,00
	Sous Total compte 23	**14 756 581,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 266 588,42**	**1 704 784,17**	**18 023 170,03**	**1 704 784,17**	**16 318 385,86**	**0,00**
2421	de la collectivité territoriale	1 436 201,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 436 201,94	0,00	1 436 201,94	0,00
	Sous Total compte 242	**1 436 201,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 436 201,94**	**0,00**	**1 436 201,94**	**0,00**
248	Autres mises en affectation	197 769,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 769,42	0,00	197 769,42	0,00
	Sous Total compte 24	**1 633 971,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 633 971,36**	**0,00**	**1 633 971,36**	**0,00**
261	Titres de participation	3 539,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 539,19	0,00	3 539,19	0,00
	Sous Total compte 26	**3 539,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 539,19**	**0,00**	**3 539,19**	**0,00**
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	304,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	304,90	0,00	304,90	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 095,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 095,33	0,00	1 095,33	0,00
	Sous Total compte 27	**1 400,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 400,23**	**0,00**	**1 400,23**	**0,00**
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	0,00	65 518,19	0,00	0,00	0,00	2 501,76	0,00	68 019,95	0,00	68 019,95
28031	Frais d'études	0,00	50 348,00	20 659,20	0,00	0,00	25 341,20	20 659,20	75 689,20	0,00	55 030,00
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**50 348,00**	**20 659,20**	**0,00**	**0,00**	**25 341,20**	**20 659,20**	**75 689,20**	**0,00**	**55 030,00**
28041582	Bâtiments et installations	0,00	399 996,00	0,00	0,00	0,00	33 333,00	0,00	433 329,00	0,00	433 329,00
	Sous Total compte 2804158	**0,00**	**399 996,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 333,00**	**0,00**	**433 329,00**	**0,00**	**433 329,00**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**399 996,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 333,00**	**0,00**	**433 329,00**	**0,00**	**433 329,00**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**399 996,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 333,00**	**0,00**	**433 329,00**	**0,00**	**433 329,00**
280422	Bâtiments et installations	0,00	2 066,00	0,00	0,00	0,00	1 033,00	0,00	3 099,00	0,00	3 099,00
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**2 066,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 033,00**	**0,00**	**3 099,00**	**0,00**	**3 099,00**
2804412	Bâtiments et installations	0,00	5 961,00	0,00	0,00	0,00	741,00	0,00	6 702,00	0,00	6 702,00
	Sous Total compte 280441	**0,00**	**5 961,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**741,00**	**0,00**	**6 702,00**	**0,00**	**6 702,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804422	Bâtiments et installations	0,00	19 740,00	0,00	0,00	0,00	2 820,00	0,00	22 560,00	0,00	22 560,00
	Sous Total compte 280442	**0,00**	**19 740,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 820,00**	**0,00**	**22 560,00**	**0,00**	**22 560,00**
	Sous Total compte 28044	**0,00**	**25 701,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 561,00**	**0,00**	**29 262,00**	**0,00**	**29 262,00**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**427 763,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 927,00**	**0,00**	**465 690,00**	**0,00**	**465 690,00**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	1 182 244,22	0,00	0,00	0,00	39 511,00	0,00	1 221 755,22	0,00	1 221 755,22
	Sous Total compte 280	**0,00**	**1 725 873,41**	**20 659,20**	**0,00**	**0,00**	**105 280,96**	**20 659,20**	**1 831 154,37**	**0,00**	**1 810 495,17**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	48 612,67	0,00	0,00	0,00	6 686,42	0,00	55 299,09	0,00	55 299,09
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	370 866,58	0,00	0,00	0,00	7 936,60	0,00	378 803,18	0,00	378 803,18
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**419 479,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 623,02**	**0,00**	**434 102,27**	**0,00**	**434 102,27**
281312	Bâtiments scolaires	0,00	14 439,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 439,31	0,00	14 439,31
	Sous Total compte 28131	**0,00**	**14 439,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 439,31**	**0,00**	**14 439,31**
281351	Bâtiments publics	0,00	4 336 977,86	0,00	0,00	0,00	247 251,72	0,00	4 584 229,58	0,00	4 584 229,58
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**4 336 977,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**247 251,72**	**0,00**	**4 584 229,58**	**0,00**	**4 584 229,58**
28138	Autres constructions	0,00	37 168,56	0,00	0,00	0,00	1 132,00	0,00	38 300,56	0,00	38 300,56
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**4 388 585,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 383,72**	**0,00**	**4 636 969,45**	**0,00**	**4 636 969,45**
28151	Réseaux de voirie	0,00	23 891,66	0,00	0,00	0,00	191,00	0,00	24 082,66	0,00	24 082,66
28152	Installations de voirie	0,00	1 502 507,53	0,00	0,00	0,00	157 310,22	0,00	1 659 817,75	0,00	1 659 817,75
281531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	25 884,81	0,00	0,00	0,00	5 910,00	0,00	31 794,81	0,00	31 794,81
281532	Réseaux d'assainissement	0,00	456,00	0,00	0,00	0,00	38,00	0,00	494,00	0,00	494,00
281533	Réseaux câblés	0,00	424 269,31	0,00	0,00	0,00	12 941,59	0,00	437 210,90	0,00	437 210,90
281534	Réseaux d'électrification	0,00	1 720 933,46	0,00	0,00	0,00	25 494,87	0,00	1 746 428,33	0,00	1 746 428,33
281538	Autres réseaux	0,00	827 758,57	0,00	0,00	0,00	47 142,85	0,00	874 901,42	0,00	874 901,42

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28153	**0,00**	**2 999 302,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 527,31**	**0,00**	**3 090 829,46**	**0,00**	**3 090 829,46**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	395 646,99	0,00	0,00	0,00	89 229,00	0,00	484 875,99	0,00	484 875,99
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**395 646,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 229,00**	**0,00**	**484 875,99**	**0,00**	**484 875,99**
2815731	Matériel roulant	0,00	226 335,43	0,00	0,00	0,00	44 874,00	0,00	271 209,43	0,00	271 209,43
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	65 707,67	0,00	0,00	0,00	3 285,00	0,00	68 992,67	0,00	68 992,67
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**292 043,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 159,00**	**0,00**	**340 202,10**	**0,00**	**340 202,10**
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**292 043,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 159,00**	**0,00**	**340 202,10**	**0,00**	**340 202,10**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	1 213 792,67	0,00	0,00	0,00	95 219,47	0,00	1 309 012,14	0,00	1 309 012,14
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**6 427 184,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**481 636,00**	**0,00**	**6 908 820,10**	**0,00**	**6 908 820,10**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	30 450,14	0,00	0,00	0,00	796,64	0,00	31 246,78	0,00	31 246,78
281828	Autres matériels de transport	0,00	1 812 116,49	0,00	0,00	0,00	155 342,50	0,00	1 967 458,99	0,00	1 967 458,99
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**1 812 116,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 342,50**	**0,00**	**1 967 458,99**	**0,00**	**1 967 458,99**
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	288 692,11	0,00	0,00	0,00	11 680,20	0,00	300 372,31	0,00	300 372,31
281838	Autre matériel informatique	0,00	1 715 249,43	0,00	0,00	0,00	88 189,10	0,00	1 803 438,53	0,00	1 803 438,53
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**2 003 941,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99 869,30**	**0,00**	**2 103 810,84**	**0,00**	**2 103 810,84**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	448 404,10	0,00	0,00	0,00	22 167,56	0,00	470 571,66	0,00	470 571,66
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	1 075 156,88	0,00	0,00	0,00	32 327,46	0,00	1 107 484,34	0,00	1 107 484,34
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**1 523 560,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 495,02**	**0,00**	**1 578 056,00**	**0,00**	**1 578 056,00**
28185	Matériel de téléphonie	0,00	173 655,70	0,00	0,00	0,00	10 152,40	0,00	183 808,10	0,00	183 808,10
28186	Cheptel	0,00	644,00	0,00	0,00	0,00	320,00	0,00	964,00	0,00	964,00
28188	Autres	0,00	3 470 168,53	0,00	0,00	0,00	234 317,24	0,00	3 704 485,77	0,00	3 704 485,77

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**9 014 537,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**555 293,10**	**0,00**	**9 569 830,48**	**0,00**	**9 569 830,48**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**20 249 786,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 299 935,84**	**0,00**	**21 549 722,30**	**0,00**	**21 549 722,30**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**21 975 659,87**	**20 659,20**	**0,00**	**0,00**	**1 405 216,80**	**20 659,20**	**23 380 876,67**	**0,00**	**23 360 217,47**
	Total classe 2	**143 622 465,83**	**21 975 659,87**	**20 659,20**	**20 659,20**	**10 288 410,08**	**3 926 974,81**	**153 931 535,11**	**25 923 293,88**	**151 368 458,70**	**23 360 217,47**
4011	Fournisseurs	0,00	383 798,19	4 185 640,19	4 150 688,88	0,00	0,00	4 185 640,19	4 534 487,07	0,00	348 846,88
	Sous Total compte 401	**0,00**	**383 798,19**	**4 185 640,19**	**4 150 688,88**	**0,00**	**0,00**	**4 185 640,19**	**4 534 487,07**	**0,00**	**348 846,88**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	136 866,94	8 777 373,86	8 756 051,34	0,00	0,00	8 777 373,86	8 892 918,28	0,00	115 544,42
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	144 376,31	89 270,35	27 181,78	0,00	0,00	89 270,35	171 558,09	0,00	82 287,74
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	91 424,40	91 424,40	0,00	0,00	91 424,40	91 424,40	0,00	0,00
40473	Fournisseurs d'immobilisations - Pénalit	0,00	11 100,00	11 100,00	0,00	0,00	0,00	11 100,00	11 100,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**155 476,31**	**191 794,75**	**118 606,18**	**0,00**	**0,00**	**191 794,75**	**274 082,49**	**0,00**	**82 287,74**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**292 343,25**	**8 969 168,61**	**8 874 657,52**	**0,00**	**0,00**	**8 969 168,61**	**9 167 000,77**	**0,00**	**197 832,16**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	311 176,65	311 176,65	203 328,24	0,00	0,00	311 176,65	514 504,89	0,00	203 328,24
	Sous Total compte 40	**0,00**	**987 318,09**	**13 465 985,45**	**13 228 674,64**	**0,00**	**0,00**	**13 465 985,45**	**14 215 992,73**	**0,00**	**750 007,28**
411	Redevables	272 439,57	0,00	486 965,13	470 690,71	0,00	0,00	759 404,70	470 690,71	288 713,99	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	5 607,91	0,00	121 190,40	114 462,11	0,00	0,00	126 798,31	114 462,11	12 336,20	0,00
415	Traites de coupe de bois (régime foresti	200,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00	200,00	0,00	0,00
4161	Créances douteuses	29 895,89	0,00	60 434,84	45 050,03	0,00	0,00	90 330,73	45 050,03	45 280,70	0,00
	Sous Total compte 416	**29 895,89**	**0,00**	**60 434,84**	**45 050,03**	**0,00**	**0,00**	**90 330,73**	**45 050,03**	**45 280,70**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	10 223,07	0,00	13 097,16	10 223,07	0,00	0,00	23 320,23	10 223,07	13 097,16	0,00
	Sous Total compte 418	**10 223,07**	**0,00**	**13 097,16**	**10 223,07**	**0,00**	**0,00**	**23 320,23**	**10 223,07**	**13 097,16**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 41	**318 366,44**	**0,00**	**681 687,53**	**640 625,92**	**0,00**	**0,00**	**1 000 053,97**	**640 625,92**	**359 428,05**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	7 313 904,66	7 313 904,66	0,00	0,00	7 313 904,66	7 313 904,66	0,00	0,00
427	Personnel - Oppositions	0,00	0,00	6 526,53	6 526,53	0,00	0,00	6 526,53	6 526,53	0,00	0,00
4287	Produits à recevoir	41 547,86	0,00	6 318,78	41 547,86	0,00	0,00	47 866,64	41 547,86	6 318,78	0,00
	Sous Total compte 428	**41 547,86**	**0,00**	**6 318,78**	**41 547,86**	**0,00**	**0,00**	**47 866,64**	**41 547,86**	**6 318,78**	**0,00**
	Sous Total compte 42	**41 547,86**	**0,00**	**7 326 749,97**	**7 361 979,05**	**0,00**	**0,00**	**7 368 297,83**	**7 361 979,05**	**6 318,78**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	3 866 503,51	3 866 503,51	0,00	0,00	3 866 503,51	3 866 503,51	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	1 449 388,03	1 449 388,03	0,00	0,00	1 449 388,03	1 449 388,03	0,00	0,00
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**5 315 891,54**	**5 315 891,54**	**0,00**	**0,00**	**5 315 891,54**	**5 315 891,54**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	162 745,04	162 745,04	0,00	0,00	162 745,04	162 745,04	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**162 745,04**	**162 745,04**	**0,00**	**0,00**	**162 745,04**	**162 745,04**	**0,00**	**0,00**
44311	Dépenses	0,00	0,00	9 861,60	9 861,60	0,00	0,00	9 861,60	9 861,60	0,00	0,00
	Sous Total compte 4431	**0,00**	**0,00**	**9 861,60**	**9 861,60**	**0,00**	**0,00**	**9 861,60**	**9 861,60**	**0,00**	**0,00**
44321	Dépenses	0,00	0,00	437,50	437,50	0,00	0,00	437,50	437,50	0,00	0,00
	Sous Total compte 4432	**0,00**	**0,00**	**437,50**	**437,50**	**0,00**	**0,00**	**437,50**	**437,50**	**0,00**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	1 264,09	1 264,09	0,00	0,00	1 264,09	1 264,09	0,00	0,00
	Sous Total compte 4433	**0,00**	**0,00**	**1 264,09**	**1 264,09**	**0,00**	**0,00**	**1 264,09**	**1 264,09**	**0,00**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	0,00	40 360,09	142 411,09	0,00	0,00	40 360,09	142 411,09	0,00	102 051,00
44342	Recettes - Amiable	0,00	0,00	16 506,00	917,00	0,00	0,00	16 506,00	917,00	15 589,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**0,00**	**0,00**	**56 866,09**	**143 328,09**	**0,00**	**0,00**	**56 866,09**	**143 328,09**	**0,00**	**86 462,00**
44351	Dépenses	0,00	297,00	401 017,00	400 720,00	0,00	0,00	401 017,00	401 017,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4435	**0,00**	**297,00**	**401 017,00**	**400 720,00**	**0,00**	**0,00**	**401 017,00**	**401 017,00**	**0,00**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	0,00	209,55	209,55	0,00	0,00	209,55	209,55	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44372	Recettes - Amiable	552,79	0,00	1 094,90	1 101,91	0,00	0,00	1 647,69	1 101,91	545,78	0,00
	Sous Total compte 4437	**552,79**	**0,00**	**1 304,45**	**1 311,46**	**0,00**	**0,00**	**1 857,24**	**1 311,46**	**545,78**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	0,00	79 029,25	79 029,25	0,00	0,00	79 029,25	79 029,25	0,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**0,00**	**0,00**	**79 029,25**	**79 029,25**	**0,00**	**0,00**	**79 029,25**	**79 029,25**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**552,79**	**297,00**	**549 779,98**	**635 951,99**	**0,00**	**0,00**	**550 332,77**	**636 248,99**	**0,00**	**85 916,22**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	516,88	1 024 218,44	1 023 735,16	0,00	0,00	1 024 218,44	1 024 252,04	0,00	33,60
4486	Autres charges à payer	0,00	0,00	0,00	500,82	0,00	0,00	0,00	500,82	0,00	500,82
4487	Produits à recevoir	60 331,80	0,00	62 577,65	60 331,80	0,00	0,00	122 909,45	60 331,80	62 577,65	0,00
	Sous Total compte 448	**60 331,80**	**0,00**	**62 577,65**	**60 832,62**	**0,00**	**0,00**	**122 909,45**	**60 832,62**	**62 076,83**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**60 884,59**	**813,88**	**1 799 321,11**	**1 883 264,81**	**0,00**	**0,00**	**1 860 205,70**	**1 884 078,69**	**0,00**	**23 872,99**
45811	Dépenses (à subdiviser par mandat)	6 170,63	0,00	0,00	6 170,63	0,00	0,00	6 170,63	6 170,63	0,00	0,00
45812	Dépenses (à subdiviser par mandat)	97 001,72	0,00	0,00	97 001,72	0,00	0,00	97 001,72	97 001,72	0,00	0,00
45813	Dépenses (à subdiviser par mandat)	167 587,98	0,00	0,00	167 587,98	380 589,09	0,00	548 177,07	167 587,98	380 589,09	0,00
	Sous Total compte 4581	**270 760,33**	**0,00**	**0,00**	**270 760,33**	**380 589,09**	**0,00**	**651 349,42**	**270 760,33**	**380 589,09**	**0,00**
45821	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	6 170,63	6 170,63	0,00	0,00	0,00	6 170,63	6 170,63	0,00	0,00
45822	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	97 001,72	97 001,72	0,00	0,00	0,00	97 001,72	97 001,72	0,00	0,00
45823	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	167 587,98	167 587,98	0,00	49 840,86	430 429,95	217 428,84	598 017,93	0,00	380 589,09
	Sous Total compte 4582	**0,00**	**270 760,33**	**270 760,33**	**0,00**	**49 840,86**	**430 429,95**	**320 601,19**	**701 190,28**	**0,00**	**380 589,09**
	Sous Total compte 458	**270 760,33**	**270 760,33**	**270 760,33**	**270 760,33**	**430 429,95**	**430 429,95**	**971 950,61**	**971 950,61**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**270 760,33**	**270 760,33**	**270 760,33**	**270 760,33**	**430 429,95**	**430 429,95**	**971 950,61**	**971 950,61**	**0,00**	**0,00**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	0,00	0,00	28 055,00	28 055,00	0,00	0,00	28 055,00	28 055,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 462	**0,00**	**0,00**	**28 055,00**	**28 055,00**	**0,00**	**0,00**	**28 055,00**	**28 055,00**	**0,00**	**0,00**
4643	Vacations encaissées à reverser	0,00	0,00	1 580,00	2 340,00	0,00	0,00	1 580,00	2 340,00	0,00	760,00
	Sous Total compte 464	**0,00**	**0,00**	**1 580,00**	**2 340,00**	**0,00**	**0,00**	**1 580,00**	**2 340,00**	**0,00**	**760,00**
466	Excédents de versement	0,00	637,56	14 236,27	13 727,69	0,00	0,00	14 236,27	14 365,25	0,00	128,98
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	1 315,80	679 825,02	679 324,22	0,00	0,00	679 825,02	680 640,02	0,00	815,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**1 315,80**	**679 825,02**	**679 324,22**	**0,00**	**0,00**	**679 825,02**	**680 640,02**	**0,00**	**815,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	214 266,20	0,00	1 363 443,61	1 151 068,55	0,00	0,00	1 577 709,81	1 151 068,55	426 641,26	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	198,56	0,00	56 423,03	55 900,00	0,00	0,00	56 621,59	55 900,00	721,59	0,00
	Sous Total compte 4672	**214 464,76**	**0,00**	**1 419 866,64**	**1 206 968,55**	**0,00**	**0,00**	**1 634 331,40**	**1 206 968,55**	**427 362,85**	**0,00**
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece	42,00	0,00	0,00	42,00	0,00	0,00	42,00	42,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4675	**42,00**	**0,00**	**0,00**	**42,00**	**0,00**	**0,00**	**42,00**	**42,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**214 506,76**	**1 315,80**	**2 099 691,66**	**1 886 334,77**	**0,00**	**0,00**	**2 314 198,42**	**1 887 650,57**	**426 547,85**	**0,00**
4687	Produits à recevoir	2 908,80	0,00	986,20	2 908,80	0,00	0,00	3 895,00	2 908,80	986,20	0,00
	Sous Total compte 468	**2 908,80**	**0,00**	**986,20**	**2 908,80**	**0,00**	**0,00**	**3 895,00**	**2 908,80**	**986,20**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**217 415,56**	**1 953,36**	**2 144 549,13**	**1 933 366,26**	**0,00**	**0,00**	**2 361 964,69**	**1 935 319,62**	**426 645,07**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	83,19	0,00	1 075 115,07	1 075 198,26	0,00	0,00	1 075 198,26	1 075 198,26	0,00	0,00
4712	Virements réimputés	0,00	0,00	6 388,29	6 388,29	0,00	0,00	6 388,29	6 388,29	0,00	0,00
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	11 097 865,00	11 097 865,00	0,00	0,00	11 097 865,00	11 097 865,00	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	6 243 351,00	6 243 351,00	0,00	0,00	6 243 351,00	6 243 351,00	0,00	0,00
47133	Fonds d'emprunt	0,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	0,00	5 200 046,97	5 200 046,97	0,00	0,00	5 200 046,97	5 200 046,97	0,00	0,00
47138	Autres	0,00	32,55	5 703 189,17	5 543 140,72	0,00	0,00	5 703 189,17	5 543 173,27	160 015,90	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**32,55**	**34 244 452,14**	**34 084 403,69**	**0,00**	**0,00**	**34 244 452,14**	**34 084 436,24**	**160 015,90**	**0,00**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	388,70	2 419,68	2 030,98	0,00	0,00	2 419,68	2 419,68	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	25,00	12 078,22	249 190,22	0,00	0,00	12 078,22	249 215,22	0,00	237 137,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**413,70**	**14 497,90**	**251 221,20**	**0,00**	**0,00**	**14 497,90**	**251 634,90**	**0,00**	**237 137,00**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	160,18	2 691,45	2 531,27	0,00	0,00	2 691,45	2 691,45	0,00	0,00
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**573,88**	**17 189,35**	**253 752,47**	**0,00**	**0,00**	**17 189,35**	**254 326,35**	**0,00**	**237 137,00**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra	0,00	0,00	282,10	282,10	0,00	0,00	282,10	282,10	0,00	0,00
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**0,00**	**282,10**	**282,10**	**0,00**	**0,00**	**282,10**	**282,10**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	126,00	1 459 275,59	1 459 149,59	0,00	0,00	1 459 275,59	1 459 275,59	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**83,19**	**732,43**	**36 802 702,54**	**36 879 174,40**	**0,00**	**0,00**	**36 802 785,73**	**36 879 906,83**	**0,00**	**77 121,10**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	901 431,94	901 431,94	0,00	0,00	901 431,94	901 431,94	0,00	0,00
47218	Autres dépenses	100,00	0,00	2 668 559,43	2 668 659,43	0,00	0,00	2 668 659,43	2 668 659,43	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**100,00**	**0,00**	**3 569 991,37**	**3 570 091,37**	**0,00**	**0,00**	**3 570 091,37**	**3 570 091,37**	**0,00**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,25	0,00	202 114,17	201 394,42	0,00	0,00	202 114,42	201 394,42	720,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	11 911,58	11 911,58	0,00	0,00	11 911,58	11 911,58	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**100,25**	**0,00**	**3 784 017,12**	**3 783 397,37**	**0,00**	**0,00**	**3 784 117,37**	**3 783 397,37**	**720,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**183,44**	**732,43**	**40 586 719,66**	**40 662 571,77**	**0,00**	**0,00**	**40 586 903,10**	**40 663 304,20**	**0,00**	**76 401,10**
4817	Indemnités de renégociation de la dette	760 905,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 545,00	760 905,00	84 545,00	676 360,00	0,00
	Sous Total compte 481	**760 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 545,00**	**760 905,00**	**84 545,00**	**676 360,00**	**0,00**
	Sous Total compte 48	**760 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 545,00**	**760 905,00**	**84 545,00**	**676 360,00**	**0,00**
4911	Dépréciations des comptes de redevables	0,00	2 140,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 140,68	0,00	2 140,68

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 491	**0,00**	**2 140,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 140,68**	**0,00**	**2 140,68**
4961	Dépréciations des comptes de débiteurs d	0,00	0,00	0,00	1 159,83	0,00	0,00	0,00	1 159,83	0,00	1 159,83
	Sous Total compte 496	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 159,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 159,83**	**0,00**	**1 159,83**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**2 140,68**	**0,00**	**1 159,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 300,51**	**0,00**	**3 300,51**
	Total classe 4	**1 670 063,22**	**1 263 718,77**	**71 591 664,72**	**71 298 294,15**	**430 429,95**	**514 974,95**	**73 692 157,89**	**73 076 987,87**	**2 090 493,30**	**1 475 323,28**
5113	Titres spéciaux de paiement	320,00	0,00	5 703,00	5 843,00	0,00	0,00	6 023,00	5 843,00	180,00	0,00
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	9 328,55	9 328,55	0,00	0,00	9 328,55	9 328,55	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	2 634,09	2 634,09	0,00	0,00	2 634,09	2 634,09	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**2 634,09**	**2 634,09**	**0,00**	**0,00**	**2 634,09**	**2 634,09**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	534,89	0,00	23 819,83	23 853,21	0,00	0,00	24 354,72	23 853,21	501,51	0,00
	Sous Total compte 511	**854,89**	**0,00**	**41 485,47**	**41 658,85**	**0,00**	**0,00**	**42 340,36**	**41 658,85**	**681,51**	**0,00**
515	Compte au Trésor	7 978 147,01	0,00	34 327 672,53	31 347 691,17	0,00	0,00	42 305 819,54	31 347 691,17	10 958 128,37	0,00
	Sous Total compte 51	**7 979 001,90**	**0,00**	**34 369 158,00**	**31 389 350,02**	**0,00**	**0,00**	**42 348 159,90**	**31 389 350,02**	**10 958 809,88**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	1 233,60	0,00	1 564,20	1 297,80	0,00	0,00	2 797,80	1 297,80	1 500,00	0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	615,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	615,00	0,00	615,00	0,00
	Sous Total compte 541	**1 848,60**	**0,00**	**1 564,20**	**1 297,80**	**0,00**	**0,00**	**3 412,80**	**1 297,80**	**2 115,00**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**1 848,60**	**0,00**	**1 564,20**	**1 297,80**	**0,00**	**0,00**	**3 412,80**	**1 297,80**	**2 115,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	3 809 904,79	3 809 904,79	0,00	0,00	3 809 904,79	3 809 904,79	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	44 535,46	44 535,46	0,00	0,00	44 535,46	44 535,46	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	3 109,88	3 109,88	0,00	0,00	3 109,88	3 109,88	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**3 857 550,13**	**3 857 550,13**	**0,00**	**0,00**	**3 857 550,13**	**3 857 550,13**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**7 980 850,50**	**0,00**	**38 228 272,33**	**35 248 197,95**	**0,00**	**0,00**	**46 209 122,83**	**35 248 197,95**	**10 960 924,88**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6042	Achats de prestations de services (autre	0,00	0,00	0,00	0,00	756 854,65	40 868,01	756 854,65	40 868,01	715 986,64	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**756 854,65**	**40 868,01**	**756 854,65**	**40 868,01**	**715 986,64**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	76 538,13	324,85	76 538,13	324,85	76 213,28	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 002 253,97	83 924,54	1 002 253,97	83 924,54	918 329,43	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 078 792,10**	**84 249,39**	**1 078 792,10**	**84 249,39**	**994 542,71**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	19 905,64	0,00	19 905,64	0,00	19 905,64	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	85 807,70	553,72	85 807,70	553,72	85 253,98	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	37 656,93	598,95	37 656,93	598,95	37 057,98	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	6 275,54	0,00	6 275,54	0,00	6 275,54	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	57 004,43	1 376,20	57 004,43	1 376,20	55 628,23	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**206 650,24**	**2 528,87**	**206 650,24**	**2 528,87**	**204 121,37**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	71 393,31	0,00	71 393,31	0,00	71 393,31	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	229 330,23	8 037,14	229 330,23	8 037,14	221 293,09	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	16 730,37	0,00	16 730,37	0,00	16 730,37	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	44 177,12	631,40	44 177,12	631,40	43 545,72	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**361 631,03**	**8 668,54**	**361 631,03**	**8 668,54**	**352 962,49**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	21 465,22	0,00	21 465,22	0,00	21 465,22	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth	0,00	0,00	0,00	0,00	34 615,46	595,43	34 615,46	595,43	34 020,03	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	67 029,81	906,10	67 029,81	906,10	66 123,71	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	25 559,51	279,47	25 559,51	279,47	25 280,04	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 795 743,37**	**97 227,80**	**1 795 743,37**	**97 227,80**	**1 698 515,57**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 552 598,02**	**138 095,81**	**2 552 598,02**	**138 095,81**	**2 414 502,21**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	650 518,36	46 308,00	650 518,36	46 308,00	604 210,36	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	162 711,48	21 167,67	162 711,48	21 167,67	141 543,81	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 711,48**	**21 167,67**	**162 711,48**	**21 167,67**	**141 543,81**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 711,48**	**21 167,67**	**162 711,48**	**21 167,67**	**141 543,81**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	2 884,71	0,00	2 884,71	0,00	2 884,71	0,00
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	24 628,43	0,00	24 628,43	0,00	24 628,43	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	87 961,84	22 266,16	87 961,84	22 266,16	65 695,68	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 961,84**	**22 266,16**	**87 961,84**	**22 266,16**	**65 695,68**	**0,00**
615231	Voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	204 909,28	0,00	204 909,28	0,00	204 909,28	0,00
615232	Réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	11 162,16	0,00	11 162,16	0,00	11 162,16	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**216 071,44**	**0,00**	**216 071,44**	**0,00**	**216 071,44**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**328 661,71**	**22 266,16**	**328 661,71**	**22 266,16**	**306 395,55**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	47 210,61	3 861,17	47 210,61	3 861,17	43 349,44	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	42 502,42	0,00	42 502,42	0,00	42 502,42	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 713,03**	**3 861,17**	**89 713,03**	**3 861,17**	**85 851,86**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	276 170,36	16 105,74	276 170,36	16 105,74	260 064,62	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**694 545,10**	**42 233,07**	**694 545,10**	**42 233,07**	**652 312,03**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	29 916,60	0,00	29 916,60	0,00	29 916,60	0,00
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	64 127,80	5 061,17	64 127,80	5 061,17	59 066,63	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 044,40**	**5 061,17**	**94 044,40**	**5 061,17**	**88 983,23**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	9 360,00	9 360,00	9 360,00	9 360,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	23 690,59	179,00	23 690,59	179,00	23 511,59	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	51 932,90	2 265,00	51 932,90	2 265,00	49 667,90	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	231,60	0,00	231,60	0,00	231,60	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 855,09**	**2 444,00**	**75 855,09**	**2 444,00**	**73 411,09**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 689 919,14**	**126 573,91**	**1 689 919,14**	**126 573,91**	**1 563 345,23**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	41 746,27	34 506,19	41 746,27	34 506,19	7 240,08	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 746,27**	**34 506,19**	**41 746,27**	**34 506,19**	**7 240,08**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	8 978,83	1 800,00	8 978,83	1 800,00	7 178,83	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 978,83**	**1 800,00**	**8 978,83**	**1 800,00**	**7 178,83**	**0,00**
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	61 676,49	6 087,01	61 676,49	6 087,01	55 589,48	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 655,32**	**7 887,01**	**70 655,32**	**7 887,01**	**62 768,31**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	16 788,19	0,00	16 788,19	0,00	16 788,19	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	276 576,76	2 938,42	276 576,76	2 938,42	273 638,34	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	49 108,43	0,00	49 108,43	0,00	49 108,43	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	0,00	10 915,94	0,00	10 915,94	0,00	10 915,94	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 127,81	2 127,81	2 127,81	2 127,81	0,00	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**355 517,13**	**5 066,23**	**355 517,13**	**5 066,23**	**350 450,90**	**0,00**
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	1 104,00	0,00	1 104,00	0,00	1 104,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	185 845,69	0,00	185 845,69	0,00	185 845,69	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 040,00	26,35	2 040,00	26,35	2 013,65	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**188 989,69**	**26,35**	**188 989,69**	**26,35**	**188 963,34**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	4 818,87	0,00	4 818,87	0,00	4 818,87	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 818,87**	**0,00**	**4 818,87**	**0,00**	**4 818,87**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	29 419,32	0,00	29 419,32	0,00	29 419,32	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	37 717,19	1 765,00	37 717,19	1 765,00	35 952,19	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 136,51**	**1 765,00**	**67 136,51**	**1 765,00**	**65 371,51**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 881,56	0,00	2 881,56	0,00	2 881,56	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	15 175,36	0,00	15 175,36	0,00	15 175,36	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	172 594,31	2 296,16	172 594,31	2 296,16	170 298,15	0,00
62871	A la collectivité de rattachement 4	0,00	0,00	0,00	0,00	5 436,10	0,00	5 436,10	0,00	5 436,10	0,00
62878	A des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 558,00	779,00	1 558,00	779,00	779,00	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 994,10**	**779,00**	**6 994,10**	**779,00**	**6 215,10**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	23 434,63	1 029,00	23 434,63	1 029,00	22 405,63	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**218 198,40**	**4 104,16**	**218 198,40**	**4 104,16**	**214 094,24**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**949 943,75**	**53 354,94**	**949 943,75**	**53 354,94**	**896 588,81**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	157 708,00	0,00	157 708,00	0,00	157 708,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	39 426,00	0,00	39 426,00	0,00	39 426,00	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	164 517,76	0,00	164 517,76	0,00	164 517,76	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**361 651,76**	**0,00**	**361 651,76**	**0,00**	**361 651,76**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	56 516,83	0,00	56 516,83	0,00	56 516,83	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 516,83**	**0,00**	**56 516,83**	**0,00**	**56 516,83**	**0,00**
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	12,00	0,00	12,00	0,00	12,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	1 647,53	207,06	1 647,53	207,06	1 440,47	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 176,36**	**207,06**	**58 176,36**	**207,06**	**57 969,30**	**0,00**
6378	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	46 888,23	0,00	46 888,23	0,00	46 888,23	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 888,23**	**0,00**	**46 888,23**	**0,00**	**46 888,23**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**466 716,35**	**207,06**	**466 716,35**	**207,06**	**466 509,29**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	5 923 996,53	0,00	5 923 996,53	0,00	5 923 996,53	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	58 145,96	0,00	58 145,96	0,00	58 145,96	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	57 813,40	0,00	57 813,40	0,00	57 813,40	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 171 181,29	0,00	1 171 181,29	0,00	1 171 181,29	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 211 137,18**	**0,00**	**7 211 137,18**	**0,00**	**7 211 137,18**	**0,00**
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	90 283,10	0,00	90 283,10	0,00	90 283,10	0,00
64123	Indemnités d'attente	0,00	0,00	0,00	0,00	5 689,73	0,00	5 689,73	0,00	5 689,73	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	46 834,81	0,00	46 834,81	0,00	46 834,81	0,00
	Sous Total compte 6412	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**142 807,64**	**0,00**	**142 807,64**	**0,00**	**142 807,64**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 550 515,77	0,00	1 550 515,77	0,00	1 550 515,77	0,00
64132	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	21 592,47	0,00	21 592,47	0,00	21 592,47	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	17 825,81	0,00	17 825,81	0,00	17 825,81	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	274 588,97	0,00	274 588,97	0,00	274 588,97	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 864 523,02**	**0,00**	**1 864 523,02**	**0,00**	**1 864 523,02**	**0,00**
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	33 023,56	0,00	33 023,56	0,00	33 023,56	0,00
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	41 547,86	224 149,78	41 547,86	224 149,78	0,00	182 601,92
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 293 039,26**	**224 149,78**	**9 293 039,26**	**224 149,78**	**9 068 889,48**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 513 522,00	0,00	1 513 522,00	0,00	1 513 522,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	2 189 656,63	0,00	2 189 656,63	0,00	2 189 656,63	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	77 441,00	0,00	77 441,00	0,00	77 441,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	260 451,86	0,00	260 451,86	0,00	260 451,86	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	46 390,91	0,00	46 390,91	0,00	46 390,91	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114,89	0,00	114,89	0,00	114,89
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 087 462,40**	**114,89**	**4 087 462,40**	**114,89**	**4 087 347,51**	**0,00**
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	2 579,55	0,00	2 579,55	0,00	2 579,55	0,00
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	33 757,72	0,00	33 757,72	0,00	33 757,72	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 757,72**	**0,00**	**33 757,72**	**0,00**	**33 757,72**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	41 268,20	0,00	41 268,20	0,00	41 268,20	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	66 854,05	0,00	66 854,05	0,00	66 854,05	0,00
6479	Remboursements sur autres charges social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 608,33	0,00	15 608,33	0,00	15 608,33
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**144 459,52**	**15 608,33**	**144 459,52**	**15 608,33**	**128 851,19**	**0,00**
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	19 309,55	0,00	19 309,55	0,00	19 309,55	0,00
	Sous Total compte 648	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 309,55**	**0,00**	**19 309,55**	**0,00**	**19 309,55**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 544 270,73**	**239 873,00**	**13 544 270,73**	**239 873,00**	**13 304 397,73**	**0,00**
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	8 043,77	0,00	8 043,77	0,00	8 043,77	0,00
	Sous Total compte 6513	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 043,77**	**0,00**	**8 043,77**	**0,00**	**8 043,77**	**0,00**
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 043,77**	**0,00**	**8 043,77**	**0,00**	**8 043,77**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	214 666,80	0,00	214 666,80	0,00	214 666,80	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 533,41	0,00	2 533,41	0,00	2 533,41	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	21 916,20	0,00	21 916,20	0,00	21 916,20	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	822,00	0,00	822,00	0,00	822,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
653172	Cotisations au fonds de financement de l	0,00	0,00	0,00	0,00	439,05	0,00	439,05	0,00	439,05	0,00
	Sous Total compte 65317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**439,05**	**0,00**	**439,05**	**0,00**	**439,05**	**0,00**
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**240 377,46**	**0,00**	**240 377,46**	**0,00**	**240 377,46**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**240 377,46**	**0,00**	**240 377,46**	**0,00**	**240 377,46**	**0,00**
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	2 170,95	0,00	2 170,95	0,00	2 170,95	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 170,95**	**0,00**	**2 170,95**	**0,00**	**2 170,95**	**0,00**
65736212	dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	575 190,00	0,00	575 190,00	0,00	575 190,00	0,00
	Sous Total compte 6573621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**
	Sous Total compte 657362	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**	**575 190,00**	**0,00**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	319 897,50	2 210,00	319 897,50	2 210,00	317 687,50	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**319 897,50**	**2 210,00**	**319 897,50**	**2 210,00**	**317 687,50**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**895 087,50**	**2 210,00**	**895 087,50**	**2 210,00**	**892 877,50**	**0,00**
65811	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	89 303,45	2 352,04	89 303,45	2 352,04	86 951,41	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	66 441,44	3 400,36	66 441,44	3 400,36	63 041,08	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 744,89**	**5 752,40**	**155 744,89**	**5 752,40**	**149 992,49**	**0,00**
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	35,00	0,00	35,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	8 001,49	0,00	8 001,49	0,00	8 001,49	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 001,49**	**0,00**	**8 001,49**	**0,00**	**8 001,49**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 781,38**	**5 752,40**	**163 781,38**	**5 752,40**	**158 028,98**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 309 461,06**	**7 962,40**	**1 309 461,06**	**7 962,40**	**1 301 498,66**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	153 241,79	0,00	153 241,79	0,00	153 241,79	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	23 029,56	25 176,75	23 029,56	25 176,75	0,00	2 147,19
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 271,35**	**25 176,75**	**176 271,35**	**25 176,75**	**151 094,60**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 271,35**	**25 176,75**	**176 271,35**	**25 176,75**	**151 094,60**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 271,35**	**25 176,75**	**176 271,35**	**25 176,75**	**151 094,60**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	28 300,75	0,00	28 300,75	0,00	28 300,75	0,00
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	132 816,98	0,00	132 816,98	0,00	132 816,98	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	22 004,55	0,00	22 004,55	0,00	22 004,55	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 004,55**	**0,00**	**22 004,55**	**0,00**	**22 004,55**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**183 122,28**	**0,00**	**183 122,28**	**0,00**	**183 122,28**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	1 405 216,80	0,00	1 405 216,80	0,00	1 405 216,80	0,00
6815	Dotations aux provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00	0,00	225 000,00	0,00	225 000,00	0,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c	0,00	0,00	0,00	0,00	1 159,83	0,00	1 159,83	0,00	1 159,83	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 631 376,63**	**0,00**	**1 631 376,63**	**0,00**	**1 631 376,63**	**0,00**
6862	Dotations aux amortissements des charges	0,00	0,00	0,00	0,00	84 545,00	0,00	84 545,00	0,00	84 545,00	0,00
	Sous Total compte 686	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 545,00**	**0,00**	**84 545,00**	**0,00**	**84 545,00**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 715 921,63**	**0,00**	**1 715 921,63**	**0,00**	**1 715 921,63**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 588 224,31**	**591 243,87**	**22 588 224,31**	**591 243,87**	**22 197 452,77**	**200 472,33**
70311	Concession dans les cimetières (produit	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,80	57 712,32	1 300,80	57 712,32	0,00	56 411,52
	Sous Total compte 7031	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 300,80**	**57 712,32**	**1 300,80**	**57 712,32**	**0,00**	**56 411,52**
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 947,00	0,00	9 947,00	0,00	9 947,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 947,00**	**0,00**	**9 947,00**	**0,00**	**9 947,00**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 300,80**	**67 659,32**	**1 300,80**	**67 659,32**	**0,00**	**66 358,52**
7062	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	1 134,01	272 989,64	1 134,01	272 989,64	0,00	271 855,63
70631	A caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 489,00	0,00	4 489,00	0,00	4 489,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 766,72	88 246,21	1 766,72	88 246,21	0,00	86 479,49
	Sous Total compte 7063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 766,72**	**92 735,21**	**1 766,72**	**92 735,21**	**0,00**	**90 968,49**
7066	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 621,94	0,00	154 621,94	0,00	154 621,94
7067	Redevances et droits des services périsc	0,00	0,00	0,00	0,00	1 751,61	578 763,77	1 751,61	578 763,77	0,00	577 012,16
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 442,72	0,00	28 442,72	0,00	28 442,72
	Sous Total compte 70688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 442,72**	**0,00**	**28 442,72**	**0,00**	**28 442,72**
	Sous Total compte 7068	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 442,72**	**0,00**	**28 442,72**	**0,00**	**28 442,72**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 652,34**	**1 127 553,28**	**4 652,34**	**1 127 553,28**	**0,00**	**1 122 900,94**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 098,60	0,00	17 098,60	0,00	17 098,60
70848	aux autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 198,18	0,00	90 198,18	0,00	90 198,18
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 198,18**	**0,00**	**90 198,18**	**0,00**	**90 198,18**
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 094,90	0,00	1 094,90	0,00	1 094,90
70875	par les communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 506,00	0,00	16 506,00	0,00	16 506,00
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	6 412,80	38 401,51	6 412,80	38 401,51	0,00	31 988,71
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 412,80**	**56 002,41**	**6 412,80**	**56 002,41**	**0,00**	**49 589,61**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 412,80**	**163 299,19**	**6 412,80**	**163 299,19**	**0,00**	**156 886,39**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 365,94**	**1 358 511,79**	**12 365,94**	**1 358 511,79**	**0,00**	**1 346 145,85**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 028 200,00	0,00	11 028 200,00	0,00	11 028 200,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 840,00	0,00	48 840,00	0,00	48 840,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 077 040,00**	**0,00**	**11 077 040,00**	**0,00**	**11 077 040,00**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	415 105,00	0,00	415 105,00	0,00	415 105,00
	Sous Total compte 7312	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**415 105,00**	**0,00**	**415 105,00**	**0,00**	**415 105,00**
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 697,35	0,00	23 697,35	0,00	23 697,35
	Sous Total compte 7315	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 697,35**	**0,00**	**23 697,35**	**0,00**	**23 697,35**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	7 541,50	97 115,90	7 541,50	97 115,90	0,00	89 574,40
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 541,50**	**97 115,90**	**7 541,50**	**97 115,90**	**0,00**	**89 574,40**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 541,50**	**11 612 958,25**	**7 541,50**	**11 612 958,25**	**0,00**	**11 605 416,75**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 562 407,71	0,00	3 562 407,71	0,00	3 562 407,71
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 613 981,00	0,00	1 613 981,00	0,00	1 613 981,00
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 176 388,71**	**0,00**	**5 176 388,71**	**0,00**	**5 176 388,71**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 176 388,71**	**0,00**	**5 176 388,71**	**0,00**	**5 176 388,71**
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève	0,00	0,00	0,00	0,00	230,00	0,00	230,00	0,00	230,00	0,00
	Sous Total compte 739111	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73911	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7391	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**	**230,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 771,50**	**16 789 346,96**	**7 771,50**	**16 789 346,96**	**0,00**	**16 781 575,46**
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 527 716,00	0,00	2 527 716,00	0,00	2 527 716,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 411 997,00	0,00	3 411 997,00	0,00	3 411 997,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 638,00	0,00	303 638,00	0,00	303 638,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 715 635,00**	**0,00**	**3 715 635,00**	**0,00**	**3 715 635,00**
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 243 351,00**	**0,00**	**6 243 351,00**	**0,00**	**6 243 351,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 243 351,00**	**0,00**	**6 243 351,00**	**0,00**	**6 243 351,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 517,95	0,00	114 517,95	0,00	114 517,95
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 453,97	0,00	42 453,97	0,00	42 453,97
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 453,97**	**0,00**	**42 453,97**	**0,00**	**42 453,97**
74751	GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 986,63	0,00	118 986,63	0,00	118 986,63
	Sous Total compte 7475	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 986,63**	**0,00**	**118 986,63**	**0,00**	**118 986,63**
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	53 919,00	1 211 566,99	53 919,00	1 211 566,99	0,00	1 157 647,99
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 919,00**	**1 211 566,99**	**53 919,00**	**1 211 566,99**	**0,00**	**1 157 647,99**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 919,00**	**1 211 566,99**	**53 919,00**	**1 211 566,99**	**0,00**	**1 157 647,99**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 919,00**	**1 373 007,59**	**53 919,00**	**1 373 007,59**	**0,00**	**1 319 088,59**
7482	Compensation pour perte de taxe addition	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	409,00	0,00	409,00	0,00	409,00
74833	État - Compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	509 687,00	0,00	509 687,00	0,00	509 687,00
748388	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	236 312,00	236 312,00	236 312,00	236 312,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 74838	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 312,00**	**236 312,00**	**236 312,00**	**236 312,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 312,00**	**745 999,00**	**236 312,00**	**745 999,00**	**0,00**	**509 687,00**
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 972,00	0,00	2 972,00	0,00	2 972,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 297,00	0,00	24 297,00	0,00	24 297,00
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490,50	0,00	490,50	0,00	490,50
	Sous Total compte 7488	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**490,50**	**0,00**	**490,50**	**0,00**	**490,50**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 312,00**	**774 167,50**	**236 312,00**	**774 167,50**	**0,00**	**537 855,50**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 231,00**	**8 505 044,04**	**290 231,00**	**8 505 044,04**	**0,00**	**8 214 813,04**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 433,00	145 281,25	2 433,00	145 281,25	0,00	142 848,25
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 663,05	0,00	91 663,05	0,00	91 663,05
75738	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 100,00	0,00	3 100,00	0,00	3 100,00
	Sous Total compte 7573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 100,00**	**0,00**	**3 100,00**	**0,00**	**3 100,00**
	Sous Total compte 757	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 100,00**	**0,00**	**3 100,00**	**0,00**	**3 100,00**
75813	Redevances versées par les fermiers et c	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110,00	0,00	110,00	0,00	110,00
	Sous Total compte 7581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110,00**	**0,00**	**110,00**	**0,00**	**110,00**
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 627,21	0,00	61 627,21	0,00	61 627,21
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 627,21**	**0,00**	**61 627,21**	**0,00**	**61 627,21**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 737,21**	**0,00**	**61 737,21**	**0,00**	**61 737,21**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 433,00**	**301 781,51**	**2 433,00**	**301 781,51**	**0,00**	**299 348,51**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,90	0,00	9,90	0,00	9,90
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9,90**	**0,00**	**9,90**	**0,00**	**9,90**
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 055,00	0,00	28 055,00	0,00	28 055,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 766,53	0,00	126 766,53	0,00	126 766,53
	Sous Total compte 776	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**126 766,53**	**0,00**	**126 766,53**	**0,00**	**126 766,53**
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 422,32	0,00	34 422,32	0,00	34 422,32
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 243,85**	**0,00**	**189 243,85**	**0,00**	**189 243,85**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**312 801,44**	**27 143 938,05**	**312 801,44**	**27 143 938,05**	**230,00**	**26 831 366,61**
	Total général	**154 736 801,53**	**154 736 801,53**	**118 104 154,29**	**112 053 562,15**	**34 714 422,79**	**40 765 014,93**	**307 555 378,61**	**307 555 378,61**	**188 061 865,49**	**188 061 865,49**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 388 393,44**	**1 323 887,85**	**0,00**	**943,87**	**65 526,01**	**2 473 372,21**	**564 047,69**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	933 368,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	348 303,88	101 818,37	0,00	0,00	0,00	55 988,93	4 125,60	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	106 721,40	1 222 069,48	0,00	943,87	63 307,69	608 008,64	28 495,02	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 218,32	1 809 374,64	531 427,07	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**7 872 295,60**	**112 882,61**	**0,00**	**250,00**	**127 116,48**	**351 081,38**	**12 500,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 872 295,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	112 882,61	0,00	250,00	122 899,00	350 893,41	12 500,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	4 217,48	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187,97	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**119 336,55**	**0,00**	**5 694,24**	**3 272 514,96**		**9 213 716,82**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		933 368,16
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	36 604,40	0,00	5 202,00	82 780,43		634 823,61
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	82 732,15	0,00	492,24	2 809 145,44		4 921 915,93
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		2 343 020,03
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	380 589,09		380 589,09
RECETTES		**27 360,00**	**0,00**	**0,00**	**443 272,24**		**8 946 758,31**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		4 872 295,60
13	Subventions d'investissement	27 360,00	0,00	0,00	62 580,60		689 365,62
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		3 004 217,48
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	102,55		290,52
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	380 589,09		380 589,09

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**431 996,64**	**5 730 790,55**	**0,00**	**735 019,31**	**4 191 230,28**	**4 223 749,70**	**2 929 903,80**	**0,00**
011	Charges à caractère général	24 495,95	1 289 205,42	0,00	64 343,96	1 209 735,42	924 103,96	751 784,63	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 470,00	3 802 049,84	0,00	665 289,75	2 954 857,32	3 292 202,02	1 677 543,17	0,00
014	Atténuations de produits	230,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	639 435,29	0,00	5 385,60	26 542,50	7 134,27	500 576,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	151 094,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	27 546,26	100,00	0,00	0,00	95,04	309,45	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	226 159,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**23 642 138,34**	**557 492,05**	**0,00**	**10 950,00**	**499 923,26**	**832 972,42**	**1 124 642,80**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	168 243,83	0,00	0,00	528,60	169,74	382,97	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	600,15	197 088,79	0,00	0,00	457 855,31	532 174,55	155 716,84	0,00
73	Impôts et taxes	5 176 388,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 492 145,00	89 574,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	6 871 471,79	27 759,50	0,00	0,00	9 217,00	211 135,13	968 542,99	0,00
75	Autres produits de gestion courante	73 477,69	74 815,63	0,00	10 950,00	32 322,35	89 493,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	9,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	28 055,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 301 612,26**	**2 172,87**	**10 169,41**	**994 307,43**		**20 550 952,25**
011	Charges à caractère général	0,00	325 598,28	2 172,87	9 919,41	370 693,80		4 972 053,70
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	870 263,98	0,00	0,00	606 938,63		13 871 614,71
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		230,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	105 750,00	0,00	0,00	16 675,00		1 301 498,66
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		151 094,60
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00		28 300,75
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		226 159,83
RECETTES		**0,00**	**17 062,59**	**8 185,35**	**4 250,00**	**170 886,09**		**26 868 502,90**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00		198 325,14
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	818,75	0,00	0,00	1 891,46		1 346 145,85
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 176 388,71
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	8 185,35	0,00	15 512,00		11 605 416,75
74	Dotations et participations	0,00	7 700,00	0,00	0,00	118 986,63		8 214 813,04
75	Autres produits de gestion courante	0,00	8 543,84	0,00	4 250,00	5 496,00		299 348,51
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		9,90
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		28 055,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**20 986 233,10**									
1641 Emprunts en euros (total)					18 597 483,10									
1233209 (432)	Caisse des Dépots et Consignat	22/10/2012	30/11/2012	01/12/2013	1 000 000,00	F	FIXE	3,950	3,949		A	P	N	A-1
5700722/438 (U159301)	Caisse des Dépots et Consignat	22/12/2025	24/12/2025	24/03/2027	7 000 000,00	V	LIVRETA	0,500	0,799		T	C	N	A-1
MON540595EUR (437)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	14/01/2022	01/02/2022	01/05/2022	10 597 483,10	F	FIXE	1,600	1,633		T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					2 388 750,00									
MON509214EUR (436)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	06/06/2016	01/09/2016	01/12/2016	2 388 750,00	F	FIXE	0,560	0,569		T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**20 986 233,10**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**11 935 290,37**					**933 368,16**	**153 241,79**	**0,00**	**23 356,70**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		11 350 290,37					738 368,16	149 229,45	0,00	23 074,60
1233209 (432)	N	0,00	A-1	169 166,12	1,92	F	FIXE	3,950	79 793,04	9 833,89	0,00	567,52
5700722/438 (U159301)	N	0,00	A-1	3 000 000,00	40,98	V	LIVRETA	0,500	0,00	0,00	0,00	327,14
MON540595EUR (437)	N	0,00	A-1	8 181 124,25	11,09	F	FIXE	1,600	658 575,12	139 395,56	0,00	22 179,94
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		585 000,00					195 000,00	4 012,34	0,00	282,10
MON509214EUR (436)	N	0,00	A-1	585 000,00	2,92	F	FIXE	0,560	195 000,00	4 012,34	0,00	282,10
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**11 935 290,37**					**933 368,16**	**153 241,79**	**0,00**	**23 356,70**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	11 935 290,37	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2023-04-12
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	202-Frais d'études, d'élaboration des docs d'urba	5	12/04/2023
L	2031-Frais d'études	5	12/04/2023
L	2032-Frais de recherche et de développement	5	12/04/2023
L	2033-Frais d'insertion	5	12/04/2023
L	20421-Subventions pour l'aide invest entreprises	5	12/04/2023
L	204412-PRIVE-Sub. biens immo. matériel ou études	30	12/04/2023
L	204422-PRIVE-Sub. biens immo. matériel ou études	30	12/04/2023
L	20422-PRIVE-Sub. biens immo. matériel ou études	30	12/04/2023
L	2051-Logiciels, systèmes et prologiciels	2	12/04/2023
L	2053-Droit de superficie	2	12/04/2023
L	2121-Plantations d'arbres et d'arbustes	15	12/04/2023
L	2128-Autres agencements et aménagemnts de terrains	0	12/04/2023
L	21321-Bâtiments privés-Immeubles de rapport	30	12/04/2023
L	21328-Bâtiments privés-Autres bâtiments privés	30	12/04/2023
L	21351-IGAAC-Bâtiments publics	0	12/04/2023
L	2151-Réseaux de voirie	0	12/04/2023
L	2152-Installation de voirie	0	12/04/2023
L	21531-Réseaux d'adduction d'eau	30	12/04/2023
L	21532-Réseaux d'assainissement	30	12/04/2023
L	21533-Réseaux câblés	30	12/04/2023
L	21534-Réseaux d'électrification	30	12/04/2023
L	21538-Réseaux de transmission	30	12/04/2023
L	21536-Réseaux d'alerte	30	12/04/2023
L	21538-Autres réseaux	30	12/04/2023
L	21561-Matériel roulant - Incendie et défens civile	10	12/04/2023
L	21568-Autre matériel out Incendie, déf civile	10	12/04/2023
L	21572-Matériel technique scolaire	10	12/04/2023
L	215731-Matériel et outill voirie-Matériel roulant	10	12/04/2023
L	215738-Autres matériels et outillages de voirie	10	12/04/2023
L	215741-Inst matériels et outillages-cantine scolai	10	12/04/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	215742-Inst matériels et outillages-colonies vacan	10	12/04/2023
L	21578-Autre matériel technique	10	12/04/2023
L	2158-Autres install, matériels et outilla techniqu	10	12/04/2023
L	2181-Instal. gén. agenc. et aménag. divers	15	12/04/2023
L	21828-Autres matériels de transport	10	12/04/2023
L	21831-Matériel informatique scolaire	5	12/04/2023
L	21838-Autre matériel informatique	5	12/04/2023
L	21841-Matériel de bureau et mobilier scolaire	10	12/04/2023
L	21848-Autres matériels de bureau et mobiliers	10	12/04/2023
L	2185-Matériel de téléphonie	5	12/04/2023
L	2186-Cheptel	5	12/04/2023
L	2188-Gros matériel d'entretien	5	12/04/2023

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**2 320 984,50**	**1 547 046,80**											**12 715,55**	**103 283,99**
3F RESIDENCES	2013	P	Construction de 25 logements collectifs rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	598 800,00	379 715,09	20,09	A	V	LIVRETA	0,629	V	LIVRETA	0,300	A-1		1 191,63	17 492,70
3F RESIDENCES	2013	P	Construction de 25 logements collectifs rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	104 050,00	79 075,01	35,09	A	V	LIVRETA	0,529	V	LIVRETA	0,300	A-1		243,46	2 077,11
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2020	P	Réhabilitation de 72 logements collectifs, Résidence Charles Brune	Caisse des dépôts et consignations	500 000,00	310 147,10	8,92	A	V	LIVRETA	1,094	V	LIVRETA	1,100	A-1		3 770,37	32 613,41
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2020	P	Réhabilitation de 72 logements collectifs, Résidence Charles Brune	Caisse des dépôts et consignations	522 000,00	313 200,00	8,92	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	34 800,00
SA HLM LA ROSERAIE	2015	P	Résidence Camille Corot	Caisse des dépôts et consignations	149 384,50	61 228,86	8,84	A	V	LEP	2,011	V	LEP	1,860	A-1		1 276,84	7 418,19
SA HLM LA ROSERAIE	2020	P	Acquisition de 5 logements en VEFA, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	140 325,00	124 621,15	29,25	A	V	LIVRETA	1,542	V	LIVRETA	1,560	A-1		1 994,62	3 238,75
SA HLM LA ROSERAIE	2020	P	Acquisition de 5 logements en VEFA, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	98 227,50	87 234,81	29,25	A	V	LIVRETA	1,542	V	LIVRETA	1,560	A-1		1 396,23	2 267,13
SA HLM LA ROSERAIE	2020	P	Acquisition de 5 logements en VEFA, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	174 447,50	158 074,78	34,25	A	V	LIVRETA	1,541	V	LIVRETA	1,560	A-1		2 518,65	3 376,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM LA ROSERAIE	2019	P	Acquisition de 5 logements en VEFA, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	16 250,00	16 250,00	33,25	A	V	LIVRETA	0,397	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
SA HLM LA ROSERAIE	2019	P	Acquisition de 5 logements en VEFA, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	17 500,00	17 500,00	33,25	A	F	FIXE	1,569	F	FIXE	1,850	A-1		323,75	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**1 311 000,00**	**906 852,68**											**4 995,05**	**85 914,65**
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2021	P	Travaux voirie-Réseau divers-Aménagement espace vert de la Res Les Béguines 443 logements-Lucé	LA BANQUE POSTALE	1 311 000,00	906 852,68	10,21	T	F	FIXE	0,521	F	FIXE	0,520	A-1		4 995,05	85 914,65
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**14 196 450,00**	**8 406 148,43**											**80 308,00**	**581 015,16**
3F IMMOBILIERE CENTRE LOIRE	2010	P	Acquisition de 25 logements collectifs Le Vivaldi (Travaux)	Caisse des dépôts et consignations	778 200,00	502 597,77	19,67	A	V	LIVRETA	1,447	V	LIVRETA	1,100	A-1		5 774,52	22 358,35
3F IMMOBILIERE CENTRE LOIRE	2010	P	Acquisition de 25 logements collectifs Le Vivaldi (Foncier)	Caisse des dépôts et consignations	352 450,00	277 787,77	34,67	A	V	LIVRETA	1,355	V	LIVRETA	1,100	A-1		3 126,93	6 478,53
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2015	P	Réhabilitation de 59 logements situés 7 rue des Béguines	Caisse des dépôts et consignations	240 300,00	83 743,58	4,33	A	V	LIVRETA	0,583	V	LIVRETA	2,250	A-1		2 214,09	14 660,45
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2015	P	Réhabilitation de 613 logements situés aux quartiers Les Chariots, Vieux Puits et République	Caisse des dépôts et consignations	700 000,00	371 249,42	9,52	A	V	LIVRETA	1,162	V	LIVRETA	1,100	A-1		4 468,08	34 939,77

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2016	P	Réhabilitation de 26 logements, Rue Flandres Dunkerque	Caisse des dépôts et consignations	170 000,00	79 333,32	6,00	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	11 333,34
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2013	P	Réhabilitation de 443 logements Résidence Les Béguines	Caisse des dépôts et consignations	3 347 000,00	1 798 768,96	12,92	A	V	LIVRETA	0,560	V	LIVRETA	0,500	A-1		9 661,83	133 596,17
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2016	P	Réhabilitation de 282 logements, Cité Jean Moulin	Caisse des dépôts et consignations	232 500,00	113 785,09	6,00	A	V	LIVRETA	1,160	V	LIVRETA	1,100	A-1		1 422,75	15 555,32
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2017	P	Construction de 49 logements collectifs PLS, Avenue Coriolan, Domaine du Parc au Carré d'Or	Caisse des dépôts et consignations	963 000,00	857 926,57	41,59	A	V	LIVRETA	1,586	V	LIVRETA	1,610	A-1		14 041,59	14 221,95
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2017	P	Construction de 49 logements collectifs PLS, Avenue Coriolan, Domaine du Parc au Carré d'Or	Caisse des dépôts et consignations	662 000,00	562 732,74	31,59	A	V	LIVRETA	1,584	V	LIVRETA	1,610	A-1		9 275,19	13 365,61
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2018	P	Réhabilitation de 80 logements collectifs, Impasse du Finistère	Caisse des dépôts et consignations	725 000,00	402 373,08	7,17	A	V	LIVRETA	1,035	V	LIVRETA	1,100	A-1		4 952,63	47 865,47
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2019	P	Réhabilitation de 8 logements collectifs, 48 rue de la République	Caisse des dépôts et consignations	167 500,00	103 899,28	8,09	A	V	LIVRETA	1,084	V	LIVRETA	1,100	A-1		1 263,07	10 925,50
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2019	P	Réhabilitation de 8 logements collectifs, 48 rue de la République	Caisse des dépôts et consignations	62 000,00	37 199,99	8,09	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	4 133,34
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2016	P	Réhabilitation de 282 logements, Cité Jean Moulin	Caisse des dépôts et consignations	1 939 000,00	904 866,68	6,00	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	129 266,67
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2005	C	Travaux d'isolation et de bardage tours Ile-de-France et Provence	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	450 000,00	22 500,00	0,67	A	V	EURIBOR12M	2,073	V	EURIBOR12M	0,000	A-1		0,00	22 500,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2007	P	Acquisition de 10 logements impasse Michel Vintant	Caisse des dépôts et consignations	177 500,00	76 143,32	11,59	A	V	LIVRETA	2,171	V	LIVRETA	1,300	A-1		1 075,53	6 589,90
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2008	P	Construction de 15 logements collectifs Rue de Lattre de Tassigny	Caisse des dépôts et consignations	601 500,00	317 628,37	12,17	A	V	LIVRETA	2,536	V	LIVRETA	1,880	A-1		6 373,63	21 394,36
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2008	P	Construction de 16 logements collectifs, Rue de Lattre de Tassigny	Caisse des dépôts et consignations	423 260,00	219 580,93	12,67	A	V	LIVRETA	2,160	V	LIVRETA	1,630	A-1		3 824,58	15 055,78
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2008	P	Construction de 16 logements collectifs, Rue de Lattre de Tassigny	Caisse des dépôts et consignations	253 740,00	128 614,51	12,67	A	V	LIVRETA	1,838	V	LIVRETA	1,300	A-1		1 789,35	9 027,62
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2009	P	Construction de 6 logements collectifs, Rue de Lattre de Tassigny	Caisse des dépôts et consignations	269 000,00	169 673,09	23,59	A	V	LIVRETA	1,513	V	LIVRETA	1,100	A-1		1 947,62	7 382,79
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2005	P	Travaux de rénovation rue Maussibot	Caisse d'Epargne	62 500,00	0,00	0,00	A	F	FIXE	3,593	F	FIXE	3,590	A-1		151,39	4 218,05
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2017	P	Construction de 19 logements, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	617 500,00	516 234,16	31,67	A	V	LIVRETA	1,093	V	LIVRETA	1,100	A-1		5 825,97	13 399,53
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2017	P	Construction de 19 logements, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	233 000,00	189 273,44	31,67	A	V	LIVRETA	0,323	V	LIVRETA	0,300	A-1		584,71	5 627,41
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2006	P	Travaux amélioration résidence les Peupliers	Caisse d'Epargne	70 000,00	0,00	0,00	A	F	FIXE	4,401	F	FIXE	4,400	A-1		212,72	4 834,01
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2010	P	Acquisition d'un logement, Rue Anatole France	Caisse des dépôts et consignations	19 500,00	13 751,34	24,25	A	V	LIVRETA	1,451	V	LIVRETA	1,100	A-1		156,50	475,66
SA HLM LA ROSERAIE	2023	P	Réhabilitation de 85 logements 2-4-6-8-10 rue Jacques Prévert - Lucé	Caisse des dépôts et consignations	255 000,00	231 485,02	17,00	A	F	FIXE	0,890	F	FIXE	0,890	A-1		2 165,32	11 809,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM LA ROSERAIE	2022	C	Réhabilitation de 85 logements 2-4-6-8-10 rue Jacques Prévert - Lucé	Caisse des dépôts et consignations	425 000,00	425 000,00	26,00	A	V	FIXE	0,606	V	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
TOTAL GENERAL					**17 828 434,50**	**10 860 047,91**											**98 018,60**	**770 213,80**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	206 909,24
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**206 909,24**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**98,00**	**0,00**	**98,00**	**48,50**	**6,00**	**54,50**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	21,00	0,00	21,00	17,00	0,00	17,00
Adjoint administratif pal 2 cl	C	21,00	0,00	21,00	10,00	3,00	13,00
Adjoint administratif terr.	C	14,00	0,00	14,00	6,80	0,00	6,80
Attaché	A	10,00	0,00	10,00	2,00	1,00	3,00
Attaché hors classe	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Attaché principal	A	4,00	0,00	4,00	2,00	1,00	3,00
Rédacteur	B	10,00	0,00	10,00	3,90	1,00	4,90
Rédacteur principal 1 cl	B	10,00	0,00	10,00	5,80	0,00	5,80
Rédacteur principal 2 cl	B	6,00	0,00	6,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**176,00**	**2,46**	**178,46**	**100,70**	**22,90**	**123,60**
Adjoint technique pal 1 cl	C	23,00	0,80	23,80	15,00	0,00	15,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	49,00	0,86	49,86	19,90	15,90	35,80
Adjoint technique territorial	C	44,00	0,80	44,80	33,80	0,00	33,80
Agent de maîtrise	C	21,00	0,00	21,00	7,00	1,00	8,00
Agent de maîtrise principal	C	15,00	0,00	15,00	15,00	0,00	15,00
Ingénieur	A	4,00	0,00	4,00	1,00	2,00	3,00
Ingénieur principal	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	8,00	0,00	8,00	2,00	4,00	6,00
Technicien principal de 1 cl	B	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
Technicien principal de 2 cl	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**55,00**	**0,00**	**55,00**	**18,70**	**2,00**	**20,70**
Agent social	C	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Agent social principal 1 cl	C	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Agent social principal 2 cl	C	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	11,00	0,00	11,00	10,80	0,00	10,80
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	13,00	0,00	13,00	1,00	2,00	3,00
Assistant socio-éducatif	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Assistant socio-éducatif cl ex	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conseiller socio-éducatif	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Conseiller supérieur socio-édu	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Educateur de jeunes enf. cl ex	A	6,00	0,00	6,00	5,90	0,00	5,90
Educateur ter. jeunes enfants	A	11,00	0,00	11,00	0,00	0,00	0,00
Moniteur-éducateur et interven	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Moniteur-éducateur interv. pal	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**33,00**	**0,00**	**33,00**	**16,90**	**0,00**	**16,90**
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	17,00	0,00	17,00	5,00	0,00	5,00
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	12,00	0,00	12,00	10,90	0,00	10,90
Cadre de santé	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier en soins généraux	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Educateur A.P.S pal 2cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Educateur territorial A.P.S	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Opérateur A.P.S. qualifié	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Opérateur territorial A.P.S.	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**44,00**	**23,15**	**67,15**	**18,25**	**13,30**	**31,55**
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint territorial patrimoine	C	6,00	0,00	6,00	1,00	0,00	1,00
Assistant conservation pal 1c	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Assistant conservation pal 2c	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Assistant de conservation	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	4,00	4,90	8,90	5,75	0,00	5,75
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	10,00	18,25	28,25	2,50	13,30	15,80
Attaché cons.	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Bibliothécaire territorial	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Professeur ens. art. Hcl.	A	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Professeur ens. art. cl.N	A	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		**49,00**	**1,96**	**50,96**	**25,80**	**7,00**	**32,80**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	11,00	0,00	11,00	7,00	0,00	7,00
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	18,00	1,96	19,96	8,00	7,00	15,00
Adjoint territorial animation	C	14,00	0,00	14,00	9,80	0,00	9,80
Animateur	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Animateur principal de 1ère cl	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Animateur principal de 2ème cl	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		**17,00**	**0,00**	**17,00**	**8,00**	**0,00**	**8,00**
Brigadier-chef principal	**C**	**6,00**	**0,00**	**6,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Chef de service de police	**B**	**2,00**	**0,00**	**2,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Chef service de police pal 1cl	**B**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chef service de police pal 2cl	**B**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Gardien-brigadier	**C**	**7,00**	**0,00**	**7,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**12,00**	**0,00**	**12,00**	**0,00**	**6,00**	**6,00**
Assistante maternelle		10,00	0,00	10,00	0,00	5,00	5,00
Chef Projet Renov Urb		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Professeur de musique		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**492,00**	**27,57**	**519,57**	**241,85**	**57,20**	**299,05**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	368	0,00	326_352	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	326_352	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	326_352	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	372	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	415	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	444	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	444	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	1015	0,00	332-8-2°	CDD
Chef Projet Renov Urb		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	597	0,00	332-10	CDI
Technicien	B	TECH	389	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	389	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	389	0,00	332-14	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	416	0,00	332-23-1°	CDD
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	333-1_333-10	CDD
Emploi spécifique		OTR	0	0,00	332-8-2°	CDD
Emploi spécifique		OTR	0	0,00	332-8-2°	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 342 281,42**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**2 720 259,77**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 377 978,35**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**3 000 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 377 978,35**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**4 377 978,35**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**995 369,00**	**967 790,48**	**393 362,98**	**1 361 153,46**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**6 602 077,65**	**3 362 057,40**	**3 553 321,40**	**6 915 378,80**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**5 606 708,65**	**2 394 266,92**	**3 159 958,42**	**5 554 225,34**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 342 281,42**			**-1 342 281,42**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**		**3 000 000,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**1 657 718,58**			**1 657 718,58**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**7 211 943,92**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**995 369,00**	I **967 790,48**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**933 369,00**	**933 368,16**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	856 608,00	79 793,04
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	76 761,00	853 575,12
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**62 000,00**	**34 422,32**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*52 000,00*	*34 422,32*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**6 602 077,65**	**III**	**3 362 057,40**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 065 281,34**		**1 872 295,60**
10222	FCTVA	1 170 281,34		1 632 947,97
10226	Taxe d'aménagement (2)	150 000,00		239 347,63
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	745 000,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**4 536 796,31**		**1 489 761,80**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*3 000,00*		*2 501,76*
28031	*Frais d'études*	*25 500,00*		*25 341,20*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*33 333,00*		*33 333,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*1 033,00*		*1 033,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*741,00*		*741,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*3 000,00*		*2 820,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*35 000,00*		*39 511,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*6 000,00*		*6 686,42*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*8 000,00*		*7 936,60*
281351	*Bâtiments publics*	*250 000,00*		*247 251,72*
28138	*Autres constructions*	*1 200,00*		*1 132,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*500,00*		*191,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28152	Installations de voirie	160 000,00	157 310,22
281531	Réseaux d'adduction d'eau	6 000,00	5 910,00
281532	Réseaux d'assainissement	100,00	38,00
281533	Réseaux câblés	13 000,00	12 941,59
281534	Réseaux d'électrification	26 000,00	25 494,87
281538	Autres réseaux	50 000,00	47 142,85
281568	Autre matériel, outillage incendie	90 000,00	89 229,00
2815731	Matériel roulant	50 000,00	44 874,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	4 000,00	3 285,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	100 000,00	95 219,47
28181	Installations générales, aménagt divers	1 000,00	796,64
281828	Autres matériels de transport	550 000,00	155 342,50
281831	Matériel informatique scolaire	12 000,00	11 680,20
281838	Autre matériel informatique	80 000,00	88 189,10
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	20 000,00	22 167,56
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	30 000,00	32 327,46
28185	Matériel de téléphonie	2 000,00	10 152,40
28186	Cheptel	320,00	320,00
28188	Autres immo. corporelles	203 728,00	234 317,24
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (4)		
33...	En-cours de production de biens (4)		
35...	Stocks de produits (4)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4817	Indemnités de renégociation de la dette	84 545,00	84 545,00
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	100 000,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 586 796,31	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
AP2025_24/2025	COMPLEXE SPORTIF RICHOUX	20, 23,	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP2023_21/2023	CREATION D UN NOUVEAU CONSERVATOIRE ET RENOV CCED	20, 23,	0,00	2 734 059,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 644 520,00	-1 644 520,00
AP2023_20/2023	CREATION D UNE CUISINE SATELLITE	20, 23,	0,00	132 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP2022_18/2022	PROJET URBAIN FOREAU PARADIS	20, 21,	0,00	1 461 248,20	0,00	0,00	0,00	0,00	20 820,00	-20 820,00
AP2022_17/2022	RENOV PL.19 /03/62, RUES LANGLOIS, BROSSARD	20, 21,	0,00	3 921 072,23	0,00	0,00	0,00	0,00	910 822,40	-910 822,40
AP2023_22/2023	RENOVATION RUE GAMBETTA SECTEUR FOCH/ORNANO/BRUXEL	20, 21, 23,	0,00	1 625 684,50	0,00	0,00	0,00	0,00	272 476,47	-272 476,47
AP2023_19/2023	RENOVATIONDE LA STRUCTURE ILE AUX ENFANTS	20, 23,	0,00	630 582,30	0,00	0,00	0,00	0,00	535 552,67	-535 552,67
AP2025_23/2025	VOIE VERTE	21,	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 268,81	-38 268,81
TOTAL			**0,00**	**10 605 420,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 422 460,35**	**-3 422 460,35**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	634 823,61	414 405,68	0,00	5 577,60	190 432,33	24 408,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	2 054 059,50	839 672,29	0,00	136 844,19	1 071 705,65	5 837,37
A125	Constructions	434 377,67	47 907,35	0,00	87 324,00	290 606,91	8 539,41
A130	Réseaux et installations de voirie	1 824 823,66	16 938,77	0,00	0,00	1 771 338,61	36 546,28
A135	Réseaux divers	19 054,60	0,00	0,00	0,00	0,00	19 054,60
A140	Installations techniques, agencements et matériel	165 590,84	64 742,25	0,00	0,00	62 918,72	37 929,87
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	404 388,48	119 840,03	0,00	141 368,83	43 236,73	99 942,89
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 315 497,73	2 218,32	0,00	0,00	2 313 279,41	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**7 852 616,09**	**1 505 724,69**	**0,00**	**371 114,62**	**5 743 518,36**	**232 258,42**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	634 823,61	414 405,68	5 577,60	190 432,33	24 408,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	2 054 059,50	839 672,29	136 844,19	1 071 705,65	5 837,37
A125	Constructions	434 377,67	47 907,35	87 324,00	290 606,91	8 539,41
A130	Réseaux et installations de voirie	1 824 823,66	16 938,77	0,00	1 771 338,61	36 546,28
A135	Réseaux divers	19 054,60	0,00	0,00	0,00	19 054,60
A140	Installations techniques, agencements et matériel	165 590,84	64 742,25	0,00	62 918,72	37 929,87
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	404 388,48	119 840,03	141 368,83	43 236,73	99 942,89
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 315 497,73	2 218,32	0,00	2 313 279,41	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**7 852 616,09**	**1 505 724,69**	**371 114,62**	**5 743 518,36**	**232 258,42**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	634 823,61	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	2 054 059,50	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	434 377,67	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	1 824 823,66	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	19 054,60	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	165 590,84	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	404 388,48	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 315 497,73	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**7 852 616,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 305 569,85	198 484,73	0,00	146 946,43	900 655,53	59 483,16
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	943,87	0,00	0,00	0,00	0,00	943,87
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	65 526,01	7 798,71	0,00	0,00	858,00	56 869,30
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	2 445 849,91	23 028,00	0,00	224 168,19	2 188 093,51	10 560,21
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	564 047,69	4 125,60	0,00	0,00	553 820,27	6 101,82
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	119 336,55	60 242,31	0,00	0,00	57 654,24	1 440,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	5 694,24	5 202,00	0,00	0,00	0,00	492,24
8	Transports	2 890 622,69	858 539,46	0,00	0,00	1 945 263,05	86 820,18
TOTAL		**7 397 590,81**	**1 157 420,81**	**0,00**	**371 114,62**	**5 646 344,60**	**222 710,78**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 305 569,85	198 484,73	146 946,43	900 655,53	59 483,16
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	943,87	0,00	0,00	0,00	943,87
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	65 526,01	7 798,71	0,00	858,00	56 869,30
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 445 849,91	23 028,00	224 168,19	2 188 093,51	10 560,21
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	564 047,69	4 125,60	0,00	553 820,27	6 101,82
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	119 336,55	60 242,31	0,00	57 654,24	1 440,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	5 694,24	5 202,00	0,00	0,00	492,24
8	Transports	2 890 622,69	858 539,46	0,00	1 945 263,05	86 820,18
	TOTAL	**7 397 590,81**	**1 157 420,81**	**371 114,62**	**5 646 344,60**	**222 710,78**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 305 569,85	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	943,87	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	65 526,01	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 445 849,91	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	564 047,69	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	119 336,55	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	5 694,24	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	2 890 622,69	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**7 397 590,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :

- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :

- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
POUPONNOT Jérôme	Cap'Com Lyon	822,00	10-11/04/2025-en ligne	Communication institutionnelle : déjouer les pièges en période pré-électorale

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7 — D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

V

A

Date d'édition : 06/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme MARIE-NOEL QUEREL	du 02/02/2026	au	06/05/2026
M Franck LUCEREAU	du 02/01/2026	au	01/02/2026
Mme Sylvie FOUCHER	du 01/01/2025	au	31/12/2025

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

28 DEPARTEMENT D'EURE-ET-LOIR

TRESORERIE DE CHARTRES METROPOLE

COMMUNE DE LUCE – COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Nombre de membres en exercice : 33

Nombre de membres présents : 28

Nombre de suffrages exprimés : 30

Votes : - Pour 30

- Contre 00

- Abstentions 01

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600077-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

ARRETE – SIGNATURES

Présenté par Le Maire

A Lucé, le 30 juin 2026

Délibéré par le Conseil Municipal réuni en session ordinaire à Lucé, le 30 juin 2026.

Les membres du Conseil Municipal :

GAUTHIER Florent Absent	MARCADON Olivier	BOUNOUADAR Badiha Absente ép. F. KASMI	GAUTHIER Brice	SÉJOURNÉ Doris
BARRÉ Thomas	VINCENT Bénédicte	POUPONNOT Jérôme	HANOT Françoise	BELAT Matthias
ROBBE Jacqueline	POTTIER Josiane	TRÉPY Albert	COUVRAY Thierry	CHAMPEAUX Thierry
PANIER Cathie	PETIT Virgine	Nadia GUIMARD	MÉGRET Nathalie	HOANG-TRONG Jean-Philippe
KASMI Farid	ABAUTRET Blandine	ROBIN Michaël	OLOA-BILOA Jérôme	RODRIGUES Hélène Absente ép. J. POTTIER
SOUKOUNA Diafara	BERROU Benjamin Absent ép. B. VINCENT	LACELLE Constance	NASRI Vanessa	BALADRE Inès
	RUS Gabriela	FRISCHE Claude Absent	RENAUDIN Pénélope	

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la réception en Préfecture, le 02 JUIL. 2026

Et de la Publication le 02 JUIL. 2026

A Lucé, le 03 JUIL. 2026 Le Maire,

M. le Maire, Florence GAUTHIER

MAIRIE DE LUCÉ 28110 (Eure-et-Loir)

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00078

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Exercice 2026 - Budget Supplémentaire (BS)

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Vu les articles L 2121-29 et L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales *(CGCT)*,

Vu la délibération n° 2025.00124 de la séance du conseil municipal du 17 décembre 2025 portant vote du budget primitif pour l'exercice 2026,

Vu le rapport de présentation du budget supplémentaire 2026 joint en annexe A,

Vu le budget supplémentaire 2026 joint en annexe B,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Budget – Finances dans sa séance du 18 juin 2026,

Considérant que l'assemblée délibérante est compétente pour adopter le budget supplémentaire de la collectivité avec l'intégration des résultats par suite de la finalisation de l'exercice 2025 ; que le budget supplémentaire 2026 est en équilibre en section de fonctionnement et en suréquilibre de 1 200 000 € en section d'investissement, les recettes d'investissement excédant les dépenses de 1 200 000 € ; que ce différentiel correspond à des recettes d'ordre inscrites au chapitre 040.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **PREND ACTE** de la transmission du rapport de présentation du budget supplémentaire 2026 joint en annexe A.
- **ADOPTE** le budget supplémentaire 2026, joint en annexe B, s'élevant à :

1. Fonctionnement		2. Investissement	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
5 777 550,79 €	5 777 550,79 €	11 047 652,67 €	12 247 652,67 €

Lucé, le 02 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600078-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

En vertu de l'article L2121-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute personne physique ou morale peut demander communication du Budget Supplémentaire de l'exercice 2026. Conformément à l'article L311-9 du Code des Relations entre le Public et l'Administration, la consultation peut se faire sur place auprès des services de l'Hôtel de Ville, 05 rue Jules Ferry 28110 LUCÉ, département d'Eure-et-Loir, aux heures d'ouvertures au public. En cas de reprographies, les frais de reproduction seront à la charge du demandeur dans les limites fixées par délibération du conseil municipal. Les demandes de communication peuvent également être présentées par courriel à l'adresse suivante : mairie@ville-luce.fr. Les documents demandés seront transmis gratuitement sur la boîte courriel fourni par l'expéditeur.

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le - 2 JUIL. 2026
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le - 2 JUIL. 2026

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Annexe A

RAPPORT DE PRÉSENTATION DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2026

Dans le cadre d'une amélioration de la gestion budgétaire de la Commune, une refonte du calendrier d'adoption des budgets primitifs a été mise en œuvre. Désormais, le budget primitif d'une année N est votée en fin d'année N-1 et donne lieu à l'établissement d'un budget supplémentaire durant l'année N considérée.

Dans ce cadre, la Commune de Lucé établit un budget supplémentaire 2026 pour :

- Assurer la reprise des résultats de l'exercice 2025,
- Intégrer les restes à réaliser en section d'investissement, tant en dépenses qu'en recettes,
- Procéder à des ajustements sur l'exercice 2026 en fonction des nouvelles informations connues depuis le vote du budget primitif 2026 et de son exécution constatée à ce jour.

Le débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu le 23 octobre 2025 a posé les bases sur lesquelles le budget primitif 2026 est construit. Ce dernier a été adopté le 17 décembre 2025, le 26 décembre 2025 a été promulguée une loi de finances spéciale dans l'attente de la loi de finances 2026 qui a été promulguée le 19 février 2026.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600078-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

MAIRIE de LUCÉ
28110 (Eure-et-Loir)

PARTIE 1 :
ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Le budget supplémentaire est présenté en équilibre en section de fonctionnement pour un montant de 5 777 550,79 €.

En investissement, le budget s'élève à 12 247 652,67 € en recettes et 11 047 652,67 € en dépenses, soit un suréquilibre de 1 200 000 €, ce différentiel correspond à des recettes d'ordre inscrites au chapitre 040, comprenant des dotations aux amortissements. Il ne s'agit pas de recettes encaissées supplémentaires, mais d'écritures comptables qui majorent les recettes d'investissement.

Il est précisé que ce budget supplémentaire 2026 vient compléter le budget primitif 2026 avec notamment la reprise des résultats après la fin de la gestion de l'exercice 2025.

	BP 2026	BS 2026	Budget total voté en 2026
Dépenses de fonctionnement	26 218 367,00 €	5 777 550,79 €	31 995 917,79 €
Recettes de fonctionnement	26 218 367,00 €	5 777 550,79 €	31 995 917,79 €
Dépenses d'investissement	12 391 658,00 €	11 047 652,67 €	23 439 310,67 €
Recettes d'investissement	12 391 658,00 €	12 247 652,67 €	24 639 310,67 €

Le budget est composé d'opérations réelles (réel : encaissements et décaissements de flux financiers) et d'opérations d'ordre (simples mouvements financiers au sein du budget). Le montant total du budget supplémentaire 2026 se décompose de la manière suivante :

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	25 295 917,79 €	26 158 367,00 €	21 253 465,22 €	15 939 310,67 €
Opérations d'ordre	6 700 000,00 €	5 837 550,79 €	2 185 845,45 €	8 700 000,00 €

LES RATIOS FINANCIERS

	Ratios	Valeurs communales (2024)	Valeurs communales (2025)	Moyennes nationales de la strate*
1	DRF[1]/Population	1 272,43 €	1 296,75 €	1193,00 €
2	Produit des impositions directes/Population	713,23 €	732,30 €	642,00 €
3	RRF[2]Population	1 663,23 €	1 695,39 €	1 385,00 €
4	Dépenses d'équipement brut/Population	476,42 €	498,47 €	360,00 €
5	Encours de la dette/Population	625,31 €	753,11 €	755,00 €
6	DGF[3]/Population	374,83 €	374,79 €	179,00 €
7	Dépenses de personnel/DRF	67,92%	67,50%	59,60%
9	DRF+Remboursement de la dette en capital/RRF	80,01%	79,69%	91,80%
10	Dépenses d'équipement brut/RRF	28,64%	29,40%	26,00%
11	Encours de la dette/RRF	37,60%	44,42%	54,50%

* Source : DGCL - Les collectivités locales en chiffres 2025 (comptes administratifs 2024)

[1] DRF : Dépenses Réelles de Fonctionnement

[2] RRF : Ressources Réelles de Fonctionnement

[3] DGF : Dotation Globale de Fonctionnement

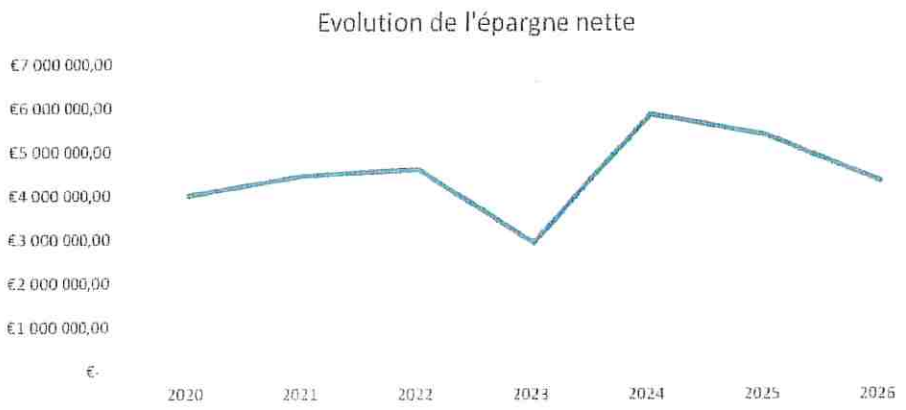
LES SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION

	CFU 2025	Estimation 2026
Produits de fonctionnement courant	26 840 438,00 €	26 900 000,00 €
Charges de fonctionnement courant	20 145 397,07 €	21 500 000,00 €
EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT	**6 695 040,93 €**	**5 400 000,00 €**
Produits financiers	9,90 €	10,00 €
Charges financières	0 €	4 200,00 €
Produits exceptionnels	0 €	100 000,00 €
Charges exceptionnelles	254 460,58 €	30 000,00 €
EPARGNE DE GESTION	**6 440 590,25 €**	**5 465 810,00 €**
Intérêts de la dette	151 094,60 €	186 866,04 €
EPARGNE BRUTE	**6 289 495,65 €**	**5 278 943,96 €**
Capital de la dette	933 368,16 €	947 120,55 €
EPARGNE NETTE	**5 356 127,49 €**	**4 331 823,41 €**
Encours de la dette (au 31/12)	11 935 290,37 €	14 988 169,82 €
Encours de la dette/Epargne brute (années)	1,90	2,84

Soldes intermédiaires de gestion

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Estimation 2026
Produits de fonctionnement courant	22 737 552,67 €	23 208 379,20 €	24 624 598,12 €	24 894 332,34 €	26 845 048,51 €	26 840 438,00 €	26 900 000,00 €
Charges de fonctionnement courant	17 581 300,93 €	17 396 082,53 €	18 850 410,03 €	20 639 258,87 €	19 911 753,36 €	20 145 397,07 €	21 500 000,00 €
EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT	**5 156 251,74 €**	**5 812 296,67 €**	**5 774 188,09 €**	**4 255 073,47 €**	**6 933 295,15 €**	**6 695 040,93 €**	**5 400 000,00 €**
Produits financiers	33 290,24 €	33 289,64 €	232 991,36 €	8,10 €	10,80 €	9,90 €	10,00 €
Charges financières	- €	- €	211 718,82 €	- €	- €	- €	4 200,00 €
Produits exceptionnels	270 144,13 €	95 264,23 €	73 505,66 €	7 985,52 €	4 557,01 €	- €	100 000,00 €
Charges exceptionnelles	7 652,93 €	43 461,37 €	13 819,30 €	257 725,40 €	3 512,58 €	254 460,58 €	30 000,00 €
EPARGNE DE GESTION	**5 452 033,18 €**	**5 897 389,17 €**	**5 855 146,99 €**	**4 005 341,69 €**	**6 934 350,38 €**	**6 440 590,25 €**	**5 465 810,00 €**
Intérêts de la dette	442 871,39 €	410 574,50 €	211 341,90 €	180 318,85 €	166 282,71 €	151 094,60 €	186 866,04 €
EPARGNE BRUTE	**5 009 161,79 €**	**5 486 814,67 €**	**5 643 805,09 €**	**3 825 022,84 €**	**6 768 067,67 €**	**6 289 495,65 €**	**5 278 943,96 €**
Capital de la dette	1 006 497,40 €	1 032 967,09 €	1 048 471,05 €	906 971,02 €	919 903,42 €	933 368,16 €	947 120,55 €
EPARGNE NETTE	**4 002 664,39 €**	**4 453 847,58 €**	**4 595 334,04 €**	**2 918 051,82 €**	**5 848 164,25 €**	**5 356 127,49 €**	**4 331 823,41 €**
Encours de la dette (au 31/12)	12 846 719,27 €	11 813 752,18 €	11 695 281,13 €	10 788 581,95 €	9 868 658,53 €	11 935 290,37 €	14 988 169,82 €
Encours de la dette/Epargne brute (années)	2,56	2,15	2,07	2,82	1,46	1,90	2,84
Recettes d'investissement (Chap 10 + Chap 13+ Chap 45) - 1068 – 16	686 767,46 €	1 579 524,24 €	661 782,77 €	1 346 749,99 €	1 762 195,00 €	5 974 813,31 €	7 939 310,00 €
Dépenses d'investissement (Chap 10 + 20 + 21 + 23 + 45)	2 397 626,18 €	2 087 561,37 €	4 389 859,41 €	12 280 186,34 €	7 783 608,32 €	8 280 348,66 €	15 206 741,00 €
Besoin de financement	**2 291 805,67 €**	**3 945 810,45 €**	**867 257,40 €**	**- 8 015 384,53 €**	**- 173 249,07 €**	**3 050 592,14 €**	**- 2 935 607,59 €**
Fonds de roulement initial (002 + 001 + 1068)	8 684 066,25 €	10 975 871,92 €	14 921 682,37 €	15 789 494,96 €	7 774 362,27 €	7 601 113,20 €	10 651 705,34 €
Fonds de roulement final	10 975 871,92 €	14 921 682,37 €	15 788 939,77 €	7 774 110,43 €	7 601 113,20 €	10 651 705,34 €	7 716 097,75 €

Il convient de rappeler que le budget n'est qu'un acte prévisionnel, seul le compte financier unique de l'exercice donnera l'évolution réelle de l'épargne de la commune.



LA SOLVABILITÉ DE LA VILLE

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	ESTIMATION 2026
Épargne de gestion	5 452 033 €	5 897 389 €	5 855 147 €	4 005 342 €	6 934 350 €	6 440 590 €	5 465 810 €
Épargne brute	5 009 162 €	5 486 815 €	5 643 805 €	3 825 023 €	6 768 068 €	6 289 496 €	5 278 944 €
Épargne nette	4 002 664 €	4 453 848 €	4 595 334 €	2 918 052 €	5 848 164 €	5 356 127 €	4 331 823 €

La capacité de désendettement, principal ratio de solvabilité, se mesure par le rapport suivant :

Encours de dette / Épargne brute.

Elle correspond à la durée nécessaire pour rembourser complètement la dette en y consacrant la totalité de l'épargne dégagée. La capacité de désendettement de la Ville en 2026 est estimée à 2,84 ans.

Pour rappel, le plafond national de référence est fixé à 12 ans. Au-delà, la commune se trouve dans une situation financière critique.

PARTIE 2 :
SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement du budget supplémentaire s'équilibre à 5 777 550,79 € en dépenses et en recettes.

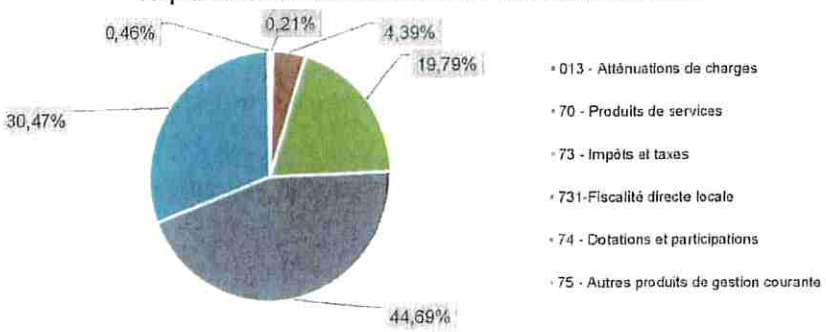
I. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 5 777 550,79 € dans le budget supplémentaire, ce qui porte le total des recettes 2026 à 31 995 917,79 €.

CHAPITRES	BP 2026	BS 2026	Budget total voté en 2026
013 - Atténuations de charges	54 125,00 €		54 125,00 €
70 - Produits de services	1 147 500,00 €		1 147 500,00 €
73 - Impôts et taxes	5 176 388,00 €		5 176 388,00 €
731-Fiscalité directe locale	11 690 354,00 €		11 690 354,00 €
74 - Dotations et participations	7 970 000,00 €		7 970 000,00 €
75 - Autres produits de gestion courante	120 000,00 €		120 000,00 €
76 - Produits financiers			
77 - Produits exceptionnels			
Recettes réelles de fonctionnement	**26 158 367,00 €**	**0,00 €**	**26 158 367,00 €**
002 - Résultat reporté de fonctionnement		*5 777 550,79 €*	5 777 550,79 €
78 - Reprises d'amortissements et de provisions			0,00 €
042 - Opérations d'ordre de transferts	*60 000,00 €*		60 000,00 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	26 218 367,00 €	5 777 550,79 €	31 995 917,79 €

Les recettes de fonctionnement du budget supplémentaire 2026 intègrent la reprise du résultat de l'exercice 2025 pour un montant de 5 777 550,79 €.

Répartition des recettes réelles de fonctionnement



II. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

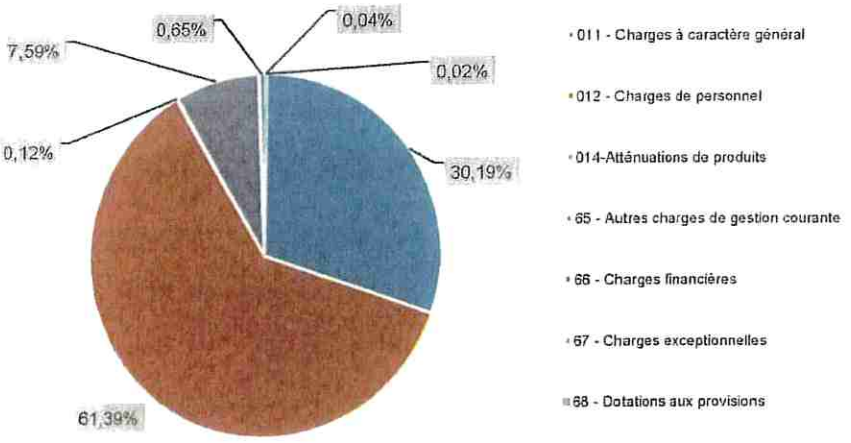
Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 5 777 550,79 € dans le budget supplémentaire, ce qui porte le total des dépenses 2026 à 31 995 917,79 €.

CHAPITRES	BP 2026	BS 2026	Budget total voté en 2026
011 - Charges à caractère général	7 424 617,00 €	211 041,79 €	7 635 658,79 €
012 - Charges de personnel	15 528 750,00 €		15 528 750,00 €
014 - Atténuations de produits		30 800,00 €	30 800,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	1 900 000,00 €	20 709,00 €	1 920 709,00 €
66 - Charges financières	150 000,00 €	15 000,00 €	165 000,00 €
67 - Charges exceptionnelles	10 000,00 €		10 000,00 €
68 - Dotations aux provisions	5 000,00 €		5 000,00 €
Dépenses réelles de fonctionnement	**25 018 367,00 €**	**277 550,79 €**	**25 295 917,79 €**
023 - Virement à la section d'investissement		*5 500 000,00 €*	5 500 000,00 €
042 - Opérations d'ordre de transferts	*1 200 000,00 €*		1 200 000,00 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	26 218 367,00 €	5 777 550,79 €	31 995 917,79 €

Les dépenses de fonctionnement du budget supplémentaire 2026 sont réparties comme suit :

- 277 550,79 € de dépenses réelles de fonctionnement supplémentaires,
- 5 500 000,00 € de virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement.

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement



PARTIE 3 :
SECTION D'INVESTISSEMENT

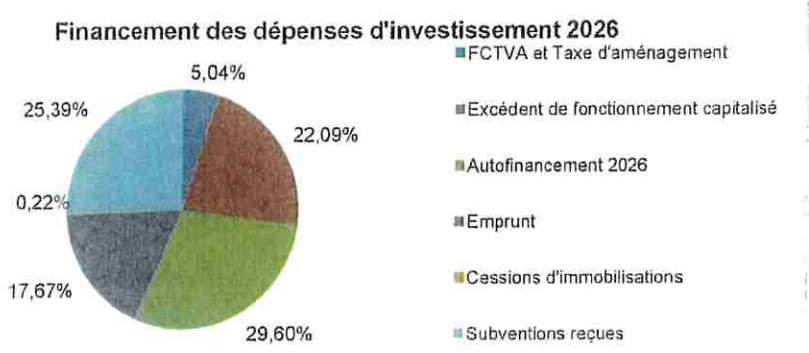
La section d'investissement du budget supplémentaire s'élève à 12 247 652,67 €, restes à réaliser compris, en recettes et 11 047 652,67 € en dépenses.

I. RECETTES D'INVESTISSEMENT

CHAPITRES	BP 2026	BS 2026	RAR 2025	Budget total voté en 2026
10 - Dotations et fonds divers	1 140 658,00 €			1 140 658,00 €
13 - Subventions d'investissements reçues	4 000 000,00 €	-1 805 668,73 €	3 553 321,40 €	5 747 652,67 €
16 - Emprunts et dettes assimilés	4 001 000,00 €			4 001 000,00 €
024 - Produits de cession des immobilisations	50 000,00 €			50 000,00 €
1068 - Excédents de fonctionnement capitalisés		5 000 000,00 €		5 000 000,00 €
Recettes réelles d'investissement	**9 191 658,00 €**	**3 194 331,27 €**	**3 553 321,40 €**	**15 939 310,67 €**
001 - Résultat reporté d'investissement				
021 - Virement de la section de fonctionnement		*5 500 000,00 €*		5 500 000,00 €
45- Opérations sous mandat	*1 000 000,00 €*			1 000 000,00 €
040 - Opérations d'ordre de transferts	*1 200 000,00 €*			1 200 000,00 €
041 - Opérations patrimoniales	*1 000 000,00 €*			1 000 000,00 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	12 391 658,00 €	8 694 331,27 €	3 553 321,40 €	24 639 310,67 €

Les recettes d'investissement du budget supplémentaire 2026 intègrent :

- La reprise des restes à réaliser sur les subventions pour un montant de 3 553 321,40 €,
- 800 000 € de subventions, avec l'équivalent en dépenses pour l'intégration des biens dans le patrimoine en opérations réelles,
- Une baisse de 2 605 668,73 € sur les subventions, sur les 4 000 000 € de prévisions faites au budget primitif pour limiter le suréquilibre en investissement,
- L'affectation du résultat de fonctionnement, pour partie, à hauteur de 5 000 000 €,
- 5 500 000 € de virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement.



II. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 11 047 652,67 € dans le budget supplémentaire, restes à réaliser compris, soit un total des dépenses d'investissement 2026 de 23 439 310,67 €.

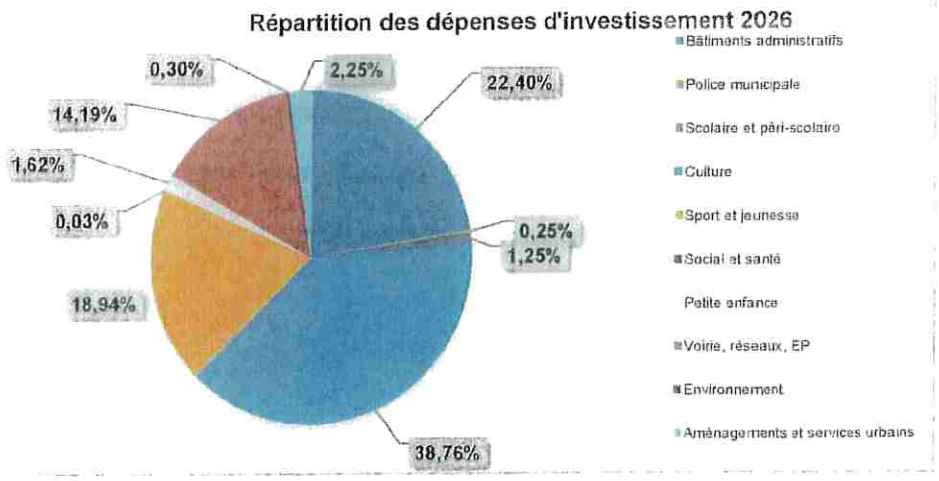
CHAPITRES	BP 2026	BS 2026	RAR 2025	Budget total voté en 2026
10 - Dotations et fonds divers	10 000,00 €			10 000,00 €
16 - Emprunts et dettes assimilés	948 121,00 €			948 121,00 €
20 - Immobilisations incorporelles	1 505 625,00 €	-66 430,00 €	136 239,79 €	1 575 434,79 €
21 - Immobilisations corporelles	3 439 948,00 €	6 185 757,31 €	241 161,05 €	9 866 866,36 €
23 - Immobilisations en cours	4 427 964,00 €	4 409 116,93 €	15 962,14 €	8 853 043,07 €
Dépenses réelles d'investissement	**10 331 658,00 €**	**10 528 444,24 €**	**393 362,98 €**	**21 253 465,22 €**
001 - Résultat reporté d'investissement		125 845,45 €		125 845,45 €
45- Opérations sous mandat	*1 000 000,00 €*			1 000 000,00 €
040 - Opérations d'ordre de transferts	*60 000,00 €*			60 000,00 €
041 - Opérations patrimoniales	*1 000 000,00 €*			1 000 000,00 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**12 391 658,00 €**	**10 654 289,69 €**	**393 362,98 €**	**23 439 310,67 €**

Les dépenses d'investissement du budget supplémentaire 2026 sont réparties comme suit :

- La reprise des restes à réaliser sur les opérations d'équipement pour un montant de 393 362,98 €,
- 800 000 €, avec l'équivalent en recettes pour l'intégration des biens dans le patrimoine en opérations réelles,
- La reprise du résultat de l'exercice 2025 pour un montant de 125 845,45 €,
- 10 528 444,24 € de dépenses réelles d'investissement supplémentaires, concernant notamment :
  - Travaux nouveau Conservatoire : 3 806 754 €,
  - Travaux Gymnase Léo Lagrange : 3 300 000 €,
  - Travaux Place du 19 Mars 1962 et rues adjacentes : 600 000 €,
  - Travaux de rénovation de l'Ile aux Enfants : 373 362,93 €,
  - Travaux voie verte : 200 000 €,
  - Fourniture et pose d'éclairage LED stade Jean Boudrie : 200 000 €,
  - Préemption urbaine : 300 000 €,
  - Aménagement parking rue Jules Ferry : 200 000 €.

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT 2026 APRÈS RÉVISION

N° AP	Intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
		Pour mémoire AP	Révision de l'exercice 2026	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2025)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 31/12/2025)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2026	Restes à financer (exercices au-delà de 2026)
17	Rénovation du Centre-Ville -Place du 19 Mars 1962 et rues René Langlois et Albert Brossard	4 392 808,25 €	820 000,00 €	5 212 808,25 €	3 041 689,48 €	820 000,00 €	1 351 118,77 €
18	Projet Urbain Foreau Paradis	4 500 000,00 €	-€	4 500 000,00 €	262 239,40 €	965 825,00 €	3 271 935,60 €
19	Rénovation de la Structure Ile aux enfants	950 430,00 €	42 443,90 €	992 873,90 €	619 510,97 €	373 362,93 €	- €
20	Création d'une cuisine satellite	1 300 000,00 €	-€	1 300 000,00 €	132 774,00 €	-€	1 167 226,00 €
21	Création d'un nouveau Conservatoire et Rénovation Centre Culturel	12 260 000,00 €	902 120,80 €	13 162 120,80 €	2 716 729,00 €	8 282 718,00 €	2 162 673,80 €
22	Rénovation rue Gambetta/Secteur Foch-Ornano/Bruxelles	3 200 000,00 €	-€	3 200 000,00 €	604 160,97 €	90 000,00 €	2 505 839,03 €
23	Opération de la Voie verte	3 025 511,00 €	-€	3 025 511,00 €	98 124,50 €	400 000,00 €	2 527 386,50 €
24	Complexe sportif Richoux	2 280 000,00 €	-€	2 280 000,00 €	€	376 000,00 €	1 904 000,00 €
25	Rénovation du groupe scolaire Jean Jaurès	9 600 000,00 €	-€	9 600 000,00 €	-€	115 500,00 €	9 484 500,00 €



Présentation synthétique du budget TOTAL 2026

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Libellé	Montant BP 2026	Montant BS 2026	Montant TOTAL 2026
013	Atténuations de charges	54 125,00 €		**54 125,00 €**
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 147 500,00 €		**1 147 500,00 €**
73	Impôts et taxes	5 176 388,00 €		**5 176 388,00 €**
731	Fiscalité directe locale	11 690 354,00 €		**11 690 354,00 €**
74	Dotations, subventions et participations	7 970 000,00 €		**7 970 000,00 €**
75	Autres produits de gestion courante	120 000,00 €		**120 000,00 €**
76	Produits financiers			**0,00 €**
78	Reprises d'amortissements			**0,00 €**
002	Résultat reporté de fonctionnement		5 777 550,79 €	**5 777 550,79 €**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	60 000,00 €		**60 000,00 €**
TOTAL		**26 218 367,00 €**	**5 777 550,79 €**	**31 995 917,79 €**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Libellé	Montant BP 2026	Montant BS 2026	Montant TOTAL 2026
011	Charges à caractère général	7 424 617,00 €	211 041,79 €	**7 635 658,79 €**
012	Charges de personnel	15 528 750,00 €		**15 528 750,00 €**
014	Atténuations de produits		30 800,00 €	**30 800,00 €**
65	Autres charges de gestion courante	1 900 000,00 €	20 709,00 €	**1 920 709,00 €**
66	Charges financières	150 000,00 €	15 000,00 €	**165 000,00 €**
67	Charges exceptionnelles	10 000,00 €		**10 000,00 €**
68	Dotations aux provisions	5 000,00 €		**5 000,00 €**
023	Virement à la section d'investissement	0,00 €	5 500 000,00 €	**5 500 000,00 €**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 200 000,00 €		**1 200 000,00 €**
TOTAL		**26 218 367,00 €**	**5 777 550,79 €**	**31 995 917,79 €**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chapitre	Libellé	Montant BP 2026	Montant BS 2026	Montant TOTAL 2026
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 140 658,00 €	5 000 000,00 €	**6 140 658,00 €**
13	Subventions d'investissement reçues	4 000 000,00 €	-1 805 668,73 €	**2 194 331,27 €**
16	Emprunts et dettes assimilées	4 001 000,00 €		**4 001 000,00 €**
45	Opérations sous mandat	1 000 000,00 €		**1 000 000,00 €**
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	5 500 000,00 €	**5 500 000,00 €**
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00 €		**50 000,00 €**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 200 000,00 €		**1 200 000,00 €**
041	Opérations patrimoniales	1 000 000,00 €		**1 000 000,00 €**
Restes à Réaliser			**3 553 321,40 €**	**3 553 321,40 €**
TOTAL		**12 391 658,00 €**	**12 247 652,67 €**	**24 639 310,67 €**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chapitre	Libellé	Montant BP 2026	Montant BS 2026	Montant TOTAL 2026
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00 €		**10 000,00 €**
16	Emprunts et dettes assimilées	948 121,00 €		**948 121,00 €**
20	Immobilisations incorporelles	1 505 625,00 €	-66 430,00 €	**1 439 195,00 €**
21	Immobilisations corporelles	3 439 948,00 €	6 185 757,31 €	**9 625 705,31 €**
23	Immobilisations en cours	4 427 964,00 €	4 409 116,93 €	**8 837 080,93 €**
45	Opérations sous mandat	1 000 000,00 €		**1 000 000,00 €**
001	Résultat reporté d'investissement		125 845,45 €	**125 845,45 €**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	60 000,00 €		**60 000,00 €**
041	Opérations patrimoniales	1 000 000,00 €		**1 000 000,00 €**
Restes à Réaliser			**393 362,98 €**	**393 362,98 €**
TOTAL		**12 391 658,00 €**	**11 047 652,67 €**	**23 439 310,67 €**

SUREQUILIBRE		1 200 000,00 €	**1 200 000,00 €**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE 3500 ET PLUS HABITANTS : VILLE DE LUCE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21280218500141

POSTE COMPTABLE : CHARTRES-METROPOLE - 028013

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL VILLE (21800) (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600078-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

MAIRIE de LUCE
28110 (Eure-et-Loir)

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 43

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 46
A1.01 - Opérations non ventilables 49
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 50
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 53
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 54
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 55
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 58
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 62
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 65
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 66
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 69
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 71
A1.908 - Fonction 8 - Transports 74
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 78
A2.01 - Opérations non ventilables 80
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 81
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 87
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 88
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 89
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 93
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 98
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 101
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 102
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 103
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 106
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 108
A2.938 - Fonction 8 - Transports 111

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 115
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 116
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 120
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 122

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	123
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	125
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	126
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	128
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	129
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	134
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	135
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	141
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	143
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	144
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	146

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	15848

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	19813157.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1578.65
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1650.58
3	Dépenses d'équipement brut / population	679.39
4	Encours de dette / population (2) (3)	753.15
5	DGF / population	382.53
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	62.07
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	99.26
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	41.16
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	45.63
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	4.36

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 1.00%
- Investissement : 1.00%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	33 574 573,86	39 625 166,00	4 601 113,20	A1	10 651 705,34
Investissement	11 379 038,28	12 595 474,25	(2) -1 342 281,42	A2	-125 845,45
Fonctionnement	22 195 535,58	27 029 691,75	(3) 5 943 394,62	A3	10 777 550,79

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	393 362,98	III + IV	3 553 321,40	B1 3 159 958,42
Investissement	I	393 362,98	III	3 553 321,40	B2 3 159 958,42
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	13 811 663,76
Investissement	**A2 + B2**	3 034 112,97
Fonctionnement	**A3 + B3**	10 777 550,79

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	393 362,98
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		136 239,79
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		241 161,05
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		15 962,14
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	3 553 321,40
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		3 553 321,40
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	10 528 444,24	8 694 331,27
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	393 362,98	3 553 321,40
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 125 845,45	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	11 047 652,67	12 247 652,67

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	5 777 550,79	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 5 777 550,79
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	5 777 550,79	5 777 550,79

TOTAL DU BUDGET (5)	16 825 203,46	18 025 203,46

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

II

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP2025_24/2025	COMPLEXE SPORTIF RICHOUX	20, 21, 23,	100 000,00
AP2023_21/2023	CREATION D UN NOUVEAU CONSERVATOIRE ET RENOV CCED	20, 23,	7 210 023,00
AP2022_18/2022	PROJET URBAIN FOREAU PARADIS	20, 21,	2 427 073,20
AP2022_17/2022	RENOV PL.19 /03/62, RUES LANGLOIS, BROSSARD	20, 21,	4 141 072,23
AP 2026_25/2026	RENOVATION GROUPE SCOLAIRE JEAN JAURES	20,	375 500,00
AP2023_22/2023	RENOVATION RUE GAMBETTA SECTEUR FOCH/ORNANO/BRUXEL	20, 21, 23,	1 849 684,50
AP2023_19/2023	RENOVATIONDE LA STRUCTURE ILE AUX ENFANTS	20, 23,	630 582,30
AP2025_23/2025	VOIE VERTE	21,	300 000,00
TOTAL			**17 033 935,23**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**17 033 935,23**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II
B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	1 505 625,00	136 239,79	-66 430,00	-66 430,00	1 575 434,79
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	3 439 948,00	241 161,05	6 185 757,31	6 185 757,31	9 866 866,36
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	4 427 964,00	15 962,14	4 409 116,93	4 409 116,93	8 853 043,07
Total des dépenses d'équipement		**9 373 537,00**	**393 362,98**	**10 528 444,24**	**10 528 444,24**	**20 295 344,22**
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	948 121,00	0,00	0,00	0,00	948 121,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**958 121,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**958 121,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**11 331 658,00**	**393 362,98**	**10 528 444,24**	**10 528 444,24**	**22 253 465,22**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*60 000,00*		*0,00*	*0,00*	*60 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*1 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 000 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 060 000,00***		***0,00***	***0,00***	***1 060 000,00***
TOTAL		**12 391 658,00**	**393 362,98**	**10 528 444,24**	**10 528 444,24**	**23 313 465,22**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**125 845,45**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**23 439 310,67**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	1 000 000,00	3 553 321,40	-400 000,00	-400 000,00	4 153 321,40
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 000 000,00**	**3 553 321,40**	**-400 000,00**	**-400 000,00**	**8 153 321,40**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 140 658,00	0,00	0,00	0,00	1 140 658,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	3 000 000,00	0,00	-1 405 668,73	-1 405 668,73	1 594 331,27
16	Emprunts et dettes assimilées	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Total des recettes financières		**4 191 658,00**	**0,00**	**3 594 331,27**	**3 594 331,27**	**7 785 989,27**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**10 191 658,00**	**3 553 321,40**	**3 194 331,27**	**3 194 331,27**	**16 939 310,67**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 200 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*1 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 000 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 200 000,00***		***5 500 000,00***	***5 500 000,00***	***7 700 000,00***

TOTAL	**12 391 658,00**	**3 553 321,40**	**8 694 331,27**	**8 694 331,27**	**24 639 310,67**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**24 639 310,67**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**6 640 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	7 424 617,00	0,00	211 041,79	211 041,79	7 635 658,79
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	15 528 750,00	0,00	0,00	0,00	15 528 750,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	30 800,00	30 800,00	30 800,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 900 000,00	0,00	20 709,00	20 709,00	1 920 709,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**24 853 367,00**	**0,00**	**262 550,79**	**262 550,79**	**25 115 917,79**
66	Charges financières	150 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00	165 000,00
67	Charges spécifiques (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	5 000,00		0,00	0,00	5 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**25 018 367,00**	**0,00**	**277 550,79**	**277 550,79**	**25 295 917,79**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 200 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 200 000,00***		***5 500 000,00***	***5 500 000,00***	***6 700 000,00***
TOTAL		**26 218 367,00**	**0,00**	**5 777 550,79**	**5 777 550,79**	**31 995 917,79**
					+	
					D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
					=	
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**31 995 917,79**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	54 125,00	0,00	0,00	0,00	54 125,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 147 500,00	0,00	0,00	0,00	1 147 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	5 176 388,00	0,00	0,00	0,00	5 176 388,00
731	Fiscalité locale	11 690 354,00	0,00	0,00	0,00	11 690 354,00
74	Dotations et participations (4)	7 970 000,00	0,00	0,00	0,00	7 970 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
Total des recettes de gestion courante		**26 158 367,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 158 367,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**26 158 367,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 158 367,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*60 000,00*		*0,00*	*0,00*	*60 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***60 000,00***		***0,00***	***0,00***	***60 000,00***
TOTAL		**26 218 367,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 218 367,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**5 777 550,79**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**31 995 917,79**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**6 640 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		69 809,79	*0,00*	69 809,79
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		6 426 918,36	*0,00*	6 426 918,36
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		4 425 079,07	*0,00*	*4 425 079,07*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**10 921 807,22**	***0,00***	**10 921 807,22**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**125 845,45**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 047 652,67**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	211 041,79		211 041,79
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	30 800,00		30 800,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	20 709,00	*0,00*	20 709,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	15 000,00	*0,00*	15 000,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*5 500 000,00*	5 500 000,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**277 550,79**	***5 500 000,00***	**5 777 550,79**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 777 550,79**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		1 747 652,67	*0,00*	1 747 652,67
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*5 500 000,00*	5 500 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**1 747 652,67**	***5 500 000,00***	**7 247 652,67**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**5 000 000,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**12 247 652,67**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	0,00	*0,00*	0,00
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	5 777 550,79
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	5 777 550,79

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 391 658,00**	**393 362,98**	**17 033 935,23**	**10 528 444,24**	**10 528 444,24**	**4 862 116,93**	**5 666 327,31**	**10 921 807,22**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 505 625,00	136 239,79	1 764 296,55	-66 430,00	-66 430,00	-103 000,00	36 570,00	69 809,79
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 439 948,00	241 161,05	6 343 258,34	6 185 757,31	6 185 757,31	561 000,00	5 624 757,31	6 426 918,36
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 427 964,00	15 962,14	8 926 380,34	4 409 116,93	4 409 116,93	4 404 116,93	5 000,00	4 425 079,07
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**9 373 537,00**	**393 362,98**	**17 033 935,23**	**10 528 444,24**	**10 528 444,24**	**4 862 116,93**	**5 666 327,31**	**10 921 807,22**
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	948 121,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**958 121,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**11 331 658,00**	**393 362,98**	**17 033 935,23**	**10 528 444,24**	**10 528 444,24**	**4 862 116,93**	**5 666 327,31**	**10 921 807,22**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*60 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*1 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 060 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**125 845,45**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
							Total des dépenses d'investissement cumulées	11 047 652,67

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 391 658,00**	**3 553 321,40**	**3 694 331,27**	**3 694 331,27**	**7 247 652,67**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 000 000,00	3 553 321,40	-400 000,00	-400 000,00	3 153 321,40
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 000 000,00**	**3 553 321,40**	**-400 000,00**	**-400 000,00**	**3 153 321,40**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 140 658,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	3 000 000,00	0,00	-1 405 668,73	-1 405 668,73	-1 405 668,73
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**4 191 658,00**	**0,00**	**-1 405 668,73**	**-1 405 668,73**	**-1 405 668,73**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**10 191 658,00**	**3 553 321,40**	**-1 805 668,73**	**-1 805 668,73**	**1 747 652,67**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*1 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***2 200 000,00***		***5 500 000,00***	***5 500 000,00***	***5 500 000,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**
Affectation au compte 1068 (9)	**5 000 000,00**
Total des recettes d'investissement cumulées	**12 247 652,67**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 391 658,00**	**393 362,98**	**17 033 935,23**	**10 528 444,24**	**10 528 444,24**	**4 862 116,93**	**5 666 327,31**	**10 921 807,22**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 505 625,00	136 239,79	1 764 296,55	-66 430,00	-66 430,00	-103 000,00	36 570,00	69 809,79
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	1 490 625,00	115 431,79		-70 320,00	-70 320,00	-103 000,00	32 680,00	45 111,79
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	20 808,00		0,00	0,00	0,00	0,00	20 808,00
2051	Concessions, droits similaires	15 000,00	0,00		3 890,00	3 890,00	0,00	3 890,00	3 890,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 439 948,00	241 161,05	6 343 258,34	6 185 757,31	6 185 757,31	561 000,00	5 624 757,31	6 426 918,36
2111	Terrains nus	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	700 000,00	0,00		300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	30 000,00	1 871,41		0,00	0,00	0,00	0,00	1 871,41
2128	Autres agencements et aménagements	720 000,00	22 328,21		969 515,91	969 515,91	750 000,00	219 515,91	991 844,12
21312	Bâtiments scolaires	0,00	180,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 180,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	7 776,04		0,00	0,00	0,00	0,00	7 776,04
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00		845 000,00	845 000,00	45 000,00	800 000,00	845 000,00
21351	Bâtiments publics	941 000,00	92 019,11		3 769 518,73	3 769 518,73	-100 000,00	3 869 518,73	3 861 537,84
2138	Autres constructions	0,00	239,76		0,00	0,00	0,00	0,00	239,76
2151	Réseaux de voirie	517 900,00	17 964,69		-134 000,00	-134 000,00	-134 000,00	0,00	-116 035,31
2152	Installations de voirie	59 500,00	5 529,98		0,00	0,00	0,00	0,00	5 529,98
21531	Réseaux d'adduction d'eau	3 256,63	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	23 843,37	300,00		0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215731	Matériel roulant	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	105 396,00	13 219,21		57 000,00	57 000,00	0,00	57 000,00	70 219,21
21828	Autres matériels de transport	7 000,00	41 775,84		167 279,67	167 279,67	0,00	167 279,67	209 055,51
21838	Autre matériel informatique	73 500,00	9 036,67		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	27 036,67
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	10 000,00	2 813,12		0,00	0,00	0,00	0,00	2 813,12
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	54 540,98	3 602,84		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	13 602,84
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00		8 500,00	8 500,00	0,00	8 500,00	8 500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	144 011,02	22 504,17		74 943,00	74 943,00	0,00	74 943,00	97 447,17
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 427 964,00	15 962,14	8 926 380,34	4 409 116,93	4 409 116,93	4 404 116,93	5 000,00	4 425 079,07
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	15 962,14		0,00	0,00	0,00	0,00	15 962,14
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	4 427 964,00	0,00		4 409 116,93	4 409 116,93	4 404 116,93	5 000,00	4 409 116,93
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**9 373 537,00**	**393 362,98**	**17 033 935,23**	**10 528 444,24**	**10 528 444,24**	**4 862 116,93**	**5 666 327,31**	**10 921 807,22**
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	948 121,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	82 945,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	864 176,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**958 121,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45812	OPERATION SOUS MANDATS-DEPENSES- OPE VARLET	500 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45813	OPERATION SOUS MANDATS-DEPENSES- PLACE 19 3 62	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45815	OPERATION SOUS MANDATS-DEPENSES- OPE GAMBETTA	500 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**11 331 658,00**	**393 362,98**	**17 033 935,23**	**10 528 444,24**	**10 528 444,24**	**4 862 116,93**	**5 666 327,31**	**10 921 807,22**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*60 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*60 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*23 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*13 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13916	*Subv. transf. Autres E.P.L.*	*3 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*10 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13938	*Autres fonds équip. transférables*	*10 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*1 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*1 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'ordre	**1 060 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
67	CONSTRUCTION D'UNE CRECHE		2 425 594,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**2 425 594,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 67
LIBELLE : CONSTRUCTION D'UNE CRECHE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**2 425 594,14**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**22 625,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	22 625,92	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**360,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	360,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**2 402 608,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	2 402 608,22	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**1 037 580,66**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**1 024 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	90 000,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	484 500,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	450 000,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**13 080,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	13 080,66	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 391 658,00**	**3 553 321,40**	**3 694 331,27**	**3 694 331,27**	**7 247 652,67**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 000 000,00	3 553 321,40	-400 000,00	-400 000,00	3 153 321,40
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	456 679,00	0,00	0,00	456 679,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	1 074 512,50	0,00	0,00	1 074 512,50
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	1 246 203,50	0,00	0,00	1 246 203,50
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	52 500,00	0,00	0,00	52 500,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	723 426,40	0,00	0,00	723 426,40
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	1 000 000,00	0,00	-400 000,00	-400 000,00	-400 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 000 000,00**	**3 553 321,40**	**-400 000,00**	**-400 000,00**	**3 153 321,40**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 140 658,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	990 658,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	3 000 000,00	0,00	-1 405 668,73	-1 405 668,73	-1 405 668,73
1388	Autres fonds non transférables	3 000 000,00	0,00	-1 405 668,73	-1 405 668,73	-1 405 668,73
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**4 191 658,00**	**0,00**	**-1 405 668,73**	**-1 405 668,73**	**-1 405 668,73**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**10 191 658,00**	**3 553 321,40**	**-1 805 668,73**	**-1 805 668,73**	**1 747 652,67**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*2 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*22 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*33 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*1 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*1 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*3 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*30 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*7 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*5 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*158 355,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*2 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*151 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*6 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*1 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*11 900,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*23 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*43 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*87 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*45 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*5 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*70 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*1 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*135 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*69 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*14 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*14 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
28185	*Matériel de téléphonie*	*500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28186	*Cheptel*	*500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*172 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*84 545,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*1 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*1 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***2 200 000,00***		***5 500 000,00***	***5 500 000,00***	***5 500 000,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**26 218 367,00**	**0,00**	**0,00**	**5 777 550,79**	**5 777 550,79**	**0,00**	**5 777 550,79**	**5 777 550,79**
011	Charges à caractère général (4)	7 424 617,00	0,00	0,00	211 041,79	211 041,79	0,00	211 041,79	211 041,79
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	15 528 750,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		30 800,00	30 800,00		30 800,00	30 800,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 900 000,00	0,00	0,00	20 709,00	20 709,00	0,00	20 709,00	20 709,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**24 853 367,00**	**0,00**	**0,00**	**262 550,79**	**262 550,79**	**0,00**	**262 550,79**	**262 550,79**
66	Charges financières	150 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00		15 000,00	15 000,00
67	Charges spécifiques (4)	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	5 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**165 000,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**		**15 000,00**	**15 000,00**
Total des dépenses réelles		**25 018 367,00**	**0,00**	**0,00**	**277 550,79**	**277 550,79**	**0,00**	**277 550,79**	**277 550,79**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*5 500 000,00*	*5 500 000,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 200 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 200 000,00**			**5 500 000,00**	**5 500 000,00**		**5 500 000,00**	**5 500 000,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**5 777 550,79**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**26 218 367,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	54 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 147 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	5 176 388,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 690 354,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	7 970 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**26 158 367,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**26 158 367,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*60 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**60 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**5 777 550,79**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**5 777 550,79**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**26 218 367,00**	**0,00**	**0,00**	**5 777 550,79**	**5 777 550,79**	**0,00**	**5 777 550,79**	**5 777 550,79**
011	Charges à caractère général (5)	7 424 617,00	0,00	0,00	211 041,79	211 041,79	0,00	211 041,79	211 041,79
6042	Achats de prestations de services	736 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	103 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 652 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	115 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	44 197,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	12 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	84 458,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	82 942,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	300 382,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	26 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	60 350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	46 614,79	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	22 547,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	75 888,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	39 782,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
611	Contrats de prestations de services	812 785,00	0,00		44 541,79	44 541,79	0,00	44 541,79	44 541,79
61358	Autres	205 731,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00		17 000,00	17 000,00	0,00	17 000,00	17 000,00
61521	Entretien terrains	27 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	56 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	370 013,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	12 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	36 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	66 062,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	505 367,96	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6168	Autres primes d'assurance	200 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	65 310,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	25 000,25	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	121 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	18 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	71 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	17 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	55 710,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	64 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	314 504,00	0,00		80 000,00	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00
6236	Catalogues et imprimés	63 150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	10 366,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	196 104,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	3 620,04	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	5 850,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	38 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	45 350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	25 712,96	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	193 334,00	0,00		4 500,00	4 500,00	0,00	4 500,00	4 500,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	54 866,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	100 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	4 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	54 370,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	15 528 750,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	21 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	177 560,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	44 490,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	185 240,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	6 454 440,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	75 930,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	65 180,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 329 670,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64121	Rémunération principale	118 300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64123	Indemnités d'attente	6 020,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64128	Autres indemnités	55 280,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	1 890 160,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	19 680,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	29 070,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	295 010,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	24 920,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 736 080,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 338 900,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations à l'assurance chômage	93 450,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	295 620,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	61 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	2 300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	12 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	45 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	110 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	41 550,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		30 800,00	30 800,00		30 800,00	30 800,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	0,00	0,00		30 000,00	30 000,00		30 000,00	30 000,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00		800,00	800,00		800,00	800,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	1 900 000,00	0,00	0,00	20 709,00	20 709,00	0,00	20 709,00	20 709,00
65132	Prix	10 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65311	Indemnités de fonction	217 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	4 080,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	23 950,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65736212	Subv. régie admin. avec ps.morale	756 000,00	0,00		9 400,00	9 400,00	0,00	9 400,00	9 400,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	406 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	100 725,00	0,00		11 309,00	11 309,00	0,00	11 309,00	11 309,00
65818	Autres	103 275,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Pénalités sur marchés	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	2 520,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	235 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**24 853 367,00**	**0,00**	**0,00**	**262 550,79**	**262 550,79**	**0,00**	**262 550,79**	**262 550,79**
66	Charges financières	150 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00		15 000,00	15 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	140 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00		15 000,00	15 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	5 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	5 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**165 000,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**		**15 000,00**	**15 000,00**
Total des dépenses réelles		**25 018 367,00**	**0,00**	**0,00**	**277 550,79**	**277 550,79**	**0,00**	**277 550,79**	**277 550,79**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*5 500 000,00*	*5 500 000,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 200 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 115 455,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*84 545,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 200 000,00**			**5 500 000,00**	**5 500 000,00**		**5 500 000,00**	**5 500 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	31 845,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	23 029,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	10 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre *(DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043)*.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**26 218 367,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (4)	54 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	54 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 147 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	5 176 388,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	3 562 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	1 613 981,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 690 354,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	11 356 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	7 928,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	246 036,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	7 970 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
74111	Dotation forfaitaire des communes	2 527 716,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741123	DSU des communes	3 411 997,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	122 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748388	Autres	347 607,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75738	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**26 158 367,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**26 158 367,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*60 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*60 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**60 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00

Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 004 447,49**	**2 635 387,15**	**0,00**	**25 300,00**	**408 250,00**	**13 572 766,67**	**382 810,93**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	947 121,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	627 125,00	0,00	0,00	115 500,00	151 890,00	7 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	47 326,49	2 003 262,15	0,00	25 300,00	291 750,00	4 910 158,67	54 448,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	8 510 718,00	321 362,93	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**10 190 658,00**	**794 331,27**	**0,00**	**0,00**	**601 000,00**	**800 000,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 140 658,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	794 331,27	0,00	0,00	600 000,00	800 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**89 840,00**	**0,00**	**35 000,00**	**3 706 300,00**		**21 860 102,24**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		948 121,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	37 680,00	0,00	20 000,00	480 000,00		1 439 195,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	52 160,00	0,00	15 000,00	2 226 300,00		9 625 705,31
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		8 837 080,93
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00		1 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**		**13 385 989,27**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		6 140 658,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		2 194 331,27
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		4 001 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00		1 000 000,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**1 004 447,49**
102	Dotations et fonds d'investissement	10 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	947 121,00
213	Constructions	47 326,49
RECETTES		**10 190 658,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00
102	Dotations et fonds d'investissement	1 140 658,00
106	Réserves	5 000 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	4 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 470 379,60**	**0,00**	**132 467,55**	**0,00**	**32 540,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	612 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	455 224,93	0,00	104 467,55	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	49 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	333 229,67	0,00	28 000,00	0,00	32 540,00
238	Avances commandes immo corporelles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**794 331,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	Autres subventions invest. non transf.	794 331,27	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 635 387,15**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	612 125,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	559 692,48
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 800,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 769,67
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**794 331,27**
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	794 331,27

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**25 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 300,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	25 300,00	0,00	0,00	0,00	25 300,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**1 000,00**	**108 000,00**	**158 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	115 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	100 000,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	8 000,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 000,00**	**0,00**	**600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**139 250,00**	**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**408 250,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 500,00
213	Constructions	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	59 250,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 750,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**601 000,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**8 330 648,00**	**800 000,00**	**722,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 650,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	48 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	3 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	26 100,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 600,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	17 940,00	0,00	722,00	0,00	0,00	0,00	3 050,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	8 234 718,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**4 048 899,76**	**289 960,00**	**0,00**	**0,00**	**69 515,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	69 515,91	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	3 671 399,76	288 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	1 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**6 364,00**	**0,00**	**2 007,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 572 766,67**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 890,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 515,91
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 785 499,76
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	5 000,00	0,00	236,00	0,00	0,00	0,00	28 796,00
218	Autres immobilisations corporelles	1 364,00	0,00	1 771,00	0,00	0,00	0,00	26 347,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 510 718,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**800 000,00**
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**381 359,93**	**1 151,00**	**300,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 997,00	1 151,00	300,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 362,93	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**382 810,93**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 448,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 362,93
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**40 680,00**	**48 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	37 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**1 160,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	1 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 840,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 680,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 106 000,00**	**0,00**	**200 300,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	480 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	1 220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	406 000,00	0,00	180 300,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**0,00**	**3 706 300,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	480 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	1 620 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	586 300,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**275 954,00**	**7 714 259,79**	**0,00**	**983 003,00**	**4 740 985,00**	**5 154 458,00**	**3 464 895,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	72 954,00	2 572 724,79	0,00	141 425,00	1 443 605,00	1 296 112,00	984 645,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 000,00	4 400 230,00	0,00	832 100,00	3 241 380,00	3 550 660,00	1 843 610,00	0,00
014	Atténuations de produits	30 000,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	730 505,00	0,00	9 478,00	56 000,00	307 686,00	636 640,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	165 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**24 656 742,00**	**384 125,00**	**0,00**	**0,00**	**450 000,00**	**442 500,00**	**105 000,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	54 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	170 000,00	0,00	0,00	450 000,00	422 500,00	105 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	5 176 388,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 610 354,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	7 840 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	30 000,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 642 500,00**	**13 600,00**	**15 000,00**	**1 291 263,00**		**25 295 917,79**
011	Charges à caractère général	0,00	548 970,00	13 600,00	15 000,00	546 623,00		7 635 658,79
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	933 130,00	0,00	0,00	724 640,00		15 528 750,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		30 800,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	160 400,00	0,00	0,00	20 000,00		1 920 709,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		165 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**		**26 158 367,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		54 125,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 147 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 176 388,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		11 690 354,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00		7 970 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		120 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**275 954,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	48 450,00
614	Charges locatives et de copropriété	17 000,00
615	Entretien et réparations	7 400,00
628	Divers	104,00
647	Autres charges sociales	3 000,00
661	Charges d'intérêts	165 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	5 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	30 000,00
	RECETTES	**24 656 742,00**
731	Fiscalité locale	11 610 354,00
732	Fiscalité reversée	5 176 388,00
741	D.G.F.	6 062 393,00
744	FCTVA	120 000,00
747	Participations	1 010 000,00
748	Autres attributions et participations	647 607,00
752	Revenus des immeubles	30 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**6 380 968,54**	**0,00**	**11 054,00**	**252 510,00**	**791 037,25**
604	Achats d'études, prestations de services	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	500 530,79	0,00	10 650,00	0,00	10 900,00
611	Contrats de prestations de services	214 746,79	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	45 040,00	0,00	404,00	0,00	151 251,00
615	Entretien et réparations	218 381,00	0,00	0,00	0,00	18 499,96
616	Primes d'assurances	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	59 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	99 900,00	0,00	0,00	500,00	4 780,25
621	Personnel extérieur au service	21 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	89 850,00	0,00	0,00	0,00	18 700,00
623	Pub., publications, relations publiques	181 800,00	0,00	0,00	0,00	307 406,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	620,04
625	Déplacements et missions	1 000,00	0,00	0,00	50,00	200,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	78 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	100 964,96	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	92 670,00	0,00	0,00	6 140,00	7 030,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	107 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 513 650,00	0,00	0,00	174 330,00	172 270,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 052 160,00	0,00	0,00	71 490,00	71 380,00
647	Autres charges sociales	165 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	32 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	8 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	428 125,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**264 125,00**	**0,00**	**50 000,00**	**70 000,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	54 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		**278 690,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	2 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	18 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	255 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 714 259,79**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	522 080,79
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 746,79
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196 695,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 880,96
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 200,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 030,25
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 400,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 550,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	489 206,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	620,04
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 200,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 964,96
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 220,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 300,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 860 250,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 213 810,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 100,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 450,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 750,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	255 630,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	456 125,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,actº interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**384 125,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 125,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**983 003,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**983 003,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	99 700,00	0,00	0,00	0,00	99 700,00
613	Locations	0,00	1 750,00	0,00	0,00	0,00	1 750,00
615	Entretien et réparations	0,00	20 280,00	0,00	0,00	0,00	20 280,00
618	Divers	0,00	10 215,00	0,00	0,00	0,00	10 215,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	8 100,00	0,00	0,00	0,00	8 100,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
625	Déplacements et missions	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
628	Divers	0,00	380,00	0,00	0,00	0,00	380,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	19 250,00	0,00	0,00	0,00	19 250,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	585 370,00	0,00	0,00	0,00	585 370,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	222 880,00	0,00	0,00	0,00	222 880,00
647	Autres charges sociales	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
648	Autres charges de personnel	0,00	4 400,00	0,00	0,00	0,00	4 400,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	9 478,00	0,00	0,00	0,00	9 478,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**214 920,00**	**1 195 860,00**	**1 079 595,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	6 000,00	228 420,00	297 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	5 400,00	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	43 200,00	61 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	470,00	2 150,00	3 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	40,00	150,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	16 500,00	13 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 160,00	24 630,00	18 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	141 050,00	593 590,00	488 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	62 200,00	281 820,00	192 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 971 230,00**	**224 380,00**	**0,00**	**55 000,00**	**0,00**	**0,00**	**4 740 985,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	538 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	538 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	137 500,00	5 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	675 450,00
613	Locations	0,00	0,00	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 100,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	40 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 215,00
618	Divers	0,00	0,00	2 000,00	730,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 650,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	5 000,00	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	100,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	540,00
628	Divers	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 650,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	33 840,00	5 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 690,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	819 440,00	128 130,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 170 510,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	385 040,00	61 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	982 930,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**450 000,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**260 200,00**	**1 300 126,00**	**12 470,00**	**766 099,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**386 056,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	700,00	142 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	29 300,00	79 000,00	7 000,00	102 497,00	0,00	0,00	0,00	105 600,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	7 800,00	0,00	2 750,00	0,00	0,00	0,00	2 126,00	0,00
615	Entretien et réparations	5 600,00	28 562,00	5 470,00	19 100,00	0,00	0,00	0,00	27 760,00	0,00
618	Divers	3 000,00	4 520,00	0,00	5 710,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	6 200,00	0,00	210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	22 500,00	0,00	3 732,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	1 400,00	850,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	130,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	20 488,00	0,00	28 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 790,00	27 850,00	0,00	15 780,00	0,00	0,00	0,00	6 200,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	31 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	150 290,00	653 820,00	0,00	395 930,00	0,00	0,00	0,00	169 370,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	64 120,00	268 750,00	0,00	185 040,00	0,00	0,00	0,00	72 070,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	3 486,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**252 500,00**	**304 517,00**	**0,00**	**0,00**	**15 170,00**	**3 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	189 700,00	86 500,00	0,00	0,00	11 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	44 600,00	25 977,00	0,00	0,00	370,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	1 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	5 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	126 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	58 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**1 488 131,00**	**6 989,00**	**58 900,00**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**5 154 458,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 900,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	71 985,00	2 268,00	29 600,00	0,00	0,00	0,00	715 250,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	680,00	0,00	0,00	0,00	680,00
613	Locations	520,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 696,00
615	Entretien et réparations	655,00	0,00	6 600,00	0,00	0,00	0,00	164 694,00
618	Divers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 730,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00	9 610,00
623	Pub., publications, relations publiques	5 682,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 914,00
624	Transports biens, transports collectifs	28 854,00	0,00	15 250,00	0,00	0,00	0,00	47 104,00
625	Déplacements et missions	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 630,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700,00
628	Divers	34 025,00	4 721,00	3 400,00	0,00	0,00	0,00	105 034,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	36 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 370,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	170,00	0,00	0,00	0,00	36 170,00
641	Rémunérations du personnel	907 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 404 230,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	399 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 048 360,00
647	Autres charges sociales	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 686,00
RECETTES		**222 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**442 500,00**
706	Prestations de services	220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	420 000,00
708	Autres produits	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**796 140,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 131 355,00**	**776 485,00**	**107 215,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00	21 000,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 200,00	72 030,00	17 650,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 250,00	2 220,00	520,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 295,00	14 420,00	4 340,00
618	Divers	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 910,00	1 255,00	555,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 300,00	4 400,00	2 750,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	1 000,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140,00	100,00	40,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 240,00	970,00	670,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 800,00	4 070,00	4 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	4 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 410,00	17 670,00	2 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	101 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	646 530,00	431 160,00	50 380,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	51 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	282 280,00	200 450,00	23 310,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 700,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	636 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	640,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 000,00**	**50 000,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	50 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**6 500,00**	**17 500,00**	**0,00**	**628 200,00**	**3 464 895,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	15 500,00	0,00	1 700,00	210 180,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	615 000,00	615 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 990,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	11 500,00	45 555,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 820,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 450,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 950,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 870,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 570,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 229 930,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 010,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 700,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	636 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	640,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105 000,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**252 565,00**	**1 199 535,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	208 900,00	106 600,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	3 000,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	2 900,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	23 855,00	122 550,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	7 155,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	13 910,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	25 030,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	621 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	286 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**172 500,00**	**0,00**	**0,00**	**7 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	2 100,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	7 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	160 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 642 500,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	332 100,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 900,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 805,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 155,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 210,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 030,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	621 400,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286 700,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 400,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 600,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 600,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 600,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 600,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**155 790,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	124 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	330,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	7 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	3 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 032 473,00**	**0,00**	**103 000,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	310 613,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	2 110,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	19 830,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	484 170,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	208 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 291 263,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	333 613,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 110,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 160,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	491 970,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 360,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**20 986 233,10**									
1641 Emprunts en euros (total)					18 597 483,10									
1233209 (432)	Caisse des Dépots et Consignat	22/10/2012	30/11/2012	01/12/2013	1 000 000,00	F	FIXE	3,950	3,949		A	P	N	A-1
5700722/438 (U159301)	Caisse des Dépots et Consignat	22/12/2025	24/12/2025	24/03/2027	7 000 000,00	V	LIVRETA	0,500	0,799		T	C	N	A-1
MON540595EUR (437)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	14/01/2022	01/02/2022	01/05/2022	10 597 483,10	F	FIXE	1,600	1,633		T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					2 388 750,00									
MON509214EUR (436)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	06/06/2016	01/09/2016	01/12/2016	2 388 750,00	F	FIXE	0,560	0,569		T	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**20 986 233,10**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**11 935 290,37**					**947 120,55**	**186 666,04**	**0,00**	**31 845,42**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		11 350 290,37					752 120,55	183 760,86	0,00	31 657,35
1233209 (432)	N	0,00	A-1	169 166,12	1,92	F	FIXE	3,950	82 944,87	6 682,06	0,00	289,25
5700722/438 (U159301)	N	0,00	A-1	3 000 000,00	40,98	V	LIVRETA	0,000	0,00	48 431,23	0,00	11 002,37
MON540595EUR (437)	N	0,00	A-1	8 181 124,25	11,09	F	FIXE	1,600	669 175,68	128 647,57	0,00	20 365,73
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		585 000,00					195 000,00	2 905,18	0,00	188,07
MON509214EUR (436)	N	0,00	A-1	585 000,00	2,92	F	FIXE	0,560	195 000,00	2 905,18	0,00	188,07
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**11 935 290,37**					**947 120,55**	**186 666,04**	**0,00**	**31 845,42**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	11 935 290,37	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2023-04-12
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	202-Frais d'études, d'élaboration des docs d'urba	5	12/04/2023
L	2031-Frais d'études	5	12/04/2023
L	2032-Frais de recherche et de développement	5	12/04/2023
L	2033-Frais d'insertion	5	12/04/2023
L	20421-Subventions pour l'aide invest entreprises	5	12/04/2023
L	204412-PRIVE-Sub. biens immo. matériel ou études	30	12/04/2023
L	204422-PRIVE-Sub. biens immo. matériel ou études	30	12/04/2023
L	20422-PRIVE-Sub. biens immo. matériel ou études	30	12/04/2023
L	2051-Logiciels, systèmes et prologiciels	2	12/04/2023
L	2053-Droit de superficie	2	12/04/2023
L	2121-Plantations d'arbres et d'arbustes	15	12/04/2023
L	2128-Autres agencements et aménagemnts de terrains	0	12/04/2023
L	21321-Bâtiments privés-Immeubles de rapport	30	12/04/2023
L	21328-Bâtiments privés-Autres bâtiments privés	30	12/04/2023
L	21351-IGAAC-Bâtiments publics	0	12/04/2023
L	2151-Réseaux de voirie	0	12/04/2023
L	2152-Installation de voirie	0	12/04/2023
L	21531-Réseaux d'adduction d'eau	30	12/04/2023
L	21532-Réseaux d'assainissement	30	12/04/2023
L	21533-Réseaux câblés	30	12/04/2023
L	21534-Réseaux d'électrification	30	12/04/2023
L	21538-Réseaux de transmission	30	12/04/2023
L	21536-Réseaux d'alerte	30	12/04/2023
L	21538-Autres réseaux	30	12/04/2023
L	21561-Matériel roulant - Incendie et défens civile	10	12/04/2023
L	21568-Autre matériel out Incendie, déf civile	10	12/04/2023
L	21572-Matériel technique scolaire	10	12/04/2023
L	215731-Matériel et outill voirie-Matériel roulant	10	12/04/2023
L	215738-Autres matériels et outillages de voirie	10	12/04/2023
L	215741-Inst matériels et outillages-cantine scolai	10	12/04/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	215742-Inst matériels et outillages-colonies vacan	10	12/04/2023
L	21578-Autre matériel technique	10	12/04/2023
L	2158-Autres install, matériels et outilla techniqu	10	12/04/2023
L	2181-Instal. gén. agenc. et aménag. divers	15	12/04/2023
L	21828-Autres matériels de transport	10	12/04/2023
L	21831-Matériel informatique scolaire	5	12/04/2023
L	21838-Autre matériel informatique	5	12/04/2023
L	21841-Matériel de bureau et mobilier scolaire	10	12/04/2023
L	21848-Autres matériels de bureau et mobiliers	10	12/04/2023
L	2185-Matériel de téléphonie	5	12/04/2023
L	2186-Cheptel	5	12/04/2023
L	2188-Gros matériel d'entretien	5	12/04/2023

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**2 320 984,50**	**1 547 046,80**											**12 021,54**	**103 701,14**
3F RESIDENCES	2013	P	Construction de 25 logements collectifs rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	598 800,00	379 715,09	20,08	A	V	LIVRETA	0,629	V	LIVRETA	0,300	A-1		1 139,15	17 545,18
3F RESIDENCES	2013	P	Construction de 25 logements collectifs rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	104 050,00	79 075,01	35,08	A	V	LIVRETA	0,529	V	LIVRETA	0,300	A-1		237,23	2 083,34
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2020	P	Réhabilitation de 72 logements collectifs, Résidence Charles Brune	Caisse des dépôts et consignations	500 000,00	310 147,10	8,92	A	V	LIVRETA	1,094	V	LIVRETA	1,100	A-1		3 411,62	32 972,16
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2020	P	Réhabilitation de 72 logements collectifs, Résidence Charles Brune	Caisse des dépôts et consignations	522 000,00	313 200,00	8,92	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	34 800,00
SA HLM LA ROSERAIE	2015	P	Résidence Camille Corot	Caisse des dépôts et consignations	149 384,50	61 228,86	8,83	A	V	LEP	2,011	V	LEP	1,860	A-1		1 138,86	7 279,31
SA HLM LA ROSERAIE	2019	P	Acquisition de 5 logements en VEFA, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	16 250,00	16 250,00	33,25	A	V	LIVRETA	0,397	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
SA HLM LA ROSERAIE	2019	P	Acquisition de 5 logements en VEFA, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	17 500,00	17 500,00	33,25	A	F	FIXE	1,569	F	FIXE	1,850	A-1		323,75	0,00
SA HLM LA ROSERAIE	2020	P	Acquisition de 5 logements en VEFA, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	140 325,00	124 621,15	29,25	A	V	LIVRETA	1,542	V	LIVRETA	1,560	A-1		1 944,09	3 289,28

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM LA ROSERAIE	2020	P	Acquisition de 5 logements en VEFA, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	98 227,50	87 234,81	29,25	A	V	LIVRETA	1,542	V	LIVRETA	1,560	A-1		1 360,87	2 302,49
SA HLM LA ROSERAIE	2020	P	Acquisition de 5 logements en VEFA, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	174 447,50	158 074,78	34,25	A	V	LIVRETA	1,541	V	LIVRETA	1,560	A-1		2 465,97	3 429,38
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**1 311 000,00**	**906 852,68**											**4 547,42**	**86 362,28**
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2021	P	Travaux voirie-Réseau divers-Aménagement espace vert de la Res Les Béguines 443 logements-Lucé	LA BANQUE POSTALE	1 311 000,00	906 852,68	10,21	T	F	FIXE	0,521	F	FIXE	0,520	A-1		4 547,42	86 362,28
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**14 063 950,00**	**8 406 148,43**											**75 776,09**	**576 224,56**
3F IMMOBILIERE CENTRE LOIRE	2010	P	Acquisition de 25 logements collectifs Le Vivaldi (Travaux)	Caisse des dépôts et consignations	778 200,00	502 597,77	19,67	A	V	LIVRETA	1,447	V	LIVRETA	1,100	A-1		5 528,58	22 604,29
3F IMMOBILIERE CENTRE LOIRE	2010	P	Acquisition de 25 logements collectifs Le Vivaldi (Foncier)	Caisse des dépôts et consignations	352 450,00	277 787,77	34,67	A	V	LIVRETA	1,355	V	LIVRETA	1,100	A-1		3 055,67	6 549,80
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2013	P	Réhabilitation de 443 logements Résidence Les Béguines	Caisse des dépôts et consignations	3 347 000,00	1 798 768,96	12,92	A	V	LIVRETA	0,560	V	LIVRETA	0,500	A-1		8 993,85	134 264,15
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2015	P	Réhabilitation de 59 logements situés 7 rue des Béguines	Caisse des dépôts et consignations	240 300,00	83 743,58	4,33	A	V	LIVRETA	0,583	V	LIVRETA	2,250	A-1		1 884,23	15 326,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2015	P	Réhabilitation de 613 logements situés aux quartiers Les Chariots, Vieux Puits et République	Caisse des dépôts et consignations	700 000,00	371 249,42	9,51	A	V	LIVRETA	1,162	V	LIVRETA	1,100	A-1		4 083,75	35 324,11
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2016	P	Réhabilitation de 26 logements, Rue Flandres Dunkerque	Caisse des dépôts et consignations	170 000,00	79 333,32	6,00	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	11 333,34
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2016	P	Réhabilitation de 282 logements, Cité Jean Moulin	Caisse des dépôts et consignations	232 500,00	113 785,09	6,00	A	V	LIVRETA	1,160	V	LIVRETA	1,100	A-1		1 251,64	15 726,43
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2016	P	Réhabilitation de 282 logements, Cité Jean Moulin	Caisse des dépôts et consignations	1 939 000,00	904 866,68	6,00	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	129 266,67
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2017	P	Construction de 49 logements collectifs PLS, Avenue Coriolan, Domaine du Parc au Carré d'Or	Caisse des dépôts et consignations	963 000,00	857 926,57	41,58	A	V	LIVRETA	1,586	V	LIVRETA	1,610	A-1		13 812,62	14 450,92
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2017	P	Construction de 49 logements collectifs PLS, Avenue Coriolan, Domaine du Parc au Carré d'Or	Caisse des dépôts et consignations	662 000,00	562 732,74	31,58	A	V	LIVRETA	1,584	V	LIVRETA	1,610	A-1		9 060,00	13 580,80
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2018	P	Réhabilitation de 80 logements collectifs, Impasse du Finistère	Caisse des dépôts et consignations	725 000,00	402 373,08	7,17	A	V	LIVRETA	1,035	V	LIVRETA	1,100	A-1		4 426,11	48 391,99
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2019	P	Réhabilitation de 8 logements collectifs, 48 rue de la République	Caisse des dépôts et consignations	167 500,00	103 899,28	8,08	A	V	LIVRETA	1,084	V	LIVRETA	1,100	A-1		1 142,89	11 045,68
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EURE-ET-LOIR	2019	P	Réhabilitation de 8 logements collectifs, 48 rue de la République	Caisse des dépôts et consignations	62 000,00	37 199,99	8,08	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	4 133,34

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2005	C	Travaux d'isolation et de bardage tours Ile-de-France et Provence	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	450 000,00	22 500,00	0,67	A	V	EURIBOR12M	2,073	V	EURIBOR12M	0,000	A-1		0,00	22 500,00
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2007	P	Acquisition de 10 logements impasse Michel Vintant	Caisse des dépôts et consignations	177 500,00	76 143,32	11,58	A	V	LIVRETA	2,171	V	LIVRETA	1,300	A-1		989,87	6 546,50
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2008	P	Construction de 15 logements collectifs Rue de Lattre de Tassigny	Caisse des dépôts et consignations	601 500,00	317 628,37	12,17	A	V	LIVRETA	2,536	V	LIVRETA	1,880	A-1		5 971,42	21 796,57
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2008	P	Construction de 16 logements collectifs, Rue de Lattre de Tassigny	Caisse des dépôts et consignations	423 260,00	219 580,93	12,67	A	V	LIVRETA	2,160	V	LIVRETA	1,630	A-1		3 579,17	15 301,19
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2008	P	Construction de 16 logements collectifs, Rue de Lattre de Tassigny	Caisse des dépôts et consignations	253 740,00	128 614,51	12,67	A	V	LIVRETA	1,838	V	LIVRETA	1,300	A-1		1 671,99	9 144,98
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2009	P	Construction de 6 logements collectifs, Rue de Lattre de Tassigny	Caisse des dépôts et consignations	269 000,00	169 673,09	23,58	A	V	LIVRETA	1,513	V	LIVRETA	1,100	A-1		1 866,41	7 350,05
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2010	P	Acquisition d'un logement, Rue Anatole France	Caisse des dépôts et consignations	19 500,00	13 751,34	24,25	A	V	LIVRETA	1,451	V	LIVRETA	1,100	A-1		151,27	480,89
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2017	P	Construction de 19 logements, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	617 500,00	516 234,16	31,67	A	V	LIVRETA	1,093	V	LIVRETA	1,100	A-1		5 678,58	13 546,92
SA EURE-ET-LOIR HABITAT	2017	P	Construction de 19 logements, Rue François Foreau	Caisse des dépôts et consignations	233 000,00	189 273,44	31,67	A	V	LIVRETA	0,323	V	LIVRETA	0,300	A-1		567,82	5 644,29
SA HLM LA ROSERAIE	2022	C	Réhabilitation de 85 logements 2-4-6-8-10 rue Jacques Prévert - Lucé	Caisse des dépôts et consignations	425 000,00	425 000,00	26,00	A	V	FIXE	0,606	V	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM LA ROSERAIE	2023	P	Réhabilitation de 85 logements 2-4-6-8-10 rue Jacques Prévert - Lucé	Caisse des dépôts et consignations	255 000,00	231 485,02	17,00	A	F	FIXE	0,890	F	FIXE	0,890	A-1		2 060,22	11 914,69
TOTAL GENERAL					**17 695 934,50**	**10 860 047,91**											**92 345,05**	**766 287,98**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	206 632,38
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**206 632,38**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-41 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**98,00**	**0,00**	**98,00**	**48,50**	**6,00**	**54,50**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	21,00	0,00	21,00	17,00	0,00	17,00
Adjoint administratif pal 2 cl	C	21,00	0,00	21,00	9,00	3,00	12,00
Adjoint administratif terr.	C	14,00	0,00	14,00	7,80	0,00	7,80
Attaché	A	10,00	0,00	10,00	2,00	1,00	3,00
Attaché hors classe	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Attaché principal	A	4,00	0,00	4,00	2,00	1,00	3,00
Rédacteur	B	10,00	0,00	10,00	3,90	1,00	4,90
Rédacteur principal 1 cl	B	10,00	0,00	10,00	5,80	0,00	5,80
Rédacteur principal 2 cl	B	6,00	0,00	6,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**176,00**	**2,46**	**178,46**	**100,70**	**22,90**	**123,60**
Adjoint technique pal 1 cl	C	23,00	0,80	23,80	15,00	0,00	15,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	49,00	0,86	49,86	19,90	14,90	34,80
Adjoint technique territorial	C	44,00	0,80	44,80	33,80	0,00	33,80
Agent de maîtrise	C	21,00	0,00	21,00	7,00	1,00	8,00
Agent de maîtrise principal	C	15,00	0,00	15,00	15,00	0,00	15,00
Ingénieur	A	4,00	0,00	4,00	1,00	2,00	3,00
Ingénieur principal	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	8,00	0,00	8,00	2,00	4,00	6,00
Technicien principal de 1 cl	B	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
Technicien principal de 2 cl	B	4,00	0,00	4,00	2,00	1,00	3,00
FILIERE SOCIALE (d)		**55,00**	**0,00**	**55,00**	**18,70**	**2,00**	**20,70**
Agent social	C	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Agent social principal 1 cl	C	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Agent social principal 2 cl	C	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	11,00	0,00	11,00	10,80	0,00	10,80
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	13,00	0,00	13,00	1,00	2,00	3,00
Assistant socio-éducatif	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Assistant socio-éducatif cl ex	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conseiller socio-éducatif	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Conseiller supérieur socio-édu	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Educateur de jeunes enf. cl ex	A	6,00	0,00	6,00	5,90	0,00	5,90
Educateur ter. jeunes enfants	A	11,00	0,00	11,00	0,00	0,00	0,00
Moniteur-éducateur et interven	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Moniteur-éducateur interv. pal	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**33,00**	**0,00**	**33,00**	**15,90**	**1,00**	**16,90**
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	17,00	0,00	17,00	5,00	1,00	6,00
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	12,00	0,00	12,00	10,90	0,00	10,90
Cadre de santé	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Infirmier en soins généraux	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Educateur A.P.S pal 2cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Educateur territorial A.P.S	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Opérateur A.P.S. qualifié	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Opérateur territorial A.P.S.	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**44,00**	**23,15**	**67,15**	**18,25**	**13,30**	**31,55**
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint territorial patrimoine	C	6,00	0,00	6,00	1,00	0,00	1,00
Assistant conservation pal 1c	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Assistant conservation pal 2c	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Assistant de conservation	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	4,00	4,90	8,90	5,75	0,00	5,75
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	10,00	18,25	28,25	2,50	13,30	15,80
Attaché cons.	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Bibliothécaire territorial	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Professeur ens. art. Hcl.	A	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Professeur ens. art. cl.N	A	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE ANIMATION (i)		**49,00**	**1,96**	**50,96**	**25,80**	**7,00**	**32,80**
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	11,00	0,00	11,00	7,00	0,00	7,00
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	18,00	1,96	19,96	8,00	7,00	15,00
Adjoint territorial animation	C	14,00	0,00	14,00	9,80	0,00	9,80
Animateur	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Animateur principal de 1ère cl	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Animateur principal de 2ème cl	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		**17,00**	**0,00**	**17,00**	**8,00**	**0,00**	**8,00**
Brigadier-chef principal	**C**	**6,00**	**0,00**	**6,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Chef de service de police	**B**	**2,00**	**0,00**	**2,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Chef service de police pal 1cl	**B**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chef service de police pal 2cl	**B**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Gardien-brigadier	**C**	**7,00**	**0,00**	**7,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**12,00**	**0,00**	**12,00**	**0,00**	**6,00**	**6,00**
Assistante maternelle		10,00	0,00	10,00	0,00	5,00	5,00
Chef Projet Renov Urb		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Professeur de musique		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**492,00**	**27,57**	**519,57**	**240,85**	**58,20**	**299,05**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	368	0,00	326_352	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	326_352	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	326_352	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	372	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	444	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	415	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	444	0,00	332-10	CDI
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	1015	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	389	0,00	332-8-2°	CDD
Chef Projet Renov Urb		OTR	0	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	597	0,00	332-10	CDI
Technicien	B	TECH	389	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	389	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	389	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	567	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	ANIM	558	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	416	0,00	332-23-1°	CDD
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	333-1_333-10	CDD
Emploi spécifique		OTR	0	0,00	332-8-2°	CDD
Emploi spécifique		OTR	0	0,00	332-8-2°	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	-125 845,45	-125 845,45	-125 845,45
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	3 159 958,42	3 159 958,42	3 159 958,42
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	3 034 112,97	3 034 112,97	3 034 112,97

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	3 034 112,97	3 034 112,97	3 034 112,97
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	8 034 112,97	8 034 112,97	8 034 112,97

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**1 017 121,00**	**0,00**	**0,00**	**1 017 121,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**5 390 658,00**	**4 094 331,27**	**4 094 331,27**	**9 484 989,27**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**4 373 537,00**	**4 094 331,27**	**4 094 331,27**	**8 467 868,27**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 1 017 121,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**947 121,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	82 945,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	864 176,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**70 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 5 390 658,00**	**4 094 331,27**	**VI 4 094 331,27**
Ressources propres externes de l'année (a)		**4 140 658,00**	**-1 405 668,73**	**-1 405 668,73**
10222	FCTVA	990 658,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	150 000,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	3 000 000,00	-1 405 668,73	-1 405 668,73
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**1 250 000,00**	**5 500 000,00**	**5 500 000,00**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*2 500,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*22 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*33 500,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*3 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*7 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*158 355,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*151 000,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*6 000,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*11 900,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*23 000,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*43 000,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*87 000,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*45 000,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*135 000,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*69 000,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*14 000,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*14 200,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28186	*Cheptel*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*172 000,00*	*0,00*	*0,00*
29...	*Dépréciations des immobilisations*			
31...	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33...	*En-cours de production de biens (5)*			
35...	*Stocks de produits (5)*			
39...	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*84 545,00*	*0,00*	*0,00*
49...	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59...	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

28 DEPARTEMENT D'EURE-ET-LOIR

TRESORERIE DE CHARTRES METROPOLE

COMMUNE DE LUCE – BUDGET SUPLÉMENTAIRE 2026

Nombre de membres en exercice : 33

Nombre de membres présents : 29

Nombre de suffrages exprimés : 32

Votes : - Pour 32

- Contre 00

- Abstentions 00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600078-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

ARRETE – SIGNATURES

Présenté par Le Maire

A Lucé, le 30 juin 2026

Délibéré par le Conseil Municipal réuni en session ordinaire à Lucé, le 30 juin 2026.

Les membres du Conseil Municipal :

GAUTHIER Florent	MARCADON Olivier	BOUNOUADAR Badiha Absente Rep F. KASMI	GAUTHIER Brice	SÉJOURNÉ Doris
BARRÉ Thomas	VINCENT Bénédicte	POUPONNOT Jérôme	HANOT Françoise	BELAT Matthias
ROBBE Jacqueline	POTTIER Josiane	TRÉPY Albert	COUVRAY Thierry	CHAMPEAUX Thierry
PANIER Cathie	PETIT Virgine	Nadia GUIMARD	MÉGRET Nathalie	HOANG-TRONG Jean-Philippe
KASMI Farid	ABAUTRET Blandine	ROBIN Michaël	OLOA-BILOA Jérôme	RODRIGUES Hélène Abs Rep J. POTTIER
SOUKOUNA Diafara	BERROU Benjamin Ab. Rep. B. VINCENT	LACELLE Constance	NASRI Vanessa	BALADRE Inès
	RUS Gabriela	FRISCHE Claude Absent	RENAUDIN Pénélope	

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la réception en Préfecture, le 02 JUIL. 2026

Et de la Publication le 02 JUIL. 2026

A Lucé, le 03 JUIL. 2026 Le Maire,

Florent GAUTHIER.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260702-DEL202600079-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Département
D'EURE-ET-LOIR

Lucé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00079

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Exercice 2026 - Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP) - révision

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260702-DEL202600079-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

EXERCICE 2026 - AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET CREDITS DE PAIEMENT (CP) - REVISION

Vu les articles L 2311-3 et R 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales *(CGCT)*,

Vu le décret n° 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57 applicable au budget de la commune,

Vu la délibération n° 2025.00123 de la séance du conseil municipal du 17 décembre 2025 portant révision des autorisations de programme et des crédits de paiement pour l'exercice 2026,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Budget – Finances dans sa séance du 18 juin 2026,

Considérant que suivant les dispositions du CGCT, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement,

Considérant que les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel et permettent de formaliser une dépense dont le paiement s'étendra sur plusieurs exercices sans en faire supporter l'intégralité à son budget,

Considérant que les crédits de paiement correspondent à la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice ; que l'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement,

Considérant que la continuité des projets sur l'exercice 2026 induit la nécessité d'ajuster et/ou augmenter les crédits de paiement disponibles et de fiabiliser les crédits de paiements utilisés après la finalisation de l'exercice 2025,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** l'actualisation des autorisations de programme et des crédits de paiement prévus au titre de l'année 2026, selon le tableau joint en annexe A.

Lucé, le 02 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 2/7/2026
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16/7/2026.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260702-DEL202600079-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Annexe A

N° AP	Intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
		Pour mémoire AP	Révision de l'exercice 2026	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2025)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 31/12/2025)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2026	Restes à financer (exercices au-delà de 2026)
17	Rénovation du Centre-Ville - Place du 19 Mars 1962 et rues René Langlois et Albert Brossard	4 392 808,25 €	820 000,00 €	5 212 808,25 €	3 041 689,48 €	820 000,00 €	1 351 118,77 €
18	Projet Urbain Foreau Paradis	4 500 000,00 €	-€	4 500 000,00 €	262 239,40 €	965 825,00 €	3 271 935,60 €
19	Rénovation de la Structure Ile aux enfants	950 430,00 €	42 443,90 €	992 873,90 €	619 510,97 €	373 362,93 €	- €
20	Création d'une cuisine satellite	1 300 000,00 €	-€	1 300 000,00 €	132 774,00 €	-€	1 167 226,00 €
21	Création d'un nouveau Conservatoire et Rénovation Centre Culturel	12 260 000,00 €	902 120,80 €	13 162 120,80 €	2 716 729,00 €	8 282 718,00 €	2 162 673,80 €
22	Rénovation rue Gambetta/Secteur Foch-Ornano/Bruxelles	3 200 000,00 €	-€	3 200 000,00 €	604 160,97 €	90 000,00 €	2 505 839,03 €
23	Opération de la Voie verte	3 025 511,00 €	-€	3 025 511,00 €	98 124,50 €	400 000,00 €	2 527 386,50 €
24	Complexe sportif Richoux	2 280 000,00 €	-€	2 280 000,00 €	€	376 000,00 €	1 904 000,00 €
25	Rénovation du groupe scolaire Jean Jaurès	9 600 000,00 €	-€	9 600 000,00 €	-€	115 500,00 €	9 484 500,00 €

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00080

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Exercice 2026 - rapport annuel sur l'état de la dette

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI,
Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER,
M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Vu la circulaire interministérielle du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Budget – Finances dans sa séance du 18 juin 2026,

Considérant que la crise financière rencontrée en 2008 a conduit à la signature, en décembre 2009, de la charte de bonne conduite *(Charte GISSLER)* entre les principaux établissements bancaires et les représentants des collectivités locales,

Considérant que s'inscrivant dans son prolongement, la circulaire interministérielle du 25 juin 2010 préconise une meilleure information des assemblées délibérantes à travers un rapport annuel sur l'état et l'évolution de la dette,

Considérant que ce rapport doit présenter la politique d'endettement de la collectivité et fournir des éléments concernant la répartition selon le type de taux de l'encours, la durée moyenne, etc. ; que ce rapport doit compléter les données figurant dans le budget et en particulier les annexes consacrées à la dette de la commune,

Le conseil municipal,

- **PREND ACTE** du présent rapport d'information sur la gestion de la dette relatif à l'exercice 2026 joint en annexe A.

Lucé, le 02 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600080-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 7/7/2026
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16/7/2026.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600080-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Annexe A

RAPPORT ANNUEL SUR L'ETAT DE LA DETTE

Ce rapport annuel sur la gestion de la dette s'inscrit dans une volonté de transparence vis-à-vis des élus et des citoyens.

Trois points seront présentés : les éléments caractérisant la structure de la dette, la gestion de la dette en 2025 et enfin les orientations de gestion pour 2026.

MAIRIE de LUCE
28110 (Eure-et-Loir)

PARTIE 1 :
LES ELEMENTS CARACTERISANT LA STRUCTURE DE LA DETTE

I. LES DONNEES DE SYNTHESE

La Ville a actuellement quatre emprunts en cours dont voici les données de synthèse.

Encours de dette	Au 31/12/2026
Capital restant dû	14 988 169,82 €
Encours à taux fixe	7 988 169,82 €
Encours à taux structuré	0,00 €
Taux d'intérêt moyen	1,61%
Taux actuariel	1,22 %
Durée de vie moyenne	16 ans
Durée résiduelle moyenne	18 ans
Nombre de contrats	4

La dette est composée à 53,30 % d'encours à taux fixe, et 46,70 % d'encours à taux variable.

Le taux d'intérêt moyen représente le coût de la dette sur l'exercice budgétaire 2026 et s'élève à 1,61 %.

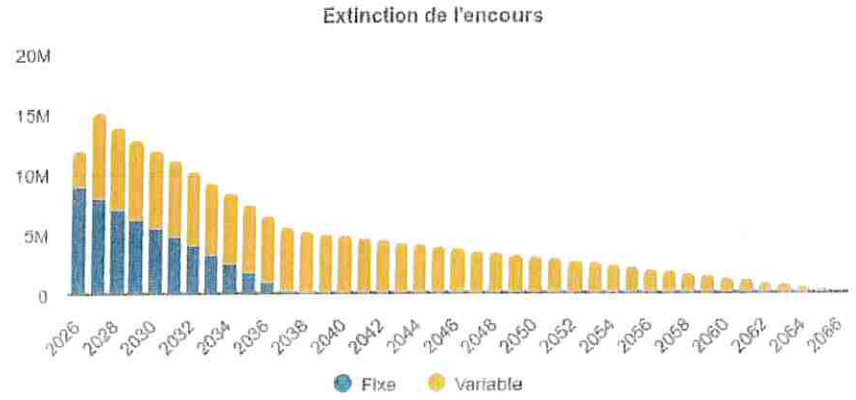
Le taux actuariel, qui représente le coût de la dette jusqu'à extinction est de 1,22 %.

La durée de vie moyenne d'une dette représente la vitesse de remboursement mesurée en nombre d'années. Elle correspond à la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû. Au 1er janvier 2026, la durée de vie moyenne de l'encours est de 16 ans.

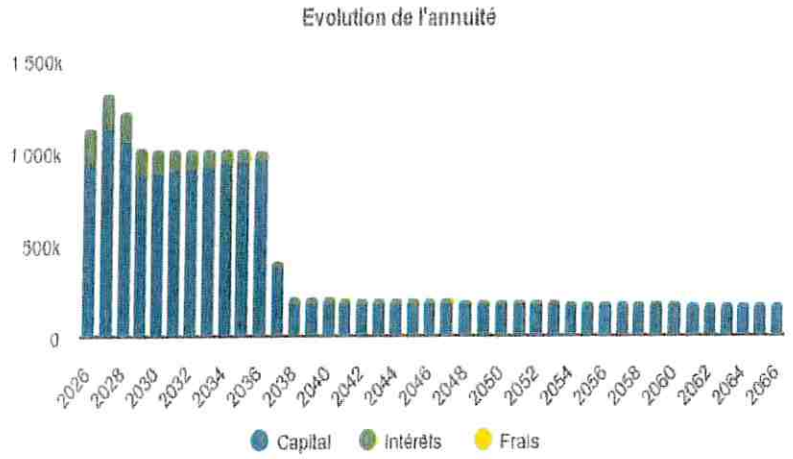
La durée résiduelle moyenne est de 18 ans, elle mesure la durée entre le 01/01/2026 et la dernière date d'échéance de l'ensemble des contrats de prêt.

PROFIL D'EXTINCTION DE LA DETTE

Les engagements de la Ville s'éteignent en 2066, en considérant le nouvel emprunt souscrit en 2025, qui apparaît en variable car le taux est basé sur celui du Livret A +0.5, la totalité de cet emprunt n'a pas été encore mobilisé, il le sera à la fin de l'exercice 2026.



Les annuités de la dette augmentent à compter de 2027 avec le remboursement du capital nouvel emprunt pour le Conservatoire après déblocage de la totalité de l'emprunt.
En l'état actuel, le remboursement du capital atteindra son maximum en 2027 avec un montant de 1 320 154,47 € puis baisse à 1 220 443,17 € en 2028, pour retomber à partir de 2029 aux alentours de 1 000 000 €.



II. LE RECAPITULATIF DES EMPRUNTS

CODE CONTRAT	NUMERO DU CONTRAT	OBJET DE LA DETTE	CODE PRETEUR	TAUX	ANNUITE	CAPITAL	INTERETS	FRAIS	DETTE EN CAPITAL AU 31/12/2026
432	1233209	CONSTRUCTION DE LA CRECHE LES LUCIOLES	CDC	3,95%	89 626,93 €	82 944,87 €	6 682,06 €	0,00€	86 221,25 €
436	MON50921EUR	REFINANCEMENT 429 EURIBOR	CFFIL	0,56%	197 905,18 €	195 000,00 €	2 905,18 €	0,00€	390 000,00 €
437	MON540595EUR	REFINANCEMENT DE LA DETTE	CFFIL	1,60%	797 823,25 €	669 175,68 €	128 647,57 €	0,00€	7 511 948,57 €
U159301	5700722/438	NOUVEAU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE	CDC	Livret A+0,5	52 631,23 €	0,00 €	48 431,23 €	4 200,00 €	7 000 000,00 €
TOTAL					**1 137 986,59 €**	**947 120,55 €**	**186 666,04 €**	**4 200,00€**	**14 988 169,82 €**

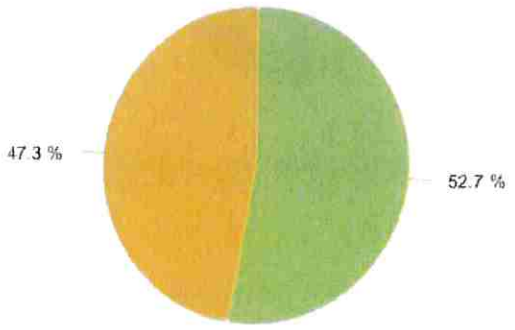
Pour 2026, l'annuité de la dette s'élève à 1 137 986,59 €, dont 947 120,55 € en capital.
L'encours de dette au 31/12/2026 sera de 14 988 169,82 €, après le déblocage de la 2ème tranche de 4 000 000 € de l'emprunt pour le nouveau Conservatoire de musique et d'art dramatique.

La capacité de désendettement, principal ratio de solvabilité, se mesure par le rapport suivant : Encours de dette / Epargne brute. Elle correspond à la durée nécessaire pour rembourser complètement la dette en y consacrant la totalité de l'épargne dégagée. La capacité de désendettement de la Ville sera de 2,84 ans au 31 décembre 2026. Le seuil critique de la capacité de remboursement via l'épargne brute est de 12 ans.

Le taux d'endettement rapporte l'encours de dette aux recettes réelles de fonctionnement. Il représente le poids de l'encours comparativement aux produits de fonctionnement. Au 31/12/2026, ce taux est de 55,31 % (seuil d'alerte : 121 %).

III. LA REPARTITION DE L'ENCOURS ENTRE PRETEURS

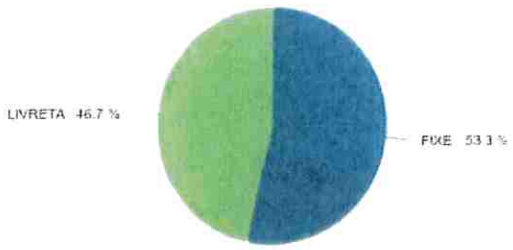
PRETEURS	ENCOURS AU 31/12/2026	% DE L'ENCOURS
Caisse des dépôts et consignations	7 086 221,25 €	47,28 %
Caisse française de financement local	7 901 948,57 €	52,72 %
TOTAL	**14 988 169,82 €**	**100,00 %**



IV. LA REPARTITION DE L'ENCOURS PAR TYPE DE TAUX

N° CONTRAT	PRETEURS	TYPE DE TAUX	ENCOURS 31/12/2026
432	Caisse des dépôts et consignations	Fixe	86 221,25 €
436	Caisse française de financement local	Fixe	390 000,00 €
437	Caisse française de financement local	Fixe	7 511 948,57 €
SOUS-TOTAL – TAUX FIXE			**7 988 169,82 €**
U159301	Caisse des dépôts et consignations	Variable	7 000 000,00 €
SOUS-TOTAL – TAUX FIXE			**7 000 000,00 €**
TOTAL			**14 988 169,82 €**

Au 31 décembre 2026, la dette de la Ville de Lucé est composée à 53,30 % de taux fixe et 46,7 % de taux variable.



V. LA REPARTITION DE L'ENCOURS SELON LA NORME GISSLER

La circulaire interministérielle du 25 juin 2010 établit une typologie permettant la classification des produits de financement en fonction des risques qu'ils comportent, en fonction d'une part de l'indice et d'autre part de la structure du produit.

Le tableau ci-dessous présente l'encours de dette selon cette classification. L'intégralité de l'encours de dette est en A1.

Structures / Indices sous-jacents	(1) Indices en euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple	4	-	-	-	-	
	100,00%	-	-	-	-	
	14 988 169,82 €	-	-	-	-	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	
(C) Option d'échange (swaption)	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	
(F) Autres types de structures						-
						-
						-

PARTIE 2 :
LA GESTION DE LA DETTE EN 2026

COMPTE ADMINISTRATIF 2025

Pour conserver un niveau d'autofinancement suffisant, le budget 2025 comprend le déblocage de la 1ère tranche de l'emprunt pour le nouveau Conservatoire de 3 000 000 €.
Il a été abondé en dépenses à hauteur de 933 368,16 € pour le remboursement en capital en investissement et de 153 241,79 € pour les charges d'intérêt en fonctionnement.

PARTIE 3 :
LES ORIENTATIONS DE GESTION POUR 2026

BUDGET PRIMITIF 2026

Le budget primitif 2026 fait apparaître l'inscription d'un emprunt de 4 millions d'euros pour la construction du nouveau Conservatoire.
Cette 2ème tranche sera débloquée en fin d'année et n'impactera donc pas fortement les échéances de 2026, uniquement des intérêts, ses conséquences seront retracées dans le rapport de la dette 2027 avec le début du remboursement du capital après déblocage total de l'emprunt.
Pour 2026, l'annuité de la dette s'élève à 1 137 186,59 €, dont 947 120,55 € en capital, 4 200 € de frais de dossier pour le nouvel emprunt, et 186 666,04 € en intérêts.

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00081

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Exercice 2026 - révision des provisions pour créances douteuses

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

EXERCICE 2026 - REVISION DES PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 qui prévoit la comptabilisation de provision pour créances douteuses en vertu du principe comptable de prudence pour les restes à recouvrer de plus de deux ans avec un taux minimum de 15 %,

Vu les restes à recouvrer présentés par le Chef du Service de Gestion Comptable au 31 décembre 2025 d'un montant total de 278 466,64 euros,

Vu la comptabilisation des provisions par des opérations d'ordre semi budgétaires,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Budget – Finances dans sa séance du 18 juin 2026,

Considérant que l'état des restes à recouvrer de toutes les créances antérieures au 31 décembre 2023 a été analysé pour identifier les créances à risques,

Considérant que deux types de créances à risque sont :

- Les créances dont le recouvrement semble compromis par une absence de recouvrement et/ou de poursuites concluantes.
- Les créances engagées dans le cadre d'une procédure de redressement et/ou liquidation judiciaire, rétablissement personnel ou procédure de sauvegarde.

Considérant l'étude des restes à recouvrer et la prise en compte uniquement des dossiers dont un risque est avéré :

Exercices	Montant des restes à recouvrer	Créances douteuses	Provision déjà constituée	Provision à reprendre	Provision à constituer
2017	11 814,40 €	11 814,40 €	1 772,16 €	-	-
2018	1 860,80 €	1 860,80 €	279,12 €	-	-
2019	180,00 €	180,00 €	27,00 €	-	-
2020	456,71 €	456,71 €	68,51 €	-	-
2021	966,60 €	966,60 €	166,15 €	21,16 €	-
2022	12 762,94 €	11 249,67 €	987,57 €	-	699,88 €
2023	16 324,45 €	12 150,84 €			1 822,63 €
TOTAL	**44 365,90 €**	**38 679,02 €**	**3 300,51 €**	**21,16 €**	**2 522,51 €**

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **DÉCIDE** de constituer une provision complémentaire pour créances douteuses à hauteur de 15 % sur les restes à recouvrer supérieurs à deux ans au 31 décembre 2025 dont le recouvrement semble compromis, pour un montant de 2 501,35 euros calculée à partir des éléments détaillés ci-dessous :

- ✓ Provision comptabilisée à fin 2025 pour 3 300,51 euros.
- ✓ Reprise sur les créances soldées fin 2025 de 21,16 euros.
- ✓ Provision à constituer sur les créances dont le recouvrement est compromis et supérieures à deux ans au 31 décembre 2025, soit de 2017 à 2023, de
  2 522,51 euros.
- ✓ **Soit une constitution de provisions complémentaires de 2 501,35 euros (2 522,51 euros - 21,16 euros).**

- **DÉCIDE** de réviser annuellement son montant au vu de l'état des restes à recouvrer constaté au 31 décembre N-1, en appliquant le taux de 15% sur les créances dont le recouvrement semble compromis après étude.

Lucé, le 2 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600081-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 16/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 15/7/2026.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00082

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Exercice 2026 - Créances irrécouvrables n°2/2026 - admission en créances éteintes

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI,
Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER,
M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

Vu la décision de la commission de surendettement du 24 novembre 2022 publiée au BODACC (Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales) le 13 décembre 2022 sous le numéro 298,

Vu la décision de la commission de surendettement du 16 octobre 2025 publiée au BODACC le 4 novembre 2025 sous le numéro 262,

Vu la décision de la commission de surendettement du 16 octobre 2025 publiée au BODACC le 4 novembre 2025 sous le numéro 253,

Vu la décision de la commission de surendettement du 12 février 2026 publiée au BODACC le 3 mars 2026 sous le numéro 278,

Vu les bordereaux de situation des produits locaux non soldés dus et les demandes d'effacement des dettes transmises le 19 décembre 2025, les 16 et 23 janvier 2026, le 12 mars 2026 présentés par le responsable du Service de Gestion Comptable (SGC),

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Budget – Finances dans sa séance du 18 juin 2026,

Considérant que plusieurs titres exécutoires de recettes ont été émis par l'ordonnateur au titre des exercices 2021 et 2022 dans le cadre de factures d'activités périscolaires pour un montant total de 348,75 euros,

Considérant que plusieurs titres exécutoires de recettes ont été émis par l'ordonnateur au titre de l'exercice 2025 dans le cadre de factures d'activités périscolaires pour un montant total de 123,78 euros,

Considérant que plusieurs titres exécutoires de recettes ont été émis par l'ordonnateur au titre des exercices 2018 dans le cadre de factures d'halte-garderie, 2022 et 2023 dans le cadre de factures de crèche familiale, 2024 et 2025 dans le cadre de factures d'activités périscolaires, pour un montant total de 937,48 euros,

Considérant que plusieurs titres exécutoires de recettes ont été émis par l'ordonnateur au titre des exercices 2023 et 2025 dans le cadre de factures d'activités périscolaires pour un montant total de 128,68 euros,

Considérant que la mission de recouvrement des recettes des collectivités locales émises par l'ordonnateur sous la forme de titres de recettes exécutoires est de la compétence exclusive du comptable public ; que ce dernier est tenu de faire toutes les diligences nécessaires pour le recouvrement des recettes locales,

Considérant que la commission de surendettement impose une mesure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire au profit du tiers débiteur ; que, malgré les moyens mis en œuvre par le comptable public pour recouvrer la dette, le SGC sollicite la collectivité afin d'obtenir l'admission en créance irrécouvrable,

Considérant que le conseil municipal est compétent pour admettre des créances en créances éteintes ; que ces dernières restent toutefois juridiquement valides ; que l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive s'imposant à la collectivité ; que la décision s'oppose à toute action de recouvrement et le Tribunal Judiciaire prononcera l'extinction dans le cadre d'une procédure de redressement personnel sans liquidation judiciaire,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **ADMET**, conformément aux bordereaux de situation dressés par le comptable public le 19 décembre 2025, les 16 et 23 janvier 2026 et le 12 mars 2026 en créances éteintes la somme de 348,75 *euros (trois cent quarante-huit euros et soixante-quinze centimes)*, la somme de 123,78 euros *(cent vingt-trois euros et soixante-dix-huit centimes)*, la somme de 937,48 euros *(neuf cent trente-sept euros et quarante-huit centimes)*, et la somme de 128,68 euros *(cent vingt-huit euros et soixante-huit centimes)*, soit un total de 1 538,69 euros *(mille cinq cent trente-huit euros et soixante-neuf centimes)*.

- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à émettre un mandat au compte 6542 correspondant au montant susmentionné.

- **DIT** que les autorisations budgétaires sont prévues au budget de l'exercice 2026.

Lucé, le 02 JUIN 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600082-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 16/7/2026
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16/7/2026.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00083

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Communauté d'agglomération de Chartres Métropole - conventionnement de service commun d'instruction des demandes d'Autorisation du Droit des Sols (ADS)

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Vu les articles L 410-1, L 422-1 à L 422-8, R 410-5, R 423-15 du Code de l'Urbanisme,

Vu l'article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° C 2015-11 du 23 février 2015 et sa délibération rectificative n° BC 2021/026 du 15 mars 2021 portant création d'un service commun géré par la communauté d'agglomération de Chartres Métropole pour permettre l'instruction des demandes de permis des dossiers d'Autorisation du Droit des Sols (ADS) ainsi que l'adoption d'une convention cadre avec les communes membres volontaires,

Vu la délibération n° 2021.00069 de la séance du conseil municipal du 28 septembre 2021 portant conventionnement avec la communauté d'agglomération de Chartres Métropole dans le cadre d'un service commun permettant l'instruction des dossiers d'ADS,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Urbanisme – Travaux – Environnement dans sa séance du 18 juin 2026,

Considérant que la communauté d'agglomération de Chartres Métropole a créé un service commun d'instruction des dossiers d'ADS à destination des communes membres volontaires dans l'objectif de rationaliser les moyens nécessaires à l'accomplissement de l'instruction des dossiers d'ADS et des actes en découlant ; que cette mutualisation des compétences permet une expertise technique solide garantissant la sécurité juridique des processus d'instruction des dossiers déposés auprès de la collectivité,

Considérant que la mise en œuvre de ce service commun n'engendre aucun transfert de compétences entre les communes membres et la communauté d'agglomération ; que cette dernière propose de réaliser ces prestations à titre gratuit ; que dans ce cadre, les maires des communes volontaires restent les seules autorités compétentes pour délivrer au nom de leur collectivité les différentes Autorisations du Droit des Sols,

Considérant que la commune avait en avril 2021 formalisé le souhait de pouvoir bénéficier dudit service commun pour permettre au service urbanisme de consacrer plus de temps aux dossiers à forts enjeux et consacrer plus de temps à l'accueil du public et améliorer ainsi le service rendu ; qu'à ce titre une convention avait été signée, cette dernière arrivant à son terme le 30 septembre 2026,

Considérant que la collectivité souhaite continuer à confier au service commun de la communauté d'agglomération de Chartres Métropole l'instruction des dossiers suivants :

- Les Déclarations Préalables (DP) autres que les Déclarations Préalables de lotissements et autres divisions foncières non soumises à permis d'aménager.

- Les Certificats d'Urbanisme d'information (CUa).

Considérant qu'à ce titre, la communauté d'agglomération de Chartres Métropole a proposé à ses membres la signature d'une nouvelle convention cadre dont les modalités sont jointes en annexe A,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** la convention de service commun d'instruction des Autorisations du Droit des Sols avec la communauté d'agglomération de Chartres Métropole jointe en annexe A.

- **PRÉCISE** que ladite convention confie au service commun de la communauté d'agglomération de Chartres Métropole l'instruction des déclarations préalables autres que les déclarations préalables de lotissements et autres divisions foncières non soumises à permis d'aménager ainsi que les Certificats d'Urbanisme d'information (CUa).

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention, ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Lucé, le 08 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600083-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le - 9 JUIL. 2026
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16/7/2026.
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600083-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ANNEXE A

Convention de service commun d'instruction des demandes d'autorisation, des déclarations préalables et des actes relatifs à l'occupation du sol entre la Communauté d'Agglomération Chartres Métropole et la Commune de Lucé

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La communauté d'Agglomération de Chartres Métropole, représentée par son Président, Monsieur Ladislas VERGNE, dûment habilité en vertu de la délibération du Conseil Communautaire n° CC 2026/022 du 24 avril 2026,

Ci-après dénommée : « Chartres Métropole ».

D'une part,

Et :

La Commune de Lucé, représentée par son Maire, Monsieur Florent GAUTHIER, dûment habilité en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°2026.00083 du 30 juin 2026.

Ci-après dénommée : « la Commune »,

D'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L5211-4-2 permettant à un EPCI à fiscalité propre et une ou plusieurs communes de se doter, en dehors des compétences transférées et par convention, de services communs chargés de l'exercice de missions fonctionnelles ou opérationnelles ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L410-1 et L422-1 et suivants définissant le Maire comme l'autorité compétente pour délivrer, au nom de la commune, les autorisations et les actes relatifs à l'occupation du sol ;

Vu l'article L422-8 du Code de l'urbanisme, supprimant la mise à disposition gratuite des services d'instruction de l'État pour toutes communes compétentes appartenant à des communautés de 10 000 habitants et plus ;

Vu les articles R410-5 et R423-15 du Code de l'urbanisme autorisant la commune à confier, par convention, l'instruction de tout ou partie des demandes de permis ou de certificats d'urbanisme et des déclarations préalables à un EPCI ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Chartres Métropole ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de Chartres Métropole n° C.2015-11 du 23 février 2015 et la délibération rectificative n° BC2021/026 du 15 mars 2021 créant, hors compétence transférée, un service commun, géré par Chartres Métropole, chargé de l'instruction des demandes de permis ou de certificats d'urbanisme et des déclarations préalables relatifs à l'occupation du sol en application du Code de l'urbanisme, pour les communes membres de la Communauté d'Agglomération qui veulent en bénéficier ;

Vu la délibération du Bureau Communautaire n° BC2021/026 du 15 mars 2021 approuvant la convention cadre de service commun d'instruction des demandes d'autorisation, des déclarations préalables et des actes relatifs à l'occupation du sol en application du Code de l'urbanisme entre Chartres Métropole et les communes volontaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Lucé n°2024.00083 du 30/04/24 confiant l'instruction des demandes d'autorisation et des actes relatifs à l'occupation du sol de son territoire communal au service commun dédié, géré par Chartres Métropole ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial de la Communauté d'Agglomération Chartres Métropole du 1er juin 2026 ;

PRÉAMBULE

L'article 134 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, codifié à l'article L422-8 du Code de l'urbanisme, a mis fin, au 1er juillet 2015, à la mise à disposition gratuite des services déconcentrés de l'État pour l'instruction technique des demandes de permis et des déclarations préalables pour les communes appartenant à un EPCI de plus de 10 000 habitants.

Afin d'assurer la continuité de ce service pour ses communes membres intéressées, et conformément aux dispositions de l'article L5411-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération Chartres Métropole a proposé, indépendamment des compétences transférées, la création d'un service commun, ci-après dénommé « Service d'instruction ADS », géré par Chartres Métropole et chargé de l'instruction règlementaire des demandes de permis ou de certificats et des déclarations préalables relatifs à l'occupation du sol, en application du Code de l'urbanisme, à l'exclusion des demandes d'autorisation relevant de l'autorité de l'État.

L'objectifs du Service d'instruction ADS est de faciliter, pour les communes membres volontaires, l'exercice de cette mission opérationnelle d'instruction des demandes et des actes d'urbanisme, par la rationalisation des moyens nécessaires à l'accomplissement de cette mission et par la mutualisation des compétences, permettant une expertise technique solide et garantissant la sécurité juridique.

La création du Service d'instruction ADS n'emporte pas transfert de compétence, le Maire demeurant, conformément au Code de l'urbanisme et notamment à ses articles L410-1 et L422-1, la seule autorité compétente pour délivrer, au nom de la commune, un certificat d'urbanisme, un permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable.

Considérant la volonté de la commune de Lucé de confier au Service d'instruction ADS l'instruction des demandes préalables aux décisions d'urbanisme prises par son maire au nom de la commune, en application du Code de l'urbanisme et notamment de ses articles L410-1 et L422-1 ;

Considérant qu'il convient de définir les modalités de fonctionnement du Service d'instruction ADS entre Chartres Métropole gestionnaire et la Commune de Lucé bénéficiaire ;

CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du Service d'instruction ADS, service commun géré par Chartres Métropole, chargé de l'instruction règlementaire des demandes de certificats d'urbanisme ou de permis et des déclarations préalables relatifs à l'occupation du sol, délivrés par le Maire au nom de la commune, en application du Code de l'urbanisme et notamment de ses articles L410-1 et L422-1.

Article 2 – Champ d'application

La présente convention porte sur l'instruction des demandes d'autorisation et des actes listés ci-après, déposés durant sa période de validité et relevant de la compétence de la Commune en application du Code de l'urbanisme.

La présente convention porte sur l'ensemble de la procédure d'instruction, à compter de la transmission de la demande au Service d'instruction ADS par la Commune jusqu'à l'envoi à la Commune par le Service d'instruction ADS d'un projet de décision. Elle comprend également le contrôle de la conformité des travaux (récolement) et une assistance juridique, hors recours contentieux, tels que définis dans les dispositions de la présente convention.

Conformément à l'article R423-14 du Code de l'urbanisme, la mission d'instruction réalisée par le Service d'instruction ADS est faite au nom et sous l'autorité du Maire de la Commune.

a) Autorisations et actes dont le Service d'instruction ADS assure l'instruction

La Commune de Lucé charge le Service d'instruction ADS de l'instruction des demandes d'autorisation et des actes suivants :

☒ Déclarations préalables autres que les déclarations préalables de lotissements et autres divisions foncières non soumises à permis d'aménager

☒ Certificats d'urbanisme d'information (CUa)

La présente convention couvre les demandes de modification, de prorogation et de transfert de toutes les décisions listées ci-dessus et des actes ou courriers qui s'y réfèrent.

☒ Avis du Maire recueilli par le préfet lorsque l'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations est délivrée par le préfet au titre de l'article L422-2 du Code de l'urbanisme.

b) Contrôle de la conformité des travaux (récolement)

Le Service d'instruction ADS assure l'instruction relative au contrôle de conformité des travaux (récolement) dans les cas suivants :

- Cas visés à l'article R462-7 du Code de l'urbanisme où le récolement est obligatoire ;
- Sur demande expresse, délivrance des attestations de non-contestation de la DAACT ;
- Cas de non-respect pressenti de l'autorisation d'urbanisme ;
- En cas de contrôle aléatoire ou sur demande du Maire.

Article 3 – Missions de la Commune et responsabilité du Maire

Pour tous les actes et autorisations relatifs à l'occupation des sols relevant de sa compétence et entrant dans le cadre de la présente convention, la Commune assure les missions suivantes :

AU DÉPÔT DES DOSSIERS

- Vérifie la procédure retenue par le pétitionnaire : si elle est erronée, elle invite le pétitionnaire à déposer un autre dossier ;
- Affecte un numéro d'enregistrement et délivre un récépissé au pétitionnaire ;
- Procède à l'affichage en mairie d'un avis du dépôt de la demande de permis ou de la déclaration, avant la fin du délai des 15 jours suivant la date de dépôt et pendant toute la durée de l'instruction ;
- Transmet au contrôle de légalité de la Préfecture, dans la semaine qui suit le dépôt, un exemplaire de la demande ;
- Transmet, si nécessaire, avant la fin de la semaine qui suit le dépôt, un exemplaire de la demande à l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) à l'architecte des bâtiments de France (ABF) ;
- Informe le Service d'instruction ADS de la date des transmissions précitées ;
- Transmet, sous un délai de 8 jours suivant le dépôt, les dossiers au Service d'instruction ADS pour instruction.

À L'INSTRUCTION

- Transmet immédiatement au Service d'instruction ADS l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France dans le cas où elle en serait destinataire ;
- Communique au Service d'instruction ADS tous les éléments en sa possession nécessaires à l'instruction.

À LA DÉCISION

- Notifie la décision au pétitionnaire avant la fin du délai d'instruction et simultanément, la Commune informe le Service d'instruction ADS de cette notification en enregistrant la date de décision et en intégrant l'arrêté dans le logiciel métier ;
- Transmet la décision au préfet en application des articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la transmission des actes des collectivités territoriales au contrôle de légalité ;
- Transmets la décision et le dossier CERFA à la Direction Générale des Finances Publiques, en charge du recouvrement des taxes et des participations d'urbanisme.

POST-DÉCISION

- Transmet au Service d'instruction ADS dans les 8 jours suivant réception en mairie, la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) adressée par le demandeur.

Dans le cadre du contrôle de la conformité des travaux, la Commune :

- Transmet au Service d'instruction ADS dans les 8 jours suivant réception en mairie, la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) adressée par le demandeur ;
- Transmet au Service d'instruction ADS dans les 8 jours suivant réception en mairie la demande d'attestation de non contestation de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) ;
- Met en demeure, si nécessaire, le maître d'ouvrage de déposer une demande modificative ou de mettre les travaux en conformité avec l'autorisation accordée.

Par ailleurs, la Commune informe le Service d'instruction ADS de toutes les décisions prises par elle concernant l'urbanisme et ayant une incidence sur le droit des sols : institution de taxes ou participation, modifications de taux, modifications ou révisions du document d'urbanisme applicable, et autres. Elle fournit au Service d'instruction ADS un exemplaire des documents concernés.

Article 4 – Missions du Service d'instruction ADS et responsabilité de Chartres Métropole

Le Service d'instruction ADS assure l'instruction technique et réglementaire des demandes et des actes relatifs à l'occupation des sols en application du Code de l'urbanisme, de l'examen de la recevabilité des demandes jusqu'à la rédaction d'un projet de décision soumis au Maire ; dans ce cadre, il procède :

EN PHASE INSTRUCTION

- A l'examen de la recevabilité du dossier ;
- A la transmission du dossier aux services de l'Etat si la demande d'urbanisme est concernée par l'article L422-2 du Code de l'urbanisme ;
- A la vérification du caractère complet du dossier ;
- A la signature de :
  - La notification de la liste des pièces manquantes ;
  - La notification des majorations et prolongations des délais d'instruction ;
  - Bordereaux de consultations des personnes publiques, services et commissions intéressés par le projet ;
  - Bordereaux de consultations facultatives des services compétents de Chartres Métropole en matière d'urbanisme, d'aménagement, de voirie, de réseaux, de déchets....
- A l'examen technique du dossier, notamment au regard des règles d'urbanisme applicables au terrain considéré ;
- Au recueil, si nécessaire, des accords, des avis ou des décisions des personnes publiques, des services ou des commissions intéressées par le projet tels que prévus par les lois ou règlements ;
- A la notification au pétitionnaire de la liste des pièces manquantes, de la majoration ou de la prolongation du délai d'instruction, avant la fin du 1er mois qui suit le dépôt du dossier en mairie.

EN PHASE DE DÉCISION

- A la rédaction d'un projet de décision tenant compte de la demande déposée, de l'ensemble des règles d'urbanisme applicables et des avis recueillis ;
- A la transmission de cette proposition au Maire, accompagnée le cas échéant d'une notice explicative, au plus tard 5 jours avant la date limite de notification de la décision.

A LA PHASE POST-DÉCISION

Après réception de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux, le service instructeur :

- Préalablement à tout récolement, informe de sa visite le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable ;
- Réalise le récolement conformément au champ d'application défini par la présente convention ;
- Rédige le projet de décision relatif à l'attestation de conformité.

Article 5 - Transmission des documents d'urbanisme

La Commune doit fournir au Service d'instruction ADS au moins 1 exemplaire complet (version papier et version numérique si elle existe) de tous les documents d'urbanisme nécessaires à l'instruction des demandes d'autorisation et des actes relatifs à l'occupation des sols du territoire de la Commune, en application du Code de l'urbanisme :

- Plan Local d'Urbanisme,

La Commune s'engage à communiquer au Service d'instruction ADS tout document ou information ayant une incidence sur la réglementation applicable à l'occupation des sols du territoire de la Commune (institution de taxes ou de participations, institutions de périmètres particuliers, etc.).

Article 6 – Situation des agents exerçant leurs fonctions au sein du service d'instruction ADS

Les agents du Service d'instruction ADS, service commun géré par Chartres Métropole, demeurent employés par la Communauté d'Agglomération Chartres Métropole dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs. Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Président de Chartres Métropole.

Ils effectuent leur mission pour le compte de la Commune bénéficiaire du Service d'instruction ADS selon les modalités prévues par la présente convention.

Article 7– Communication et relations entre le Service d'instruction ADS et la Commune

Le Maire de la Commune adresse directement au chef du Service d'instruction ADS toute instruction nécessaire à l'exécution des tâches et des missions qu'il confie audit service. Le chef de service contrôle l'exécution de celles-ci.

Le Service d'instruction ADS informe le Maire de toute difficulté rencontrée lors de l'instruction. De manière générale, la Commune et le Service d'instruction ADS s'engagent l'un envers l'autre à communiquer tout élément ou difficulté ayant, même de manière indirecte, une incidence sur l'instruction ou le sens de la décision du Maire à intervenir.

Article 7 – Modalités des échanges entre les parties

Les transmissions et échanges par voie électronique sont privilégiés entre la Commune, le Service d'instruction ADS et les personnes publiques, services ou commissions consultés dans le cadre de l'instruction.

Les échanges par voie électronique se font par boîte de courrier électronique à l'adresse suivante :

adssecteur2@agglo-ville.chartres.fr

Article 8 – Délégation de signature pour les actes d'instruction

Pour l'instruction des demandes et des actes prévus à la présente convention et confiée au Service d'instruction ADS, le Maire donne, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au chef et aux agents du Service d'instruction ADS chargés de l'instruction des demandes, conformément à l'article L5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article L423-1 du Code de l'urbanisme.

Cette délégation de signature concerne exclusivement les actes d'instruction, dont notamment la notification et l'envoi :

- Des courriers de majoration du délai d'instruction ;
- Des courriers d'incomplet (demandes de pièces complémentaires) ;
- Des bordereaux des demandes d'avis auprès des services consultés.

Cet arrêté portant délégation de signature du Maire de la Commune doit être transmis au plus tard avec le premier dossier confié au Service d'instruction ADS.

La Commune est systématiquement informée par courriel et par l'intermédiaire du logiciel métier *Clicmap* des actes signés par les agents du Service d'instruction ADS en vertu de cette délégation.

Article 9 – Classement et archivage

L'intégralité des pièces constitutives des dossiers se rapportant aux autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols instruits par le Service d'instruction ADS est annuellement restituée à la Commune pour être classée et archivée en mairie.

En cas de résiliation de la présente convention, les dossiers précités sont restitués à la Commune dans un délai de deux mois à compter de la prise d'effet de la résiliation.

Article 10 – Contentieux administratifs et infractions pénales

a) Contentieux administratifs

Il appartient à la Commune de répondre aux recours. Le Service d'instruction ADS est informé par la Commune des recours gracieux et contentieux portant sur les autorisations d'urbanisme.

À la demande de la Commune, le Service d'instruction ADS peut apporter, dans la limite de ses compétences, son concours à la Commune pour l'instruction des recours gracieux introduits par des personnes privées ou publiques autres que Chartres Métropole, portant sur les autorisations ou actes visés à l'article 2.

Ce concours pourra prendre la forme de conseils, notes explicatives ou de projets de rédaction de courrier.

Toutefois, le Service d'instruction ADS n'est pas tenu à ce concours lorsque la décision contestée est différente en tout ou partie de la proposition faite par le service instructeur et, d'une manière générale, en cas d'incompatibilité avec une mission qu'il assure déjà.

En cas de recours contentieux, la Commune fera son affaire de la sollicitation d'un avocat dont les frais resteront à sa charge. Le Service d'instruction ADS apportera tout élément pertinent en sa possession nécessaire pour assurer la défense de la décision et des intérêts de la Commune, sauf dans le cas où la proposition de décision faite par le service instructeur n'aura pas été en tout ou partie suivie par le Maire.

b) Infractions pénales

À la demande de la Commune, le Service d'instruction ADS peut lui porter assistance dans le déroulement de la procédure pénale visée aux articles L480-1 et suivants du Code de l'urbanisme, notamment pour la constatation des infractions à la réglementation relative aux autorisations et actes dont l'instruction lui a été confiée.

Les dispositions du présent article ne sont valables que pour les dossiers instruits par le Service d'instruction ADS pendant la période de validité de la présente convention.

Article 11 – Responsabilités

Dans le cadre du Service d'instruction ADS, les agents de Chartres Métropole agissent sous l'autorité du Maire lorsqu'ils instruisent un acte ou une autorisation pour le compte de la Commune. De ce fait la responsabilité de la Commune vis à vis des demandeurs ou des tiers reste pleine et entière

La Commune et son assureur s'engagent à ne pas appeler Chartres Métropole en garantie et à ne pas engager d'action récursoire pour tout litige, sauf en cas d'inexécution par Chartres Métropole des obligations prévues par la présente convention.

En tout état de cause la responsabilité de Chartres Métropole ne pourra être recherchée lorsque la décision proposée par le Service d'instruction ADS ne sera pas en tout ou partie suivie par le Maire.

Article 12 – Dispositions financières

Le recours par la Commune bénéficiaire au Service d'instruction ADS géré par Chartres Métropole ne donne pas lieu à rémunération.

La Commune bénéficiaire et Chartres Métropole gestionnaire assument les charges de fonctionnement liées à leurs obligations réciproques. Notamment, les frais d'affranchissement des courriers envoyés par le Maire aux pétitionnaires sont à la charge de la Commune et toutes les dépenses d'affranchissement générées par les courriers envoyés par le Service d'instruction ADS sont à la charge de Chartres Métropole.

Article 13 – Protection des données personnelles

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant (la Communauté d'Agglomération) s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement (la Commune) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement

(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le sous-traitant traite les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet du contrat.

Il traite les données **conformément aux instructions du présent contrat** du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une de ces instructions constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat; à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance; à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales; et en fin de contrat.

Il veille à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :

- S'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- Reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le sous-traitant évalue les risques inhérents au traitement et s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque. Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement.

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant notifie sans délai au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant mail à dpo@agglo-ville.chartres.fr ou par téléphone à la Direction des Systèmes d'Information au 02.37.88.44.21. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- ✓ La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- ✓ Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données du sous-traitant ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- ✓ La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- ✓ La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
- ✓ Le sous-traitant peut prendre, en cas d'urgence avérée, des mesures correctives, et notamment la suspension du service d'hébergement afin de mettre fin à la violation et à ses éventuelles conséquences sans préjudices sur les contrats conclus antérieurement et/ou postérieurement concernant le Service.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Seul le responsable de traitement communique la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

☒ Renvoyer annuellement au responsable de traitement toutes les données à caractère personnel traitées au cours de l'année écoulée.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction sauf pour la sauvegarde de ses propres droits et le respect de ses obligations légales et contractuelles.

Le délégué à la protection des données de Chartres Métropole

Nom : DEMAY

Prénom : Johan

Adresse mail principale : dpo@agglo-ville.chartres.fr

Téléphone : 02.37.23.40.00

Fonction : Responsable Sécurité des Systèmes d'Information

Délégué à la protection des données : Interne

En cas de modification ultérieure de l'identité et/ou des coordonnées de l'interlocuteur susvisé, le responsable de traitement en informe le sous-traitant sans délai.

A défaut d'avoir désigné un délégué à la protection des données, le responsable de traitement (la Commune) communique l'identité et les coordonnées de toute autre personne habilitée à traiter des questions relatives à la collecte et au traitement de données à caractère personnel.

Article 14 – Durée

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa notification.

Elle est conclue pour une durée allant de sa date d'entrée en vigueur jusqu'au dernier jour du sixième mois suivant le premier renouvellement général du Conseil Municipal de la Commune consécutif à l'entrée en vigueur de la présente convention.

La présente convention pourra être renouvelée par accord exprès des parties.

Article 15 – Modification

Toute modification du contenu de la présente convention fait l'objet d'un avenant conclut dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article 16 – Résiliation

Chaque partie signataire a la possibilité de mettre fin à la présente convention à tout moment, sans avoir à justifier le motif, dans les mêmes formes ayant présidé à sa conclusion, sans que cette résiliation ne donne alors lieu à aucune indemnité de part et d'autre.

La décision de résiliation doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le respect d'un préavis de trois mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

La présente convention est résiliée de plein droit en cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations ou aux dispositions de la présente convention, non dû à un cas de force majeure telle que définie dans le code civil. La résiliation prend alors effet dans un délai d'un mois après mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le Service d'instruction ADS conserve l'instruction des demandes déposées jusqu'à la date d'expiration du délai de préavis et la prise d'effet de la résiliation.

Article 17 – Recours et règlement des litiges

Toute réclamation de l'une ou l'autre des parties relatives à l'exécution de la présente convention doit être adressée à la partie mise en cause par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Pour tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour trouver un accord amiable préalablement à tout recours contentieux. À défaut d'accord amiable, le litige est alors soumis au Tribunal administratif d'Orléans.

Fait à Chartres, le

La Communauté d'Agglomération Chartres Métropole,
gestionnaire du Service commun d'instruction,
Le Président de Chartres Métropole,

Ladislas VERGNE

La Commune de Lucé,
bénéficiaire du Service commun d'instruction,
Le Maire de Lucé,

Florent GAUTHIER

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00084

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Projet "friches BP/TOTAL/GUICHARD" - convention attributive de subvention avec l'Etat – Fonds Vert - avenant numéro un

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 1111-10,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023,

Vu le décret n° 2022-1736 du 30 décembre 2022 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances au titre de la loi de finances 2023 n° 2022-1726 du 30 décembre 2022,

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement,

Vu la circulaire du 14 décembre 2022 relative au fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires,

Vu le cahier d'accompagnement de la mesure de recyclage foncier,

Vu le redéploiement des crédits régionaux du Fonds Vert du 15 novembre 2023,

Vu la délibération n° 2023.00095 de la séance du conseil municipal du 21 décembre 2023 approuvant la convention de financement avec l'État,

Vu la délibération n° 2024.00043 de la séance du conseil municipal du 25 juin 2024 portant modification par avenant numéro un de la convention susmentionnée,

Vu la convention attributive de subvention relative au projet « friches BP/Total » enregistrée sous le numéro EJ 210 424 0990, et son projet d'avenant numéro 1,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Urbanisme – Travaux – Environnement dans sa séance du 18 juin 2026,

Considérant que la reconquête des friches constitue un enjeu majeur d'aménagement durable des territoires pour répondre aux objectifs croisés de maîtrise de l'étalement urbain et de revitalisation urbaine,

Considérant que pour parvenir à la démarche développée ci-dessus, l'État a mis en place le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires dit « Fonds Vert » ; que ce fonds comprend un axe 3 intitulé « Améliorer le cadre de vie » ; que ce dernier vise à concilier l'activité humaine avec la préservation de son environnement naturel ; que dans ce cadre, un soutien financier peut être apporté aux projets s'inscrivant dans une démarche de recyclage de friches permettant de préserver les ressources foncières,

Considérant que ce fonds s'adresse aux projets d'aménagement dont les bilans économiques restent déficitaires après prise en compte de toutes les autres subventions publiques, et malgré la recherche et l'optimisation de tous les autres leviers financiers d'équilibre ; que le fonds n'a donc pas vocation à se substituer aux financements existants, mais à les compléter pour permettre la réalisation effective des projets,

Considérant le projet de renouvellement urbain « Le Bois de l'Aube », portant sur un périmètre de 25 hectares couvrant une large partie du quartier prioritaire de la politique de la ville « Vieux

Puits – Paradis – Maunoury » ; que le secteur du projet « friches BP/TOTAL/GUICHARD» constitue une des premières phases de ce projet pour la création d'un parc urbain arboré, d'une voie verte et de logements,

Considérant que la collectivité a été lauréate du « Fonds Vert » et s'est vue attribuer à ce titre une subvention d'un million d'euros au titre de la convention attributive de subvention enregistrée sous le numéro EJ 210 424 0990,

Considérant que les délais d'acquisition des emprises foncières appartenant aux sociétés TOTAL Énergies et BP se sont allongés en raison de négociations foncières complexes avec ces deux propriétaires - ces discussions étant aujourd'hui en voie d'aboutissement,

Considérant que l'opportunité d'acquérir la friche GUICHARD est apparue au cours de l'opération ; que cette parcelle présente une continuité foncière avec les emprises BP/TOTAL et participe à la cohérence globale du projet de renouvellement urbain ; qu'il a, en conséquence, été décidé d'élargir le périmètre de l'opération afin d'y intégrer cette emprise,

Considérant que l'avenant n°1 approuvé par la délibération n° 2024.00043 n'a finalement pas été signé et qu'il convient en conséquence de conclure un nouvel avenant numéro 1 à la convention attributive de subvention afin de modifier l'article 3 « Description du projet et délais », l'article 4.2 « Engagements financiers de l'État », l'article 5.2 « Modalités de règlement » et l'article 5.3 « Échéancier prévisionnel » ainsi que d'actualiser les annexes 1 et 3 de ladite convention,

Considérant que le montant de la subvention du Fonds Vert demeure inchangé, soit un million d'euros représentant 16,88 % du déficit projet Hors Taxes,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **ABROGE** la délibération n° 2024.00043.
- **APPROUVE** l'avenant numéro 1 à la convention attributive de subvention relative au projet « friches BP/TOTAL/GUICHARD », joint en annexe A, ainsi que ses annexes.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant ainsi que tous les documents s'y rapportant.
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget.

Lucé, le 09 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600084-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le - 9 JUIL. 2026
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16/7/2026.
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600084-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ANNEXE 4

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR
Liberté
Égalité
Fraternité

FRANCE NATION VERTE
Agir · Mobiliser · Accélérer

Lucé

AVENANT N°1 A LA CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION
relative au projet « friches BP/Total/Guichard » à

Lucé Fonds Vert édition 2023

Dossier n° DS 11896907

N° de l'engagement juridique : EJ 210 424 0990

Entre

L'État, représenté par Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir, dont le siège est situé au 1 place de la République, 28019 Chartres cedex, ci-après dénommé indifféremment l'État ou la Préfecture,

D'une part,

Et,

La commune de Lucé, dont la mairie est située au 5 rue Jules Ferry – 28110 Lucé, enregistrée sous le numéro de SIRET n° 21280218500141, représentée par son Maire Florent GAUTHIER, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « le porteur de projet »,

D'autre part,

Vu

- le Code général des collectivités territoriales : notamment l'article L1111-10 du 23 février 2022,
- le Code de l'urbanisme, notamment les articles L111-26 (friches) et L300-1 (opération d'aménagement),
- la loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023,
- le décret n° 2022-1736 du 30 décembre 2022 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023,
- le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement,
- la circulaire du 14 décembre 2022 relative au fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires,
- le cahier d'accompagnement de la mesure de recyclage foncier,
- la demande de subvention du bénéficiaire déposée sur la plateforme « Démarches simplifiées » en date du 26 mai 2023 sous la référence n°11896907,
- le redéploiement des crédits régionaux du Fonds vert en date du 15 novembre 2023.
- la convention attributive de subvention relative au projet « friches BP/Total » dont le numéro d'engagement juridique est EJ 210 424 0990,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Le projet de transformation des friches BP/Total/Guichard s'inscrit dans le cadre du programme de renouvellement urbain du Bois de l'Aube, portant sur un périmètre de 25 hectares couvrant une large partie du quartier prioritaire Vieux Puits – Paradis – Maunoury.

Les délais d'acquisition des emprises foncières appartenant aux sociétés Total Énergies et BP se sont allongés en raison de négociations foncières complexes avec les deux propriétaires. Ces discussions sont toutefois aujourd'hui en voie d'aboutissement.

Par ailleurs, l'opportunité d'acquérir la friche Guichard est apparue au cours de l'opération. Cette parcelle présente une continuité foncière avec les emprises BP/Total et participe à la cohérence globale du projet de renouvellement urbain (continuité paysagère du parc urbain, programmation logements). Afin de garantir une approche d'aménagement homogène et cohérente à l'échelle du secteur, il a ainsi été décidé d'élargir le périmètre de l'opération afin d'y intégrer cette emprise.

L'article 3 « Description du projet et délais » est remplacé ainsi :

Le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, le projet, le calendrier de réalisation de l'opération comprenant notamment sa date prévisionnelle d'achèvement.

Le projet lauréat au titre du Fonds vert 2023 – axe recyclage foncier, constitue la phase 1 du projet de reconversion du QPV. Cette phase 1, qui ne porte que sur l'emprise des « friches BP, Total et Guichard », a pour finalité la construction d'au moins 210 logements et d'un parc ouvert au public.

Description succincte du projet :

En particulier, sur le périmètre de la friche traitée, l'attribution de la subvention doit permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet et donc la réalisation de : l'acquisition des trois friches, la démolition des bâtiments, des travaux de renaturation afin de rendre possible la construction d'au moins 210 logements et d'un parc. Les opérations de dépollution des friches se feront en partenariat et avec le soutien de l'ADEME.

Le projet subventionné doit avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de deux ans à compter de la date de la présente décision, éventuellement proroge d'un an maximum sur demande du bénéficiaire avant expiration du délai de deux ans. Si aucun début d'exécution n'est opéré dans ce délai, la subvention est caduque (cf. art. 11 du décret de 2018 précité).

Les actions subventionnées par le fonds vert dans le cadre de la présente convention seront soldés avant le 31 décembre 2027. En l'absence de déclaration d'achèvement du projet a l'issue de ce délai de réalisation, celui-ci est considéré comme terminé. Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire ne peut intervenir après expiration de ce délai.

La date de livraison prévisionnelle du projet d'aménagement est prévue avant le 31 décembre 2027. Le calendrier prévisionnel des actions subventionnées est précisé à l'article 4.2 de la présente convention.

L'article 4.2 « Engagements financiers de l'Etat » est remplacé ainsi :

Pour la réalisation du projet, l'État apporte une contribution sous la forme d'une subvention fixée à la somme de **1 000 000 € (un million d'euros)**, représentant **16,88 %** du déficit projet hors taxes, compte tenu des autres participations publiques dont celle, le cas échéant, de la collectivité porteuse du projet à hauteur de 20 % des participations publiques y compris celle du fonds vert. Sauf exception et pour être conforme au code général des collectivités territoriales et à la circulaire fonds vert du 14 décembre 2022, le taux de subvention sera au maximum de 80 %. Ce montant constitue la limite maximale de l'engagement ferme de l'État.

Cette subvention permettra de réaliser de façon prioritaire des dépenses relatives à l'action de recyclage foncier au sein de l'opération globale d'aménagement, ces dépenses, issues du bilan global d'opérations, seront fléchées conformément au paragraphe suivant. La subvention sera affectée aux actions suivantes :

Poste de dépenses 1 :

- Acquisition des friches BP, Total et Guichard : 800 000 €
- Engagement prévu en 2026
- 800 000 €

Poste de dépense 2 :

- Travaux de déconstruction
- Engagement prévu en 2025
- 150 000 €

Poste de dépense 3 :

- Première phase de travaux de renaturation
- Engagement prévu en 2027
- 200 000 €

Poste de dépense 4 :

- Prestation de maitrise d'ouvrage (AMO)
- Engagement prévu en 2024
- 50 000 €

Dans la mesure où le déficit prévisionnel de l'opération d'aménagement hors intervention du fonds recyclage du foncier serait inférieur – au moment du solde de la convention – au montant prévisionnel indiqué à l'article 4-1, la subvention allouée serait recalculée à la baisse dans la limite du déficit effectivement constaté.

L'article 5.2 « Modalités de règlement » est remplacé ainsi :

Le versement de la subvention sera effectué sur justification de la réalisation de l'opération et de sa conformité au projet visé dans la présente convention et ses annexes.

Une avance correspondant à maximum 30 % (article 12 du décret 2018-514) de la subvention attendue, soit **300 000 € (trois-cent mille euros)** sera versée sur simple demande du porteur de projet accompagnée d'une pièce justifiant le commencement d'exécution du projet (acte juridique passé pour la réalisation du projet ou déclaration sur l'honneur attestant du commencement d'exécution). L'avance de subvention sera déduite de la première demande d'acompte. En l'absence de réalisation, l'avance sera remboursée.

La participation de l'État sera ensuite versée par acomptes successifs au prorata de l'avancement des dépenses fléchées visées au 4-2 jusqu'à 80 % du montant de la subvention et dans la limite de deux acomptes annuels. Ces acomptes seront versés, par le porteur de projet, pour chaque appel de fonds, sur production des pièces suivantes :

- un courrier de demande de paiement signé et daté. Le courrier de demande portera les mentions suivantes : l'objet de la facturation, la date, le montant de la subvention, le n° de la présente convention précisé lors de la notification, le n° de l'acompte, le taux d'avancement des dépenses subventionnables, les montants déjà appelés lors des acomptes précédents, le montant de l'acompte ;
- un état récapitulatif des factures objets de l'acompte daté et certifié exact par le comptable public assignataire des dépenses du porteur de projet ou par son représentant. Il porte la mention « service fait » et atteste que l'ensemble des dépenses présentées fait partie de la dépense subventionnable. Cet état récapitulatif détaillé des dépenses fléchées devra être en cohérence avec le bilan d'opération ;
- un bilan actualisé de l'opération au vu de l'exécution réelle.

Le solde de la subvention sera liquidé et versé après service fait sur présentation d'un état récapitulatif définitif des dépenses fléchées au 4-2 faisant état des sommes payées par le porteur de projet et qui devra être visé par le responsable du projet et le cas échéant par le comptable public. Le solde de la subvention sera liquidé et versé, sur présentation des pièces justificatives suivantes :

- un courrier de demande de paiement signé et daté,
- un état récapitulatif des dépenses fléchées visées au 4-2 faisant état des sommes payées par le porteur de projet et qui devra être visé par le responsable du projet et le cas échéant le comptable public,
- un bilan actualisé de l'opération au vu de l'exécution réelle,
- un rapport d'exécution de l'action de recyclage foncier et une note récapitulative présentant l'avancement de l'opération d'aménagement globale, accompagnée de photos et précisant les résultats obtenus en matière d'exemplarité écologique.

Le versement de la subvention sera effectué sur justification de la réalisation des dépenses fléchées et de la conformité au projet visé dans la présente convention et ses annexes.

Le cas échéant, le porteur de projet devra rembourser à l'État les sommes indûment utilisées. Des titres de perceptions seront émis par les services compétents de l'État pour récupérer les sommes indûment versées.

Pour rappel, les actions subventionnées par le fonds vert dans le cadre de la présente convention seront soldés avant fin 2027.

A la clôture de l'opération globale, le porteur de projet s'engage à en informer l'État et à fournir les pièces permettant le cas échéant de recalculer la subvention définitive.

Ces pièces sont :

- le décompte général et définitif du projet,
- le certificat d'achèvement du projet et un certificat de conformité des travaux,
- un rapport d'état d'exécution de l'action de recyclage foncier et une note récapitulative présentant le projet d'aménagement global,
- un bilan définitif de l'opération au vu de l'exécution réelle sur le même modèle que celui porté en annexe.

A la clôture le bénéficiaire s'engage à reverser à l'État, le cas échéant, le trop perçu.

L'article 5.3 « Echéancier prévisionnel » est remplacé ainsi :

L'échéancier prévisionnel et indicatif de versement de la subvention est le suivant :

Année	2023	2024	2025	2026	2027
Montant (€ HT pour le porteur de projet)	300 000 €	0 €	0 €	300 000 €	400 000 €

L'article 5.5 « Domiciliation des services financiers et des services techniques »

est remplacé ainsi :

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est précisée ci-après :

	Service administratif du suivi des factures		
	Nom du service	Adresse	N° téléphone adresse électronique
Pour l'État : DDT 28	SCCT	DDT d'Eure-et-Loir 17 place de la République Cité administrative CS 40517 28008 Chartres cedex	ddt-sctp@eure-et-loir.gouv.fr
Le porteur de projet : Mairie de Lucé	Service finances Service urbanisme	Mairie de Lucé 5 rue Jules Ferry 28110 Lucé	02,37,25,68,79 finances@ville-luce.fr Urbanisme.foncier@ville-luce.fr

L'annexe 1 « Description du projet » est actualisée

L'annexe 3 « Bilan de l'opération d'aménagement du projet friches BP/Total » est actualisée

Fait à Chartres, le

Pour l'État	Le bénéficiaire
Le Préfet d'Eure-et-Loir	Le Maire de Lucé

ANNEXE 1 – DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé :
« Friches BP/Total/Guichard »

Nature du projet :
Acquisition, démolition, dépollution afin de réaliser un parc et de permettre la construction de au moins 210 logements

Enjeux / contexte :
Le projet s'inscrit dans l'opération globale de reconversion du QPV « Vieux-Puits ».

Ambition écologique du projet :
Dépollution des sols / création d'un parc urbain à destination de tous

Étapes de réalisation (calendrier début et fin) :
Acquisition : 2026
Démolition : 2025 et 2026
Dépollution : 2026 et 2027
Réalisation du parc : 2027
Réalisation de 227 logements : 2027-2030

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600084-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ANNEXE 2 : BUDGET PRÉVISIONNEL

Détail des principaux coûts du projet :
Études : 240 000 €
Foncier : 1 147 184 €
Archéologie : 34 367 €
Déconstruction : 150 000 €
Dépollution : 3 194 363 €
Concessionnaire : 126 739 €
Renaturation : 3 100 000 €
MO : 484 076 €
Rémunération aménageur : 612 412 €
Frais annexes : 422 844 €
Frais financiers : 535 168 €
Total prévisionnel : 10 047 153 €

Détail des sources de financement :
Charges foncières des logements : 3 695 700 €
Participation en nature : 427 080 €
Total prévisionnel : 4 122 780 €

Déficit : 5 924 373 €

Taux de subvention versée au titre de la présente convention
16,88 %

Montant de subvention Fonds vert
1 000 000 €

Taux d'intervention du porteur
83,22 %

Financement du porteur
4 924 373 €

Annexe n°3.

NE PAS SUPPRIMER OU AJOUTER DE LIGNES

NOM DU PROJET Friches BP/TOTAL/Guichard

BILAN D'AMENAGEMENT OU DE PROTO-AMENAGEMENT : Aménager pour vendre un foncier viabilisé (aménagement) ou Remettre en état les terrains et vendre des terrains non viabilisés, non lotis

DEPENSES	Détailler les dépenses directement imputables sur le périmètre de l'ensemble du projet					POUR L'AAP RECYCLAGE FONCIER, INDIQUER ICI		
						Montant des dépenses subventionnables : - non engagées à la date de dépôt de la demande de subvention, - Et qui pourront être réalisées et soldées avant le 31/12/2026	Date d'engagement de ces dépenses (= notification des marchés)	Date de livraison prévisionnelle Des dépenses subventionnables
	QUANTITE	Superficie (m²)	unité (à préciser)	RATIO (€ HT/m²) Unité retenue en colonne D	MONTANT HT	MONTANT HTR*	jj/mm/yyyy	jj/mm/yyyy
A-ACQUISITIONS (Hors minoration foncière)								
A11- Acquisitions foncières					1147184 €	800000 €	01/09/26	01/09/27
A12- Frais de notaire et frais annexes sur foncier								
A13- Frais d'évictions								
B-ETUDES								
B1 - Etudes pré-opérationnelles					140000 €			
B2 - Etudes liées au recyclage foncier et pollutions (hors obligation ICPE)					100000 €			
C-TRAVAUX								
C1 -Travaux éventuels de remise en état du foncier								
C11 - Archéologie (diagnostic, fouilles, hors redevances)					34367 €			
C12- Travaux de Déconstruction					150000 €	150000 €	01/02/25	31/12/27
C13 - Travaux de Désamiantage et retrait du plomb du bâti								
C14 - Dépollution des sols (et eaux souterraines)					3194363 €			
C15 - Autres frais : concessionnaire					126739 €			
C16 - Actualisation - révisions sur travaux - remise en état du foncier								
C2 – Travaux d'aménagement et de construction intégrés au projet								
C21 - Travaux d'infrastructures (voiries, réseaux, espaces publics , espaces verts)								
C22 - Construction de superstructures propres au projet (chaufferie Réseau de chaleur, ...)								
C28 - Actualisation - révisions sur travaux - aménagement et construction								
C29 – Travaux de renaturation								
C3 – Honoraires sur travaux, Frais de maîtrise d'oeuvre					3100000 €	200000 €	01/03/26	31/12/27
					484076 €			
D- CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS								
D1 - Participation pour équipements publics (taxe d'aménagement, participations de ZAC, PUP,..)								
D2 - Autres taxes d'urbanisme et redevances (taxe d'archéologie préventive, ...)								
F- MAITRISE D'OUVRAGE								
F1- Prestation de maitrise d'ouvrage (opération en régie) ou rémunération aménageur					612412 €	50000 €	01/02/24	31/12/27
G- AUTRES DEPENSES								
G1 - Frais financiers					535168 €			
G2 - Frais de communication, de commercialisation								
G3 – Gestion foncière et immobilière : fiscalité foncière jusqu'à la vente								
G5 - Marges								
G6 - Provisions pour Aléas								
G7 - Autres : précisez Frais divers imprévus					422844 €			
TOTAL DEPENSES					10047153 €	1200000 €		

*HTR = Hors TVA Récupérable auprès du Tr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600084-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

RECETTES

	QUANTITE	Superficie (m²)	unité (à préciser)	RATIO (€ HT/m²) Unité retenue en colonne D	MONTANT HT	*Indiquer le prix de marché immobilier local (en €HT/m² SHAB ou SU selon)*	
A- CESSIONS							
A1 - Logements					**3695700 €**		Merci de vérifier les sous-totaux
A11 - Libre et accession aidée (hors L 302-5 du CCH)	227	14616	m² de SDP	253 €	3695700 €		Merci de vérifier les sous-totaux
A111-Logement libre collectif	26	1569	m² de SDP	235 €	368715 €		
A112-Logement libre intermédiaire	201	13047	m² de SDP	255 €	3326985 €		
A113-Logement libre : terrain à bâtir			m² de terrain				
A12- Logements sociaux *(= logements locatifs sociaux, en accession sociale ou apparentés tels que définis au L.302-5 du CCH)*			m² de SDP				Merci de vérifier les sous-totaux
A121-Logement social collectif			m² de SDP				
A122-Logement social individuel			m² de SDP				
A2- Tertiaire et activités économiques							Merci de vérifier les sous-totaux
A21- Bureaux			m² de SDP				
A22- Activités artisanales			m² de SDP				
A23- Activités industrielles			m² de SDP				
A24- Activités logistiques			m² de SDP				
A25- Commerces pied d'immeubles			m² de SDP				
A26- Coque commerciale			m² de SDP				
A27- Autres. Préciser :			m² de SDP				
A3 - Contribution opérateur / participations constructeurs / Conventions et participation							
B - LOYERS (Location ou mise à disposition temporaire jusqu'à la vente)							
C- CONTRIBUTIONS PUBLIQUES							
C1 - Cessions de foncier pour équipements et espaces publics à la collectivité			m² de terrain				
C2- Participation pour remise d'ouvrage (en concession)			à préciser				
C3- Apport en nature (foncier, etc.)			m² de terrain		427080 €		
C4- Fonds propre de la commune							
C5- Compléments de prix ou d'intéressement			m² de SDP				
D- SUBVENTIONS							
D1-Subventions ANRU							
D2- Subventions ANAH							
D3- Subventions ADEME hors fonds friches							
D4- Subventions Banque des Territoires							
D5- Autres subventions publiques Etat							
D6- Subventions publiques – Collectivités locales Hors concédant ou régie							
D7- Subventions publiques européennes							
D8- Autres subventions FDI							
E- PRODUITS DIVERS							
E1 - Produits financiers							
E2 - Autres recettes : à préciser							
TOTAL RECETTES					4122780 €		

BILAN :

TOTAL DEPENSES	**10047153 €**
TOTAL RECETTES	**4122780 €**
DEFICIT	**5924373 €**

Montant de la subvention demandée au titre du fonds "recyclage du foncier)	**1000000 €**
% du déficit	*16,88 %*
Montant de la subvention demandée au titre d'un accompagnement ADEME	

*** dans le cadre de la convention financière rédigée pour les projets lauréats, devront être pointées ici les dépenses qui feront l'objet d'une prise en charge dans le cadre du fonds recyclage foncier, dans la limite de la subvention attribuée à partir du déficit (annexe 1 de la convention)**

Informations complémentaires :	**MONTANT HT**
Décote du foncier (pour cause de pollution)	
Prix du marché du foncier local	

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00085

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : ACQUISITION DE PARCELLES CADASTRÉES SECTION AM N° 128, 129, 130, 135, 136 ET 148 SITUÉES RUES DU PARADIS ET FRANÇOIS FOREAU

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.
+

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

ACQUISITION DE PARCELLES CADASTRÉES SECTION AM N° 128, 129, 130, 135, 136 ET 148 SITUÉES RUES DU PARADIS ET FRANÇOIS FOREAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2241-1,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu l'avis du Directeur Départemental des Finances Publiques (DDFiP) d'Eure-et-Loir - Pôle d'évaluation domaniale - n° 2025-28218-62826 du 17 novembre 2025 relatif à l'estimation de la valeur vénale des emprises foncières susmentionnées,

Vu le courrier de Monsieur Le Maire du 29 mai 2026 portant offre d'acquisition adressée à la société SAS Total Energies Marketing France,

Vu le courrier d'accord de cession de la société SAS Total Energies Marketing France reçu le 17 juin 2026,

Vu le courrier de Monsieur Le Maire du 17 juin 2026 portant offre d'acquisition adressée à la société SAS BP France,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Urbanisme – Travaux – Environnement dans sa séance du 18 juin 2026,

Considérant que dans le cadre du projet de requalification globale du secteur du Bois de l'Aube, la commune poursuit sa politique de maîtrise foncière afin de disposer des emprises nécessaires à la réalisation des aménagements futurs,

Considérant qu'à cette fin, la commune a engagé des discussions avec la société Total Energies Marketing France, propriétaire d'un terrain nu situé rue du Paradis à Lucé, cadastré section AM n° 128, 129, 130, 135 et 136 ; que les parties sont convenues d'une cession amiable au prix de 280 000 euros hors taxes,

Considérant que la commune a parallèlement engagé des discussions avec la société SAS BP France, propriétaire de la parcelle attenante cadastrée section AM n° 148, située rue François Foreau à Lucé ; qu'une proposition d'acquisition au prix de 109 000 euros hors taxes lui a été adressée ; que la commune est dans l'attente de son accord,

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L. 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune a sollicité l'avis du DDFiP, lequel a été rendu le 17 novembre 2025 sous les références susmentionnées,

Considérant que ces acquisitions présentent un intérêt public local en ce qu'elles permettront à la commune de constituer une réserve foncière stratégique au sein du périmètre du projet de requalification du Bois de l'Aube ; que leur emprise a vocation à accueillir un parc urbain de 2,5 hectares minimum qui constituera le premier acte de transformation urbaine,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **ACQUIERT** auprès de la SAS Total Energies Marketing France, ou de toute personne morale venant à ses droits, les parcelles cadastrées section AM n° 128, 129, 130, 135 et 136, situées rue du Paradis à Lucé, au prix de 280 000 euros hors taxes.

- **ACQUIERT** auprès de la SAS BP France, ou de toute personne morale venant à ses droits, la parcelle cadastrée section AM n° 148, située rue François Foreau à Lucé, au prix de 109 000 euros hors taxes, sous réserve de l'accord du vendeur.

- **PRÉCISE** que ces prix s'entendent hors taxes, la taxe sur la valeur ajoutée s'ajoutant le cas échéant selon le régime fiscal applicable.

- **PRÉCISE** que les frais d'acte, de publicité foncière et tous frais accessoires liés à ces acquisitions seront supportés par la commune.

- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant dans les conditions de l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales à accomplir toutes les démarches et signer tous les documents nécessaires à la réalisation de ces acquisitions foncières – comprenant l'ensemble des actes notariés.

Lucé, le 8 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600085-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le - 9 JUIL. 2026
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16/7/2026.
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00086

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Société Économie d'Énergie (EDE) - contrats de partenariat et de vente pour la valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE)

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Énergie, notamment ses articles L 221-1 et suivants,

Vu les contrats de partenariat et le contrat de vente pour la valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie proposés par la société Économie D'Énergie (EDE) joints en annexes A, B et C,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Urbanisme – Travaux – Environnement dans sa séance du 18 juin 2026,

Considérant que la commune mène une politique volontariste d'investissement visant à réhabiliter ses équipements publics et à améliorer leur performance énergétique dans un objectif de maîtrise et de réduction de ses dépenses de fonctionnement, notamment ses dépenses énergétiques,

Considérant que le dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) permet aux collectivités territoriales de valoriser financièrement les travaux de rénovation énergétique réalisés sur leur patrimoine et concourant ainsi à l'équilibre financier des différentes opérations d'investissement,

Considérant que la société EDE, filiale du groupe La Poste et délégataire d'obligations CEE reconnu par l'État, propose à la commune de l'accompagner dans la valorisation de ses CEE par le biais de conventions de partenariat et de vente,

Considérant que la commune a engagé des travaux de rénovation énergétique au lieu d'accueil l'Île-aux-enfants et au gymnase Léo Lagrange ; que ces opérations s'inscrivent dans une démarche de réhabilitation de son patrimoine et de réduction de ses dépenses énergétiques,

Considérant que pour les travaux futurs, la signature d'une convention de partenariat avec EDE doit intervenir préalablement à tout engagement de travaux afin de préserver le rôle actif et incitatif du délégataire,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** la conclusion avec la société Économie D'Énergie (EDE) des contrats suivants :
    - Contrat de partenariat pour la valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie (bénéficiaire) joint en annexe A.
    - Contrat de partenariat pour la valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie (bénéficiaire – coup de pouce chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires) joint en annexe B.

- Contrat de vente pour la valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie joint en annexe C.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les contrats susmentionnés ainsi que tous les actes et documents y afférents.

- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600086-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600086-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ECONOMIE D'ENERGIE

ANNEXE A

PARTENARIAT POUR LA VALORISATION DES CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Bénéficiaire

Entre les soussignées :

La société **ECONOMIE D'ENERGIE**, SAS au capital de 1 000 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY sous le numéro 499 388 544, dont le siège social est au 6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par **Cédric Paquet, Directeur Général Adjoint,**

Ci-après dénommée « **EDE** »

D'une part,

ET :

LA COMMUNE DE LUCE, Collectivité territoriale commune, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés, sous le numéro 212802185, dont le siège social est situé à 5 RUE JULES FERRY 28110 LUCÉ, représentée par M Florent Gauthier agissant en qualité de Maire,

Ci-après dénommée **« le Bénéficiaire »**

D'autre part,

EDE et le Bénéficiaire sont ci-après dénommés collectivement, les **« Parties ».**

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

EXPOSÉ PRÉALABLE

EDE dispose d'une expertise et d'un savoir-faire en matière d'économies d'énergie, de gestion des dossiers clients permettant la délivrance de certificats d'économies d'énergie (ci-après « CEE ») et la recherche de projets de travaux éligibles au dispositif des CEE, dans le cadre des dispositions du Titre II du Livre II du Code de l'Energie. EDE en tant que délégataire d'obligation CEE peut collecter et valoriser des actions donnant droit à des certificats d'économies d'énergie.

Les Parties se sont donc rapprochées et ont décidé de conclure le présent Contrat afin de définir les conditions dans lesquelles les travaux envisagés par le Bénéficiaire, lorsqu'ils sont éligibles au dispositif CEE, pourront donner lieu à une valorisation de CEE par EDE, sous réserve du respect des conditions règlementaires applicables.

CONVENTION

Article 1 – Objet

Le présent Contrat a pour objet de définir les conditions selon lesquelles :

- le Bénéficiaire envisage de réaliser des travaux qui lui permettront d'améliorer l'efficacité énergétique de ses installations et/ou de ses bâtiments.
- EDE s'engage à faire parvenir au Bénéficiaire une prime pour les travaux de performance énergétique réalisés afin de les valoriser dans le cadre du dispositif des CEE.

Cette prime constitue le rôle actif et incitatif ("RAI") d'EDE au sens de la règlementation applicable aux CEE.

La signature, par les deux Parties, du présent Contrat intervient avant tout engagement du Bénéficiaire à réaliser les opérations d'économies d'énergie valorisables au titre de ce Contrat.

Les Parties conviennent de limiter le Contrat à un volume maximum de CEE à 20,00 GWh cumac. Le volume maximum pourra être modifié par avenant écrit et signé par les Parties.

Article 2 - Définitions

1. Bénéficiaire des opérations

Les personnes morales envisageant de réaliser des travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique de leurs bâtiments ou procédés, dans le cadre du présent contrat, sont dénommées ci-après « les Bénéficiaires ».

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Il est rappelé que le Bénéficiaire agit pour son propre compte et demeure libre du choix des entreprises chargées de la réalisation des travaux.

Enfin, le Bénéficiaire est le seul propriétaire final des équipements installés.

2. Opérations éligibles

Les opérations éligibles listées en Annexe 1 et réalisées par le Bénéficiaire dans le cadre du présent Contrat sont valorisées par EDE au titre du dispositif des CEE. Le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance des critères d'éligibilités techniques des opérations éligibles.

La liste des opérations éligibles dans le cadre de ce Contrat pourra être modifiée en fonction des évolutions des modalités réglementaires relatives aux CEE. A ce titre, EDE ne pourra pas être tenu responsable de l'impossibilité de valider les dossiers du Bénéficiaire relatifs aux opérations impactées.

Le Bénéficiaire reconnait également que l'éligibilité définitive des opérations et la délivrance des CEE relèvent de l'appréciation de l'autorité administrative compétente.

Article 3 – Obligation des Parties

3.1 Obligations du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire envisage de réaliser sur ses bâtiments ou procédés des Opérations éligibles, parmi celles listées en Annexe 1.

Le Bénéficiaire reconnaît le rôle actif et incitatif d'EDE dans le cadre de sa démarche d'amélioration de la performance énergétique de ses bâtiments ou procédés, et atteste de la signature du présent Contrat avant tout engagement à réaliser les opérations.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à EDE un état trimestriel de l'activité en cours de réalisation, selon le modèle transmis par EDE. Cet état doit être transmis à EDE au plus tard le 10 du mois suivant la fin de chaque trimestre et comporter l'ensemble des données actualisées relatives au trimestre précédent.

EDE se réserve le droit de refuser :

- tout dossier qu'il recevrait après la fin du Contrat ;
- tout dossier que le Bénéficiaire n'aurait pas complété avant la fin du Contrat ;
- tout autre dossier une fois le volume maximum prévu à l'article 1 du Contrat atteint.

Obligations relatives à l'éligibilité du projet et des travaux

Les opérations qui seront réalisées doivent impérativement correspondre à des opérations standardisées listées à l'article 2.2 en vigueur à la date d'engagement selon la réglementation relative aux certificats d'économies d'énergie.

Pour être éligibles, les opérations doivent obligatoirement avoir été intégralement réalisées selon les dispositions des fiches d'opérations standardisées correspondantes.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Les équipements installés doivent avoir été mis en service, et être maintenus en fonctionnement par la suite selon les dispositions spécifiques à ces équipements et au site concerné. Le maintien en fonctionnement doit être assuré a minima sur toute la durée de vie conventionnelle de l'opération réalisée si celle-ci est inféreure à 6 ans, et sur une durée des 6 ans dans le cas contraire.

Pour chaque opération d'économies d'énergie réalisée, le Bénéficiaire s'engage :

- (i) A valoriser exclusivement avec EDE au titre du dispositif des CEE les opérations pour lesquelles il aura envoyé un dossier de demande à EDE ou pour lesquelles un acompte aura déjà été versé par EDE au titre d'une prime CEE. A ce titre, le Bénéficiaire s'interdit également d'autoriser un tiers à valoriser les opérations réalisées dans le cadre du présent Contrat;
- (ii) A garantir expressément que les opérations transmises à EDE n'ont fait l'objet d'aucune valorisation antérieure ou concomitante au titre du dispositif des CEE, directement ou indirectement, auprès d'un autre délégataire, d'un obligé ou de tout autre intermédiaire ;
- (iii) A compléter et signer à la fin des travaux l'Attestation sur l'Honneur (ci-après « AH ») relative à l'opération réalisée, dont le modèle est fourni par EDE;
- (iv) Le cas échéant, à faire réaliser les travaux par un professionnel titulaire de la qualification « RGE » correspondant aux travaux envisagés. En cas de sous-traitance, le sous-traitant devra être titulaire de cette qualification.

Montage du dossier CEE à transmettre à EDE

Le Bénéficiaire s'engage à fournir à EDE, dans un délai de 2 mois à compter de la date de facture de chaque opération, les pièces suivantes, nécessaires à la validation de son dossier par les services d'EDE ainsi que l'administration compétente (Pôle National des Certificats d'Economies d'Energie), ci-après dénommée « le PNCEE » :

- Pour les opérations nécessitant une note ou une étude de dimensionnement. Ce document est transmis à EDE dès sa finalisation afin de permettre à EDE de confirmer l'éligibilité du projet et de formuler le cas échéant des demandes de corrections. La validation de ce document avant la réalisation des travaux est obligatoire pour assurer l'éligibilité de l'opération ;
- la copie de l'acte d'engagement (devis accepté, commande) daté et signé manuscritement par le Bénéficiaire, et indiquant les nom, prénom et fonction du signataire ;
- la copie de la preuve de réalisation des travaux (facture définitive, Décompte Général Définitif, Décision de réception des travaux accompagnée obligatoirement de l'ordre de service);
- l'original de l'Attestation sur l'Honneur (AH) fournie par EDE dûment complétée et signée ;
- le cas échéant, la copie des certifications ou qualifications portant la mention « RGE » pour le domaine des travaux concernés pour le professionnel ayant réalisé les travaux ou en cas de sous-traitance, pour le sous-traitant ;
- pour les travaux réalisés à une adresse ne disposant pas d'un numéro et d'un nom de rue (lieux dits par exemple), le numéro de la parcelle cadastrale identifiée via le site www.cadastre.gouv.fr

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

- tout autre document spécifique à l'opération exigé par EDE ou le PNCEE, pour le contrôle des opérations ou la délivrance des CEE.

Le Bénéficiaire garantit l'exactitude, la sincérité et la complétude de l'ensemble des documents et informations transmis à EDE. Toute inexactitude, omission ou incohérence est susceptible d'entrainer le refus de validation du dossier, la suspension de son instruction et/ou le non-versement ou le remboursement de la prime.

Autres obligations

En outre, le Bénéficiaire s'engage :

- à transmettre à EDE, dans les plus brefs délais, tout document complémentaire demandé par le PNCEE pour la délivrance des CEE ou le contrôle des opérations réalisées ;
- à ne solliciter aucune aide à l'investissement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie pour les opérations réalisées dans le cadre du présent Contrat. En outre, il s'engage à ce que les économies d'énergie engendrées ne viennent pas réduire les émissions de gaz à effet de serre d'une installation classée visée à l'article L. 229-5 du code de l'environnement dont il est l'exploitant ;

Engagements du Bénéficiaire relatifs à la politique de contrôle sur site et par contact:

Pour chaque opération de travaux réalisée par le Bénéficiaire, EDE peut procéder elle-même ou mandater un tiers de son choix, à la réalisation d'une inspection sur site de l'opération ou un contrôle par contact (à savoir par téléphone, mail ou courrier) conformément à l'article 4.1 ci-après.

A ce titre, le Bénéficiaire s'engage :

- à accepter la réalisation de ces contrôles,
- à se rendre disponible et à faciliter le bon déroulement de ceux-ci,
- et à ne communiquer que des informations exactes et complètes à la personne chargée de l'inspection.

Le Bénéficiaire reconnait que le refus de contrôle, l'absence de coopération ou la communication d'informations inexactes ou incomplètes constitue un manquement à ses obligations contractuelles et EDE se réserve dans ce cas, la possibilité d'appliquer les dispositions des articles 4 et 5.

3.2 Obligations d'EDE

EDE s'engage à

- mettre à disposition du Bénéficiaire les modèles de documents nécessaires à la constitution des dossiers CEE,
- et à instruire, le cas échéant, les dossiers transmis conformément à la réglementation applicable.

EDE s'engage à accompagner le Bénéficiaire dans la réalisation d'opérations d'économies d'énergie en lui versant, selon les modalités détaillées à l'Article 5, une prime correspondant aux opérations que celui-ci aura réalisées dans le cadre de ce Contrat,

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY • Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

sous réserve de la conformité des opérations aux exigences règlementaires applicables et de l'absence de suspension de l'instruction du dossier.

Article 4 – Contrôle et validation des opérations

4.1 Contrôle des opérations

EDE procèdera ou fera procéder au contrôle des opérations réalisées selon les termes du présent Contrat et la réglementation relative au dispositif des CEE en vigueur, le Bénéficiaire acceptant expressément les contraintes liées à ces contrôles.

Dans le cadre de ces contrôles, EDE se réserve le droit de solliciter le Bénéficiaire si des éléments complémentaires sont nécessaires pour la validation du dossier.

Pour chaque opération de travaux réalisée par le Bénéficiaire, EDE se réserve également le droit de

- contacter le Bénéficiaire pour vérifier la qualité des travaux,
- et de réaliser elle-même ou de mandater tout tiers de son choix pour réaliser une inspection sur site ou un contrôle par contact (à savoir par téléphone, email ou courrier)

Le Bénéficiaire reconnait que ces contrôles constituent une exigence du dispositif des CEE et s'engage à y coopérer pleinement.

En particulier dans le cas où le refus de contrôle par le Bénéficiaire, l'absence de coopération ou la communication d'informations erronnées ou incomplètes aurait pour conséquence de rendre impossible le dépôt ou la validation d'une demande de CEE pour les travaux considérés, EDE ne sera plus tenu de verser la prime envisagée au Bénéficiaire et toute somme déjà perçue à ce titre devra être intégralement remboursée.

4.2 Validation des opérations et garanties du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire garantit à EDE l'exécution conforme de ses engagements au titre du Contrat, notamment :

- Qu'il fait réaliser les travaux dans le respect des règles de l'art, et qu'il n'a connaissance d'aucune non-conformité ou malfaçon lorsqu'il transmet les documents à EDE pour lui permettre de valoriser les CEE ;
- Que toutes les informations transmises à EDE, et notamment celles figurant sur l'Attestation sur l'Honneur ("AH"), sont exactes, complètes et conformes à la réalité des travaux effectués et du site des travaux.

Toute non-conformité constatée lors des contrôles, toute incohérence documentaire ou toute inexactitude de nature de nature à remettre en cause la véracité ou l'unicité de l'opération est susceptible d'entrainer le refus de validation du dossier correspondant.

Dans ce cas, le Bénéficiaire assumera seul l'entière responsabilité de tout refus de validation des CEE correspondant aux travaux réalisés ou de contestation ultérieure de la validité des CEE par l'autorité compétente.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Le Bénéficiaire garantit et indemnisera EDE de tout préjudice et sera seul à assumer les conséquences financières, administratives ou contentieuses qui découleraient d'une telle situation.

Article 5 – Suspension de l'instruction en cas de doute sérieux ou de non-conformité

5.1 Situations concernées

Indépendamment des contrôles prévus à l'article 4, EDE se réserve le droit de suspendre, à titre conservatoire, l'instruction d'un ou plusieurs dossiers de CEE

- à la conformité réglementaire de l'opération ;
- à la véracité, l'exactitude ou la complétude des informations et documents transmis par le Bénéficiaire ;
- au respect des conditions d'éligibilité prévues par le dispositif des certificats d'économies d'énergie, et aux conditions prévues dans le présent Contrat.

5.2 Demande de justificatifs complémentaires et effets

Dans le cadre de cette suspension, EDE pourra demander au Bénéficiaire, à première demande, tout document, information, explication ou justificatif complémentaire nécessaire à l'appréciation de la conformité de l'opération.

Le Bénéficiaire s'engage à coopérer pleinement et à transmettre les éléments demandés dans les délais fixés par EDE.

La suspension de l'instruction emporte suspension corrélative du versement de la prime, sans que le Bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité, pénalité ou compensation à ce titre.

À l'issue de l'analyse des éléments transmis :

- soit l'instruction du dossier est reprise et la prime peut être versée si l'opération est jugée conforme ;
- soit le dossier est déclaré non conforme, auquel cas la prime ne sera pas versée ou, si elle a déjà été versée, devra être remboursée par le Bénéficiaire à première demande de EDE.

5.3 Indépendance vis-à-vis des décisions du PNCEE

Les mesures prises par EDE au titre du présent article le sont sans qu'il soit nécessaire d'attendre une décision formelle du Pôle National des Certificats d'Économies d'Énergie (PNCEE) et sans préjudice des décisions susceptibles d'être prises ultérieurement par celui-ci.

Article 6 – Prime

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R C S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

6.1 Montant de la prime

Pour chacune des opérations valorisées au titre du présent Contrat, le montant de la prime en fonction des paramètres relatifs à l'opération est défini à l'Annexe 2.

Le montant en kWh cumac est calculé à partir des éléments fournis par le Bénéficiaire, selon les arrêtés en vigueur définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des CEE disponibles sur le site du Ministère en charge de l'énergie (www.ecologie.gouv.fr/politiques/certificats-economies-denergie).

Ce montant pourra être actualisé en fonction des paramètres (disponibles en Annexe 2) relatifs aux travaux effectivement réalisés, validés par le PNCEE et enregistrés sur le compte du registre national des CEE du Demandeur.

Il est précisé que le montant de la prime d'EDE au Bénéficiaire est basé sur un forfait de 6,00€ par MWh cumac CEE classique net de taxes;

Il est rappelé que le versement de la prime est subordonné à la conformité des opérations, à l'éligibilité des travaux au dispositif CEE et à l'absence de suspense de l'instruction du dossier dans les conditions de l'article 5.

6.2 Modalités de versement

Échéances de règlement

Le calendrier convenu pour le règlement de la prime est le suivant :

Pour les opérations :

BAT-TH-164
BAT-TH-163
BAT-TH-162
BAT-EN-103
BAT-EN-102
BAT-EN-101
BAT-TH-127
BAT-TH-113
BAT-EN-107

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Echéance	Elément déclencheur	Part de la contribution financière à verser	Conditions de versement	Base de calcul
1	Dépôt PNCEE	100	Dépôt du dossier CEE par EDE au PNCEE	Volume de CEE déposé au PNCEE

Facturation

Le déroulement de la facturation est le suivant :

- Un relevé du montant à payer est transmis par EDE au Bénéficiaire, correspondant au montant de prime dû à l'atteinte de chacun des échéances ;
- Le Bénéficiaire émet un appel à paiement sur la base du relevé d'EDE. Cet appel à paiement est édité net de TVA ;
- Le versement est réalisé sous 30 jours après réception par EDE de l'appel à paiement du Bénéficiaire, sous forme de virement.

6.3 Non versement, suspension et remboursement de la prime

6.3.1 La prime ne se sera pas due pour tout dossier CEE qui aurait déjà fait l'objet d'une rémunération, d'une valorisation ou d'un dépôt antérieur auprès d'un autre acteur du disposition des CEE. EDE se réserve le droit de procéder à toute vérification avant versement de la prime au Bénéficiaire.
6.3.2 En cas de suspension de l'instruction du dossier, d'une non-conformité de l'opération ou de refus de validation des CEE, aucun versement ne sera effectué.
6.3.3 Lorsque la prime aurait été versée et que l'opération est ultérieurement déclarée non conforme ou non éligible, la prime devra être remboursée par le Bénéficiaire à première demande de EDE, conformément aux stipulations de l'article 5.

Article 7 – Durée, prolongation, résiliation

7.1. Durée

7.1.1 Le Contrat est conclu pour une durée déterminée débutant à compter de la date de signature du présent Contrat. Il est valable pour tout devis signé jusqu'au 31/12/26 inclus, sous réserve que les dossiers correspondants soient reçus complets par EDE au plus tard le 31/12/27 inclus.

Il pourra être prolongé après cette date par signature d'un avenant entre les Parties.

7.1.2 En cas de cessation du Contrat (arrivée à terme, résiliation, etc.), les dossiers en cours de traitement par EDE et non terminés seront poursuivis et traités jusqu'à leur terme et donneront lieu à rémunération dans les conditions du présent Contrat.

Par exception à cette disposition, EDE pourra refuser le traitement des dossiers reçus avant la résiliation et suspendre ou refuser le versement de la prime correspondante, lorsque la résiliation faite suite à l'identification d'un dysfonctionnement du Bénéficiaire compromettant la conformité des dossiers transmis au regard de la réglementation CEE,

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

notamment en cas de non-conformité avérée, d'inexactitude des informations transmises ou d'impossibilité de valider les opérations concernées.

7.2. Résiliation

7.2.1 En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties de l'une de ses obligations, l'autre Partie sera en droit de résilier de plein droit, sans préavis et sans formalité judiciaire, le Contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, trente jours après une mise en demeure adressée à la Partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient lui être réclamés.

Il est précisé que la suspension de l'instruction d'un ou plusieurs dossiers décidée par EDE dans les conditions prévues à l'article 5 du présent Contrat, constitue une mesure conservatoire et ne vaut ni résiliation du Contrat ni inexécution fautive de ses obligations par EDE.

7.2.2.Sont notamment considérés comme motif de résiliation légitime du Contrat

- la mise en place d'actions correctives jugées insuffisantes ou restées sans effet à la suite de l'identification d'opérations non conformes dans le cadre d'un contrôle sur site ou d'un contrôle par contact;

- la persistance d'une situation de non-conformité empêchant la validation des CEE correspondants, malgré les demandes de régularisation formulées par EDE.

Article 8 - Confidentialité

Tant pendant le cours du présent Contrat qu'après son expiration pour quelque cause que ce soit, et pendant une durée de deux (2) ans, les Parties garderont strictement confidentiels les termes, les conditions du présent Contrat ainsi que toute information, document, donnée technique, commerciale, financière ou opérationnelle communiquée par une Partie à l'autre Partie dans le cadre de la négociation, la conclusion ou l'exécution du Contrat.

Le présent engagement de confidentialité ne s'applique pas aux informations

- 1) qui appartiennent au domaine public ou tombent dans le domaine public sans que cela soit le fait de l'une ou l'autre des Parties,
- 2) décrites dans des publications antérieures à la date du présent Contrat et/ou
- 3) décrites dans tout autre document écrit en possession de l'une des Parties et portant une date antérieure au présent Contrat et pour autant que ces informations ne lui aient pas été transmises dans le cadre de la négociation et de la finalisation des présentes.

Par ailleurs, le présent engagement ne s'applique pas aux informations devant être transmises à toute autorité judiciaire et administrative consécutivement à une injonction de communiquer et aux informations devant être transmises à l'Administration compétente dans le cadre des dossiers de demandes d'obtention et de valorisation de CEE.

Chaque Partie pourra divulguer les Informations Confidentielles à ses salriés, dirigeants, conseils (avocats, auditeurs), assureurs et sous(traitants dans la stricte mesure du

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

nécessaire à l'exécution du Contrat, sous réserve qu'ils soient soumis à une obligation de confidentialité au moins équivalente.

Article 9 – Responsabilité

Les Parties seront responsables de leurs actions respectives au titre de l'exécution du présent Contrat.

Les Parties s'engageant à mettre en oeuvre leurs meilleurs efforts ainsi que l'ensemble des moyens et outils dont elles disposent dans le cadre de l'exécution des présentes, ne seront tenues qu'à une obligation de moyens. Elles ne pourront pas voir leur responsabilité engagée dans le cas où les CEE ne seraient pas délivrés, l'attribution des CEE relevant uniquement de l'appréciation souveraine de l'Administration compétente.

La responsabilité d'EDE ne pourra en aucun cas être recherchée et/ou engagée du fait qu'une ou plusieurs informations ou documents qui auraient été communiqués par le Bénéficiaire à EDE, se révéleraient ou seraient jugés par l'Administration compétente, constitutifs de « doublon », inexacts, incomplets ou frauduleux, ou plus généralement de nature à entrainer la non-eligibilité ou la non validation des CEE.

Dans une telle hypothèse, la prime ne sera pas due, ou si elle a déjà été versée, elle devra être remboursée par le Bénéficiaire à première demande de EDE, conformément aux articles 5 et 6.3.

Si des pénalités administratives ou financières étaient infligées à EDE par une autorité compétente du fait d'un manquement imputable au Bénéficiaire (notamment doublon, déclaration inexacte, falsification, altération de pièces ou valorisation antérieure), EDE pourra en demander le remboursement au Bénéficiaire à hauteur des sommes effectivement mis à la charge de EDE, sur justifiatifs.

La responsabilité d'EDE est strictement limitée, en cas d'exécution défectueuse du présent Contrat, à la correction des prestations correspondantes et, en tout état de cause, au montant de la prime effectivement versée au Bénéficiaire par EDE au titre de l'opération ayant donné lieu à une exécution défectueuse.

EDE ne saurait être tenue responsable de tout préjudice indirect, commercial, immatériel, subi par le Bénéficiaire, ses collaborateurs ou des tiers, causé directement ou indirectement par les prestations fournies et mise en œuvre des conseils et des préconisations au titre du présent Contrat.

Article 10 – Clause de différend et d'attribution de compétences

Tout différend relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution, ou à la résiliation du présent Contrat fera l'objet avant toute action contentieuse, d'une tentaive de règlement amiable entre les Parties, réunies à l'initiative de la Partie la plus diligente, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du différend.

A défaut d'accord amiable dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de ladite notification, le différend sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Le présent Contrat est soumis au droit français.

Article 11 – Utilisation des marques et logos

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY • Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Les marques et logos régulièrement déposés auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), sont la propriété exclusive de chacune des Parties, qui sont donc les seules détentrices du droit de les céder ou de les exploiter. Le présent Contrat ne concède aucun droit de propriété intellectuelle au profit des Parties.

Toute utilisation des marques/logos de l'autre Partie devra faire l'objet d'une autorisation écrite et préalable, précisant le périmètre et la durée.

Article 12 – Protection des données personnelles

Jours Ouvrés : Du lundi au vendredi inclus, sauf jours fériés.

Données à caractère personnel : désigne toute donnée relative à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification ou un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité.

Transfert de données : désigne la transmission, la divulgation, la diffusion, la communication, la fourniture ou tout autre forme d'accès ou mise à disposition des données à caractère personnel par une partie (exportateur des données) à l'autre partie (importateur des données) y compris l'accès direct ou à distance aux données personnelles, le stockage et l'utilisation d'une infrastructure locale dans le cloud.

Le Prestataire désigne : EDE

Préambule

Le Responsable de traitement et le Prestataire s'engagent à accepter ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28 du RGPD.

Les présentes clauses s'appliquent au traitement des données à caractère personnel tel que décrit à l'annexe 3 relative aux Conditions de traitement des Données à caractère personnel. Cette annexe fait partie intégrante des clauses.

1. Traitements de Données à caractère personnel par le Prestataire

La prestation impliquant un traitement de Données à caractère personnel, il est convenu que la société ci-après dénommée « Le Responsable de Traitement » a la qualité de responsable de traitement au sens de la réglementation sur la protection des Données à caractère personnel et le Prestataire celle de sous-traitant intervenant dans le cadre de la mise en œuvre du traitement pour le compte du Responsable de traitement.

Le Prestataire garantit qu'il dispose de compétences techniques et organisationnelles nécessaires afin de réaliser les prestations qui lui sont confiées par le Responsable de traitement dans le respect des obligations fixées dans le présent article et uniquement pour le périmètre et dans les conditions fixées en annexe 3 - Conditions de traitement des Données à caractère personnel.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

2. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du Responsable du traitement, sont précisés à l'annexe 3 - Conditions de traitement des Données à caractère personnel.

3. Instructions

Le Prestataire ne peut procéder à un traitement de Données à caractère personnel que dans le strict respect du Contrat. Les Données à caractère personnel ne pourront, à ce titre, faire l'objet d'aucune opération, autre que celles prévues au présent Contrat.

En conséquence, le Prestataire s'engage à :

- Ne procéder à des traitements de données à caractère personnel que sur instruction écrite du Responsable de traitement et s'abstenir de toute utilisation ou traitement des données non conformes aux instructions écrites du Responsable de traitement ou étrangers à l'exécution du présent Contrat et en particulier à ne faire aucun usage, y compris commercial, pour son propre compte ou pour le compte de tiers, des Données à caractère personnel transmises ou collectées auprès du Responsable de traitement ou à l'occasion de l'exécution du Contrat ;
- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée du Responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu d'une législation nationale ou européenne auquel il est soumis. Dans ce cas, le Prestataire informe le Responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le Responsable du traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.
- Informer immédiatement le Responsable de traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du RGPD ou des dispositions nationales et/ou européennes en matière de protection des données ;
- Ne conserver les Données à caractère personnel traitées, sous une forme permettant l'identification des personnes, que le temps nécessaire à l'exécution des Prestations.

4. Assistance au Responsable de traitement

a) Le Prestataire informe sans délai le Responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le Responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

b) Le Prestataire prête assistance au Responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

6 rue Fructidor. 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b), le Prestataire se conforme aux instructions du Responsable du traitement.

c) Outre l'obligation incombant au Prestataire d'assister le Responsable du traitement énoncé au point b) de la présente clause, le Prestataire aide en outre le Responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Prestataire :

1) l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques dans les conditions définies aux articles 35 et 36 du RGPD;

2) l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le Responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;

3) l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le Responsable du traitement si le Prestataire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;

4) les obligations prévues à l'article 32, 33, 36 à 38 du RGPD ;

d) Les parties définissent à l'annexe -Conditions de traitement des Données à caractère personnel les mesures techniques et organisationnelles appropriées par lesquelles le Prestataire est tenu de prêter assistance au responsable du traitement dans l'application de la présente clause, ainsi que la portée et l'étendue de l'assistance requise.

5. Limitation de la finalité

Le Prestataire traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'annexe 3 - Conditions de traitement des Données à caractère personnel sauf instruction complémentaire du Responsable du traitement.

6. Durée du traitement

Le traitement par le Prestataire n'a lieu que pendant la durée précisée à l'annexe 3 - Conditions de traitement des Données à caractère personnel

7. Recours à des sous-traitants ultérieurs

Le Prestataire dispose de l'autorisation générale du Responsable de traitement pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue. Le sous-traitant informe spécifiquement par écrit le Responsable de traitement de tout

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins 30 jours à l'avance, donnant ainsi au Responsable de traitement suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés.

Le Prestataire fournit au responsable du traitement les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

a) Lorsque le Prestataire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du Responsable de traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses.

b) Le Prestataire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et de la réglementation applicable en matière de protection des données.

c) À la demande du Responsable du traitement, le Prestataire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

d) Le Prestataire demeure pleinement responsable, à l'égard du Responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le Responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

e) Le Prestataire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le Responsable de traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner des instructions au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

8. Documentation et conformité

Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.

Le Prestataire traite de manière rapide et adéquate les demandes du Responsable du traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.

Le Prestataire met à la disposition du Responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du RGPD. À la demande du Responsable du traitement, le Prestataire permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit,

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

le Responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le Responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du Prestataire et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

Le Prestataire fera son affaire de la bonne tenue du registre des traitements de Données à caractère personnel en veillant à inscrire dans son registre le traitement qu'il met en œuvre pour le compte du Responsable de traitement.

Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

9. Sécurité du traitement et confidentialité des données à caractère personnel

Le Prestataire met au moins en œuvre les mesures techniques et organisationnelles précisées à l'annexe 3 - *Conditions de traitement des Données à caractère personnel* pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînante, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de données à caractère personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les personnes concernées.

Le Prestataire prendra toute mesure nécessaire pour préserver l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des Données à caractère personnel.

Le Prestataire s'engage en particulier à :

- Conserver et traiter les Données à caractère personnel de manière séparée de ses propres données ou des données d'autres clients ou fournisseurs ;
- Protéger les Données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé ;
- N'accorder aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le Prestataire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- Conserver les traces des accès aux Données à caractère personnel et maintenir une piste d'audit des traitements de Données à caractère personnel.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Le Prestataire s'engage à mettre à disposition du Responsable de traitement le descriptif détaillé du dispositif technique et organisationnel mis en œuvre en application du présent article.

10. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le Prestataire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

11. Notification de violation de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le Prestataire coopère avec le Responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du RGPD ou des articles 34 et 35 du RGPD, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le Prestataire.

Le Prestataire assistera le Responsable de traitement, sans que cela puisse donner lieu à une facturation supplémentaire, afin de répondre aux éventuelles demandes des autorités concernant l'incident.

a) Violation de données en rapport avec des données traitées par le Responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le Responsable du traitement, le Prestataire prête assistance au Responsable du traitement :

a) aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le Responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;

b) aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément aux articles 33, paragraphe 3 et 34, paragraphe 3, du RGPD, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :

   1. la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

   2. les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

3. les mesures prises ou les mesures que le Responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

   Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

c) aux fins de la satisfaction, conformément aux articles 34 et 35 du RGPD, l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

b) Violation de données en rapport avec des données traitées par le prestataire

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le Prestataire, celui-ci en informe le Responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

a) une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;

b) les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;

c) ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

12. Communication à des tiers

Les Données à caractère personnel traitées en exécution du Contrat ne pourront faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus dans le Contrat ou de ceux prévus par une disposition légale et/ou réglementaire.

Le Prestataire mettra en place des procédures assurant que les tiers qu'il autorise à accéder aux Données à caractère personnel, y compris ses éventuels sous-traitants (sous réserve de leur acceptation expresse et préalable par le Responsable du traitement),

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

respectent et préservent la confidentialité et la sécurité des Données à caractère personnel.

A cet effet, le Prestataire s'engage à mettre à la charge de son (ou ses) prestataire(s) sous-traitant(s) les mêmes obligations que celles fixées aux présentes pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des Données à caractère personnel, et pour que lesdites Données à caractère personnel ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent Contrat et se porte-fort du respect par ledit ou lesdits prestataires sous-traitants de leurs obligations.

Le Prestataire devra informer le Responsable du traitement de toute demande d'accès ou de communication émanant d'un tiers se prévalant d'une autorisation découlant de l'application de dispositions légales ou réglementaires. Avant tout accès ou communication, le Prestataire devra avoir procédé aux vérifications nécessaires quant au bienfondé de la demande de communication, notamment auprès du Responsable de traitement.

13. Transfert de données à caractère personnel en dehors de l'union européenne

Tout transfert de données vers un pays tiers situé en dehors de l'Union Européenne par le Prestataire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du Responsable du traitement.

Le Prestataire qui réalise tout ou partie du traitement de Données à caractère personnel, y compris l'hébergement, la sauvegarde et/ou la consultation, en dehors du territoire d'un pays membre de l'Union européenne (UE), de l'Espace Economique Européen (EEE) ou en dehors d'un pays reconnu comme adéquat par l'Union Européenne, s'engage à : procéder à la réalisation de l'évaluation d'impact de la législation et des pratiques locales du pays importateur en s'appuyant sur des sources d'information pertinentes, publiquement accessibles, vérifiables, fiables et objectives, en rapport avec les spécificités du transfert.

Il est expressément convenu entre les parties que le Prestataire pourra également s'appuyer sur des sources d'information supplémentaires telles que ses expériences pratiques mais également celles des autres acteurs opérant sur le même secteur d'activité ou ayant effectué des transferts similaires.

Le Prestataire documente l'évaluation d'impact de la législation et/ou des pratiques locales du pays importateur. A cette fin, le Prestataire s'engage à informer le Responsable de traitement de toute évolution de la législation et/ou les pratiques locales ayant une incidence sur le niveau de protection des données reçues dans le pays tiers.

14. Conservation des données à caractère personnel

Au terme du Contrat, le Prestataire s'engage à restituer ou à détruire, selon les instructions et dans les délais indiqués par le Responsable du traitement, l'ensemble des Données à caractère personnel traitées pour le compte du Responsable de traitement de manière automatisée ou manuelle. Le Prestataire devra, également, restituer toutes les Données à caractère personnel, dossiers ou fichiers manuels détenus. Dans le cas

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

d'une destruction des Données à caractère personnel, celle-ci sera attestée par la rédaction d'un procès-verbal de destruction.

Le Responsable de traitement se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ces obligations.

15. Audit

Le Responsable de traitement, s'il le souhaite, pourra réaliser un audit, tant au cours de l'exécution du Contrat qu'à son issue, directement ou par l'intermédiaire de tout auditeur externe indépendant, non concurrent direct du Prestataire, des activités de traitement couvertes par les présentes clauses afin de s'assurer du respect des obligations du Prestataire, mais également afin de répondre à toute demande d'une autorité judiciaire ou administrative.

Le Responsable de traitement communiquera au Prestataire préalablement, et au moins dans les dix (10) jours ouvrés précédents toute demande d'opération d'audit, la date de l'audit ainsi que le nom et les références des personnes en charge de l'audit. L'audit peut également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant. Le Prestataire ne pourra refuser sans motif légitime les personnes désignées pour réaliser l'audit. En cas de refus, les Parties se rencontreront afin de s'accorder sur la désignation de l'auditeur. Tout différend sera porté devant les juridictions compétentes.

Le Prestataire collaborera de bonne foi avec l'auditeur et lui communiquera toutes informations, documents ou explications nécessaires à la réalisation de l'audit et lui permettra d'accéder à tous sites, installations informatiques, outils et moyens du Prestataire utilisés pour rendre les prestations.

Au cas où l'audit ferait apparaître des manquements aux obligations du Prestataire ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre à ses frais toutes les mesures correctives nécessaires dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification des manquements au Prestataire et à en justifier par écrit auprès du Responsable du traitement.

Le présent article survivra à la résiliation ou à l'expiration du Contrat pour quelque cause que ce soit.

16. Interprétation et hiérarchie des clauses

a) Interprétation

Lorsque des termes définis respectivement dans le RGPD figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.

Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du RGPD.

Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le RGPD ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

b) Hiérarchie

En cas de contradiction entre les présentes clauses et les dispositions des accords connexes qui existent entre les parties au moment où les présentes clauses sont convenues ou qui sont conclus ultérieurement, les présentes clauses prévaudront.

17. Non-respect des clauses et résiliation

En cas de manquement du Prestataire aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le Responsable du traitement peut donner instruction au Prestataire de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses. Le Prestataire informe rapidement le Responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Ainsi, le Responsable du traitement pourra résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque :

- le traitement de données à caractère personnel par le Prestataire a été suspendu par le Responsable du traitement et que le respect des présentes clauses n'est pas rétabli par le Prestataire dans un délai raisonnable et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la suspension

- le Prestataire est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD.

De même, le Prestataire sera en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le Responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences, le Responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du contrat, le Prestataire supprime, selon le choix du Responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du Responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au Responsable du traitement et détruit les copies existantes. Le Prestataire continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

Article 13 – Lutte contre la corruption – sanctions internationales

13.1 Définition

Manquements à la Probité : désigne les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou tout autre manquement à la probité dans les pays dans lesquels le Bénéficiaire exerce ses activités.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

13.2 Lutte contre la corruption

a) Respect de la réglementation

Le Bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée d'exécution du Contrat, à respecter l'ensemble des lois, réglementations et normes internationales afférents aux Manquements à la Probité et à prendre connaissance du Code Ethique et Anti-Corruption du Groupe La Poste.

b) Mise en place d'un dispositif interne de prévention des Manquements à la Probité et obligation d'information

Le Bénéficiaire reconnait avoir mis en œuvre au sein de son entreprise, ou, le cas échéant, s'engage à mettre en œuvre, dans les meilleurs délais suivant la signature du Contrat, un dispositif (composé de règles, systèmes, procédures et contrôles appropriés) visant à prévenir les Manquements à la Probité.

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir ce dispositif sans suspension pendant toute la durée d'exécution du Contrat et à apporter, à première demande, les preuves de la mise en place effective du dispositif.

Le Bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée d'exécution du Contrat, à faire preuve d'une parfaite transparence en informant immédiatement EDE par écrit en cas de survenance d'un Manquement à la probité (commission avérée ou soupçonnée, condamnation ou ouverture d'une enquête), que ce Manquement concerne le Bénéficiaire directement ou l'une des personnes qui lui est associé (notamment dirigeant ou représentant, associé, salarié, sociétaire, prestataire, sous-traitant).

c) Audit

A tout moment pendant la durée d'exécution du Contrat, EDE pourra procéder ou faire procéder à des contrôles du respect des obligations à la charge du Bénéficiaire au titre du présent article.

Dans le cas où EDE décide de faire procéder à l'audit par un tiers, elle désignera une entreprise indépendante soumise à une obligation de confidentialité, qui en aucun cas ne pourra être un concurrent direct du Bénéficiaire.

EDE informera le Bénéficiaire de son intention d'effectuer un audit 5 (cinq) jours calendaires avant la date prévue pour sa réalisation.

Le Bénéficiaire s'engage à assurer le libre accès à ses locaux à l'auditeur désigné, pendant les horaires d'ouverture de ceux-ci. Il s'engage à collaborer de bonne foi avec l'auditeur et notamment à lui communiquer tous les documents et informations nécessaires ou utiles à la réalisation de l'audit.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage à mettre à disposition de l'auditeur les archives relatives à ses activités durant l'exécution du Contrat, y compris les documents comptables sous une forme exploitable par l'auditeur.

L'audit donnera lieu à l'établissement d'un rapport, dont EDE communiquera une copie au Bénéficiaire.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Si le rapport d'audit révèle des manquements du Bénéficiaire à ses obligations, EDE pourra, conformément à l'article « Résiliation », prononcer la résiliation immédiate de plein droit du Contrat.

Le coût de l'audit sera supporté par EDE, sauf s'il révèle un manquement du Bénéficiaire à ses obligations. Dans cette hypothèse, le Bénéficiaire remboursera à EDE les frais d'audit, sur présentation de la facture et des justificatifs correspondants.

d) Résiliation

En cas de manquement spécifique aux engagements de probité pesant sur le Bénéficiaire au titre du présent article, EDE sera en droit de prononcer la résiliation immédiate et de plein droit du Contrat aux torts exclusifs du Bénéficiaire, sans qu'il soit besoin d'accomplir de formalité judiciaire ou autre.

13.3 Sanctions internationales

Le Bénéficiaire reconnaît et garantit que lui, ses éventuelles filiales, le cas échéant sa maison mère et/ou ses sous-traitants respectent les réglementations nationales et internationales relatives aux mesures de restriction, gel des avoirs ou embargo et à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent, imposées notamment par les régimes internationaux de sanctions applicables à leurs activités, et n'entreprendront sciemment aucune action susceptible de les enfreindre pendant toute la durée du présent Contrat.

Le Bénéficiaire s'engage à notifier dans les meilleurs délais à EDE tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que lui, l'une de ses filiales, serait en violation des réglementations susmentionnées telles que visées ci-avant.

Le Bénéficiaire s'engage par ailleurs lors d'une opération de vente, fourniture, transfert ou exportation vers un pays tiers (hors Union Européenne et les pays mentionnés à l'annexe VIII du règlement (UE) 833/2014) à interdire la réexportation vers la Russie et la réexportation en vue d'une utilisation vers la Russie des biens ni les marchandises et technologies sensibles visées par l'annexe XI, XX et XXXV du règlement (UE) N°833/2014, ni les articles précisés à l'annexe I du règlement (UE) n° 258/2012.

Le non-respect des dispositions du présent article pourra entrainer la résiliation immédiate de plein droit du Contrat.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

SIGNATURE

Fait à Paris, le

Pour Economie d'Energie	Pour le bénéficiaire
Nom et Prénom du signataire :	Nom du signataire : Gauthier Prénom du signataire : Florent
Fonction du Signataire :	Fonction du Signataire : Maire
Signature :	Signature :
Cachet :	Cachet :

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Liste des annexes :

Annexe 1 : Liste des opérations

Annexe 2 : Montants de primes par types d'opérations

Annexe 3 : Protection des données personnelles

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY • Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

ANNEXE 1 : Liste des opérations

Référence	Intitulé de la fiche
BAT-TH-164	Pompe à chaleur de type eau/eau ou eau glycolée/eau
BAT-TH-163	Pompe à chaleur de type air/eau
BAT-TH-162	Système géothermique
BAT-EN-103	Isolation d'un plancher
BAT-EN-102	Isolation des murs
BAT-EN-101	Isolation de combles ou de toitures
BAT-TH-127	Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur
BAT-TH-113	Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau
BAT-EN-107	Isolation des toitures-terrasses

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

ANNEXE 2 : Montants de primes par types d'opérations

	Zone climatique	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Secteur d'activité
BAT-EN-101 : Isolation de combles ou de toitures	H1	9,36	€ /m²	Bureaux, Enseignement, Commerces
	H2	7,56	€ /m²	
	H3	5,04	€ /m²	
	H1	10,92	€ /m²	Hotellerie/Restauration
	H2	8,82	€ /m²	
	H3	5,88	€ /m²	
	H1	18,72	€ /m²	Santé
	H2	15,12	€ /m²	
	H3	10,08	€ /m²	
	H1	9,36	€ /m²	Autres secteurs
	H2	7,56	€ /m²	
	H3	5,04	€ /m²	

		énergie de chauffage après travaux		
	Zone climatique	électricité	combustible	Unité de la prime CEE
BAT-EN-102 : Isolation des murs	H1	10,80	17,28	€ /m²
	H2	9,00	14,04	€ /m²
	H3	5,76	9,36	€ /m²
	H1	12,60	20,16	€ /m²
	H2	10,50	16,38	€ /m²
	H3	6,72	10,92	€ /m²
	H1	23,40	37,44	€ /m²
	H2	19,50	30,42	€ /m²
	H3	12,48	20,28	€ /m²
	H1	10,80	17,28	€ /m²
	H2	9,00	14,04	€ /m²
	H3	5,76	9,36	€ /m²

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

	Zone climatique	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Secteur d'activité
BAT-EN-103 : Isolation d'un plancher	H1	18,72	€ /m²	Bureaux, Enseignement , Commerces
	H2	15,12	€ /m²	
	H3	10,08	€ /m²	
	H1	21,84	€ /m²	Hotellerie/Restauration
	H2	17,64	€ /m²	
	H3	11,76	€ /m²	
	H1	37,44	€ /m²	Santé
	H2	30,24	€ /m²	
	H3	20,16	€ /m²	
	H1	18,72	€ /m²	Autres secteurs
	H2	15,12	€ /m²	
	H3	10,08	€ /m²	

		énergie de chauffage après travaux			
	Zone climatique	électricité	combustible	Unité de la prime CEE	Secteur d'activité
BAT-EN-107 : Isolation des toitures terrasses	H1	6,48	10,08	€ /m²	Bureaux, Enseignement , Commerces
	H2	5,40	8,28	€ /m²	
	H3	3,60	5,40	€ /m²	
	H1	7,56	11,76	€ /m²	Hotellerie/Restauration
	H2	6,30	9,66	€ /m²	
	H3	4,20	6,30	€ /m²	
	H1	14,04	21,84	€ /m²	Santé
	H2	11,70	17,94	€ /m²	
	H3	7,80	11,70	€ /m²	
	H1	6,48	10,08	€ /m²	Autres secteurs
	H2	5,40	8,28	€ /m²	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

	H3	3,60	5,40	€ /m²	

	Zone climatique	Puissance thermique nominale PAC	Efficacité énergétique saisonnière/Coeff de performance	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Secteur	Paramètres
BAT-TH-113 : Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau	H1	≤ 400 kW	111% ≤ Etas < 126%	1,64	€ /m² de surface chauffée	Hôtellerie, restauration	Factuer R : Lorsque la rénovation de la chaufferie ne met en oeuvre que des équipements relevant de la fiche BAT-TH-113, alors : - si la puissance thermique nouvellement installée est strictement inférieure à 40 % de la nouvelle chaufferie, le facteur R est égal au rapport de la puissance de la (des) PAC(s) installée(s) sur la puissance totale de la chaufferie après travaux ; - dans le cas contraire, il
	H2			1,34	€ /m² de surface chauffée		
	H3			0,88	€ /m² de surface chauffée		
	H1			2,57	€ /m² de surface chauffée	Santé	
	H2			2,11	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,39	€ /m² de surface chauffée		
	H1			1,87	€ /m² de surface chauffée	Enseignement	
	H2			1,54	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,01	€ /m² de surface chauffée		
	H1			2,81	€ /m² de surface chauffée	Bureaux	
	H2			2,30	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,51	€ /m² de surface chauffée		
	H1			2,11	€ /m² de surface chauffée	Commerces	
	H2			1,73	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,13	€ /m² de surface chauffée		
	H1			1,64	€ /m² de surface chauffée	Autres	
	H2			1,34	€ /m² de surface chauffée		
	H3			0,88	€ /m² de surface chauffée		
	H1		126% ≤ Etas	1,97	€ /m² de surface chauffée	Hôtellerie, restauration	
	H2			1,64	€ /m² de surface chauffée		

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

	H3			1,09	€ /m² de surface chauffée		est égal à l'unité. Pendant la durée de vie conventionnelle, aucune opération ultérieure d'installation d'un équipement de production thermique dans la chaufferie ne pourra donner lieu à l'obtention de certificats d'économies d'énergie. Lorsque la chaufferie après rénovation comporte des équipements relevant de la fiche BAT-TH-102 et de la fiche BAT-TH-113, alors : - si la puissance thermique de la (ou des) PAC installée(s) est strictement inférieure à 40 % de la puissance de la nouvelle chaufferie, le facteur R est égal au
	H1			3,10	€ /m² de surface chauffée	Santé	
	H2			2,57	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,72	€ /m² de surface chauffée		
	H1			2,26	€ /m² de surface chauffée	Enseignement	
	H2			1,87	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,25	€ /m² de surface chauffée		
	H1			3,38	€ /m² de surface chauffée	Bureaux	
	H2			2,81	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,87	€ /m² de surface chauffée		
	H1			2,54	€ /m² de surface chauffée	Commerces	
	H2			2,11	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,40	€ /m² de surface chauffée		
	H1			1,97	€ /m² de surface chauffée	Autres	
	H2			1,64	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,09	€ /m² de surface chauffée		
	H1	> 400 kW	3,4 ≤ COP < 4	1,60	€ /m² de surface chauffée	Hôtellerie, restauration	
	H2			1,30	€ /m² de surface chauffée		
	H3			0,88	€ /m² de surface chauffée		
	H1			2,51	€ /m² de surface chauffée	Santé	
	H2			2,05	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,39	€ /m² de surface chauffée		
	H1			1,82	€ /m² de surface chauffée	Enseignement	
	H2			1,49	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,01	€ /m² de surface chauffée		

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr

SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052

N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

	H1		2,74	€ /m² de surface chauffée	Bureaux	rapport de la puissance de la (des) pompe(s) à chaleur installée(s) sur la puissance totale de la chaufferie après travaux ; - dans le cas contraire, seule la fiche BAT-TH-113 donne lieu à la délivrance de certificats, avec un facteur R égal à l'unité. Pendant la durée de vie conventionnelle, aucune opération ultérieure sur les équipements de production thermique de la chaufferie ne pourra donner lieu à l'obtention de certificats d'économies d'énergie.
	H2		2,23	€ /m² de surface chauffée		
	H3		1,51	€ /m² de surface chauffée		
	H1		2,05	€ /m² de surface chauffée	Commerces	
	H2		1,67	€ /m² de surface chauffée		
	H3		1,13	€ /m² de surface chauffée		
	H1		1,60	€ /m² de surface chauffée	Autres	
	H2		1,30	€ /m² de surface chauffée		
	H3		0,88	€ /m² de surface chauffée		
	H1	4 ≤ COP	2,10	€ /m² de surface chauffée	Hôtellerie, restauration	
	H2		1,72	€ /m² de surface chauffée		
	H3		1,13	€ /m² de surface chauffée		
	H1		3,30	€ /m² de surface chauffée	Santé	
	H2		2,71	€ /m² de surface chauffée		
	H3		1,78	€ /m² de surface chauffée		
	H1		2,40	€ /m² de surface chauffée	Enseignement	
	H2		1,97	€ /m² de surface chauffée		
	H3		1,30	€ /m² de surface chauffée		
	H1		3,60	€ /m² de surface chauffée	Bureaux	
	H2		2,95	€ /m² de surface chauffée		
	H3		1,94	€ /m² de surface chauffée		
	H1		2,70	€ /m² de surface chauffée	Commerces	
	H2		2,21	€ /m² de surface chauffée		
	H3		1,46	€ /m² de surface chauffée		
	H1		2,10	€ /m² de surface chauffée	Autres	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

	H2			1,72	€ /m² de surface chauffée		
	H3			1,13	€ /m² de surface chauffée		

			Type de raccordement			
	Zone climatique	Puissance souscrite	Chauffage	Chauffage et eau chaude sanitaire	Unité de la prime CEE	Application
BAT-TH-127 : Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur	H1	≤ 400 kW	3,17	3,37	€ /m² de surface chauffée	Bureaux
	H2		2,59	2,75	€ /m² de surface chauffée	
	H3		1,73	1,84	€ /m² de surface chauffée	
	H1		2,05	2,38	€ /m² de surface chauffée	Enseignement
	H2		1,67	1,94	€ /m² de surface chauffée	
	H3		1,12	1,30	€ /m² de surface chauffée	
	H1		2,64	3,56	€ /m² de surface chauffée	Santé
	H2		2,16	2,92	€ /m² de surface chauffée	
	H3		1,44	1,94	€ /m² de surface chauffée	
	H1		2,44	2,77	€ /m² de surface chauffée	Commerces
	H2		2,00	2,27	€ /m² de surface chauffée	
	H3		1,33	1,51	€ /m² de surface chauffée	
	H1		3,56	4,49	€ /m² de surface chauffée	Hôtellerie - Restauration
	H2		2,92	3,67	€ /m² de surface chauffée	
	H3		1,94	2,45	€ /m² de surface chauffée	
	H1		2,05	2,18	€ /m² de surface chauffée	Autres
	H2		1,67	1,78	€ /m² de surface chauffée	
	H3		1,12	1,19	€ /m² de surface chauffée	
	H1	> 400 kW	2,44	2,57	€ /m² de surface chauffée	Bureaux
	H2		2,00	2,11	€ /m² de surface chauffée	
	H3		1,33	1,40	€ /m² de surface chauffée	
	H1		1,58	1,78	€ /m² de surface chauffée	Enseignement
	H2		1,30	1,46	€ /m² de surface chauffée	
	H3		0,86	0,97	€ /m² de surface chauffée	
	H1		2,05	2,71	€ /m² de surface chauffée	Santé
	H2		1,67	2,21	€ /m² de surface chauffée	
	H3		1,12	1,48	€ /m² de surface chauffée	
	H1		1,85	2,11	€ /m² de surface chauffée	Commerces
	H2		1,51	1,73	€ /m² de surface chauffée	
	H3		1,01	1,15	€ /m² de surface chauffée	
	H1		2,71	3,43	€ /m² de surface chauffée	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

	H2		2,21	2,81	€ /m² de surface chauffée	Hôtellerie - Restauration
	H3		1,48	1,87	€ /m² de surface chauffée	
	H1		1,58	1,72	€ /m² de surface chauffée	Autres
	H2		1,30	1,40	€ /m² de surface chauffée	
	H3		0,86	9,94	€ /m² de surface chauffée	

	Puissance	Efficacité	Usage	Zone climatique	Montant en Kwhc /m²	Montant standard	Unité de la prime CEE	Paramètres
BAT-TH-162 : Système géothermique	puissance thermique nominale ≤ 400 kW	111% ≤ Etas < 126%	Chauffage seul	H1	1400	8,40	€/m²	- **Secteur d'application :** Hôtellerie/restauration, Santé, Enseignement, Bureaux, Commerces, Autres - **Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie** Il conviendra de multiplier le montant obtenu par le coefficient R et le facteur correctif lié au secteur considérés pour avoir le montant de prime total.
				H2	1100	6,60	€/m²	
				H3	800	4,80	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	1600	9,60	€/m²	
				H2	1400	8,40	€/m²	
				H3	1000	6,00	€/m²	
		126% ≤ Etas < 175%	Chauffage seul	H1	1500	9,00	€/m²	
				H2	1200	7,20	€/m²	
				H3	800	4,80	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	1800	10,80	€/m²	
				H2	1500	9,00	€/m²	
				H3	1100	6,60	€/m²	
		175% < Etas	Chauffage seul	H1	1600	9,60	€/m²	
				H2	1300	7,80	€/m²	
				H3	900	5,40	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	1900	11,40	€/m²	
				H2	1600	9,60	€/m²	
				H3	1200	7,20	€/m²	
	puissance thermique nominale > 400 kW	4 ≤ COP < 5	Chauffage seul	H1	1500	9,00	€/m²	
				H2	1300	7,80	€/m²	
				H3	800	4,80	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	1800	10,80	€/m²	
				H2	1500	9,00	€/m²	
				H3	1100	6,60	€/m²	
		5 ≤ COP	Chauffage seul	H1	1600	9,60	€/m²	
				H2	1300	7,80	€/m²	
				H3	900	5,40	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	1900	11,40	€/m²	
				H2	1600	9,60	€/m²	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

				H3	1200	7,20	€/m²	

	Puissance	Efficacité	Zone climatique	Montant en Kwhc /m²	Montant standard	Unité de la prime CEE	Paramètres
BAT-TH-163 : Pompe à chaleur air/eau	puissance thermique nominale ≤ 400 kW	111% ≤ Etas < 126%	H1	1100	6,60	€/m²	**- Secteur d'application :** Hôtellerie/restauration, Santé, Enseignement, Bureaux, Commerces, Autres **- Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie** **Il conviendra de multiplier le montant obtenu par le coefficient R et le facteur correctif lié au secteur considérés pour avoir le montant de prime total.**
			H2	900	5,40	€/m²	
			H3	600	3,60	€/m²	
		126% ≤ Etas < 175%	H1	1200	7,20	€/m²	
			H2	1000	6,00	€/m²	
			H3	700	4,20	€/m²	
		175% < Etas	H1	1300	7,80	€/m²	
			H2	1000	6,00	€/m²	
			H3	700	4,20	€/m²	
	puissance thermique nominale > 400 kW	3,4 ≤ COP < 4,5	H1	1100	6,60	€/m²	
			H2	900	5,40	€/m²	
			H3	600	3,60	€/m²	
		4,5 ≤ COP	H1	1200	7,20	€/m²	
			H2	1000	6,00	€/m²	
			H3	700	4,20	€/m²	

	Puissance	Efficacité	Zone climatique	Montant en Kwhc /m²	Montant standard	Unité de la prime CEE	Paramètres
BAT-TH-164 : Pompe à chaleur de type eau/eau ou eau glycolée/eau	puissance thermique nominale ≤ 400 kW	111% ≤ Etas < 126%	H1	1100	6,60	€/m²	**- Secteur d'application :** Hôtellerie/restauration, Santé, Enseignement, Bureaux, Commerces, Autres **- Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie** **Il conviendra de multiplier le montant obtenu par**
			H2	900	5,40	€/m²	
			H3	600	3,60	€/m²	
		126% ≤ Etas < 175%	H1	1200	7,20	€/m²	
			H2	1000	6,00	€/m²	
			H3	700	4,20	€/m²	
		175% < Etas	H1	1300	7,80	€/m²	
			H2	1000	6,00	€/m²	
			H3	700	4,20	€/m²	
	puissance thermiqu	3,4 ≤ COP < 4,5	H1	1100	6,60	€/m²	
			H2	900	5,40	€/m²	
			H3	600	3,60	€/m²	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

	e nominal e > 400 kW	4,5 ≤ COP	H1	1200	7,20	€/m²	**le coefficient R et le facteur correctif lié au secteur considérés pour avoir le montant de prime total.**
			H2	1000	6,00	€/m²	
			H3	700	4,20	€/m²	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

ANNEXE 3 : Conditions du traitement de Données à caractère personnel

La présente Annexe a pour objet de détailler la nature et les conditions du traitement de Données à caractère personnel par le Prestataire.

1. Objet et finalité du Traitement pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du Responsable de traitement

La fourniture des Prestations, notamment les activités suivantes, implique un traitement de Données à caractère personnel dont l'objet et la finalité sont les suivants :

Finalité	Descriptions	Base légale
Création et instruction de dossier travaux	Créer un dossier de demande prime en fonction des travaux envisagés et permettre son instruction à réception des documents justificatifs	Exécution des mesures pré-contractuelles et/ou exécution du contrat

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

2. Durée du Traitement

☐ La durée du traitement correspond à la durée du Contrat

☒ Sur la base de la durée du Contrat, les parties conviennent que la durée du traitement est de 9 ans à partir de la délivrance du CEE.

3. Catégories de Données à caractère personnel traitées

Les données sensibles éventuellement traitées et les limitations ou garanties appliquées tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus tels que par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires.

☒ Données d'identification (état civil, identité, adresse...)

☐ Vie professionnelle (CV, parcours professionnel, formation...)

☒ Vie personnelle (habitude de vie, situation familiale...)

☒ Information d'ordre économique (revenus, situation financière...)

☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, GSM...)

☐ Données de connexion (adresse IP, logs...)

☐ Appréciation sur les difficultés des personnes (recours aux services d'une assistante sociale, difficultés financières...)

☐ Numéro de Sécurité Sociale (NIR)

☐ Données biométriques

☐ Infractions, condamnations, mesures de sûreté

☐ Données de santé

☐ Données génétiques

☐ Autres (préciser)

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

4. Catégories de Personnes concernées

☐ Clients

☐ Collaborateurs

☒ Autres (Préciser) Bénéficiaire CEE et installateurs

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600086-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ANNEXE B

PARTENARIAT POUR LA VALORISATION DES CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Bénéficiaire – Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires

Entre les soussignées :

La société **ECONOMIE D'ENERGIE**, SAS au capital de 1 000 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY sous le numéro 499 388 544, dont le siège social est au 6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par **Cédric Paquet, Directeur Général Adjoint,**

Ci-après dénommée « **EDE** »

D'une part,

ET :

La COMMUNE DE LUCE, Collectivité territoriale commune immatriculée sous le numéro 212802185, dont le siège social est situé à 5 RUE JULES FERRY 28110 LUCÉ, représentée par M Florent Gauthier agissant en qualité de Maire,

Ci-après dénommée **« le Bénéficiaire »**

D'autre part,

EDE et le Bénéficiaire sont ci-après dénommés collectivement, les **« Parties ».**

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY · Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

EXPOSÉ PRÉALABLE

EDE dispose d'une expertise et d'un savoir-faire en matière d'économies d'énergie, de gestion des dossiers clients permettant la délivrance de certificats d'économies d'énergie (ci-après « CEE ») et la recherche de projets de travaux éligibles au dispositif des CEE, dans le cadre des dispositions du Titre II du Livre II du Code de l'Energie. EDE en tant que délégataire d'obligation CEE peut collecter et valoriser des actions donnant droit à des certificats d'économies d'énergie.

Le Bénéficiaire est une collectivité.

Les Parties se sont donc rapprochées et ont décidé de conclure le présent Contrat afin de définir les conditions dans lesquelles les travaux envisagés par le Bénéficiaire, lorsqu'ils sont éligibles au dispositif CEE, pourront donner lieu à une valorisation de CEE par EDE, sous réserve du respect des conditions règlementaires applicables.

CONVENTION

Article 1 – Objet

Le présent Contrat a pour objet de définir les conditions selon lesquelles :

- le Bénéficiaire envisage de réaliser des travaux qui lui permettront d'améliorer l'efficacité énergétique de ses installations et/ou de ses bâtiments.
- EDE s'engage à faire parvenir au Bénéficiaire une prime pour les travaux de performance énergétique réalisés afin de les valoriser dans le cadre du dispositif des CEE.

Le Contrat s'inscrit spécifiquement dans le cadre de l'opération « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires » mise en place par le Ministère en charge de l'Energie au titre du dispositif des CEE, pour laquelle EDE est signataire de la Charte d'engagement « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires ».

Cette prime constitue le rôle actif et incitatif ("RAI") d'EDE au sens de la règlementation applicable aux CEE.

La signature, par les deux Parties, du présent Contrat intervient avant tout engagement du Bénéficiaire à réaliser les opérations d'économies d'énergie valorisables au titre de ce Contrat.

Les Parties conviennent de limiter le Contrat à un volume maximum de CEE à 20,00 GWh cumac. Le volume maximum pourra être modifié par avenant écrit et signé par les Parties.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY • Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

Article 2 - Définitions

1. Bénéficiaire des opérations

Les personnes morales envisageant de réaliser des travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique de leurs bâtiments ou procédés, dans le cadre du présent contrat, sont dénommées ci-après « les Bénéficiaires ».

Il est rappelé que le Bénéficiaire agit pour son propre compte et demeure libre du choix des entreprises chargées de la réalisation des travaux.

Enfin, le Bénéficiaire est le seul propriétaire final des équipements installés.

2. Opérations éligibles au Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires

Le Bénéficiaire doit privilégier le remplacement des équipements de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire au charbon, au fioul, au gaz non performants par un raccordement à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération (dans son état actuel ou dans le cadre d'un projet décidé). À défaut et sous réserve d'avoir obtenu de la part du gestionnaire du réseau de chaleur la justification écrite de l'impossibilité technique ou économique du raccordement, le Bénéficiaire peut mettre en place des équipements de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire ne consommant ni charbon ni fioul parmi ceux listés ci-après.

Sont éligibles à l'offre « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires » au titre du présent contrat les opérations réalisées conformément aux fiches standardisées BAR-TH-178, BAR-TH-179, BAR-TH-180, BAR-TH-137, BAT-TH-162, BAT-TH-163, BAT-TH-164 et BAT-TH-127 en vigueur dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie :

- BAR-TH-137 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par le raccordement à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération ;
- BAR-TH-178 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par un système géothermique ;
- BAR-TH-179 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par une pompe à chaleur de type air/eau ;
- BAR-TH-180 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par une pompe à chaleur de type eau/eau ou eau glycolée/eau ;
- BAT-TH-127 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par le raccordement à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération
- BAT-TH-162 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par un système géothermique ;
- BAT-TH-163 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par une pompe à chaleur de type air/eau ;
- BAT-TH-164 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par une pompe à chaleur de type eau/eau ou eau glycolée/eau ;

6 rue Fructidor 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

La liste des opérations éligibles dans le cadre de ce Contrat pourra être modifiée en fonction des évolutions des modalités réglementaires relatives aux CEE. A ce titre, EDE ne pourra pas être tenu responsable de l'impossibilité de valider les dossiers du Bénéficiaire relatifs aux opérations impactées.

Le Bénéficiaire reconnait également que l'éligibilité définitive des opérations et la délivrance des CEE relèvent de l'appréciation de l'autorité administrative compétente.

Le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance des critères d'éligibilités techniques des opérations éligibles.

Article 3 – Obligation des Parties

3.1 Obligations du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à prendre connaissance et à respecter la charte d'engagement « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires », présentée en Annexe 1.

Le Bénéficiaire envisage de réaliser sur ses bâtiments des Opérations éligibles, parmi celles listées à l'article 2.2 du présent Contrat.

Le Bénéficiaire reconnaît le rôle actif et incitatif d'EDE dans le cadre de sa démarche d'amélioration de la performance énergétique de ses bâtiments ou procédés, et atteste de la signature du présent Contrat avant tout engagement à réaliser les opérations.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à EDE un état mensuel de l'activité en cours de réalisation, selon le modèle transmis par EDE. Cet état doit être transmis à EDE au plus tard le 3e jour ouvré du mois suivant et comporter l'ensemble des données actualisées relatives aux mois précédents.

EDE se réserve le droit de refuser :

- tout dossier qu'il recevrait après la fin du Contrat ;
- tout dossier que le Bénéficiaire n'aurait pas complété avant la fin du Contrat ;
- tout autre dossier une fois le volume maximum prévu à l'article 1 du Contrat atteint.

Le Partenaire s'engage à confier à EDE la totalité de ses dossiers de travaux à valoriser en CEE, dans le cadre des opérations standardisées visées par le présent Contrat tant que celui-ci est en vigueur, et s'interdit de faire appel aux services de tiers pour ce faire pendant toute la durée du Contrat et dans la limite du volume maximum contractuel.

Obligations relatives à l'éligibilité du projet et des travaux

Les opérations qui seront réalisées doivent impérativement correspondre à des opérations standardisées listées à l'article 2.2 en vigueur à la date d'engagement selon la réglementation relative aux certificats d'économies d'énergie.

Pour être éligibles, les opérations doivent obligatoirement avoir été intégralement réalisées selon les dispositions des fiches d'opérations standardisées correspondantes.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Les équipements installés doivent avoir été mis en service, et être maintenus en fonctionnement par la suite selon les dispositions spécifiques à ces équipements et au site concerné. Le maintien en fonctionnement doit être assuré a minima sur toute la durée de vie conventionnelle de l'opération réalisée si celle-ci est inféreure à 6 ans, et sur une durée des 6 ans dans le cas contraire.

Pour chaque opération d'économies d'énergie réalisée, le Bénéficiaire s'engage :

- (i) A valoriser exclusivement avec EDE au titre du dispositif des CEE les opérations pour lesquelles il aura envoyé un dossier de demande à EDE ou pour lesquelles un acompte aura déjà été versé par EDE au titre d'une prime CEE. A ce titre, le Bénéficiaire s'interdit également d'autoriser un tiers à valoriser les opérations réalisées dans le cadre du présent Contrat;
- (ii) A garantir expressément que les opérations transmises à EDE n'ont fait l'objet d'aucune valorisation antérieure ou concomitante au titre du dispositif des CEE, directement ou indirectement, auprès d'un autre délégataire, d'un obligé ou de tout autre intermédiaire ;
- (iii) A compléter et signer à la fin des travaux l'Attestation sur l'Honneur (ci-après « AH ») relative à l'opération réalisée, dont le modèle est fourni par EDE;
- (iv) Le cas échéant, à faire réaliser les travaux par un professionnel titulaire de la qualification « RGE » correspondant aux travaux envisagés. En cas de sous-traitance, le sous-traitant devra être titulaire de cette qualification.

Montage du dossier CEE à transmettre à EDE

Le Bénéficiaire s'engage à fournir à EDE, dans un délai de 2 mois à compter de la date de facture de chaque opération, les pièces suivantes, nécessaires à la validation de son dossier par les services d'EDE ainsi que l'administration compétente (Pôle National des Certificats d'Economies d'Energie), ci-après dénommée « le PNCEE » :

- Pour les opérations nécessitant une note ou une étude de dimensionnement. Ce document est transmis à EDE dès sa finalisation afin de permettre à EDE de confirmer l'éligibilité du projet et de formuler le cas échéant des demandes de corrections. La validation de ce document avant la réalisation des travaux est obligatoire pour assurer l'éligibilité de l'opération ;
- la copie de l'acte d'engagement (devis accepté, commande) daté et signé manuscritement par le Bénéficiaire, et indiquant les nom, prénom et fonction du signataire ;
- la copie de la preuve de réalisation des travaux (facture définitive, Décompte Général Définitif, Décision de réception des travaux accompagnée obligatoirement de l'ordre de service);
- l'original de l'Attestation sur l'Honneur (AH) fournie par EDE dûment complétée et signée ;
- pour les travaux réalisés à une adresse ne disposant pas d'un numéro et d'un nom de rue (lieux dits par exemple), le numéro de la parcelle cadastrale identifiée via le site www.cadastre.gouv.fr ;
- Pour les travaux ne mettant pas en œuvre un raccordement à un réseau de chaleur, l'attestation sur l'honneur justifiant de l'un des cas suivants :
    - impossibilité technique ou économique du raccordement à un réseau de chaleur : attestation fournie par le gestionnaire de réseau ;

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

  - réseau de chaleur non alimenté majoritairement pas des énergies renouvelables ou de récupération et non prévu de le devenir dans le cadre d'un projet : attestation fournie par le gestionnaire de réseau ;
  - si absence de réseau de chaleur dans la commune où se situe le bâtiment ou dans l'une des communes limitrophes : pas d'attestation à fournir ;
- tout autre document spécifique à l'opération exigé par EDE ou le PNCEE, pour le contrôle des opérations ou la délivrance des CEE.

Le Bénéficiaire garantit l'exactitude, la sincérité et la complétude de l'ensemble des documents et informations transmis à EDE. Toute inexactitude, omission ou incohérence est susceptible d'entrainer le refus de validation du dossier, la suspension de son instruction et/ou le non-versement ou le remboursement de la prime.

Autres obligations

En outre, le Bénéficiaire s'engage :

- à transmettre à EDE, dans les plus brefs délais, tout document complémentaire demandé par le PNCEE pour la délivrance des CEE ou le contrôle des opérations réalisées ;
- à ne solliciter ni avoir déjà sollicité aucune aide à l'investissement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour les opérations réalisées dans le cadre du présent Contrat ou, si une aide à l'investissement de l'ADEME a été reçue ou sollicitée, à ce que le calcul et la décision d'attribution de cette aide prennent en compte la délivrance de certificats d'économies d'énergie, si cumulable. En outre, il s'engage à ce que les économies d'énergie engendrées ne viennent pas réduire les émissions de gaz à effet de serre d'une installation classée visée à l'article L. 229-5 du code de l'environnement dont il est l'exploitant;

Engagements du Bénéficiaire relatifs à la politique de contrôle sur site et par contact:

Pour chaque opération de travaux réalisée par le Bénéficiaire, EDE peut procéder elle-même ou mandater un tiers de son choix, à la réalisation d'une inspection sur site de l'opération ou un contrôle par contact (à savoir par téléphone, mail ou courrier) conformément à l'article 4.1 ci-après.

A ce titre, le Bénéficiaire s'engage :

- à accepter la réalisation de ces contrôles,
- à se rendre disponible et à faciliter le bon déroulement de ceux-ci,
- et à ne communiquer que des informations exactes et complètes à la personne chargée de l'inspection.

Le Bénéficiaire reconnait que le refus de contrôle, l'absence de coopération ou la communication d'informations inexactes ou incomplètes constitue un manquement à ses obligations contractuelles et EDE se réserve dans ce cas, la possibilité d'appliquer les dispositions des articles 4 et 5.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

3.2 Obligations d'EDE

EDE s'engage à

- mettre à disposition du Bénéficiaire les modèles de documents nécessaires à la constitution des dossiers CEE,
- et à instruire, le cas échéant, les dossiers transmis conformément à la réglementation applicable.

EDE s'engage à accompagner le Bénéficiaire dans la réalisation d'opérations d'économies d'énergie en lui versant, selon les modalités détaillées à l'Article 5, une prime correspondant aux opérations que celui-ci aura réalisées dans le cadre de ce Contrat, sous réserve de la conformité des opérations aux exigences règlementaires applicables et de l'absence de suspension de l'instruction du dossier.

Article 4 – Contrôle et validation des opérations

4.1 Contrôle des opérations

EDE procèdera ou fera procéder au contrôle des opérations réalisées selon les termes du présent Contrat et la réglementation relative au dispositif des CEE en vigueur, le Bénéficiaire acceptant expressément les contraintes liées à ces contrôles.

Dans le cadre de ces contrôles, EDE se réserve le droit de solliciter le Bénéficiaire si des éléments complémentaires sont nécessaires pour la validation du dossier.

Pour chaque opération de travaux réalisée par le Bénéficiaire, EDE se réserve également le droit de

- contacter le Bénéficiaire pour vérifier la qualité des travaux,
- et de réaliser elle-même ou de mandater tout tiers de son choix pour réaliser une inspection sur site ou un contrôle par contact (à savoir par téléphone, email ou courrier)

Le Bénéficiaire reconnait que ces contrôles constituent une exigence du dispositif des CEE et s'engage à y coopérer pleinement.

En particulier dans le cas où le refus de contrôle par le Bénéficiaire, l'absence de coopération ou la communication d'informations erronnées ou incomplètes aurait pour conséquence de rendre impossible le dépôt ou la validation d'une demande de CEE pour les travaux considérés, EDE ne sera plus tenu de verser la prime envisagée au Bénéficiaire et toute somme déjà perçue à ce titre devra être intégralement remboursée.

4.2 Validation des opérations et garanties du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire garantit à EDE l'exécution conforme de ses engagements au titre du Contrat, notamment :

- Qu'il fait réaliser les travaux dans le respect des règles de l'art, et qu'il n'a connaissance d'aucune non-conformité ou malfaçon lorsqu'il transmet les documents à EDE pour lui permettre de valoriser les CEE ;

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY • Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

- Que toutes les informations transmises à EDE, et notamment celles figurant sur l'Attestation sur l'Honneur ("AH"), sont exactes, complètes et conformes à la réalité des travaux effectués et du site des travaux.

Toute non-conformité constatée lors des contrôles, toute incohérence documentaire ou toute inexactitude de nature à remettre en cause la véracité ou l'unicité de l'opération est susceptible d'entrainer le refus de validation du dossier correspondant.

Dans ce cas, le Bénéficiaire assumera seul l'entière responsabilité de tout refus de validation des CEE correspondant aux travaux réalisés ou de contestation ultérieure de la validité des CEE par l'autorité compétente.

Le Bénéficiaire garantit et indemnisera EDE de tout préjudice et sera seul à assumer les conséquences financières, administratives ou contentieuses qui découleraient d'une telle situation.

Article 5 – Suspension de l'instruction en cas de doute sérieux ou de non-conformité

5.1 Situations concernées

Indépendamment des contrôles prévus à l'article 4, EDE se réserve le droit de suspendre, à titre conservatoire, l'instruction d'un ou plusieurs dossiers de CEE

- à la conformité réglementaire de l'opération ;
- à la véracité, l'exactitude ou la complétude des informations et documents transmis par le Bénéficiaire ;
- au respect des conditions d'éligibilité prévues par le dispositif des certificats d'économies d'énergie, et aux conditions prévues dans le présent Contrat.

5.2 Demande de justificatifs complémentaires et effets

Dans le cadre de cette suspension, EDE pourra demander au Bénéficiaire, à première demande, tout document, information, explication ou justificatif complémentaire nécessaire à l'appréciation de la conformité de l'opération.

Le Bénéficiaire s'engage à coopérer pleinement et à transmettre les éléments demandés dans les délais fixés par EDE.

La suspension de l'instruction emporte suspension corrélative du versement de la prime, sans que le Bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité, pénalité ou compensation à ce titre.

À l'issue de l'analyse des éléments transmis :

- soit l'instruction du dossier est reprise et la prime peut être versée si l'opération est jugée conforme ;
- soit le dossier est déclaré non conforme, auquel cas la prime ne sera pas versée ou, si elle a déjà été versée, devra être remboursée par le Bénéficiaire à première demande de EDE.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

5.3 Indépendance vis-à-vis des décisions du PNCEE

Les mesures prises par EDE au titre du présent article le sont sans qu'il soit nécessaire d'attendre une décision formelle du Pôle National des Certificats d'Économies d'Énergie (PNCEE) et sans préjudice des décisions susceptibles d'être prises ultérieurement par celui-ci.

Article 6 – Prime

6.1 Calcul du volume de CEE

6.1.1 Cas général

Le montant en kWh cumac est calculé à partir des éléments fournis par le Bénéficiaire, selon les arrêtés en vigueur définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des CEE disponibles sur le site du Ministère en charge de l'énergie (www.ecologie.gouv.fr/politiques/certificats-economies-denergie).

Pour chaque opération d'économies d'énergie réalisée dans le cadre du « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires » selon les termes du présent Contrat et déposée auprès du PNCEE, lorsque l'équipement installé vient en remplacement d'une chaudière au charbon, au fioul ou au gaz, le volume total de certificats d'économies d'énergie en MWh cumac délivrés est multiplié par :

- le coefficient 5 lorsque l'opération respecte les dispositions des fiches BAR-TH-178 ou BAT-TH-162 ;
- le coefficient 3 lorsque l'opération respecte les dispositions des fiches BAR-TH-179 ou BAT-TH-163 ;
- le coefficient 4 lorsque l'opération respecte les dispositions des fiches BAR-TH-180 ou BAT-TH-164.

Ces coefficients de bonification ne sont pas pris en compte dans les montants présentés en Annexe 2.

6.1.2 Calcul spécifique aux opérations de raccordement d'un bâtiment à un réseau de chaleur

Le volume total de certificats d'économies d'énergie en kWh cumac délivrés pour les travaux relevant des opérations mettant en œuvre un raccordement à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération, est calculé comme suit :

- pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAR-TH-137 "Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur" validées par EDE, dès lors que le réseau de chaleur est alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération et lorsque ce raccordement vient en remplacement d'une chaudière au gaz, charbon ou fioul :
  - Dans le cas d'un ou de plusieurs bâtiments raccordés à une même sous station comprenant au plus 125 logements : 24 000 × N + 9 000 000, où " N " est le nombre de logements total du ou des bâtiments raccordés au réseau de chaleur ;
  - Dans le cas d'un ou de plusieurs bâtiments raccordés à une même sous station comprenant plus de 125 logements : 54 000 × N + 5 200 000, où " N "

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY • Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

est le nombre de logements total du ou des bâtiments raccordés au réseau de chaleur.

- pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAT-TH-127 "Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur" validées par EDE, dès lors que le réseau de chaleur est alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération et lorsque ce raccordement vient en remplacement d'une chaudière au gaz, charbon ou fioul, :
  - Dans le cas d'un ou de plusieurs bâtiments raccordés à une même sous station ayant une surface chauffée totale d'au plus 7 500 m² : 200 × S + 9 500 000, où " S " est la surface totale chauffée du ou des bâtiments tertiaires raccordés au réseau de chaleur ;
  - Dans le cas d'un ou de plusieurs bâtiments raccordés à une même sous station ayant une surface chauffée totale de plus de 7 500 m² : 800 × S + 5 000 000, où " S " est la surface totale chauffée du ou des bâtiments tertiaires raccordés au réseau de chaleur.

Les bonifications mentionnées ci-dessus s'appliquent une seule fois par sous-station raccordée au réseau de chaleur.

Ce montant pourra être actualisé en fonction des paramètres (disponibles en Annexe 2) relatifs aux travaux effectivement réalisés, validés par le PNCEE et enregistrés sur le compte du registre national des CEE du Demandeur.

6.2 Montant de la prime

Pour chacune des opérations du dispositif « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires » valorisées au titre du présent Contrat, le montant de la prime en fonction des paramètres relatifs à l'opération est défini à l'Annexe 2.

Il est précisé que le montant de la prime d'EDE au Bénéficiaire est basé sur un forfait de 6,00 € par MWh cumac CEE classique net de taxes.

Cette offre financière n'est pas cumulable avec les autres incitations mises en place dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie et du dispositif « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires ».

Il est rappelé que le versement de la prime est subordonné à la conformité des opérations, à l'éligibilité des travaux au dispositif CEE et à l'absence de suspense de l'instruction du dossier dans les conditions de l'article 5.

6.3 Modalités de versement

Échéances de règlement

Le calendrier convenu pour le règlement de la prime est le suivant :

Pour les opérations :

BAR-TH-180

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

BAR-TH-179
BAR-TH-178
BAT-TH-164
BAT-TH-163
BAT-TH-162
BAT-TH-127
BAR-TH-137

Echéance	Elément déclencheur	Part de la contribution financière à verser	Conditions de versement	Base de calcul
1	Dépôt PNCEE	100	Dépôt du dossier CEE par EDE au PNCEE	Volume de CEE déposé au PNCEE

Facturation

Le déroulement de la facturation est le suivant :

- Un relevé du montant à payer est transmis par EDE au Bénéficiaire, correspondant au montant de prime dû à l'atteinte de chacun des échéances ;
- Le Bénéficiaire émet un appel à paiement sur la base du relevé d'EDE. Cet appel à paiement est édité net de TVA ;
- Le versement est réalisé sous 30 jours après réception par EDE de l'appel à paiement du Bénéficiaire, sous forme de virement.

6.4 Non versement, suspension et remboursement de la prime

6.4.1 La prime ne se sera pas due pour tout dossier CEE qui aurait déjà fait l'objet d'une rémunération, d'une valorisation ou d'un dépôt antérieur auprès d'un autre acteur du disposition des CEE. EDE se réserve le droit de procéder à toute vérification avant versement de la prime au Bénéficiaire.
6.4.2 En cas de suspension de l'instruction du dossier, d'une non-conformité de l'opération ou de refus de validation des CEE, aucun versement ne sera effectué.
6.4.3 Lorsque la prime aurait été versée et que l'opération est ultérieurement déclarée non conforme ou non éligible, la prime devra être remboursée par le Bénéficiaire à première demande de EDE, conformément aux stipulations de l'article 5.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

Article 7 – Durée, prolongation, résiliation

7.1. Durée

7.1.1 Le Contrat est conclu pour une durée déterminée débutant à compter de la date de signature du présent Contrat. Il est valable pour tout devis signé jusqu'au 31/12/26 inclus, sous réserve que les dossiers correspondants soient reçus complets par EDE au plus tard le 31/12/27 inclus.

Il pourra être prolongé après cette date par signature d'un avenant entre les Parties.

7.1.2 En cas de cessation du Contrat (arrivée à terme, résiliation, etc.), les dossiers en cours de traitement par EDE et non terminés seront poursuivis et traités jusqu'à leur terme et donneront lieu à rémunération dans les conditions du présent Contrat.

Par exception à cette disposition, EDE pourra refuser le traitement des dossiers reçus avant la résiliation et suspendre ou refuser le versement de la prime correspondante, lorsque la résiliation faite suite à l'identification d'un dysfonctionnement du Bénéficiaire compromettant la conformité des dossiers transmis au regard de la réglementation CEE, notamment en cas de non-conformité avérée, d'inexactitude des informations transmises ou d'impossibilité de valider les opérations concernées.

7.2. Résiliation

7.2.1 En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties de l'une de ses obligations, l'autre Partie sera en droit de résilier de plein droit, sans préavis et sans formalité judiciaire, le Contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, trente jours après une mise en demeure adressée à la Partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient lui être réclamés.

Il est précisé que la suspension de l'instruction d'un ou plusieurs dossiers décidée par EDE dans les conditions prévues à l'article 5 du présent Contrat, constitue une mesure conservatoire et ne vaut ni résiliation du Contrat ni inexécution fautive de ses obligations par EDE.

7.2.2.Sont notamment considérés comme motif de résiliation légitime du Contrat

- la mise en place d'actions correctives jugées insuffisantes ou restées sans effet à la suite de l'identification d'opérations non conformes dans le cadre d'un contrôle sur site ou d'un contrôle par contact;

- la persistance d'une situation de non-conformité empêchant la validation des CEE correspondants, malgré les demandes de régularisation formulées par EDE.

Article 8 - Confidentialité

Tant pendant le cours du présent Contrat qu'après son expiration pour quelque cause que ce soit, et pendant une durée de deux (2) ans, les Parties garderont strictement confidentiels les termes, les conditions du présent Contrat ainsi que toute information, document, donnée technique, commerciale, financière ou opérationnelle communiquée par une Partie à l'autre Partie dans le cadre de la négociation, la conclusion ou l'exécution du Contrat.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Le présent engagement de confidentialité ne s'applique pas aux informations

- 1) qui appartiennent au domaine public ou tombent dans le domaine public sans que cela soit le fait de l'une ou l'autre des Parties,
- 2) décrites dans des publications antérieures à la date du présent Contrat et/ou
- 3) décrites dans tout autre document écrit en possession de l'une des Parties et portant une date antérieure au présent Contrat et pour autant que ces informations ne lui aient pas été transmises dans le cadre de la négociation et de la finalisation des présentes.

Par ailleurs, le présent engagement ne s'applique pas aux informations devant être transmises à toute autorité judiciaire et administrative consécutivement à une injonction de communiquer et aux informations devant être transmises à l'Administration compétente dans le cadre des dossiers de demandes d'obtention et de valorisation de CEE.

Chaque Partie pourra divulguer les Informations Confidentielles à ses salariés, dirigeants, conseils (avocats, auditeurs), assureurs et sous(traitants dans la stricte mesure du nécessaire à l'exécution du Contrat, sous réserve qu'ils soient soumis à une obligation de confidentialité au moins équivalente.

Article 9 – Responsabilité

Les Parties seront responsables de leurs actions respectives au titre de l'exécution du présent Contrat.

Les Parties s'engageant à mettre en oeuvre leurs meilleurs efforts ainsi que l'ensemble des moyens et outils dont elles disposent dans le cadre de l'exécution des présentes, ne seront tenues qu'à une obligation de moyens. Elles ne pourront pas voir leur responsabilité engagée dans le cas où les CEE ne seraient pas délivrés, l'attribution des CEE relevant uniquement de l'appréciation souveraine de l'Administration compétente.

La responsabilité d'EDE ne pourra en aucun cas être recherchée et/ou engagée du fait qu'une ou plusieurs informations ou documents qui auraient été communiqués par le Bénéficiaire à EDE, se révéleraient ou seraient jugés par l'Administration compétente, constitutifs de « doublon », inexacts, incomplets ou frauduleux, ou plus généralement de nature à entrainer la non-eligibilité ou la non validation des CEE.

Dans une telle hypothèse, la prime ne sera pas due, ou si elle a déjà été versée, elle devra être remboursée par le Bénéficiaire à première demande de EDE, conformément aux articles 5 et 6.4.

Si des pénalités administratives ou financières étaient infligées à EDE par une autorité compétente du fait d'un manquement imputable au Bénéficiaire (notamment doublon, déclaration inexacte, falsification, altération de pièces ou valorisation antérieure), EDE pourra en demander le remboursement au Bénéficiaire à hauteur des sommes effectivement mis à la charge de EDE, sur justificatifs.

La responsabilité d'EDE est strictement limitée, en cas d'exécution défectueuse du présent Contrat, à la correction des prestations correspondantes et, en tout état de cause, au montant de la prime effectivement versée au Bénéficiaire par EDE au titre de l'opération ayant donné lieu à une exécution défectueuse.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY • Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

EDE ne saurait être tenue responsable de tout préjudice indirect, commercial, immatériel, subi par le Bénéficiaire, ses collaborateurs ou des tiers, causé directement ou indirectement par les prestations fournies et mise en œuvre des conseils et des préconisations au titre du présent Contrat.

Article 10 – Clause de différend et d'attribution de compétences

Tout différend relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution, ou à la résiliation du présent Contrat fera l'objet avant toute action contentieuse, d'une tentaive de règlement amiable entre les Parties, réunies à l'initiative de la Partie la plus diligente, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du différend.

A défaut d'accord amiable dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de ladite notification, le différend sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Le présent Contrat est soumis au droit français.

Article 11 – Utilisation des marques et logos

Les marques et logos régulièrement déposés auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), sont la propriété exclusive de chacune des Parties, qui sont donc les seules détentrices du droit de les céder ou de les exploiter. Le présent Contrat ne concède aucun droit de propriété intellectuelle au profit des Parties.

Toute utilisation des marques/logos de l'autre Partie devra faire l'objet d'une autorisation écrite et préalable, précisant le périmètre et la durée.

Article 12 – Protection des données personnelles

Jours Ouvrés : Du lundi au vendredi inclus, sauf jours fériés.

Données à caractère personnel : désigne toute donnée relative à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification ou un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité.

Transfert de données : désigne la transmission, la divulgation, la diffusion, la communication, la fourniture ou tout autre forme d'accès ou mise à disposition des données à caractère personnel par une partie (exportateur des données) à l'autre partie (importateur des données) y compris l'accès direct ou à distance aux données personnelles, le stockage et l'utilisation d'une infrastructure locale dans le cloud.

Le Prestataire désigne : EDE

Préambule

Le Responsable de traitement et le Prestataire s'engagent à accepter ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28 du RGPD.

Les présentes clauses s'appliquent au traitement des données à caractère personnel tel que décrit à l'Annexe 3 relative aux Conditions de traitement des Données à caractère personnel. Cette annexe fait partie intégrante des clauses.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

1. Traitements de Données à caractère personnel par le Prestataire

La prestation impliquant un traitement de Données à caractère personnel, il est convenu que la société ci-après dénommée « Le Responsable de Traitement » a la qualité de responsable de traitement au sens de la réglementation sur la protection des Données à caractère personnel et le Prestataire celle de sous-traitant intervenant dans le cadre de la mise en œuvre du traitement pour le compte du Responsable de traitement.

Le Prestataire garantit qu'il dispose de compétences techniques et organisationnelles nécessaires afin de réaliser les prestations qui lui sont confiées par le Responsable de traitement dans le respect des obligations fixées dans le présent article et uniquement pour le périmètre et dans les conditions fixées en Annexe 3 - Conditions de traitement des Données à caractère personnel.

2. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du Responsable du traitement, sont précisés à l'Annexe 3 - Conditions de traitement des Données à caractère personnel.

3. Instructions

Le Prestataire ne peut procéder à un traitement de Données à caractère personnel que dans le strict respect du Contrat. Les Données à caractère personnel ne pourront, à ce titre, faire l'objet d'aucune opération, autre que celles prévues au présent Contrat.

En conséquence, le Prestataire s'engage à :

- Ne procéder à des traitements de données à caractère personnel que sur instruction écrite du Responsable de traitement et s'abstenir de toute utilisation ou traitement des données non conformes aux instructions écrites du Responsable de traitement ou étrangers à l'exécution du présent Contrat et en particulier à ne faire aucun usage, y compris commercial, pour son propre compte ou pour le compte de tiers, des Données à caractère personnel transmises ou collectées auprès du Responsable de traitement ou à l'occasion de l'exécution du Contrat ;
- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée du Responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu d'une législation nationale ou européenne auquel il est soumis. Dans ce cas, le Prestataire informe le Responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le Responsable du traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.
- Informer immédiatement le Responsable de traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du RGPD ou des dispositions nationales et/ou européennes en matière de protection des données ;

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

- Ne conserver les Données à caractère personnel traitées, sous une forme permettant l'identification des personnes, que le temps nécessaire à l'exécution des Prestations.

4. Assistance au Responsable de traitement

a) Le Prestataire informe sans délai le Responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le Responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

b) Le Prestataire prête assistance au Responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b), le Prestataire se conforme aux instructions du Responsable du traitement.

c) Outre l'obligation incombant au Prestataire d'assister le Responsable du traitement énoncé au point b) de la présente clause, le Prestataire aide en outre le Responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Prestataire :

1) l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques dans les conditions définies aux articles 35 et 36 du RGPD;

2) l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le Responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;

3) l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le Responsable du traitement si le Prestataire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;

4) les obligations prévues à l'article 32, 33, 36 à 38 du RGPD ;

d) Les parties définissent à l'annexe -Conditions de traitement des Données à caractère personnel les mesures techniques et organisationnelles appropriées par lesquelles le Prestataire est tenu de prêter assistance au responsable du traitement dans l'application de la présente clause, ainsi que la portée et l'étendue de l'assistance requise.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

5. Limitation de la finalité

Le Prestataire traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'annexe 4 - Conditions de traitement des Données à caractère personnel sauf instruction complémentaire du Responsable du traitement.

6. Durée du traitement

Le traitement par le Prestataire n'a lieu que pendant la durée précisée à l'Annexe 3 - Conditions de traitement des Données à caractère personnel

7. Recours à des sous-traitants ultérieurs

Le Prestataire dispose de l'autorisation générale du Responsable de traitement pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue. Le sous-traitant informe spécifiquement par écrit le Responsable de traitement de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins 30 jours à l'avance, donnant ainsi au Responsable de traitement suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés.

Le Prestataire fournit au responsable du traitement les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

a) Lorsque le Prestataire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du Responsable de traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses.

b) Le Prestataire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et de la réglementation applicable en matière de protection des données.

c) À la demande du Responsable du traitement, le Prestataire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

d) Le Prestataire demeure pleinement responsable, à l'égard du Responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le Responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

e) Le Prestataire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le Responsable de traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

de donner des instructions au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

8. Documentation et conformité

Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.

Le Prestataire traite de manière rapide et adéquate les demandes du Responsable du traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.

Le Prestataire met à la disposition du Responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du RGPD. À la demande du Responsable du traitement, le Prestataire permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le Responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le Responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du Prestataire et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

Le Prestataire fera son affaire de la bonne tenue du registre des traitements de Données à caractère personnel en veillant à inscrire dans son registre le traitement qu'il met en œuvre pour le compte du Responsable de traitement.

Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

9. Sécurité du traitement et confidentialité des données à caractère personnel

Le Prestataire met au moins en œuvre les mesures techniques et organisationnelles précisées à l'Annexe 3 - *Conditions de traitement des Données à caractère personnel* pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînante, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de données à caractère personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les personnes concernées.

Le Prestataire prendra toute mesure nécessaire pour préserver l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des Données à caractère personnel.

Le Prestataire s'engage en particulier à :

- Conserver et traiter les Données à caractère personnel de manière séparée de ses propres données ou des données d'autres clients ou fournisseurs ;

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

- Protéger les Données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé ;
- N'accorder aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le Prestataire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- Conserver les traces des accès aux Données à caractère personnel et maintenir une piste d'audit des traitements de Données à caractère personnel.

Le Prestataire s'engage à mettre à disposition du Responsable de traitement le descriptif détaillé du dispositif technique et organisationnel mis en œuvre en application du présent article.

10. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le Prestataire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

11. Notification de violation de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le Prestataire coopère avec le Responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du RGPD ou des articles 34 et 35 du RGPD, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le Prestataire.

Le Prestataire assistera le Responsable du traitement, sans que cela puisse donner lieu à une facturation supplémentaire, afin de répondre aux éventuelles demandes des autorités concernant l'incident.

a) Violation de données en rapport avec des données traitées par le Responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le Responsable du traitement, le Prestataire prête assistance au Responsable du traitement :

a) aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le Responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;

b) aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément aux articles 33, paragraphe 3 et 34, paragraphe 3, du RGPD, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :

1. la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
2. les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
3. les mesures prises ou les mesures que le Responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

   Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

c) aux fins de la satisfaction, conformément aux articles 34 et 35 du RGPD, l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

b) Violation de données en rapport avec des données traitées par le prestataire

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le Prestataire, celui-ci en informe le Responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

a) une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;

b) les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;

c) ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

12. Communication à des tiers

Les Données à caractère personnel traitées en exécution du Contrat ne pourront faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus dans le Contrat ou de ceux prévus par une disposition légale et/ou réglementaire.

Le Prestataire mettra en place des procédures assurant que les tiers qu'il autorise à accéder aux Données à caractère personnel, y compris ses éventuels sous-traitants (sous réserve de leur acceptation expresse et préalable par le Responsable du traitement), respectent et préservent la confidentialité et la sécurité des Données à caractère personnel.

A cet effet, le Prestataire s'engage à mettre à la charge de son (ou ses) prestataire(s) sous-traitant(s) les mêmes obligations que celles fixées aux présentes pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des Données à caractère personnel, et pour que lesdites Données à caractère personnel ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent Contrat et se porte-fort du respect par ledit ou lesdits prestataires sous-traitants de leurs obligations.

Le Prestataire devra informer le Responsable du traitement de toute demande d'accès ou de communication émanant d'un tiers se prévalant d'une autorisation découlant de l'application de dispositions légales ou réglementaires. Avant tout accès ou communication, le Prestataire devra avoir procédé aux vérifications nécessaires quant au bienfondé de la demande de communication, notamment auprès du Responsable de traitement.

13. Transfert de données à caractère personnel en dehors de l'union européenne

Tout transfert de données vers un pays tiers situé en dehors de l'Union Européenne par le Prestataire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du Responsable du traitement.

Le Prestataire qui réalise tout ou partie du traitement de Données à caractère personnel, y compris l'hébergement, la sauvegarde et/ou la consultation, en dehors du territoire d'un pays membre de l'Union européenne (UE), de l'Espace Economique Européen (EEE) ou en dehors d'un pays reconnu comme adéquat par l'Union Européenne, s'engage à : procéder à la réalisation de l'évaluation d'impact de la législation et des pratiques locales du pays importateur en s'appuyant sur des sources d'information pertinentes, publiquement accessibles, vérifiables, fiables et objectives, en rapport avec les spécificités du transfert.

Il est expressément convenu entre les parties que le Prestataire pourra également s'appuyer sur des sources d'information supplémentaires telles que ses expériences

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

pratiques mais également celles des autres acteurs opérant sur le même secteur d'activité ou ayant effectué des transferts similaires.

Le Prestataire documente l'évaluation d'impact de la législation et/ou des pratiques locales du pays importateur. A cette fin, le Prestataire s'engage à informer le Responsable de traitement de toute évolution de la législation et/ou les pratiques locales ayant une incidence sur le niveau de protection des données reçues dans le pays tiers.

14. Conservation des données à caractère personnel

Au terme du Contrat, le Prestataire s'engage à restituer ou à détruire, selon les instructions et dans les délais indiqués par le Responsable du traitement, l'ensemble des Données à caractère personnel traitées pour le compte du Responsable de traitement de manière automatisée ou manuelle. Le Prestataire devra, également, restituer toutes les Données à caractère personnel, dossiers ou fichiers manuels détenus. Dans le cas d'une destruction des Données à caractère personnel, celle-ci sera attestée par la rédaction d'un procès-verbal de destruction.

Le Responsable de traitement se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ces obligations.

15. Audit

Le Responsable de traitement, s'il le souhaite, pourra réaliser un audit, tant au cours de l'exécution du Contrat qu'à son issue, directement ou par l'intermédiaire de tout auditeur externe indépendant, non concurrent direct du Prestataire, des activités de traitement couvertes par les présentes clauses afin de s'assurer du respect des obligations du Prestataire, mais également afin de répondre à toute demande d'une autorité judiciaire ou administrative.

Le Responsable de traitement communiquera au Prestataire préalablement, et au moins dans les dix (10) jours ouvrés précédents toute demande d'opération d'audit, la date de l'audit ainsi que le nom et les références des personnes en charge de l'audit. L'audit peut également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant. Le Prestataire ne pourra refuser sans motif légitime les personnes désignées pour réaliser l'audit. En cas de refus, les Parties se rencontreront afin de s'accorder sur la désignation de l'auditeur. Tout différend sera porté devant les juridictions compétentes.

Le Prestataire collaborera de bonne foi avec l'auditeur et lui communiquera toutes informations, documents ou explications nécessaires à la réalisation de l'audit et lui permettra d'accéder à tous sites, installations informatiques, outils et moyens du Prestataire utilisés pour rendre les prestations.

Au cas où l'audit ferait apparaître des manquements aux obligations du Prestataire ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre à ses frais toutes les mesures correctives nécessaires dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification des manquements au Prestataire et à en justifier par écrit auprès du Responsable du traitement.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Le présent article survivra à la résiliation ou à l'expiration du Contrat pour quelque cause que ce soit.

16. Interprétation et hiérarchie des clauses

a) Interprétation

Lorsque des termes définis respectivement dans le RGPD figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.

Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du RGPD.

Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le RGPD ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

b) Hiérarchie

En cas de contradiction entre les présentes clauses et les dispositions des accords connexes qui existent entre les parties au moment où les présentes clauses sont convenues ou qui sont conclus ultérieurement, les présentes clauses prévaudront.

17. Non-respect des clauses et résiliation

En cas de manquement du Prestataire aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le Responsable du traitement peut donner instruction au Prestataire de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses. Le Prestataire informe rapidement le Responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Ainsi, le Responsable du traitement pourra résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque :

- le traitement de données à caractère personnel par le Prestataire a été suspendu par le Responsable du traitement et que le respect des présentes clauses n'est pas rétabli par le Prestataire dans un délai raisonnable et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la suspension

- le Prestataire est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD.

De même, le Prestataire sera en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le Responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences, le Responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du contrat, le Prestataire supprime, selon le choix du Responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du Responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au Responsable

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

du traitement et détruit les copies existantes. Le Prestataire continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

Article 13 – Lutte contre la corruption – sanctions internationales

13.1 Définition

Manquements à la Probité : désigne les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou tout autre manquement à la probité dans les pays dans lesquels le Bénéficiaire exerce ses activités.

13.2 Lutte contre la corruption

a) Respect de la réglementation

Le Bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée d'exécution du Contrat, à respecter l'ensemble des lois, réglementations et normes internationales afférents aux Manquements à la Probité et à prendre connaissance du Code Ethique et Anti-Corruption du Groupe La Poste.

b) Mise en place d'un dispositif interne de prévention des Manquements à la Probité et obligation d'information

Le Bénéficiaire reconnait avoir mis en œuvre au sein de son entreprise, ou, le cas échéant, s'engage à mettre en œuvre, dans les meilleurs délais suivant la signature du Contrat, un dispositif (composé de règles, systèmes, procédures et contrôles appropriés) visant à prévenir les Manquements à la Probité.

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir ce dispositif sans suspension pendant toute la durée d'exécution du Contrat et à apporter, à première demande, les preuves de la mise en place effective du dispositif.

Le Bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée d'exécution du Contrat, à faire preuve d'une parfaite transparence en informant immédiatement EDE par écrit en cas de survenance d'un Manquement à la probité (commission avérée ou soupçonnée, condamnation ou ouverture d'une enquête), que ce Manquement concerne le Bénéficiaire directement ou l'une des personnes qui lui est associé (notamment dirigeant ou représentant, associé, salarié, sociétaire, prestataire, sous-traitant).

c) Audit

A tout moment pendant la durée d'exécution du Contrat, EDE pourra procéder ou faire procéder à des contrôles du respect des obligations à la charge du Bénéficiaire au titre du présent article.

Dans le cas où EDE décide de faire procéder à l'audit par un tiers, elle désignera une entreprise indépendante soumise à une obligation de confidentialité, qui en aucun cas ne pourra être un concurrent direct du Bénéficiaire.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

EDE informera le Bénéficiaire de son intention d'effectuer un audit 5 (cinq) jours calendaires avant la date prévue pour sa réalisation.

Le Bénéficiaire s'engage à assurer le libre accès à ses locaux à l'auditeur désigné, pendant les horaires d'ouverture de ceux-ci. Il s'engage à collaborer de bonne foi avec l'auditeur et notamment à lui communiquer tous les documents et informations nécessaires ou utiles à la réalisation de l'audit.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage à mettre à disposition de l'auditeur les archives relatives à ses activités durant l'exécution du Contrat, y compris les documents comptables sous une forme exploitable par l'auditeur.

L'audit donnera lieu à l'établissement d'un rapport, dont EDE communiquera une copie au Bénéficiaire.

Si le rapport d'audit révèle des manquements du Bénéficiaire à ses obligations, EDE pourra, conformément à l'article « Résiliation », prononcer la résiliation immédiate de plein droit du Contrat.

Le coût de l'audit sera supporté par EDE, sauf s'il révèle un manquement du Bénéficiaire à ses obligations. Dans cette hypothèse, le Bénéficiaire remboursera à EDE les frais d'audit, sur présentation de la facture et des justificatifs correspondants.

d) Résiliation

En cas de manquement spécifique aux engagements de probité pesant sur le Bénéficiaire au titre du présent article, EDE sera en droit de prononcer la résiliation immédiate et de plein droit du Contrat aux torts exclusifs du Bénéficiaire, sans qu'il soit besoin d'accomplir de formalité judiciaire ou autre.

13.3 Sanctions internationales

Le Bénéficiaire reconnaît et garantit que lui, ses éventuelles filiales, le cas échéant sa maison mère et/ou ses sous-traitants respectent les réglementations nationales et internationales relatives aux mesures de restriction, gel des avoirs ou embargo et à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent, imposées notamment par les régimes internationaux de sanctions applicables à leurs activités, et n'entreprendront sciemment aucune action susceptible de les enfreindre pendant toute la durée du présent Contrat.

Le Bénéficiaire s'engage à notifier dans les meilleurs délais à EDE tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que lui, l'une de ses filiales, serait en violation des réglementations susmentionnées telles que visées ci-avant.

Le Bénéficiaire s'engage par ailleurs lors d'une opération de vente, fourniture, transfert ou exportation vers un pays tiers (hors Union Européenne et les pays mentionnés à l'annexe VIII du règlement (UE) 833/2014) à interdire la réexportation vers la Russie et la réexportation en vue d'une utilisation vers la Russie des biens ni les marchandises et technologies sensibles visées par l'annexe XI, XX et XXXV du règlement (UE) N°833/2014, ni les articles précisés à l'annexe I du règlement (UE) n° 258/2012.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Le non-respect des dispositions du présent article pourra entrainer la résiliation immédiate de plein droit du Contrat.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

SIGNATURE

Fait à Paris, le

Pour Economie d'Energie	Pour le bénéficiaire
Nom et Prénom du signataire : Cédric Paquet	Nom du signataire : Gauthier Prénom du signataire : Florent
Fonction du Signataire : Directeur general adjoint	Fonction du Signataire : Maire
Signature :	Signature :
Cachet :	Cachet :

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

Liste des annexes :

Annexe 1 : Charte d'engagement « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires »

Annexe 2 : Montants de primes par types d'opérations

Annexe 3 : Protection des données personnelles

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

ANNEXE 1 : CHARTE D'ENGAGEMENT « COUP DE POUCE CHAUFFAGE DES BATIMENTS RESIDENTIELS COLLECTIFS & TERTIAIRES »

CHARTE D'ENGAGEMENT
"Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires"

Engagement pris par : .....[1] N° SIREN :.....

Pour les délégataires d'obligations CEE :

Date de la notification du statut de délégataire par le PNCEE : ...../...../.....

Adresse du siège social : .....

Date de prise d'effet de la charte (postérieure à la date de signature) : .....

S'agit-il d'un avenant à la charte : □ Oui □ Non

Si oui, objet de l'avenant : .....

Je participe à l'opération , dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE). Cette opération a pour objectif d'inciter financièrement les propriétaires ou gestionnaires de bâtiments résidentiels collectifs ou de bâtiments du secteur tertiaire à remplacer leurs équipements de chauffage au charbon, au fioul ou au gaz au profit lorsqu'il est possible, d'un raccordement à un réseau de chaleur efficace au sens de l'article L.711-4 du code de l'énergie (dans son état actuel ou dans le cadre d'un projet décidé), ou à défaut et sous réserve d'avoir obtenu de la part du gestionnaire du réseau de chaleur la justification de l'impossibilité technique ou économique du raccordement, par d'autres moyens de chauffage performants.

[1] Nom de l'obligé ou de l'éligible au dispositif CEE

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Je m'engage à promouvoir, auprès de chaque bénéficiaire, la réalisation d'autres actions de rénovation, afin de les inscrire dans un parcours de rénovation complet. Je m'engage notamment à diffuser des informations sur les travaux complémentaires envisageables, les dispositifs d'aide existants ainsi que sur le réseau **FRANCE RENOV'**.

OFFRES

Je m'engage à mettre en place une offre à destination, selon les cas, des ménages et de leurs bailleurs, ou d'un syndicat de copropriété, ou d'un propriétaire ou gestionnaire de bâtiment tertiaire, pour des opérations relatives aux fiches d'opérations standardisées suivantes (cocher les opérations concernées) :

- ☐ BAR-TH-178 « Système géothermique » ;
- ☐ BAR-TH-179 « Pompe à chaleur collective de type air/eau » ;
- ☐ BAR-TH-180 « Pompe à chaleur collective de type eau/eau ou eau glycolée/eau » ;
- ☐ BAR-TH-137 « Raccordement d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur » ;
- ☐ BAT-TH-162 « Système géothermique » ;
- ☐ BAT-TH-163 « Pompe à chaleur de type air/eau » ;
- ☐ BAT-TH-164 « Pompe à chaleur de type eau/eau ou eau glycolée/eau » ;
- ☐ BAT-TH-127 « Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur ».

Je m'engage à ce que la dépose de l'équipement existant soit mentionnée sur la preuve de réalisation de l'opération en indiquant l'énergie de chauffage (charbon, fioul ou gaz) et le type d'équipement déposé, sauf dérogation prévue par la réglementation.

La preuve de réalisation de l'opération indique la performance des équipements installés lorsque celle-ci est exigée par la fiche d'opération standardisée correspondante.

Les offres financières prévues par la présente charte ne sont pas cumulables avec les autres incitations mises en place dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

Je m'engage à promouvoir, auprès de chaque ménage incité, la réalisation d'autres actions de rénovation, afin de les inscrire dans un parcours de rénovation complet. Je m'engage notamment à diffuser auprès de ces ménages des informations sur les travaux

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

complémentaires envisageables, les dispositifs d'aide existants ainsi que sur **FRANCE RENOV'**.

Je m'engage

- une présentation du dispositif, de ses objectifs et des offres proposées ;
- une présentation des modalités d'obtention par les bénéficiaires des incitations financières que j'ai mises en place et m'identifiant clairement comme à l'origine des primes versées ;
- les montants de primes, ou les formules de calcul permettant d'obtenir les montants de primes, ainsi que les critères techniques et exigences à respecter pour les opérations sélectionnées ;
- les critères d'éligibilité des bénéficiaires ;
- la promotion de la réalisation d'actions complémentaires de rénovation afin d'inscrire les bénéficiaires dans un parcours de rénovation leur permettant de poursuivre l'amélioration des performances énergétiques de leurs logements ;
- les informations sur les dispositifs d'aides existants ou les liens renvoyant vers ces informations.

RECONNAISSANCE ET SUIVI DE MON ENGAGEMENT

Afin de faire reconnaître mon engagement dans cette opération, je transmets à la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) la présente charte dûment complétée, datée et porteuse de ma signature et de mon cachet commercial.

Dès publication des références de mon offre sur le site internet du Ministère chargé de l'Energie, je serai autorisé à :

- Utiliser la dénomination ;
- Bénéficier de la bonification prévue par l'article 3-4 de l'arrêté du 29 décembre 2014 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie, pour les opérations engagées postérieurement à la date de prise d'effet de ma charte.

Je m'engage à transmettre chaque trimestre à la DGEC un point d'avancement sur les opérations effectuées dans le cadre de mes offres, selon une trame fournie et comportant notamment les éléments suivants en distinguant les opérations du secteur résidentiel du secteur tertiaire, et les opérations du secteur tertiaire selon les secteurs d'activités (bureaux, enseignement, santé, hôtellerie/restauration, commerce et autre) :

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

- le nombre de bâtiments faisant l'objet d'une offre proposée et le montant d'offres proposées ;
- pour le secteur tertiaire, le nombre et la surface totale chauffée des bâtiments faisant l'objet de travaux engagés en précisant la puissance thermique totale des équipements remplacés et l'énergie de chauffage remplacée (charbon, fioul ou gaz) ;
- pour le secteur résidentiel, le nombre de logements chauffés faisant l'objet de travaux engagés en précisant la puissance thermique totale des équipements remplacés et l'énergie de chauffage remplacée (charbon, fioul ou gaz) ;
- le volume de CEE (en kWhc) bonifié et non bonifié des bâtiments faisant l'objet de travaux engagés, au total et en distinguant l'énergie de chauffage remplacée (fioul, charbon, gaz),
- pour le secteur tertiaire, le nombre et la surface totale chauffée des bâtiments faisant l'objet de travaux achevés en précisant la puissance thermique totale des équipements remplacés et l'énergie de chauffage remplacée (charbon, fioul ou gaz) ainsi que la puissance thermique totale des équipements mis en place ;
- pour le secteur résidentiel, le nombre de logements chauffés faisant l'objet de travaux achevés en précisant la puissance thermique totale des équipements remplacés et l'énergie de chauffage remplacée (charbon, fioul ou gaz) ainsi que la puissance thermique totale des équipements mis en place ;
- le volume de CEE (en kWhc) bonifié et non bonifié des bâtiments faisant l'objet de travaux achevés, au total et en distinguant l'énergie de chauffage remplacée (fioul, charbon, gaz),
- pour le secteur tertiaire, le nombre et la surface totale chauffée des bâtiments faisant l'objet d'une incitation financière versée et le montant des incitations financières versées ;
- pour le secteur résidentiel, le nombre de logements chauffés faisant l'objet d'une incitation financière versée et le montant des incitations financières versées ;
- le montant de l'incitation financière versée.

Ces éléments sont transmis avant le 5 du mois suivant le trimestre échu. Le présent reporting inclut, le cas échéant, les données des opérations engagées relatives à une charte Coup de pouce « Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires » précédente à la présente charte.

Je prends acte que je peux mettre fin à mon engagement dans les conditions fixées à l'article 3-8 de l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et que le ministre chargé de l'énergie peut me retirer le bénéfice des droits attachés à la présente charte, en cas de manquement à cette charte ou aux dispositions relatives aux certificats d'économies d'énergie, après mise en demeure non suivie d'effet. Mes offres sont alors retirées du site internet du ministère chargé de l'énergie et **je m'engage** à supprimer toute référence à mon engagement dès que ma charte est résiliée ou m'est retirée.

Fait à

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

Le ...../...../.....

(Nom et qualité du signataire, signature et cachet)

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

ANNEXE 2 : Montants de primes par types d'opérations

Les montants de primes indiqués ci-après ne tiennent pas compte des bonifications « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires » indiquées à l'article 6.1., à l'exception des opérations BAR-TH-137 et BAT-TH-127 :

						Montant unitaire			
	Puissance	**Efficacité**	**Usage**	**Zone climatique**	**Montant en Kwhc /m²**	**Classique**	**Précarité**	**Unité de la prime CEE**	**Paramètres**
BAR-TH-178 : Système géothermique	Puissance thermique nominale ≤ 400 kW	111% ≤ Etas < 126%	Chauffage seul	H1	108700	3261,00	0,00	€/m²	**Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie :** Dans le cas de l'installation d'une ou de plusieurs PAC (identiques ou différentes) au sein du système géothermique : - si la puissance nominale de la PAC nouvellement installée au titre de la
				H2	90600	2718,00	0,00	€/m²	
				H3	64700	1941,00	0,00	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	157900	4737,00	0,00	€/m²	
				H2	137400	4122,00	0,00	€/m²	
				H3	108600	3258,00	0,00	€/m²	
		126% ≤ Etas < 150%	Chauffage seul	H1	115000	3450,00	0,00	€/m²	
				H2	95900	2877,00	0,00	€/m²	
				H3	68500	2055,00	0,00	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	167100	5013,00	0,00	€/m²	
				H2	145300	4359,00	0,00	€/m²	
				H3	115000	3450,00	0,00	€/m²	
		150% ≤ Etas <175%	Chauffage seul	H1	120300	3609,00	0,00	€/m²	
				H2	100300	3009,00	0,00	€/m²	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

				H3	71600	2148,00	0,00	€/m²	présente fiche (ou de la somme des puissances nominales des PAC nouvellement installées au titre de la présente fiche, dans le cas de l'installation de plusieurs PAC identiques ou différentes) est strictement inférieure à 40 % de la puissance utile de la nouvelle chaufferie, le facteur R est égal au rapport de la puissance nominale de la PAC nouvellement installée au titre de la présente
			Chauffage + ECS	H1	174800	5244,00	0,00	€/m²	
				H2	152000	4560,00	0,00	€/m²	
				H3	120200	3606,00	0,00	€/m²	
		175% ≤ Etas <190%	Chauffage seul	H1	123900	3717,00	0,00	€/m²	
				H2	103300	3099,00	0,00	€/m²	
				H3	73800	2214,00	0,00	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	180000	5400,00	0,00	€/m²	
				H2	156600	4698,00	0,00	€/m²	
				H3	123900	3717,00	0,00	€/m²	
		Etas ≥190%	Chauffage seul	H1	126200	3786,00	0,00	€/m²	
				H2	105100	3153,00	0,00	€/m²	
				H3	75100	2253,00	0,00	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	183200	5496,00	0,00	€/m²	
				H2	159400	4782,00	0,00	€/m²	
				H3	126100	3783,00	0,00	€/m²	
	Puissance thermique nominale > 400 kW	4 ≤ COP < 4,5	Chauffage seul	H1	118500	3555,00	0,00	€/m²	
				H2	98800	2964,00	0,00	€/m²	
				H3	70600	2118,00	0,00	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	172200	5166,00	0,00	€/m²	
				H2	149800	4494,00	0,00	€/m²	
				H3	118500	3555,00	0,00	€/m²	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

		4,5 ≤ COP < 5	Chauffage seul	H1	122300	3669,00	0,00	€/m²	fiche (ou de la somme des puissances nominales de chaque PAC éligible nouvellement installée au titre de la présente fiche, dans le cas de l'installation de plusieurs PAC identiques ou différentes), sur la puissance totale utile de la chaufferie après travaux ; - dans le cas contraire, il est égal à l'unité. **Il conviendra de multiplier le montant obtenu par le coefficient R considéré pour avoir**
				H2	101900	3057,00	0,00	€/m²	
				H3	72800	2184,00	0,00	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	177700	5331,00	0,00	€/m²	
				H2	154600	4638,00	0,00	€/m²	
				H3	122200	3666,00	0,00	€/m²	
		5 ≤ COP < 5,5	Chauffage seul	H1	125400	3762,00	0,00	€/m²	
				H2	104500	3135,00	0,00	€/m²	
				H3	74600	2238,00	0,00	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	182100	5463,00	0,00	€/m²	
				H2	158400	4752,00	0,00	€/m²	
				H3	125300	3759,00	0,00	€/m²	
		COP ≥ 5,5	Chauffage seul	H1	127800	3834,00	0,00	€/m²	
				H2	106500	3195,00	0,00	€/m²	
				H3	76100	2283,00	0,00	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	185700	5571,00	0,00	€/m²	
				H2	161500	4845,00	0,00	€/m²	
				H3	127800	3834,00	0,00	€/m²	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

									le montant de prime total.

					Montant unitaire			
	Efficacité	Usages	Zone climatique	Montant kWh / appartement	Classique	Précarité	Unité de la prime CEE	Paramètres
BAR-TH-179 : Pompe à chaleur collective de type air/eau	111% ≤ Etas < 126%	Chauffage	H1	100 000,00	1800,00	0,00	€/appartement	**Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie :** Dans le cas de l'installation d'une ou de plusieurs PAC (identiques ou différentes) au sein du système géothermique : - si la puissance nominale de la PAC nouvellement installée au titre de la présente fiche (ou de la somme des puissances nominales des PAC nouvellement installées au titre de la présente fiche, dans le cas de l'installation de plusieurs PAC identiques ou différentes) est strictement inférieure à 40 % de la puissance utile de la nouvelle
			H2	84 000,00	1512,00	0,00	€/appartement	
			H3	60 000,00	1080,00	0,00	€/appartement	
		Chauffage + ECS	H1	146 000,00	2628,00	0,00	€/appartement	
			H2	127 000,00	2286,00	0,00	€/appartement	
			H3	100 000,00	1800,00	0,00	€/appartement	
	126% ≤ Etas < 150%	Chauffage	H1	107 000,00	1926,00	0,00	€/appartement	
			H2	89 000,00	1602,00	0,00	€/appartement	
			H3	64 000,00	1152,00	0,00	€/appartement	
		Chauffage + ECS	H1	155 000,00	2790,00	0,00	€/appartement	
			H2	135 000,00	2430,00	0,00	€/appartement	
			H3	107 000,00	1926,00	0,00	€/appartement	
	150% ≤ Etas < 175%	Chauffage	H1	112 000,00	2016,00	0,00	€/appartement	
			H2	93 000,00	1674,00	0,00	€/appartement	
			H3	67 000,00	1206,00	0,00	€/appartement	
		Chauffage + ECS	H1	163 000,00	2934,00	0,00	€/appartement	
			H2	142 000,00	2556,00	0,00	€/appartement	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

			H3	112 000,00	2016,00	0,00	€/appartement	chaufferie, le facteur R est égal au rapport de la puissance nominale de la PAC nouvellement installée au titre de la présente fiche (ou de la somme des puissances nominales de chaque PAC éligible nouvellement installée au titre de la présente fiche, dans le cas de l'installation de plusieurs PAC identiques ou différentes), sur la puissance totale utile de la chaufferie après travaux ; - dans le cas contraire, il est égal à l'unité. **Il conviendra de multiplier le montant obtenu par le coefficient R considéré pour avoir le montant de prime total.**
	175% ≤ Etas < 190%	Chauffage	H1	115 000,00	2070,00	0,00	€/appartement	
			H2	96 000,00	1728,00	0,00	€/appartement	
			H3	69 000,00	1242,00	0,00	€/appartement	
		Chauffage + ECS	H1	167 000,00	3006,00	0,00	€/appartement	
			H2	146 000,00	2628,00	0,00	€/appartement	
			H3	115 000,00	2070,00	0,00	€/appartement	
	190% ≤ Etas	Chauffage	H1	117 000,00	2106,00	0,00	€/appartement	
			H2	97 000,00	1746,00	0,00	€/appartement	
			H3	70 000,00	1260,00	0,00	€/appartement	
		Chauffage + ECS	H1	170 000,00	3060,00	0,00	€/appartement	
			H2	148 000,00	2664,00	0,00	€/appartement	
			H3	117 000,00	2106,00	0,00	€/appartement	

				Montant unitaire			
Efficacité	**Usages**	**Zone climatique**	**Montant kWh / appartement**	**Classique**	**Précarité**	**Unité de la prime CEE**	**Paramètres**

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

BAR-TH-180 : Pompe à chaleur collective de type eau/eau ou eau glycolée/eau	111% ≤ Etas < 126%	Chauffage	H1	100 000,00	2400,00	0,00	€/appartement	**Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie :** Dans le cas de l'installation d'une ou de plusieurs PAC (identiques ou différentes) au sein du système géothermique : - si la puissance nominale de la PAC nouvellement installée au titre de la présente fiche (ou de la somme des puissances nominales des PAC nouvellement installées au titre de la présente fiche, dans le cas de l'installation de plusieurs PAC identiques ou différentes) est strictement inférieure à 40 % de la puissance utile de la nouvelle chaufferie, le facteur R est égal au
			H2	84 000,00	2016,00	0,00	€/appartement	
			H3	60 000,00	1440,00	0,00	€/appartement	
		Chauffage + ECS	H1	146 000,00	3504,00	0,00	€/appartement	
			H2	127 000,00	3048,00	0,00	€/appartement	
			H3	100 000,00	2400,00	0,00	€/appartement	
	126% ≤ Etas < 150%	Chauffage	H1	107 000,00	2568,00	0,00	€/appartement	
			H2	89 000,00	2136,00	0,00	€/appartement	
			H3	64 000,00	1536,00	0,00	€/appartement	
		Chauffage + ECS	H1	155 000,00	3720,00	0,00	€/appartement	
			H2	135 000,00	3240,00	0,00	€/appartement	
			H3	107 000,00	2568,00	0,00	€/appartement	
	150% ≤ Etas < 175%	Chauffage	H1	112 000,00	2688,00	0,00	€/appartement	
			H2	93 000,00	2232,00	0,00	€/appartement	
			H3	67 000,00	1608,00	0,00	€/appartement	
		Chauffage + ECS	H1	163 000,00	3912,00	0,00	€/appartement	
			H2	142 000,00	3408,00	0,00	€/appartement	
			H3	112 000,00	2688,00	0,00	€/appartement	
	175% ≤ Etas < 190%	Chauffage	H1	115 000,00	2760,00	0,00	€/appartement	
			H2	96 000,00	2304,00	0,00	€/appartement	
			H3	69 000,00	1656,00	0,00	€/appartement	
		Chauffage + ECS	H1	167 000,00	4008,00	0,00	€/appartement	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

			H2	146 000,00	3504,00	0,00	€/appartement	rapport de la puissance nominale de la PAC nouvellement installée au titre de la présente fiche (ou de la somme des puissances nominales de chaque PAC éligible nouvellement installée au titre de la présente fiche, dans le cas de l'installation de plusieurs PAC identiques ou différentes), sur la puissance totale utile de la chaufferie après travaux ; - dans le cas contraire, il est égal à l'unité. **Il conviendra de multiplier le montant obtenu par le coefficient R considéré pour avoir le montant de prime total.**
			H3	115 000,00	2760,00	0,00	€/appartement	
	190% ≤ Etas	Chauffage	H1	117 000,00	2808,00	0,00	€/appartement	
			H2	97 000,00	2328,00	0,00	€/appartement	
			H3	70 000,00	1680,00	0,00	€/appartement	
		Chauffage + ECS	H1	170 000,00	4080,00	0,00	€/appartement	
			H2	148 000,00	3552,00	0,00	€/appartement	
			H3	117 000,00	2808,00	0,00	€/appartement	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

			Montant de la prime		
	Surface (m^2)	Gisement associé (en kWhc)	**Classique**	**Précarité**	Unité de la prime
BAT-TH-127 : Raccordement à un réseau de chaleur (CDP)	≤ 7500 m^2	11000000	**66 000,00**	-	€
	>7500 m^2	3001070	**18 006,42**	-	€/m^2

	Catégorie de revenus	Nombre de logements (compléter)	Gisement associé (en kWhc)	Montant de la prime	Unité de la prime
BAR-TH-137 : Raccordement à un réseau de chaleur (CDP)	Classique	345	28 865 000,00	**173 190,00**	€
	Précaire	345	28 865 000,00	-	€

						Montant de la prime			
	Puissance	**Efficacité**	**Usage**	**Zone climatique**	**Montant en Kwhc /m²**	**Classique**	**Précarité**	**Unité de la prime CEE**	**Paramètres**
BAT-TH-162 : Système géothermique	puissance thermique nominale ≤ 400 kW	111% ≤ Etas < 126%	Chauffage seul	H1	1400	42,00	0,00	€/m^2	- **Secteur d'application :** Hôtellerie/restauration, Santé, Enseignement, Bureaux, Commerces, Autres - **Coefficient R lié à**
				H2	1100	33,00	0,00	€/m^2	
				H3	800	24,00	0,00	€/m^2	
			Chauffage + ECS	H1	1600	48,00	0,00	€/m^2	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

				H2	1400	42,00	0,00	€/m²	**la puissance de la chaufferie** Il conviendra de multiplier le montant obtenu par le coefficient R et le facteur correctif lié au secteur considérés pour avoir le montant de prime total.
				H3	1000	30,00	0,00	€/m²	
		126% ≤ Etas < 175%	Chauffage seul	H1	1500	45,00	0,00	€/m²	
				H2	1200	36,00	0,00	€/m²	
				H3	800	24,00	0,00	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	1800	54,00	0,00	€/m²	
				H2	1500	45,00	0,00	€/m²	
				H3	1100	33,00	0,00	€/m²	
		175% < Etas	Chauffage seul	H1	1600	48,00	0,00	€/m²	
				H2	1300	39,00	0,00	€/m²	
				H3	900	27,00	0,00	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	1900	57,00	0,00	€/m²	
				H2	1600	48,00	0,00	€/m²	
				H3	1200	36,00	0,00	€/m²	
	puissance thermique nominale > 400 kW	4 ≤ COP < 5	Chauffage seul	H1	1500	45,00	0,00	€/m²	
				H2	1300	39,00	0,00	€/m²	
				H3	800	24,00	0,00	€/m²	
			Chauffage + ECS	H1	1800	54,00	0,00	€/m²	
				H2	1500	45,00	0,00	€/m²	
				H3	1100	33,00	0,00	€/m²	
		5 ≤ COP	Chauffage seul	H1	1600	48,00	0,00	€/m²	
				H2	1300	39,00	0,00	€/m²	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél. 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

				H3	900	27,00	0,00	€/m²
			Chauffage + ECS	H1	1900	57,00	0,00	€/m²
				H2	1600	48,00	0,00	€/m²
				H3	1200	36,00	0,00	€/m²

					Montant de la prime			
	Puissance	**Efficacité**	**Zone climatique**	**Montant en Kwhc /m²**	**Classique**	**Précarité**	**Unité de la prime CEE**	**Paramètres**
BAT-TH-163 : Pompe à chaleur air/eau	puissance thermique nominale ≤ 400 kW	111% ≤ Etas < 126%	H1	1100	19,80	0,00	€/m²	**- Secteur d'application :** Hôtellerie/restauration, Santé, Enseignement, Bureaux, Commerces, Autres **- Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie** **Il conviendra de multiplier le montant obtenu par le coefficient R et le facteur correctif lié au secteur considérés pour avoir le montant de prime total.**
			H2	900	16,20	0,00	€/m²	
			H3	600	10,80	0,00	€/m²	
		126% ≤ Etas < 175%	H1	1200	21,60	0,00	€/m²	
			H2	1000	18,00	0,00	€/m²	
			H3	700	12,60	0,00	€/m²	
		175% < Etas	H1	1300	23,40	0,00	€/m²	
			H2	1000	18,00	0,00	€/m²	
			H3	700	12,60	0,00	€/m²	
	puissance thermique nominale > 400 kW	3,4 ≤ COP < 4,5	H1	1100	19,80	0,00	€/m²	
			H2	900	16,20	0,00	€/m²	
			H3	600	10,80	0,00	€/m²	
		4,5 ≤ COP	H1	1200	21,60	0,00	€/m²	
			H2	1000	18,00	0,00	€/m²	
			H3	700	12,60	0,00	€/m²	

					Montant de la prime			
	Puissance	**Efficacité**	**Zone climatique**	**Montant en Kwhc /m²**	**Classique**	**Précarité**	**Unité de la prime CEE**	**Paramètres**
BAT-TH-164 :	puissance		H1	1100	26,40	0,00	€/m²	**- Secteur d'application :**
			H2	900	21,60	0,00	€/m²	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Pompe à chaleur de type eau/eau ou eau glycolée/eau	thermique nominale ≤ 400 kW	111% ≤ Etas < 126%	H3	600	14,40	0,00	€/m²	Hôtellerie/restauration, Santé, Enseignement, Bureaux, Commerces, Autres **- Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie** **Il conviendra de multiplier le montant obtenu par le coefficient R et le facteur correctif lié au secteur considérés pour avoir le montant de prime total.**
		126% ≤ Etas < 175%	H1	1200	28,80	0,00	€/m²	
			H2	1000	24,00	0,00	€/m²	
			H3	700	16,80	0,00	€/m²	
		175% < Etas	H1	1300	31,20	0,00	€/m²	
			H2	1000	24,00	0,00	€/m²	
			H3	700	16,80	0,00	€/m²	
	puissance thermique nominale > 400 kW	3,4 ≤ COP < 4,5	H1	1100	26,40	0,00	€/m²	
			H2	900	21,60	0,00	€/m²	
			H3	600	14,40	0,00	€/m²	
		4,5 ≤ COP	H1	1200	28,80	0,00	€/m²	
			H2	1000	24,00	0,00	€/m²	
			H3	700	16,80	0,00	€/m²	

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

ANNEXE 3 : Conditions du traitement de Données à caractère personnel

La présente Annexe a pour objet de détailler la nature et les conditions du traitement de Données à caractère personnel par le Prestataire.

1. Objet et finalité du Traitement pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du Responsable de traitement

La fourniture des Prestations, notamment les activités suivantes, implique un traitement de Données à caractère personnel dont l'objet et la finalité sont les suivants :

Finalité	Descriptions	Base légale
Création et instruction de dossier travaux	Créer un dossier de demande prime en fonction des travaux envisagés et permettre son instruction à réception des documents justificatifs	Exécution des mesures pré-contractuelles et/ou exécution du contrat

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

2. Durée du Traitement

☐ La durée du traitement correspond à la durée du Contrat

☒ Sur la base de la durée du Contrat, les parties conviennent que la durée du traitement est de 9 ans à partir de la délivrance du CEE.

3. Catégories de Données à caractère personnel traitées

Les données sensibles éventuellement traitées et les limitations ou garanties appliquées tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus tels que par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires.

☒ Données d'identification (état civil, identité, adresse...)

☐ Vie professionnelle (CV, parcours professionnel, formation...)

☒ Vie personnelle (habitude de vie, situation familiale...)

☒ Information d'ordre économique (revenus, situation financière...)

☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, GSM...)

☐ Données de connexion (adresse IP, logs...)

☐ Appréciation sur les difficultés des personnes (recours aux services d'une assistante sociale, difficultés financières...)

☐ Numéro de Sécurité Sociale (NIR)

☐ Données biométriques

☐ Infractions, condamnations, mesures de sûreté

☐ Données de santé

☐ Données génétiques

☐ Autres (préciser)

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

4. Catégories de Personnes concernées

☐ Clients

☐ Collaborateurs

☒ Autres (Préciser) Bénéficiaire CEE et installateurs

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600086-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ANNEXE C.

CONTRAT DE VENTE
PARTENARIAT POUR LA VALORISATION DES CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Entre les soussignées :

La société **ECONOMIE D'ENERGIE**, SAS au capital de 1 000 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY sous le numéro 499 388 544, dont le siège social est au 6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par Madame Sandrine Jacquemin, Directrice Administrative et Financière et Monsieur Éric Baudrillard, Directeur Général,

Ci-après dénommée « **EDE** »

D'une part,

ET :

LA COMMUNE DE LUCE, Collectivité territoriale commune, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés, sous le numéro 212802185, dont le siège social est situé à 5 RUE JULES FERRY 28110 LUCÉ, représentée par M Florent Gauthier agissant en qualité de Maire,

Ci-après dénommée **« le Bénéficiaire »**

D'autre part,

EDE et le Bénéficiaire sont ci-après dénommés collectivement, les **« Parties ».**

Etant préalablement exposé :

La loi de programme n° 2005-781 du 13 juillet 2005 modifiée sur les orientations de la politique énergétique a pour objectif de maîtriser les consommations d'énergies. Cette loi contient de nombreuses mesures pratiques pour amorcer la réalisation des objectifs fixés, dont le dispositif des certificats d'économies d'énergie (ci-après dénommés « CEE »), qui nécessite la mobilisation de tous les acteurs du secteur énergétique en faveur des économies d'énergie.

Cette loi a été modifiée et complétée notamment par la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte n°2015-992 promulguée le 17 août 2015 qui a créé une nouvelle obligation d'économies d'énergie au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique dans le cadre du dispositif des CEE, permettant la délivrance de « CEE Précarité », par opposition aux « CEE Classiques ».

Pour la quatrième période du dispositif (2018-2020), l'arrêté du 29 décembre 2017 vient modifier l'arrêté du 29 décembre 2014 et le décret 2017-1848 du 29 décembre 2017 modifie les dispositions de la partie réglementaire du Code de l'énergie relative aux CEE.

L'ensemble du dispositif des CEE est codifié aux articles L 221-1 et suivants du Code de l'énergie.

Le Vendeur, par son activité, a prévu de réaliser des opérations d'économies d'énergies permettant la délivrance de « CEE Classiques » et/ou « CEE Précarité » dans le respect des textes précités, sur son compte au registre national Emmy des CEE (ci-après dénommé « le Registre »).

Ceci étant exposé, les Parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 4993888544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet de fixer :

I) Les conditions générales de collaboration entre les Parties (Partie A) ;

II) Les conditions de vente de CEE, dans lesquelles le Vendeur et l'Acheteur s'engagent respectivement à vendre et à acheter des CEE (Partie B) ;

III) Les modalités de la prestation de service apportée par l'Acheteur au Vendeur dans la détection et la constitution des dossiers de demande permettant au Vendeur d'obtenir des CEE à partir des travaux réalisés sur son patrimoine (Partie C)

PARTIE A – CONDITIONS GENERALES

Article 1. Date d'effet et durée du contrat

Le contrat est conclu pour une durée déterminée débutant à compter de la date de signature du présent contrat et prenant fin au 31 décembre 2026.

Article 2. Confidentialité

Chacune des Parties convient du caractère confidentiel des droits et obligations fixés au présent contrat.

Les Parties s'engagent à ne pas divulguer les informations et documents fournis par l'autre Partie, de quelque nature qu'ils soient, économique, financière, commerciale, technique, ou autre auxquels elles pourraient avoir accès du fait de l'exécution du présent contrat.

En conséquence, si l'une des Parties désire divulguer à des tiers ces informations, elle s'engage à demander par écrit à l'autre Partie son autorisation préalable et écrite.

Les Parties garantissent le respect des obligations de confidentialité définies au présent article par leur personnel salarié ou préposé, ainsi que les tiers dont les Parties solliciteraient la participation dans le cadre du présent contrat. Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires notamment contractuelles, à cette fin.

Les Parties pourront révéler si nécessaire des informations confidentielles à leur commissaire aux comptes, à toute administration et, d'une manière générale, si elles ont une obligation légale de le faire. Dans ce dernier cas, la Partie concernée en informera l'autre Partie dans les meilleurs délais.

L'engagement de la confidentialité pris par les Parties restera en vigueur pendant toute la durée du présent contrat et après son expiration ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, pendant une durée de deux (2) ans.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 4993888544 • APE 7021Z

Les Parties s'autorisent expressément à mentionner leur raison sociale respective au titre des références commerciales, sans que cette autorisation puisse être considérée comme une action contrevenant à l'obligation de confidentialité exposée ci-dessus.

Article 3. Responsabilité

Chaque Partie est responsable de tous dommages de quelque nature qu'ils soient, qui seraient occasionnés à l'autre Partie et/ou à tous tiers et qui seraient la conséquence d'un manquement dans le cadre de l'exécution de ses obligations.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties de l'une de ses obligations contractuelles, l'autre Partie sera en droit de résilier de plein droit, sans préavis ni formalité judiciaire, le contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, trente (30) jours après une mise en demeure adressée à la Partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, et ce sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à cette dernière.

Article 4. Validité du contrat

Au cas où une clause du présent contrat serait contraire à une disposition légale impérative, la validité des autres clauses ainsi que la validité du contrat en son ensemble n'en serait pas affectée.

Dans ce cas, les parties se concerteront aux fins de substituer à la clause nulle une clause qui réponde au plus près aux objectifs juridiques et économiques du contrat.

Article 5. Litiges

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend découlant de cet accord. Dans le cas contraire, le présent contrat sera soumis au droit français. Tout litige survenant à l'occasion de l'exécution du présent contrat de mission relèvera de la compétence exclusive des Tribunaux de Paris.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 4993888544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

Article 6. Force Majeure

Lors de la survenance d'un cas de force majeure, l'une des Parties notifie l'autre Partie par écrit de l'entrée en vigueur de la force majeure. Lorsque la notification est de la Partie affectée par la force majeure (la « Partie Affectée »), elle s'engage à fournir à l'autre Partie (le « Partie non Affectée ») les détails de la force majeure et une estimation non liante de la mesure et de la durée prévue de son incapacité à remplir ses obligations en raison de la force majeure.
Les obligations des deux Parties en vertu du présent contrat seront suspendues pendant la durée de la force majeure. Durant la situation de force majeure, la Partie Affectée s'engage à faire tout son possible pour surmonter ce cas de force majeure. Dès lors que la force majeure cesse d'exister, les deux Parties s'engagent à reprendre l'exécution complète des obligations qui leur incombent en vertu du présent contrat. Si un cas de force majeure se poursuit pendant une période de quarante (40) jours ouvrés, la Partie Non Affectée (ou, dans le cas il y aurait deux Parties Affectées, l'une des Parties) peut, par notification écrite à la Partie Affectée (ou, dans le cas il y aurait deux Parties Affectées, l'une des Parties) le même jour, résilier le présent contrat. Dans le cas où la Partie Non Affectée (ou, dans le cas il y aurait deux Parties Affectées, l'une des Parties) ne résilierait le présent contrat, le présent accord prendrait automatiquement fin à ce jour.

Dès la résiliation, il sera considéré que les Parties n'avaient aucun engagement de livraison ou obligation de paiement en vertu du présent accord.

Article 7. Intégralité de l'accord

Le présent contrat représente l'intégralité de l'accord.
Il remplace et annule tous les pourparlers, accords verbaux ou écrits entre les Parties préalables à sa signature.

Article 8. Juridiction

Le présent contrat est soumis au droit français.
Tout litige survenant à l'occasion de l'exécution du présent contrat relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Paris.

Yohann Le Henry
coordinateur budgétaire
finances@ville-luce.fr

Commune de Lucé
5

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 4993888544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

PARTIE B – VENTE DE CEE

Article 9. Objet de la vente

Le Vendeur déclare qu'il est titulaire d'un compte au Registre et s'engage à céder à l'Acheteur, qui déclare qu'il est titulaire d'un compte au Registre et s'engage à acheter au Vendeur, un volume de CEE « Classiques/Précarité » aux conditions spécifiques suivantes :

- Les CEE cédés correspondent à l'intégralité des volumes obtenus par le Vendeur suite à la prestation de service réalisée par l'Acheteur dans les conditions définies dans la Partie C du contrat.

- La date limite de livraison des CEE est définie au 31 decembre 2026. Passé cette date, l'Acheteur est libre d'accepter ou non la réalisation de la transaction.

Le Vendeur garantit que ces CEE ne font et ne feront à aucun moment l'objet d'aucune cession ou mutation, sûreté, promesse, garantie ou autre obligation restreignant de quelque manière que ce soit leur pleine propriété, leur jouissance ou leur cessibilité.

Si le Vendeur n'est pas titulaire d'un compte au Registre Emmy, il s'engage à entamer les démarches nécessaires pour obtenir un tel compte.

Les Parties conviennent de limiter le Contrat à un volume maximum de CEE à 20 GWh cumac. Le volume maximum pourra être modifié par avenant écrit et signé par les Parties.

Article 10. Prix et paiement

Le prix de cession agrée entre le Vendeur et l'Acheteur est de :

6€/ MWhc (six euros) pour les CEE classiques

Le prix ci-dessus défini sera réglé par virement de l'Acheteur, dans un délai de (1) :

☒ Trente jours calendaires suivant la date de réception des CEE, sur le compte de l'Acheteur enregistré auprès du Registre.

---

(1) Article L.441-6 du code de commerce

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 4993888544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

La date de réception est définie comme étant la date à laquelle les CEE sont effectivement crédités sur le compte de l'Acheteur auprès du Registre, étant convenu que l'Acheteur sera informé du transfert desdits CEE sur son compte par un mail du Registre ou du Vendeur directement. Tout paiement est conditionné au transfert effectif des CEE correspondant sur le compte de l'Acheteur.

Ci-dessous les coordonnées bancaires à utiliser, par l'Acheteur, pour le règlement au profit du Vendeur par virement :

Titulaire du compte :

Domiciliation agence :

IBAN:

BIC-ADRESSE SWIFT:

Le paiement du prix défini ci-dessus fera l'objet d'une facturation du Vendeur auprès de l'Acheteur qui entrera dans le cadre d'une transaction intra-communautaire et, de ce fait, devra comporter le numéro de TVA intra-communautaire du Vendeur, elles seront établies conformément à la législation française en vigueur et adressées au lieu du siège social de l'Acheteur.

A l'issue de chaque transaction validée par Emmy :

- Le Vendeur émet une facture à l'Acheteur
- Le versement se fait en une fois, à l'issue de chaque transfert de CEE constaté par l'enregistrement des CEE sur le compte au Registre National des Economies d'Energie de EDE et sur présentation d'une facture précisant les coordonnées bancaires nécessaires au règlement. Le règlement s'effectue par virement, dans les 30 jours à compter de la réception de la facture reconnue conforme émise par le Vendeur.

Il est convenu que la facture sera envoyée par le Vendeur à l'Acheteur concomitamment à l'enregistrement des CEE et dans un délai minimum de 2 semaines calendaires avant la date de paiement définie ci-dessus à l'adresse suivante :

Société Economie d'Energie
Service comptabilité
6 rue Fructidor
93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél : 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail : contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 499388544 • APE 7021Z

En cas de retard de paiement des sommes dues par l'Acheteur à l'expiration du délai convenu, des pénalités de retard calculées sur le montant non encore payé seront dues par l'Acheteur.

Ces pénalités de retard seront égales à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur au jour où le paiement est exigible, calculé sur le nombre exact de jours calendaires écoulés entre la date d'exigibilité du paiement et la date de paiement effectif et d'une pénalité forfaitaire de recouvrement de 40 euros.

Les pénalités de retard seront dues sans préjudice de toute autre action que le Vendeur serait en droit d'intenter à ce titre à l'encontre de l'Acheteur.

Article. 11 Procédure d'achat au Registre National des CEE

Les Parties enregistreront la vente au Registre, par l'intermédiaire du site internet de EEX (http://www.emmy.fr), suivant la date de signature des présentes et selon le mode opératoire en vigueur suivant (et tout mode opératoire qui s'y substituerait si le mode opératoire en vigueur venait à être modifié) :

1. Le Vendeur s'identifie en tant que vendeur sur la plateforme.

2. L'Acheteur clique sur l'onglet « Achat/Vente » puis sur l'onglet « Achat de CEE », puis sur « liste des Vendeurs », puis sur le nom du Vendeur prévu au présent contrat.

3. L'Acheteur remplit le champ du nombre de kWh Cumac et du prix stipulés au présent contrat, puis soumet sa proposition qui est envoyée directement au Vendeur, en cliquant sur le pavé « soumettre la demande au Vendeur ». Puis confirme sa proposition.

4. La proposition de l'Acheteur devient alors une transaction définie par un N° de transaction, 00000X et le montant de la transaction en € apparaît. Le statut de la transaction n°00000X est alors « en attente d'acceptation ». Aucun autre titulaire de compte n'a accès à cette transaction.

5. Le Vendeur va alors de son côté confirmer son accord et « accepter la transaction », puis choisir dans son portefeuille CEE, répartis par Décisions de délivrance, les CEE qu'il souhaite vendre. Puis il confirme la vente et l'ordre de transfert qui reçoit un numéro N°00000Y.

6. La société EEX génère alors un ordre de transfert reproduisant exactement le choix du Vendeur et de l'Acheteur. Le Vendeur imprime l'ordre de transfert en trois exemplaires, les signe avec cachet de l'entreprise et les transmet à l'Acheteur pour en faire autant.

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 4993888544 • APE 7021Z

7. L'Acheteur envoie l'ordre de transfert signé et portant le cachet de l'entreprise en deux (2) exemplaires à la société EEX et au Vendeur pour enregistrement de la transaction.

8. EEX enregistre le transfert dans les comptes de l'Acheteur et du Vendeur. Le transfert est alors réalisé, les CEE sont affectés au crédit de l'Acheteur et au débit du Vendeur.

9. Le Vendeur peut alors se retirer de la liste des vendeurs sur le Registre.

Article 12. Transfert des risques et clause de réserve de propriété

Les risques passent du Vendeur à l'Acheteur lors du transfert d'un compte à l'autre sur le registre national des CEE.

La date de réception des CEE par l'Acheteur est définie comme étant la date à laquelle sont effectivement crédités sur le compte de l'Acheteur et confirmée par un mail du Registre ou du Vendeur directement.

Article 13. Validité des CEE livrés

En cas d'annulation des CEE lors d'un contrôle a posteriori du Pôle National des CEE, le Vendeur devra assumer l'ensemble des conséquences financières qui découleraient de cette situation en garantissant l'Acheteur de tout préjudice, notamment du prix que l'Acheteur devra acquitter pour remplacer les CEE annulés (si le Vendeur n'a pas été en mesure de fournir des CEE en remplacement), des sanctions financières auxquelles l'Acheteur pourrait être condamné et plus généralement de tous les frais et dépenses, y compris les frais de justice et les honoraires d'avocat, supportés par l'Acheteur en relation avec ledit contrôle et/ou l'annulation des CEE ainsi que le montant des pénalités financières, indemnités versés à des tiers et/ou dommages et intérêts que devrait supporter l'Acheteur.

Article 14. Interlocuteurs pour la transaction

Pour le Vendeur :	Pour l'Acheteur :
Yohann Le Henry coordinateur budgétaire finances@ville-luce.fr Commune de Lucé 5 rue Jule Ferry 28110 LUCÉ	Sandrine LEMAZIER slemazier@economiedenergie.fr 01.81.69.30.52 Economie d'Energie SAS 6 rue Fructidor 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 4993888544 • APE 7021Z

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY · Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 4993888544 • APE 7021Z

ECONOMIE D'ENERGIE

PARTIE C – PRESTATION DE SERVICE

Article 15. Périmètre de prestation

Disposant d'un savoir-faire reconnu dans la constitution et la gestion de dossiers de demande de CEE, EDE propose au Vendeur de mettre à sa disposition ses compétences, en réalisant pour son compte les actions suivantes :

- Détection des travaux éligibles au dispositif CEE engagé ou réalisé par le Vendeur avant la signature du présent contrat sur la base des éléments transmis.
- Constitution des dossiers de demande de CEE conformes à la réglementation en vigueur pour les travaux effectivement réalisés et éligibles, incluant la recherche des pièces justificatives directement auprès des prestataires du Vendeur.
- Fourniture au Vendeur des éléments de dépôt des demandes de CEE auprès de l'Administration.
- Accompagnement dans l'ouverture d'un compte Emmy (sur demande du Vendeur).
- Accompagnement dans la gestion du compte Emmy ainsi créé (sur demande du Vendeur)

Article 16. Obligations des Parties

Obligations d'EDE
Dans le cadre des actions de prestation de service qu'il réalise, EDE s'engage :

- A faire les meilleurs efforts afin de compléter chaque dossier de demande de CEE sous réserve qu'aucune cause d'inéligibilité n'ait été détectée, entrainant l'impossibilité pour EDE d'accomplir sa tâche ;
- A fournir au Vendeur les éléments lui permettant de réaliser le dépôt des demandes de CEE sur la plateforme Emmy ;

Obligations du Vendeur
Le Vendeur s'engage :

- A permettre à EDE de réaliser sa mission, notamment en lui fournissant tous les documents et contacts en sa possession, nécessaires à la détection des projets et à la constitution des dossiers de demande de CEE ;
- A vendre à EDE l'intégralité des CEE issus des dossiers constitués pour son compte par EDE, dans les conditions définies dans la PARTIE B vente de CEE du présent contrat.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Paris, le

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY - Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 4993888544 • APE 7021Z

Pour le Vendeur	Pour ECONOMIE D'ENERGIE SAS
Nom du signataire :	Nom du signataire : Baudrillard
Prénom du signataire :	Prénom du signataire : Eric
Fonction du signataire :	Fonction du signataire : Directeur général
Signature :	Signature : .....
Cachet :	Cachet : .....

	Pour ECONOMIE D'ENERGIE SAS
	Nom du signataire : Jacquemin
	Prénom du signataire : Sandrine
	Fonction du signataire :Directrice Administrative et Financière
	Signature : .....
	Cachet : .....

6 rue Fructidor, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine • Tél 33 (0)1 81 69 30 00 • e-mail contact@economiedenergie.fr
SAS au capital de 1 000 000 € • 499 388 544 R.C.S BOBIGNY • Siret 499 388 544 00052
N° TVA intracommunautaire : FR 62 4993888544 • APE 7021Z

Département
D'EURE-ET-LOIR

Lucé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00087

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Fonds mobilités actives - aménagements cyclables dans le cadre du projet de réhabilitation d'une ancienne voie ferrée en voie verte - conventionnement de financement avec l'Etat

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi organique n° 2001-692 modifiée du 1er août 2001 relative aux lois de finances,

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour les projets d'investissement,

Vu l'appel à projets « Fonds mobilités actives – Aménagements cyclables » lancé par l'État le 20 janvier 2023 et son cahier des charges,

Vu le dossier de candidature déposé par la commune le 21 avril 2023,

Vu la lettre de la Préfète de la région Centre-Val de Loire adressée à Monsieur le Maire le 11 octobre 2023 annonçant une aide maximale de l'État de 756 679 euros pour le projet,

Vu les pièces reçues le 3 juin 2026 permettant de lever les réserves techniques indiquées dans le courrier du 11 octobre 2023,

Vu l'information transmise par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) concernant l'attribution d'un reliquat de subvention portant la participation de l'État à 1 210 205 euros,

Vu le projet de convention de financement joint en annexe A,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Urbanisme – Travaux – Environnement dans sa séance du 18 juin 2026,

Considérant que la promotion des mobilités actives constitue un enjeu national porté par le plan vélo et mobilités actives engagé par l'État visant à développer des aménagements cyclables de qualité et à augmenter significativement la part modale du vélo dans les déplacements quotidiens ; que le vélo, pertinent pour les trajets de courte distance, non polluant, économique et favorable à la santé, contribue à la transition écologique, à la réduction des émissions de CO_2 et à l'attractivité des territoires,

Considérant que la commune s'inscrit pleinement dans cette dynamique en se fixant pour objectifs de tripler la part modale du vélo sur son territoire à horizon 2030, de développer une stratégie globale en faveur des modes de déplacement alternatifs à la voiture individuelle, d'améliorer les liaisons cyclables à l'échelle communale et vers les communes limitrophes, de faciliter les déplacements domicile-travail et de sensibiliser les usagers aux modes doux,

Considérant que la commune porte un projet de réhabilitation d'une ancienne voie ferrée de deux kilomètres afin de la transformer en voie verte ; que cet aménagement, réalisé en site propre, sera exclusivement réservé aux circulations non motorisées et conçu pour être accessible ; qu'il traversera la commune d'Est en Ouest et reliera la rue de la République, en cœur de ville, au quartier résidentiel des Carreaux ainsi qu'à la zone d'activité de Lucé et rejoindra le Plan Vert de Chartres Métropole afin d'assurer une continuité entre les itinéraires cyclables existants à l'échelle de la commune et de l'agglomération,

Considérant que ce projet a été retenu au titre du sixième appel à projets « Fonds mobilités actives – Aménagements cyclables » et que l'État accorde à la commune, porteur de projet, une subvention non actualisable plafonnée à 756 679 euros, soit un taux de 25,01 % de la dépense subventionnable Hors Taxe,

Considérant que le coût global du projet, y compris la dépense non subventionnable, s'élève à 3 025 511 euros Hors Taxes et que le projet bénéficie d'un plan de financement associant la commune, l'État *(Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - DREAL)*, le Conseil départemental d'Eure-et-Loir et le FEDER (*Fonds Européen de DEveloppement Régional),*

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** la convention de financement, jointe en annexe A, relative au projet de réhabilitation d'une ancienne voie ferrée en voie verte dans le cadre du sixième appel à projets « Fonds mobilités actives – aménagements cyclables » avec l'État, représenté par Monsieur le Préfet de la région Centre-Val de Loire.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention, ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget.

Lucé, le 8 juillet 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600087-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/26
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

ANNEXE A

PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE
Liberté
Égalité
Fraternité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600087BIS-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 20/07/2026

CONVENTION DE FINANCEMENT
relative au projet de réhabilitation d'une ancienne voie ferrée en voie verte

Dans le cadre du 6ème appel à projets
« Fonds mobilités actives – Aménagements cyclables »

ENTRE

L'**État**, représenté par le préfet de la région Centre-Val de Loire, M. Hugues MOUTOUH, faisant élection de domicile en l'Hôtel de la Préfecture, 191 rue de Bourgogne à Orléans ;

ET

La commune de Lucé, ci-après dénommé le « Porteur de projet », dont le siège est situé 5 rue Jules Ferry, 28110 Lucé, représentée par son maire, Monsieur Florent GAUTHIER, autorisé pour ce faire par la délibération du 30 juin 2026 n° 2026.00087,

L'État et **le Porteur de projet** étant dénommés ci-après collectivement les « parties » et individuellement « une partie ».

Vu la loi organique n°2001-692 modifiée du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu le décret n°2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation, à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour les projets d'investissement ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu le décret du 22 avril 2026 nommant M. Hugues MOUTOUH préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu l'arrêté du 2 août 2019 pris en application de l'article 6 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, déterminant les pièces et informations complémentaires aux demandes de subventions relevant du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ;

Vu l'appel à projets « Fonds mobilités actives – Aménagements cyclables » lancé par l'État le 20 janvier 2023, et son cahier des charges ;

Vu le dossier de candidature déposé par le Porteur de projet le 21 avril 2023 ;

Vu la lettre de la Préfète adressée à Monsieur le maire, le 11 octobre 2023, annonçant une aide maximale de l'État de 756 679 euros pour le projet ;

Vu les pièces reçues le 03 juin 2026, permettant de lever les réserves techniques indiquées dans le courrier du 11 octobre 2023,

Vu le reliquat de subvention proposé par la DREAL portant la participation de l'Etat à 1 210 205 euros,

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Pour accompagner et encourager les Français à choisir plus régulièrement le vélo comme mode de transport au quotidien, le Gouvernement a lancé le plan vélo et mobilités actives. Ce plan vise à améliorer et développer les aménagements cyclables de qualité, à lutter contre le vol, à créer un cadre incitatif notamment financier reconnaissant l'usage du vélo, au développement d'une culture vélo en généralisant notamment l'acquisition du savoir rouler à l'école élémentaire, ce dans tous les territoires. L'objectif est de tripler la part du vélo dans les déplacements des Français, pour atteindre 9 % d'ici 2024.

Pertinent pour les déplacements inférieurs à 5 ou 10 km, non-polluant, peu coûteux, accessible à tous et bon pour la santé, le vélo et le vélo à assistance électrique ont de nombreux avantages pour les utilisateurs et la collectivité :

- **La santé** : La pratique du vélo permet de prévenir les pathologies comme l'obésité, le diabète ou les maladies coronariennes ;
- **La transition écologique et énergétique** : le vélo offre une alternative pertinente à la voiture pour de nombreux trajets et apporte une contribution à la réduction des émissions de CO2 et de polluants atmosphériques ;
- **L'attractivité des villes** : l'usage du vélo permet de libérer des espaces publics précieux au cœur des villes, améliore la qualité de vie et dynamise le commerce de proximité ;
- **Le moindre coût** : le vélo est le moyen de transport mécanisé le plus économique, son coût est très faible, comparé à la voiture ;
- **La création d'emplois** : un tiers des vélos vendus sont assemblés en France.

Avec l'appel à projets « Fonds mobilités actives – Aménagements cyclables », l'État soutient les projets de développement d'itinéraires cyclables continus et sécurisés menés par les territoires de toutes tailles afin de développer l'usage du vélo en milieu rural, en milieu urbain, en outre-mer, …

Les objectifs de la commune en matière de développement de la pratique du vélo sont :

- Augmenter la part modale du vélo sur sa commune en la triplant d'ici 2030 ;
- Développer une stratégie globale pour le développement des modes de déplacement alternatifs à la voiture individuelle ;
- Améliorer les liaisons sur l'ensemble du territoire et vers les communes limitrophes dans le but

de construire un réseau cyclable performant ;
- Faciliter les déplacements domicile-travail ;
- Sensibiliser les jeunes et les habitants aux modes doux (programme Moby à l'école, savoir rouler).

En particulier, ce projet permettra de :

- relier des polarités fortes pour la commune via un aménagement sécurisé ;
- éviter le recours à l'autosolisme ;
- conforter et créer des liaisons entre les communes ;
- prévenir les incivilités (vitesse, stationnement illicite...).

ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chacune des parties et les modalités de versement du financement de la réhabilitation d'une ancienne voie ferrée en voie verte, ci-après dénommé le Projet, dans le cadre du 6ème appel à projets « Fonds mobilités actives – Aménagements cyclables ».

ARTICLE 2 – DESCRIPTIF DU PROJET

2.1. Caractéristiques générales

Le projet porté par la commune de Lucé vise à réhabiliter une ancienne voie ferrée de 2 km afin de la transformer en voie verte.

Cet aménagement, réalisé en site propre, sera exclusivement réservé aux circulations non motorisées et conçu pour être accessible.

La voie verte traversera la commune d'est en ouest et reliera la rue de la République, cœur de ville, au quartier résidentiel des Carreaux ainsi qu'à la zone d'activité de Lucé. Elle rejoindra également le Plan Vert de Chartres Métropole, permettant ainsi d'assurer une continuité entre les itinéraires cyclables existants à l'échelle de la commune et, plus largement, de l'agglomération.

2.2. Descriptif détaillé

Longueur	Total de 2km
Largeur	3m
Type de revêtement	Béton bitumineux Jusqu'à 25% recyclé
Pente	Faible Un relevé topographique a été réalisé
Traitement des intersections	Sécurisation la continuité du parcours avec la mise en place de dispositifs de modération de vitesse (plateaux, rétrécissements, ou signalisation renforcée) à l'approche des intersections à l'approche des croisements.

Points de raccord avec les réseaux cyclables	Sur la première extrémité, cette voie verte se raccordera à la rue de la République sur laquelle une bande de courtoisie est existante. A l'autre extrémité, un point de raccord est prévu avec le plan vert de Chartres Métropole. Deux options sont aujourd'hui envisagées via la rue de la Taye. Un point de raccord est prévu avec le cheminent dédié aux mobilités actives allant vers Mainvillers et la gare de Chartres. D'autres raccords sont envisagés pour rejoindre les établissements scolaires déjà situés en zone 30 (Maurice Violette, Jules Ferry, Jean-Zay, Les Lutins, etc.).
Stationnement vélo	Des supports vélos seront intégrés à certains points stratégiques et à proximité des pôles générateurs

2.3. Délais prévisionnels de réalisation

La date de démarrage des travaux est prévue d'ici avril 2027. Les travaux seront phasés sur 2 années.

La date de mise en service est prévue progressivement à partir de fin 2027 jusqu'à fin 2028.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1. Montant de la subvention

Le coût global du Projet (y compris la dépense non subventionnable) est 3 025 511 euros hors taxes. La dépense subventionnable, détaillée ci-dessous, est estimée à 3 025 511 euros hors taxes.

Une subvention non actualisable de l'État est accordée au Porteur de projet pour financer le Projet. Cette subvention est plafonnée à 756 679 euros (sept cent cinquante-six mille six cent soixante-dix-neuf euros) courants, soit un taux de 25,01 % de la dépense subventionnable hors taxe.

3.2. Plan de financement prévisionnel

Le plan de financement prévisionnel du Projet (y compris la dépense non subventionnable) se répartit comme suit (euros courants HT).

Cofinanceurs	Projet*	Clé de répartition (%)
Porteur de projet	605 102 €	20 %
DREAL	1 210 205 €	40 %
CD 28	105 000 €	3,47 %
FEDER	1 105 204 €	36,53 %
Total	**3 025 511 €**	**100,00 %**

*Les montants versés au Porteur de projet par l'État ne sont pas soumis à la TVA.

3.3. Dépenses subventionnables

Sont subventionnables, au titre de la présente convention, les dépenses liées directement au Projet. Les frais d'études et de maîtrise d'ouvrage, externes et liés directement au projet sont éligibles (études d'avant-projet, étude d'impact, acquisitions foncières, ...) s'ils sont postérieurs à la date de dépôt du dossier de candidature.

Le tableau ci-dessous reprend, à titre indicatif, l'ensemble des postes de dépenses en euros courants relatifs à la réalisation du Projet.

Poste de dépense	Montant (euros HT)	Dont dépense subventionnable (euros HT)
I –Frais de maîtrise d'ouvrage en lien direct avec le projet	113 458	113 458
II–Frais de maîtrise d'œuvre	250 726	250 726
III – Frais de réalisation	2 661 327	2 661 327
Total en euros courants (HT)	**3 025 511**	**3 025 511**
Taux de subvention de l'État (AFIT France)		**25,01 %**

ARTICLE 4 – APPELS DE FONDS

4.1. Modalités de versement des fonds

La participation de l'État au titre de l'appel à projets « Fonds mobilités actives – Aménagements cyclables » sera apportée de la manière suivante :

- une avance de 30 % est versée dès notification de la convention ;
- des acomptes sont versés sur justificatif après service fait, à hauteur maximale de 80 % de la subvention sur présentation des états récapitulatifs des dépenses réalisées et acquittées et production d'une copie des factures ainsi que toute autre pièce, sur demande du service instructeur, pouvant justifier de la dépense ;
- le solde de la subvention sera versé, après service fait, sur présentation
  - d'un état récapitulatif définitif des dépenses, faisant état des sommes payées par le Porteur de projet et qui devra être visé par le responsable du Projet et le comptable public ;
  - du décompte général et définitif du Projet ;
  - du certificat d'achèvement du Projet et un certificat de conformité des travaux ;
  - le rapport d'exécution du Projet visé à l'article 7 ;
  - Un certificat justifiant de l'installation effective d'un compteur vélo au niveau du Projet ou à proximité, et d'un engagement à fournir les données collectées à la « plate-forme nationale des fréquentations » de Vélo & Territoires sur une durée minimale de 3 ans.

Le courrier de demande portera les mentions suivantes :

- l'objet de la facturation ;

- le nom du projet ;
- la date ;
- le montant de la subvention ;
- le numéro de l'acompte ;
- le taux d'avancement des dépenses subventionnables ;
- les montants déjà appelés lors des acomptes précédents ;
- le montant de l'acompte (calculé sur la base des dépenses subventionnables et le taux de subvention),
- la certification de la dépense,
- un état récapitulatif des factures objets de l'acompte.

Le courrier porte la mention « service fait » et atteste que l'ensemble des dépenses présentées fait partie de la dépense subventionnable.

Le paiement est effectué par virement bancaire à la commune de Lucé au profit du compte dont les références sont les suivantes :

IBAN	FR70 3000 1002 84C2 8900 0000 053
N°BIC	BDFEFRPPCCT
N°SIRET	21280218500141

Dans la mesure où le coût définitif du Projet serait inférieur au montant subventionnable retenu dans la convention, la subvention allouée serait calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

Si aucun acompte (en complément de l'avance) n'est demandé dans un délai de 2 ans à compter de la date de la signature de la convention ou si les fonds sont utilisés à d'autres fins que celles faisant l'objet de la présente convention, l'État se réserve le droit de prononcer de plein droit la résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'Article 9. Le cas échéant, le Porteur de projet devra rembourser à l'État les sommes indûment utilisées. Des titres de perceptions seront émis par les services compétents de l'État pour récupérer les sommes indûment versées.

4.2. Domiciliation de la facturation

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est précisée ci-après :

Adresse de facturation	**Service administratif responsable du suivi des factures**	
	Nom du service	**N° téléphone / adresse électronique**

État	DREAL Centre-Val de Loire 5, avenue Buffon BP 6407 45064 ORLÉANS CEDEX 2	Service Mobilités Transports	02 36 17 46 78 smt.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr
Porteur de projet	Mairie de Lucé 5 rue Jules FERRY 28110 LUCE	Service Finances	02 37 25 68 04 finances@ville-luce.fr

4.3. Échéancier prévisionnel

L'échéancier prévisionnel et indicatif de versement de la subvention est le suivant :

Année	2026	2027	2028	TOTAL
Montant (€ HT)	363061 €	484 082 €	363 062 €	1 210 205 €
Taux	30 %	40 %	30 %	100 %

ARTICLE 5 – DURÉE DE VALIDITÉ DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa complète signature. Elle expire au versement du solde des flux financiers dus au titre de la présente convention.

ARTICLE 6 – DELAIS DE REALISATION ET DE DEMANDE D'ACOMPTES

Sauf dérogation explicitement accordée par l'État pour des projets particulièrement complexes, le commencement des travaux, acté par un engagement juridique d'une dépense subventionnable, devra intervenir dans les 18 mois suivant le courrier d'annonce des lauréats, et être transmis avant cette même date aux services de l'État. En cas de non observation de ce délai, l'État se réserve le droit de prononcer de plein droit la résiliation de la subvention dans les conditions prévues à l'Article 9.

Si aucun acompte (en complément de l'avance) n'est demandé dans un délai de 2 ans à compter de la date de la signature de la convention, l'État se réserve également le droit de prononcer de plein droit

la résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'Article 9. Le cas échéant, le montant de l'avance accordée, indiqué dans l'Article 4 sera remboursé à l'État.

Sauf dérogation explicitement accordée par l'État, le projet doit être mis en service dans un délai maximal de 48 mois après la date de dépôt du dossier de candidature à l'appel à projets.

En l'absence de demande de solde accompagnée des documents indiqués à l'Article 4, dans les 12 mois suivants la date réelle d'achèvement du Projet, l'État se réserve également le droit de ne procéder à aucun paiement au profit du Porteur de projet.

ARTICLE 7 – SUIVI DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le Porteur de projet s'engage à informer régulièrement les services de l'État, cités à l'article 4.2, de l'avancement du Projet.

L'État pourra participer aux comités techniques du Porteur de projet pour le suivi de son exécution. En l'absence de comité technique, et en cas de demande des services de l'État, cités à l'article 4.2, un suivi du Projet sera organisé.

Le Porteur de projet s'engage par ailleurs à fournir aux services de l'État cités à l'article 4.2 un rapport d'exécution du Projet, montrant les caractéristiques et la conformité avec le Projet programmé, et faisant mention des coûts et délais objectifs et réalisés, des aléas rencontrés, et, le cas échéant, des premières mesures de fréquentation.

Le Porteur de projet s'engage en outre à fournir aux services de l'État cités à l'article 4.2, les mesures de fréquentation des trois premières années après mise en service de l'opération sur une période hors vacances scolaires représentative, et une période de vacances scolaires représentative.

ARTICLE 8 – PUBLICITÉ ET COMMUNICATION

Le Porteur de projet doit mentionner la participation de l'État et en faire état sur l'ensemble des documents établis (plaquettes, invitations, supports audiovisuels, sites internet ou autres) et lors des manifestations valorisant l'objet du financement. Les dossiers d'études, les documents et supports de communication mentionneront de manière explicite les logos des cofinanceurs. Le logo de l'État doit être affiché en annonce des travaux.
Le Porteur de projet s'engage par ailleurs à informer les services de l'État, cités à l'article 4.2, de l'organisation de toute manifestation publique de communication relative au Projet.

Les modalités relatives à l'organisation des manifestations, y compris les inaugurations, doivent faire l'objet d'une concertation préalable entre les partenaires financiers du Projet.

ARTICLE 9 – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle portant sur les principales caractéristiques du Projet défini dans l'article 2 de la convention doit faire l'objet d'une information préalable à l'État, notamment lorsqu'il y a une modification du tracé, ou lorsque la date de mise en service est reportée.

Dans le cas où les autorisations administratives ou des faits indépendants de la volonté des parties remettraient en cause le Projet (notamment les enquêtes publiques), les parties se rapprocheraient à l'initiative de la partie la plus diligente afin de convenir de la suite à donner.

Dans l'hypothèse où la non obtention des autorisations requises empêcherait la poursuite du Projet objet de la convention, la première des parties informée de l'empêchement informera les autres parties

de ce fait par lettre recommandée avec accusé de réception.

Au vu de ces modifications ou en cas d'inexécution ou d'exécution partielle du programme, l'État se réserve le droit de prononcer de plein droit la résiliation de la convention en mettant en œuvre la procédure de reversement des sommes indûment perçues. Dans le cas contraire, les modifications font l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 10 – PIÈCES ANNEXES

Les annexes techniques et financières font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et ne pouvant être résolu de manière amiable par les parties sous un délai de 3 mois suivant sa constatation, les parties se réservent le droit de saisir le tribunal administratif compétent.

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par toute autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

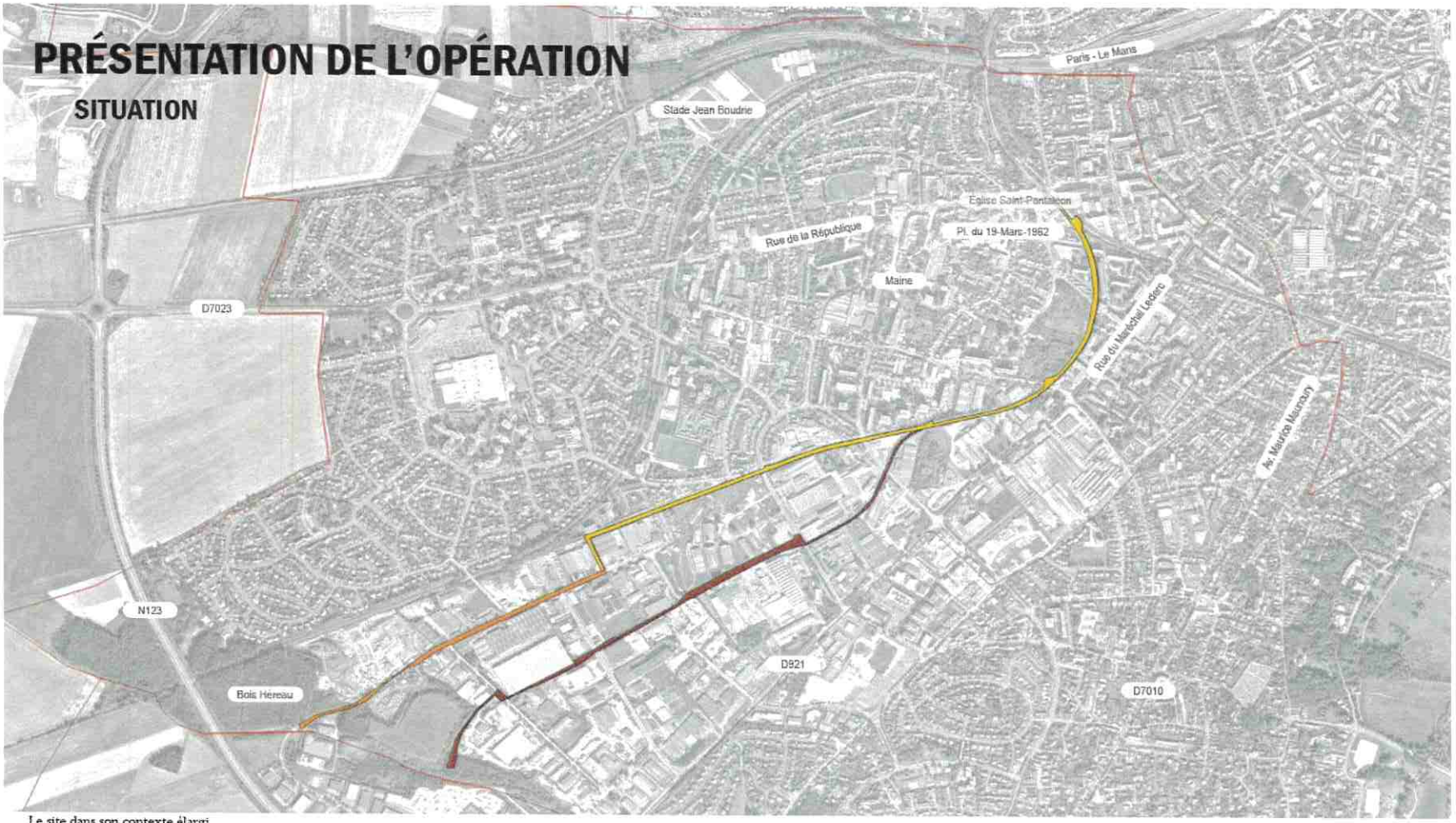
La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Orléans, le

Pour l'État	***Pour la mairie de Lucé***
Le Préfet de la région Centre-Val de Loire	***Le Maire***
Hugues MOUTOUH	***Florent GAUTHIER***

PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

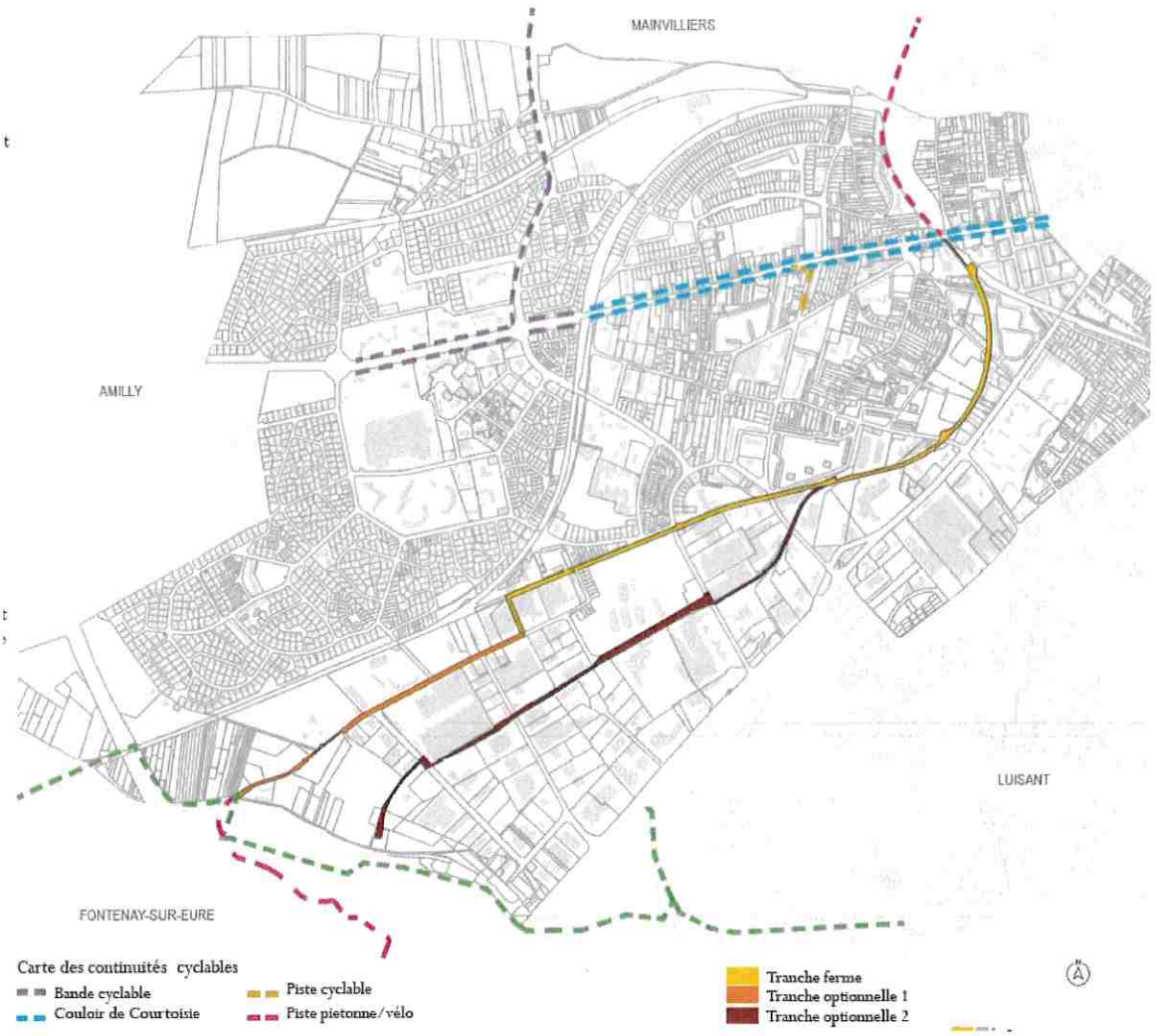
SITUATION



Le site dans son contexte élargi

- Tranche ferme
- Tranche optionnelle 1
- Tranche optionnelle 2
- Limite communale

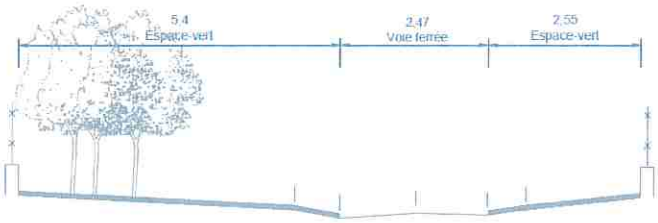
Voie verte et pôles générateurs
Mainvilliers
Amilly
Luisant
Fontenay-sur-Eure
0 250 500 m
Limites communales
Parcelles
Voirie
Chemin de fer
Gare
Aménagements existants
Zone piétonne
Bandes cyclables
Couloir de courtoisie
Plan vert
Aménagement en projet
Voie verte
Pôles générateurs
Quartiers prioritaires
Zone industrielle
Lieux culturels
Etablissements scolaires
Equipements sportifs
Supermarché
Aires de jeux


MAINVILLIERS
AMILLY
LUISANT
FONTENAY-SUR-EURE
Carte des continuités cyclables
Bande cyclable
Couloir de Courtoisie
Piste cyclable
Piste pietonne/vélo
Tranche ferme
Tranche optionnelle 1
Tranche optionnelle 2

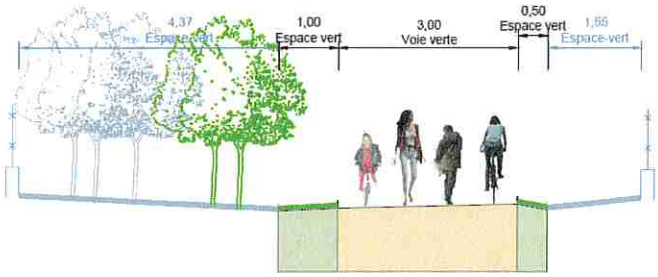
Tranche Ferme

Profil CC

Existant



Projet



ANNEXE 2

Annexe financière

11.1. Récapitulatif des pièces à fournir :

	Délai	Objet
Justification de l'engagement des travaux	Dans les 18 mois suivant l'annonce des lauréats	Acte juridique justifiant pour chaque Projet, l'engagement d'une dépense de travaux subventionnable
Demandes d'acomptes (montant cumulé plafonné à 80 % de la subvention)		Courrier de demande avec mentions détaillées article 4.1 + état récapitulatif des dépenses subventionnables réalisées au titre de l'appel de fonds présenté par postes de dépenses
Demande de solde	Dans les 12 mois suivant la date réelle d'achèvement du Projet	Courrier de demande avec mentions détaillées article 4.1 + états récapitulatifs des dépenses subventionnables présenté par postes de dépenses correspondant à : - l'appel de fonds - l'ensemble du Projet + rapport d'exécution spécifié à l'article 7 et précisé ci-dessous

11.2. Rapport d'exécution

Le rapport d'exécution présentera les éléments montrant les caractéristiques et la conformité du Projet avec le programme conventionné. Il explicitera notamment les écarts entre le théorique et le réalisé pour les aspects suivants :

- le planning, les délais et les aléas éventuels afférents,
- les éléments financiers (coût effectivement réalisé, fonds perçus pour la réalisation du Projet, plan de financement final, les dépenses éligibles payées),
- les éléments techniques de description du Projet (longueur, signalisation, interactions, etc.),
- si disponible les premières mesures de fréquentation.

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00088

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : CONVENTION D'HABILITATION INFORMATIQUE "MON ENFANT.FR" AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - AVENANT NUMERO 5

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

CONVENTION D'HABILITATION INFORMATIQUE "MON ENFANT.FR" AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - AVENANT NUMERO 5

Vu la délibération n° 2017.00077 de la séance du conseil municipal du 17 octobre 2017 portant approbation de la convention dénommée HI-ME-EAJE-2017-2 avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) dans le cadre du site Internet « Mon-enfant.fr »,

Vu les délibérations n° 2021.00092, 2023.00011, 2024.00060 et 2025.00053 approuvant respectivement les avenants n° 1 à 4 de ladite convention,

Vu le projet d'avenant n° 5 transmis par la CAF d'Eure-et-Loir joint en annexe A,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Éducation – Enfance – Jeunesse – Politique de la Ville dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF) a créé le site www.mon-enfant.fr afin de permettre aux familles de disposer d'informations personnalisées sur les différents modes d'accueil (collectifs et individuels),

Considérant que cette convention a pour objet de fixer les modalités d'habilitation informatique entre la CAF et la collectivité,

Considérant que la collectivité assurant la gestion des structures enfance – jeunesse, a pour mission de mettre à jour le site appartenant à la CAF d'Eure-et-Loir en complétant les données telles que la disponibilité des places, les informations relatives au fonctionnement des établissements et le cas échéant, les coordonnées de leurs responsables,

Considérant dans ce cadre qu'il y a lieu de modifier la liste des personnes habilitées informatiquement par la CAF d'Eure-et-Loir comme indiqué dans le projet d'avenant ci-joint,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** l'avenant numéro cinq à la convention d'habilitation informatique dénommée HI-ME-EAJE-2017-2 relative au site « Mon-enfant.fr », joint en annexe A.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant et toutes autres pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600088-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

Lucé, le 08 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 8/7/2026
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600088-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ANNEXE A

Avenant n°5 modifiant l'ANNEXE 1 à la convention d'habilitation informatique WWW.MONENFANT.FR n°2017-2 signée le 21 septembre 2017

Le présent avenant annule et remplace l'annexe 1 à la convention d'habilitation informatique www.monenfant.fr n°2017-2 par les dispositions suivantes :

Conformément à l'article 3-2 de la convention d'habilitation informatique www.monenfant.fr n° 2017-2 signée le 21 septembre 2017 entre la commune de Lucé représentée aujourd'hui par Monsieur Florent GAUTHIER, Maire, et la Caisse d'Allocations Familiales d'Eure-et-Loir représentée aujourd'hui par Monsieur Florian DUPERRAY, Directeur, la liste des personnes habilitées informatiquement par la Caisse d'Allocations Familiales d'Eure-et Loir à renseigner les données relatives aux disponibilités des EAJE uniquement et/ou au fonctionnement des établissements, est la suivante :

- Benoît MARITORENA, Responsable du Service Education de la Ville de Lucé,
- Fanny SOUDIEU, Coordinatrice du Service Petite Enfance de la Ville de Lucé,
- Lydie DARDEL, Responsable du Relais Petite Enfance de la Ville de Lucé,
- Sonia POTHEAU, Assistante petite enfance de la Ville de Lucé,
- Laëtitia ODIN-GUGLIELMI, Responsable du Service Jeunesse de la Ville de Lucé.

Ces personnes sont habilitées informatiquement pour la mise à jour des disponibilités et/ou des informations relatives au fonctionnement des établissements suivants :

Petite enfance

- Multi-accueil « Les Lucioles » - 8 rue de Touraine - 28110 LUCÉ
- Crèche Familiale « Les P'tits Loups » - Pôle petite enfance - 2 impasse du Périgord - 28110 LUCÉ
- Halte-garderie « A Petits Pas » - Pôle petite enfance - 2 impasse du Périgord - 28110 LUCÉ
- Lieu passerelle « L'île aux Enfants » - 8 rue Jules Ferry - 28110 LUCÉ
- Relais Petite Enfance – Pôle petite enfance - 2 impasse du Périgord - 28110 LUCÉ
- Lieu d'accueil enfants parents « Pétronille » - Pôle petite enfance - 2 impasse du Périgord - 28110 LUCÉ

Enfance jeunesse

- Alsh maternel Jean Jaurès – Impasse François Richoux – 28110 LUCÉ
- Alsh élémentaire Jean Jaurès – 1 rue des Ecoles – 28110 LUCÉ
- Alsh maternel Jean Macé – 9 bis rue de Rome – 28110 LUCÉ
- Alsh élémentaire Jean Macé – 9 rue de Rome – 28110 LUCÉ
- Alsh Jean Zay – 1 rue Henri Dunant – 28110 LUCÉ
- Alsh Jules Ferry – 1 rue Pasteur – 28110 LUCÉ
- Alsh Les Béguines – 3 rue d'Alsace – 28110 LUCÉ
- Alsh Les Lutins – 16 rue Robert Schuman – 28110 LUCÉ
- Alsh Maurice Viollette – 3 rue Charles Brune – 28110 LUCÉ
- Alsh Pierre Mendès-France – 14 rue de Normandie – 28110 LUCÉ
- Alsh Les Carreaux – 7 impasse Paul Claudel – 28110 LUCÉ

Fait en double exemplaire à ..... le .....

Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales d'Eure-et-Loir,

Florian DUPERRAY.

Le Maire de la Ville de Lucé,

Florent GAUTHIER.

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00089

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Ferme pédagogique des Carreaux - convention avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Eure-et-Loir (SDIS 28)

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

FERME PEDAGOGIQUE DES CARREAUX - CONVENTION AVEC LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS D'EURE-ET-LOIR (SDIS 28)

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le projet de convention avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Eure-et-Loir (SDIS 28),

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Éducation – Enfance – Jeunesse – Politique de la Ville dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que dans le cadre de leurs missions, les sapeurs-pompiers du SDIS 28, plus particulièrement ceux de l'équipe « Risque animalier » (RAN), sont amenés à intervenir auprès d'animaux,

Considérant que leur formation technique nécessite d'être complétée par une approche contextuelle et pratique permettant une meilleure appréhension des comportements animaux,

Considérant que le SDIS 28 a sollicité la commune en vue d'utiliser la Ferme pédagogique des Carreaux pour l'organisation de sessions de formation,

Considérant que ce partenariat s'inscrit dans une logique de coopération entre les services publics locaux et les services de secours, et que dans ce cadre, une convention doit être conclue pour en fixer les modalités d'organisation,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** la convention avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Eure-et-Loir, jointe en annexe A.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout acte y afférent.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-del202600089-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

ANNEXE A

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-del202600089-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

SDIS28
EURE ET LOIR

CONVENTION

Entre les soussignés :

- **le service départemental d'incendie et de secours d'Eure-et-Loir**

  7 rue Vincent Chevard – 28000 Chartres
  représenté par **Monsieur Christophe LE DORVEN, président du conseil d'administration,**
  ci-après dénommé « SDIS 28 »,
  d'une part,

et

- **La Ville de Lucé**

  5 rue Jules Ferry
  28110 Lucé
  représentée **par Florent GAUTHIER, Maire**
  ci-après dénommé « la Ville de Lucé »,
  d'autre part.

Exposé des motifs :

Dans le cadre de leur activité opérationnelle, les sapeurs-pompiers, et tout particulièrement ceux appartenant à l'équipe « Risque animalier », sont amenés à intervenir auprès ou au contact d'animaux. Leurs formations sont essentiellement techniques mais il convient de les compléter par une approche contextuelle.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention

La Ville de Lucé convient avec le SDIS 28 de l'organisation de 2 sessions d'une demi-journée permettant aux sapeurs-pompiers de l'équipe RAN de faire connaissance avec les animaux de la Ferme pédagogique des Carreaux, d'appréhender leur comportement et leur approche.

Article 2 : durée de la convention

Cette convention est conclue pour une prestation de deux matinées les 14 et 23 septembre 2026. Les dates pourront être modifiées d'un commun accord en cas d'empêchement de l'une ou l'autre partie.

Article 3 : organisation d'une session

La Ferme Pédagogique accueillera les sapeurs-pompiers de l'équipe RAN directement sur son site.

La manipulation des animaux par les sapeurs-pompiers ne pourra se faire qu'avec l'accord et sous la surveillance du Responsable de la Ferme.

Article 4 : dispositions financières

La présente convention est consentie à titre gratuit.

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS D'EURE-ET-LOIR
DIRECTION - 7, rue Vincent Chevard - 28000 Chartres - Tél. : 02 37 91 88 88 - Fax : 02 37 34 21 47 - www.sdis28.fr

Article 5 : responsabilité

Le SDIS 28 s'engage à être couvert par une société d'assurance au titre de sa responsabilité civile pour tout accident ou incident qu'il pourrait causer.

Article 6 : droit à l'image

La Ville de Lucé autorise la captation d'images de la prestation par le SDIS28 ainsi que l'utilisation de ces images sur les différents supports de communication du SDIS28 et de l'UDSP28, ainsi que sur les supports pédagogiques ou documents de travail du SDIS28, sans limitation de durée.

Les personnels de la Ferme Pédagogique ne devront pas figurer sur les clichés. A défaut, les documents seraient anonymisés avant toute utilisation.

Le SDIS 28 autorise la captation d'images de la Ferme Pédagogique ainsi que l'utilisation de ces images sur les différents supports de communication, sans limitation de durée.

Article 7 : règlement des litiges

En cas de litige relatif à cette convention, toutes les solutions amiables seront recherchées. Si un différend entre les parties ne pouvait être réglé à l'amiable, il serait soumis au tribunal administratif d'Orléans.

Fait à Chartres, le

Pour la Ville de Lucé,

Le Maire,

Florent GAUTHIER

Pour le SDIS 28,

Le président,
Pour le président et par délégation,

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION - 7. rue Vincent Chevard - 28000 Chartres - Tél. : 02 37 91 88 88 - Fax : 02 37 34 21 47 - www.sdis28.fr

Département
D'EURE-ET-LOIR

Lucé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00090

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : POLE RESSOURCES HANDICAP EVEIL ET LOISIR INCLUSIF (PRH ELI) - ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE - CREATION D'UN POSTE NON PERMANENT

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

POLE RESSOURCES HANDICAP EVEIL ET LOISIR INCLUSIF (PRH ELI) - ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE - CREATION D'UN POSTE NON PERMANENT

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu le 1° de l'article L 332-23 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP),

Vu la délibération n° 2022-00026 de la séance du conseil municipal du 7 avril 2022 portant conventionnement de financement avec l'Espace Ressources Handicap (ERH) régi par l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public d'Eure-et-Loir (ADPEP 28),

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Éducation – Enfance – Jeunesse – Politique de la Ville dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que l'ERH, renommé Pôle Ressources Handicap Éveil et Loisir Inclusif (PRH Eli), propose aux structures d'éveil et de loisirs de faciliter l'accueil des enfants en situation de handicap, reconnus par la Maison Départementale de l'Autonomie (MDA), par le financement d'un poste de professionnel complémentaire pour les enfants déjà accueillis dans les structures ou susceptibles de l'être,

Considérant que la collectivité a souhaité favoriser l'accueil de tous les enfants au sein de ses structures d'accueil collectif en soutenant la mise en œuvre d'une démarche inclusive ; que pour ce faire, une convention tripartite de financement est conclue entre la collectivité, l'ADPEP 28 et le responsable légal de l'enfant concerné par la situation de handicap afin de permettre le recrutement par la commune d'un professionnel complémentaire en fonction des besoins identifiés,

Considérant que la collectivité souhaite mettre en œuvre les dispositions de l'article du CGFP susmentionné aux fins de créer un poste non permanent d'adjoint d'animation à temps complet,

Considérant que le coût de ce dispositif est réparti sur la base d'une convention cadre conclue entre la MDA, le PRH Eli et la collectivité ; que cette dernière a, par délibération susmentionnée, approuvé le principe d'une convention de financement cadre ; que la famille de l'enfant concerné perçoit directement la prestation de la MDA, puis la verse au PRH Eli ; ce dernier rembourse la collectivité dans la limite des heures prévues et sur la base d'un titre de recettes émis à cet effet,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **AUTORISE**, conformément aux dispositions du 1° de l'article L 332-23 du Code Général de la Fonction Publique, la création d'un poste non permanent d'adjoint d'animation à temps complet, en accroissement temporaire d'activité, du 1er septembre 2026 au 31 août 2027, rémunéré en référence au premier échelon du grade d'adjoint d'animation.

- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget.

Lucé, le 08 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600090-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

Lucé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00091

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Association Amicale Lucé Tennis - convention d'objectifs 2026

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et plus particulièrement son article 10,

Vu l'article 1er du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Culture - Sports dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que les dispositions réglementaires prévoient l'obligation de conclure une convention avec les associations dont le montant annuel de subventions dépasse la somme de 23 000 euros,

Considérant la délibération n° 2023.00034 du conseil municipal du 12 avril 2023 mentionnant la volonté de la municipalité de néanmoins rédiger des conventions d'objectifs avec chaque association bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 10 000 euros sur l'année,

Considérant que la ville entend ainsi promouvoir un partenariat de qualité avec l'association Amicale Lucé Tennis qui, par son dynamisme, contribue à valoriser l'image de la commune et à renforcer le lien social entre les habitants,

Considérant que le montant de la subvention allouée à l'association est supérieur à 10 000 euros et qu'il revient au conseil municipal de procéder à l'approbation d'un conventionnement pour l'année en cours,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** la convention d'objectifs jointe en annexe A avec l'association AMICALE LUCÉ TENNIS pour l'année 2026.

- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer ladite convention avec le représentant habilité par ladite association.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600091BIS-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 08/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 08 JUIL. 2026
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 08 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

ANNEXE A.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600091BIS-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 08/07/2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE DE LUCE ET L'ASSOCIATION AMICALE DE LUCE TENNIS

ENTRE

La Ville de Lucé, représentée par Monsieur Olivier MARCADON, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à la sécurité et à la tranquillité publique, à la transition numérique et aux projets et à l'aménagement urbain,
ci-après désignée « la Ville »,

D'UNE PART,

ET

L'association Amicale de Lucé Tennis, association régie par la loi du 1er juillet 1901 déclarée en Préfecture le 03/02/1998, dont le siège social est situé stade Jean Boudrie 4 rue Jean Boudrie à LUCE (28110), représentée par Madame Stéphanie BAUD, Présidente,
N° SIREN : 327 423 711 00016
ci-après désignée « l'Association »,

D'AUTRE PART

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La loi 2000-321 du 12 avril 2000 en son article 10 et le décret 2001-495 du 6 juin 2001 en son article 1 rendent obligatoire l'établissement d'une convention pour le versement de toute subvention publique d'un montant minimum actuellement fixé de 23 000 € par an.

La Ville s'impose néanmoins d'établir une convention afin de cadrer les objectifs poursuivis, puisqu'elle entend promouvoir un partenariat de qualité avec les associations sportives et culturelles qui, par leur dynamisme, contribuent à valoriser l'image de la commune et à renforcer le lien social entre les habitants.

Considérant la nécessité de poursuivre son engagement de manière contractuelle, la Ville de Lucé entend donc soutenir :

- L'accueil et l'animation sur les terrains et dans les quartiers, en direction des enfants et des jeunes ;
- Les activités socio-sportives qui permettent l'accessibilité à la pratique sportive régulière ;
- La pratique sportive pour tous et à tous les niveaux ;
- L'animation de la vie locale à travers l'organisation de manifestations sportives de masse.

Au terme de la présente convention, il conviendra d'établir un bilan d'activité général qui conditionnera sa prorogation.

Par la présente convention, l'Association s'engage **à son initiative et sous sa responsabilité** à réaliser les objectifs définis dans la présente convention et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à leur bonne réalisation.

ARTICLE 1 : MISSION D'INTERET GENERAL

L'Association a pour vocation de favoriser la découverte et la pratique du tennis en permettant aux enfants et aux jeunes de se développer harmonieusement, tant sur le plan physique que psychologique, et d'acquérir de l'autonomie, en vue d'une bonne insertion dans la société.

Sa mission d'intérêt général se situera donc dans le cadre suivant :

- Organiser, soutenir et coordonner les activités concernant la pratique du tennis afin de répondre au mieux aux attentes de la population lucéenne concernant cette discipline ;
- Collaborer et participer à la mise en œuvre de l'offre de loisirs sportifs pendant les temps de la vie de l'enfant et du jeune (scolaire, péri et extra-scolaire) afin de favoriser l'accessibilité à la pratique sportive au plus grand nombre. Ces actions pourront concerner prioritairement les espaces de loisirs de Lucé mis en place dans le cadre du projet éducatif local ;
- Participer à la politique sociale et éducative de la Ville par le développement du sport de masse ;
- Faciliter l'accès à la pratique d'une activité physique et sportive et la participation aux compétitions de jeunes pratiquants sportifs à destination des familles aux ressources financières limitées ;
- Veiller à une juste application du principe de laïcité, prévenir les phénomènes de pression, de rejet de l'autre ou de discrimination en raison de sa religion, de sa conviction, de son sexe ou d'une quelconque appartenance réelle ou supposée.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS PARTICULIERS

Les objectifs retenus dans le cadre de la présente convention concernent aussi bien le niveau de l'évolution des licenciés que l'animation dans la Ville et la formation. Ils s'inscrivent pleinement dans le cadre d'une mission socio-éducative.

Le domaine d'activité concerné (le tennis), s'appuie sur des réalités et sur des enjeux de nature différente :

- D'une part, le développement de pratiques compétitives ;
- D'autre part, l'initiation pour le plus grand nombre.

Enfin, il est rappelé que dans le cadre des activités générales de l'Association, la recherche d'un partenariat effectif avec le Service Politique de la Ville, Education, Enfance, Jeunesse et Sports de la Ville de Lucé est indispensable pour l'élaboration d'un projet.

2.1 - EVOLUTION DES LICENCES

L'objectif pour les prochaines saisons est de poursuivre le développement de l'association avec la création de nouveaux courts de PADEL

2.2 - OBJECTIFS D'ANIMATION

Les activités sportives proposées par l'Association devront favoriser la socialisation des adhérents. Les manifestations devront revêtir des aspects divers tels que :

- Forum des associations,
- Rencontre annuelle de jeunes,
- Tournoi interne / départemental et/ou régional,
- Toutes actions partenariales en lien avec les services municipaux.
- Répondre aux sollicitations de la Ville pour l'organisation de manifestations.

Des animations dans les quartiers, en direction des jeunes, et notamment ceux dont les familles sont socialement et économiquement défavorisées, devront être réalisées chaque année. Elles privilégieront le côté ludique de la discipline. Les modalités pratiques, techniques et pédagogiques seront élaborées conjointement par le Service des Sports de la Ville de Lucé, les équipes d'animation et les représentants de l'Association.

2.3 - OBJECTIFS DE FORMATION

La formation concernera prioritairement les jeunes, mais s'appliquera aussi à l'encadrement, de manière à :

- Maintenir le niveau existant ;
- Améliorer le niveau technique de l'encadrement afin d'élever conjointement le niveau des adhérents et en assurer le suivi dans le temps ;
- Pérenniser l'esprit associatif et de convivialité qui anime l'Association.

ARTICLE 3 : SOUTIEN MATERIEL ET FINANCIER

3.1 MOYENS MATERIELS

La Ville s'engage dans la mesure de ses contraintes et de ses disponibilités, à mettre à disposition de l'Association les équipements nécessaires à la réalisation de ces objectifs. La mise à disposition d'un ou de plusieurs équipements sportifs, de matériels et de locaux communaux fera l'objet d'une convention spécifique rappelant pour les installations concernées :

- Le(s) lieu(x)
- Les créneaux horaires
- Les conditions financières
- Les conditions d'utilisation
- Les règles d'hygiène et de sécurité

Toutefois, l'Association qui bénéficie d'une telle mise à disposition s'engage à :

- Utiliser ces équipements à leur destination et dans le respect des lois et règlements
- Souscrire de façon impérative, et au préalable de la mise à disposition, les polices d'assurances nécessaires à la protection des biens et personnes, et en fournir les attestations à la Ville
- Respecter les créneaux horaires d'utilisation fixés par le service des sports de la Ville concernant les équipements sportifs
- Respecter les consignes qui pourraient lui être formulées par les agents territoriaux chargés de la surveillance et de la maintenance de ces équipements.

Les manifestations/animations devront se dérouler sous l'entière responsabilité de l'Association, à charge pour elle de souscrire, toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurances, sans qu'en aucun cas la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause.

Dans ce cadre, la Ville pourrait s'engager à apporter à l'Association un soutien logistique à l'organisation des manifestations, dans la mesure de ses contraintes et disponibilités et dans leurs domaines de compétences respectifs, notamment à travers :

- Le prêt de matériels (tentes, chaises, tables, etc...). L'association devra s'engager à utiliser ces matériels à leur destination et dans le respect des lois et règlements. L'association devra respecter les consignes qui pourraient lui être formulées par les agents territoriaux chargés de la surveillance et de la maintenance des équipements mis à disposition.
- La livraison et la reprise du matériel

Ce soutien logistique fera l'objet de demandes spécifiques. Ces avantages en nature seront valorisés pour chaque exercice concerné.

3.2 MOYENS FINANCIERS

3.2.1 DEMANDE DE SUBVENTION

L'Association devra formuler sa demande annuelle de subvention, conformément à la procédure prévue à cet effet et en respect du calendrier fixé par la Ville.
L'Association devra, à l'appui de sa demande de subvention dûment complétée, communiquer à la Ville l'ensemble des documents entrant dans la composition du dossier de subvention.

En application de l'article L 1611-4 du code général des collectivités territoriales, l'Association pourra être à tout moment contrôlée par la Ville. Elle devra transmettre à la Ville, dans le mois suivant l'assemblée d'approbation des comptes (soit au plus tard six mois après la clôture de l'exercice comptable), et pour les périodes couvertes par la présente convention, les documents suivants :

- Les statuts déposés ou approuvés s'il s'agit d'une 1ère demande ou si un changement est intervenu l'année passée ;
- Les derniers comptes annuels approuvés : bilan et compte de résultat et annexe ;
- Le compte-rendu financier de la subvention dont l'Association demande le renouvellement ;
- Les documents de gestion (bilan d'activité, rapport financier) ;
- Le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale ;
- Un RIB ou un RIP,
- Les relevés bancaires les plus récents des comptes courants, épargne et titre, ainsi que ceux correspondants à la date du dernier compte annuel approuvé.

L'Association s'engage à appliquer les règles de comptabilité afférentes aux associations, ainsi qu'à transmettre à la Ville un rapport annuel retraçant les activités et résultats obtenus notamment au regard des objectifs définis d'un commun accord entre la Ville et l'Association.

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, le compte-rendu financier produit par l'Association rendra compte et attestera de la conformité des dépenses effectuées selon l'objet de la subvention.

De plus, l'Association s'engage à informer la Ville de toute modification de ses statuts et de la composition de son bureau.

Enfin, sur simple demande de la Ville, l'Association lui communiquera tous les éléments d'information jugés utiles à rendre compte de la réalisation des objectifs définis dans la présente convention.

Il est rappelé que la collectivité reprendra dans ses documents budgétaires des informations liées notamment aux subventions et aux aides en nature attribuées. Le compte administratif comprend

ainsi une annexe établie conformément à l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Enfin et selon le Décret n°2017/779 du 5 mai 2017, la collectivité doit également rendre compte à certains services de l'Etat de diverses données financières.

3.2.2 VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Article 3.2.2 : Versement de la subvention

La Ville de Lucé s'engage, en fonction de ses moyens financiers, à accorder une subvention annuelle de fonctionnement, afin de permettre la mise en œuvre des missions d'intérêt général et des objectifs particuliers fixés à l'association.

Le montant de la subvention allouée chaque année par la Ville sera versé à l'Association selon les procédures de la comptabilité publique en vigueur et selon les modalités suivantes :

- Courant du 1er semestre de l'année : versement, soit de :
  - 50% de la subvention attribuée pour l'année N-1, sur demande écrite, avant le vote du budget supplémentaire ;
  - Ou 50% de la subvention attribuée pour l'année N, après vote de la délibération les attribuant ;
- Courant de l'année : versement du solde de la subvention attribuée dès complétude du dossier.

Dans le cadre de son activité, l'Association s'engage à rechercher des cotisations et à percevoir les recettes des manifestations qui contribuent à son autofinancement.

La Ville pourra ponctuellement demander tous documents opérationnels, administratifs, juridiques ou financiers permettant de vérifier que la subvention a été employée conformément aux objectifs et activités fixés d'un commun accord entre les parties. »

L'Association s'engage à respecter la réglementation en la matière et notamment :
- le plan comptable des associations (prévu par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels dans les associations et fondations, homologué par l'arrêté interministériel en date du 8 avril 1999) et les règles de la comptabilité,
- le recours à une personne chargée de vérifier les comptes.

De plus, l'Association veillera à recourir à un expert-comptable et/ou un commissaire aux comptes selon les dispositions de l'article L612-4 du code du commerce. Elle devra également prévoir la publicité de ces comptes conformément au Décret n°2010-31 11 janvier 2010.

Pour l'année 2026, le montant de la subvention sera examiné annuellement par l'assemblée délibérante (le principe de l'annualité budgétaire).

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Conformément à l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de cet article et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, l'association s'engage à respecter le caractère laïc et les principes de la République.

La signature de la convention vaut acceptation du contrat républicain

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie à compter du 1er juillet 2026.

Elle prendra fin automatiquement au plus tard le 31 décembre 2026.
Cette convention est consentie et acceptée pour l'année 2026, période à l'issue de laquelle, six mois au moins avant son expiration, l'une ou l'autre des parties sont tenues de faire connaître leur intention quant à son renouvellement pour une durée de trois ans ou à sa dénonciation.

La Ville et l'Association tireront le bilan de leur collaboration à la fin de chaque année. L'évaluation se fera sur la base des objectifs définis. Elle permettra, le cas échéant, de les réajuster par voie d'avenant.

La Ville notifiera à l'Association la présente convention signée, après délibération du Conseil Municipal et transmission au contrôle de légalité.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité en cas de redressement et/ou de liquidation judiciaires de l'Association.

Elle pourra également être résiliée pour une raison d'intérêt général après mise en demeure restée infructueuse, dans un délai minimal d'un mois, avant le terme.

La convention sera notamment résiliée de plein droit dans les cas suivants :

- Manquement au droit du travail par l'Association ;
- Non-déclaration ou non-paiement des cotisations sociales selon les obligations et les échéances légales.

La résiliation unilatérale par la Ville ne donnera lieu à aucun paiement d'indemnité.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant voté par le Conseil Municipal.

Elle ne donne lieu à aucun renouvellement automatique. Seule une nouvelle convention signée par les deux parties serait de nature à prolonger dans le temps les effets de cette convention.

ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'Association est responsable des dommages causés tant aux tiers qu'aux biens et personnels de la Ville par les activités qu'elle organise et par les dommages causés - ou subis - par les personnes qui y participent à quelque titre que ce soit.

L'association produira une attestation d'assurance qui garantit ces responsabilités.

De son côté, la Ville est assurée contre toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité.

En cas de litige, les deux parties s'efforceront d'aboutir à un règlement amiable, si nécessaire validé par leurs assureurs respectifs.

La subvention apportée par la Ville à l'Association ne saurait entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir au cours de ces actions.

ARTICLE 7 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Ville, des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Ville peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de toute ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

En cas de non-respect de « l'engagement républicain », la subvention devra être restituée à la collectivité. Pour ce faire la collectivité procède au retrait de cette subvention par une décision motivée, après que le bénéficiaire ait été mis à même de présenter ses observations dans les conditions prévues à l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration, et enjoint au bénéficiaire de lui restituer, dans un délai ne pouvant excéder six mois à compter de la décision de retrait, les sommes versées ou, en cas de subvention en nature, sa valeur monétaire.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas d'échec constaté de cette procédure, tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses pourra être porté par-devant le tribunal compétent.

Fait en deux exemplaires originaux.

Lucé, le ..... 11 JUIL. 2025 ..

Par délégation du Maire,
L'Adjoint délégué aux Finances,
à la sécurité et à la tranquillité publique,
à la transition numérique et aux projets
et à l'aménagement urbain,
ci-après désignée « la Ville »,
Olivier MARCADON,

Lucé, le .....

Pour l'Association Amicale de Lucé Tennis
Stéphanie BAUD
Présidente

Département
D'EURE-ET-LOIR

Lucé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00092

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	27
VOTANTS	30

Objet : Association Betamachine - convention d'objectifs 2026

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Olivier MARCADON.

M. Olivier MARCADON, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI,
Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER,
M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Étaient absents non représentés :

M. Florent GAUTHIER, M. Brice GAUTHIER.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et plus particulièrement son article 10,

Vu l'article 1er du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Culture - Sports dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que les dispositions réglementaires prévoient l'obligation de conclure une convention avec les associations dont le montant annuel de subventions dépasse la somme de 23 000 euros,

Considérant la délibération n° 2023.00034 du conseil municipal du 12 avril 2023 mentionnant la volonté de la municipalité de néanmoins rédiger des conventions d'objectifs avec chaque association bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 10 000 euros sur l'année,

Considérant que la ville entend ainsi promouvoir un partenariat de qualité avec l'association BETAMACHINE qui, par son dynamisme, contribue à valoriser l'image de la commune et à renforcer le lien social entre les habitants,

Considérant que le montant de la subvention allouée à l'association est supérieur à 10 000 euros et qu'il revient au conseil municipal de procéder à l'approbation d'un conventionnement pour l'année en cours,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** la convention d'objectifs jointe en annexe A avec l'association BETAMACHINE pour l'année 2026.

- **AUTORISE** Monsieur Le Maire ou son représentant à signer ladite convention avec le représentant habilité par ladite association.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

ACTE EXECUTOIRE

- Transmis en Préfecture le 08 JUIL. 2026
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 08 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

ANNEXE A

Lucé

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600092-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 08/07/2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE DE LUCE ET L'ASSOCIATION BETAMACHINE

ENTRE

La Ville de Lucé, représentée par Monsieur Olivier MARCADON, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à la sécurité et à la tranquillité publique, à la transition numérique et aux projets et à l'aménagement urbain,
ci-après désignée « la Ville »,

D'UNE PART,

ET

L'association BETAMACHINE, association régie par la loi du 1er juillet 1901 déclarée en Préfecture le 9 décembre 2014, dont le siège social est situé 8 rue de la Taye à LUCE (28110), représentée par Madame Marie-Agathe Paty, co-Présidente,
N° SIREN : 809 142 292 00048
ci-après désignée « l'Association »,

D'AUTRE PART

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La loi 2000-321 du 12 avril 2000 en son article 10 et le décret 2001-495 du 6 juin 2001 en son article 1 rendent obligatoire l'établissement d'une convention pour le versement de toute subvention publique d'un montant minimum actuellement fixé de 23 000 € par an.

La Ville s'impose néanmoins d'établir une convention afin de cadrer les objectifs poursuivis, puisqu'elle entend promouvoir un partenariat de qualité avec les associations sportives et culturelles qui, par leur dynamisme, contribuent à valoriser l'image de la commune et à renforcer le lien social entre les habitants.

Considérant la nécessité de poursuivre son engagement de manière contractuelle, la Ville de Lucé entend donc soutenir :

- Les activités culturelles et artistiques pour tous
- L'accès aux innovations technologiques
- L'animation de la vie locale à travers l'organisation de manifestations diverses.

Au terme de la présente convention, il conviendra d'établir un bilan d'activité général qui conditionnera sa prorogation.

Par la présente convention, l'Association s'engage **à son initiative et sous sa responsabilité** à réaliser les objectifs définis dans la présente convention et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à leur bonne réalisation.

ARTICLE 1 : MISSION D'INTERET GENERAL

Betamachine est un espace hybride de créativité implanté à Lucé. Fondée par des citoyens en 2014, l'association est dédiée aux sciences et techniques, aux savoir-faire et à la création sous toutes ses formes.

Sa mission d'intérêt général se situera donc dans le cadre suivant :

- Organiser, soutenir et coordonner des activités hybrides artistiques, artisanales et ayant trait aux pratiques numériques,
- Participer à la politique sociale et éducative de la Ville par le développement d'espaces de convivialité et d'animations ouverts à tous,
- Veiller à une juste application du principe de laïcité, prévenir les phénomènes de pression, de rejet de l'autre ou de discrimination en raison de sa religion, de sa conviction, de son sexe ou d'une quelconque appartenance réelle ou supposée.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS PARTICULIERS

Les objectifs retenus dans le cadre de la présente convention s'inscrivent pleinement dans le cadre d'une mission socio-éducative.

Les domaines d'activités concernés s'appuient sur des réalités et des enjeux de natures différentes :

- D'une part, le développement de pratiques artistiques et / ou techniques
- D'autre part, l'accès de ces pratiques au plus grand nombre

Enfin, il est rappelé que dans le cadre des activités générales de l'Association, la recherche d'un partenariat effectif avec le Service Culture, sports et vie associative de la Ville de Lucé est indispensable pour l'élaboration d'un projet.

2.1 - OBJECTIFS D'ANIMATION

Les activités proposées par l'Association devront favoriser la socialisation des adhérents. Les manifestations devront revêtir des aspects divers tels que :

- Forum des associations,
- Rencontre annuelle
- Toutes actions partenariales en lien avec les services municipaux.
- Répondre aux sollicitations de la Ville pour l'organisation de manifestations.

Des animations dans les quartiers, en direction des jeunes, et notamment ceux dont les familles sont socialement et économiquement défavorisées, devront être réalisées chaque année. Elles privilégieront le côté ludique de la discipline.

ARTICLE 3 : SOUTIEN MATERIEL ET FINANCIER

3.1 MOYENS MATERIELS

La Ville s'engage dans la mesure de ses contraintes et de ses disponibilités, à mettre à disposition de l'Association les équipements nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

Les manifestations/animations devront se dérouler sous l'entière responsabilité de l'Association, à charge pour elle de souscrire, toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurances, sans qu'en aucun cas la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause.

Dans ce cadre, la Ville pourrait s'engager à apporter à l'Association un soutien logistique à l'organisation des manifestations, dans la mesure de ses contraintes et disponibilités et dans leurs domaines de compétences respectifs, notamment à travers :

- Le prêt de matériels (tentes, chaises, tables, etc...). L'association devra s'engager à utiliser ces matériels à leur destination et dans le respect des lois et règlements. L'association devra respecter les consignes qui pourraient lui être formulées par les agents territoriaux chargés de la surveillance et de la maintenance des équipements mis à disposition.
- La livraison et la reprise du matériel

Ce soutien logistique fera l'objet de demandes spécifiques. Ces avantages en nature seront valorisés pour chaque exercice concerné.

3.2 MOYENS FINANCIERS

3.2.1 DEMANDE DE SUBVENTION

L'Association devra formuler sa demande annuelle de subvention, conformément à la procédure prévue à cet effet et en respect du calendrier fixé par la Ville.
L'Association devra, à l'appui de sa demande de subvention dûment complétée, communiquer à la Ville l'ensemble des documents entrant dans la composition du dossier de subvention.

En application de l'article L 1611-4 du code général des collectivités territoriales, l'Association pourra être à tout moment contrôlée par la Ville. Elle devra transmettre à la Ville, dans le mois suivant l'assemblée d'approbation des comptes (soit au plus tard six mois après la clôture de l'exercice comptable), et pour les périodes couvertes par la présente convention, les documents suivants :

- Les statuts déposés ou approuvés s'il s'agit d'une 1ère demande ou si un changement est intervenu l'année passée ;
- Les derniers comptes annuels approuvés : bilan et compte de résultat et annexe ;
- Le compte-rendu financier de la subvention dont l'Association demande le renouvellement ;
- Les documents de gestion (bilan d'activité, rapport financier) ;
- Le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale ;
- Un RIB ou un RIP,
- Les relevés bancaires les plus récents des comptes courants, épargne et titre, ainsi que ceux correspondants à la date du dernier compte annuel approuvé.

L'Association s'engage à appliquer les règles de comptabilité afférentes aux associations, ainsi qu'à transmettre à la Ville un rapport annuel retraçant les activités et résultats obtenus notamment au regard des objectifs définis d'un commun accord entre la Ville et l'Association.

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, le compte-rendu financier produit par l'Association rendra compte et attestera de la conformité des dépenses effectuées selon l'objet de la subvention.

De plus, l'Association s'engage à informer la Ville de toute modification de ses statuts et de la composition de son bureau.

Enfin, sur simple demande de la Ville, l'Association lui communiquera tous les éléments d'information jugés utiles à rendre compte de la réalisation des objectifs définis dans la présente convention.

Il est rappelé que la collectivité reprendra dans ses documents budgétaires des informations liées notamment aux subventions et aux aides en nature attribuées. Le compte administratif comprend ainsi une annexe établie conformément à l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Enfin et selon le Décret n°2017/779 du 5 mai 2017, la collectivité doit également rendre compte à certains services de l'État de diverses données financières.

3.2.2 VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Article 3.2.2 : Versement de la subvention

La Ville de Lucé s'engage, en fonction de ses moyens financiers, à accorder une subvention annuelle de fonctionnement, afin de permettre la mise en œuvre des missions d'intérêt général et des objectifs particuliers fixés à l'association.

Le montant de la subvention allouée chaque année par la Ville sera versé à l'Association selon les procédures de la comptabilité publique en vigueur et selon les modalités suivantes :

- Courant du 1er semestre de l'année: versement, soit de :
  - 50% de la subvention attribuée pour l'année N-1, sur demande écrite, avant le vote du budget supplémentaire ;
  - Ou 50% de la subvention attribuée pour l'année N, après vote de la délibération les attribuant ;
- Courant de l'année : versement du solde de la subvention attribuée dès complétude du dossier.

Dans le cadre de son activité, l'Association s'engage à rechercher des cotisations et à percevoir les recettes des manifestations qui contribuent à son autofinancement.

La Ville pourra ponctuellement demander tous documents opérationnels, administratifs, juridiques ou financiers permettant de vérifier que la subvention a été employée conformément aux objectifs et activités fixés d'un commun accord entre les parties. »

L'Association s'engage à respecter la réglementation en la matière et notamment :
- le plan comptable des associations (prévu par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels dans les associations et fondations, homologué par l'arrêté interministériel en date du 8 avril 1999) et les règles de la comptabilité,
- le recours à une personne chargée de vérifier les comptes.

De plus, l'Association veillera à recourir à un expert-comptable et/ou un commissaire aux comptes selon les dispositions de l'article L612-4 du code du commerce. Elle devra également prévoir la publicité de ces comptes conformément au Décret n°2010-31 11 janvier 2010.

Pour l'année 2026, le montant de la subvention sera examiné annuellement par l'assemblée délibérante (le principe de l'annualité budgétaire).

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Conformément à l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de cet article et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État, l'association s'engage à respecter le caractère laïc et les principes de la République.

La signature de la convention vaut acceptation du contrat républicain

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie à compter du 1er juillet 2026.

Elle prendra fin automatiquement au plus tard le 31 décembre 2026.
Cette convention est consentie et acceptée pour le 2ème semestre 2026, période à l'issue de laquelle, trois mois au moins avant son expiration, l'une ou l'autre des parties sont tenues de faire connaître leur intention quant à son renouvellement pour une durée de trois ans ou à sa dénonciation.

La Ville et l'Association tireront le bilan de leur collaboration à la fin de chaque année. L'évaluation se fera sur la base des objectifs définis. Elle permettra, le cas échéant, de les réajuster par voie d'avenant.

La Ville notifiera à l'Association la présente convention signée, après délibération du Conseil Municipal et transmission au contrôle de légalité.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité en cas de redressement et/ou de liquidation judiciaires de l'Association.

Elle pourra également être résiliée pour une raison d'intérêt général après mise en demeure restée infructueuse, dans un délai minimal d'un mois, avant le terme.

La convention sera notamment résiliée de plein droit dans les cas suivants :

- Manquement au droit du travail par l'Association ;
- Non-déclaration ou non-paiement des cotisations sociales selon les obligations et les échéances légales.

La résiliation unilatérale par la Ville ne donnera lieu à aucun paiement d'indemnité.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant voté par le Conseil Municipal.

Elle ne donne lieu à aucun renouvellement automatique. Seule une nouvelle convention signée par les deux parties serait de nature à prolonger dans le temps les effets de cette convention.

ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'Association est responsable des dommages causés tant aux tiers qu'aux biens et personnels de la Ville par les activités qu'elle organise et par les dommages causés - ou subis - par les personnes qui y participent à quelque titre que ce soit.

L'association produira une attestation d'assurance qui garantit ces responsabilités

De son côté, la Ville est assurée contre toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité.

En cas de litige, les deux parties s'efforceront d'aboutir à un règlement amiable, si nécessaire validé par leurs assureurs respectifs.

La subvention apportée par la Ville à l'Association ne saurait entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir au cours de ces actions.

ARTICLE 7 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Ville, des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Ville peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de toute ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

En cas de non-respect de « l'engagement républicain », la subvention devra être restituée à la collectivité. Pour ce faire la collectivité procède au retrait de cette subvention par une décision motivée, après que le bénéficiaire a été mis à même de présenter ses observations dans les conditions prévues à l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration, et enjoint au bénéficiaire de lui restituer, dans un délai ne pouvant excéder six mois à compter de la décision de retrait, les sommes versées ou, en cas de subvention en nature, sa valeur monétaire.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas d'échec constaté de cette procédure, tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses pourra être porté par-devant le tribunal compétent.

Fait en deux exemplaires originaux.

Lucé, le .....

Par délégation du Maire,
L'Adjoint au Maire délégué aux Finances,
à la sécurité et à la tranquillité publique,
à la transition numérique et aux projets
et à l'aménagement urbain,
Olivier MARCADON

Lucé, le .....

Pour l'Association BETAMACHINE
Marie-Agathe Paty
Co-Présidente

Département
D'EURE-ET-LOIR

Lucé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00093

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Association Taekwondo (TKD2AS) - convention d'objectifs 2026

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et plus particulièrement son article 10,

Vu l'article 1er du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Culture - Sports dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que les dispositions réglementaires prévoient l'obligation de conclure une convention avec les associations dont le montant annuel de subventions dépasse la somme de 23 000 euros,

Considérant la délibération n° 2023.00034 du conseil municipal du 12 avril 2023 mentionnant la volonté de la municipalité de néanmoins rédiger des conventions d'objectifs avec chaque association bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 10 000 euros sur l'année,

Considérant que la ville entend ainsi promouvoir un partenariat de qualité avec l'association TKD2AS (Taekwondo) qui, par son dynamisme, contribue à valoriser l'image de la commune et à renforcer le lien social entre les habitants,

Considérant que le montant de la subvention allouée à l'association est supérieur à 10 000 euros et qu'il revient au conseil municipal de procéder à l'approbation d'un conventionnement pour l'année en cours,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** la convention d'objectifs jointe en annexe A avec l'association TKD2AS - TAEKWONDO pour l'année 2026.

- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer ladite convention avec le représentant habilité par ladite association.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600093-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 08/07/2026

Lucé, le 08 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 08 JUIL. 2026
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 08 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

ANNEXE A

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600093-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 08/07/2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE DE LUCE ET L'ASSOCIATION TKD2AS (TAEKWONDO)

ENTRE

La Ville de Lucé, représentée par Monsieur Olivier MARCADON, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à la sécurité et à la tranquillité publique, à la transition numérique et aux projets et à l'aménagement urbain,
ci-après désignée « la Ville »,

D'UNE PART,

ET

L'association TKD2AS de LUCE (Taekwondo), association régie par la loi du 1er juillet 1901 déclarée en Préfecture le 10/10/2017 (à la suite de la dissolution de la section Taekwondo de LESSCALE crée en septembre 1995) dont le siège social est situé 9 rue d'Aquitaine à LUCE (28110), représentée par Monsieur BOIVIN Alain, Président,
N° SIREN : 838 850 022 00016
ci-après désignée « l'Association TKD2AS de LUCE»,

D'AUTRE PART

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La loi 2000-321 du 12 avril 2000 en son article 10 et le décret 2001-495 du 6 juin 2001 en son article 1 rendent obligatoire l'établissement d'une convention pour le versement de toute subvention publique d'un montant minimum actuellement fixé de 23 000 € par an.

La Ville s'impose néanmoins d'établir une convention afin de cadrer les objectifs poursuivis, puisqu'elle entend promouvoir un partenariat de qualité avec les associations sportives et culturelles qui, par leur dynamisme, contribuent à valoriser l'image de la commune et à renforcer le lien social entre les habitants.

Considérant la nécessité de poursuivre son engagement de manière contractuelle, la Ville de Lucé entend donc soutenir :

- L'accueil et l'animation sur les terrains et dans les quartiers, en direction des enfants et des jeunes ;
- Les activités socio-sportives qui permettent l'accessibilité à la pratique sportive régulière ;
- La pratique sportive pour tous et à tous les niveaux ;
- Ainsi que pour les jeunes souffrant de handicaps ou de trouble (D.I.S).

- L'animation de la vie locale à travers l'organisation de manifestations sportives de masse.

Au terme de la présente convention, il conviendra d'établir un bilan d'activité général qui conditionnera sa prorogation.

Par la présente convention, l'Association s'engage **à son initiative et sous sa responsabilité** à réaliser les objectifs définis dans la présente convention et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à leur bonne réalisation.

ARTICLE 1 : MISSION D'INTERET GENERAL

L'Association a pour vocation de favoriser la découverte et la pratique du Taekwondo en permettant aux enfants, aux jeunes et aux jeunes souffrant de handicap et de troubles (D.I.S) de se développer harmonieusement, tant sur le plan physique que psychologique, et d'acquérir de l'autonomie, en vue d'une bonne insertion dans la société.

Sa mission d'intérêt général se situera donc dans le cadre suivant :

- Organiser, soutenir et coordonner les activités concernant la pratique du Taekwondo afin de répondre au mieux aux attentes de la population lucéenne concernant cette discipline ;
- Collaborer et participer à la mise en œuvre de l'offre de loisirs sportifs pendant les temps de la vie de l'enfant et du jeune (scolaire, péri et extra-scolaire) afin de favoriser l'accessibilité à la pratique sportive au plus grand nombre. Ces actions pourront concerner prioritairement les espaces de loisirs de Lucé mis en place dans le cadre du projet éducatif local ;
- Participer à la politique sociale et éducative de la Ville par le développement du sport de masse ;
- Faciliter l'accès à la pratique d'une activité physique et sportive et la participation aux compétitions de jeunes pratiquants sportifs à destination des familles aux ressources financières limitées ;
- Veiller à une juste application du principe de laïcité, prévenir les phénomènes de pression, de rejet de l'autre ou de discrimination en raison de sa religion, de sa conviction, de son sexe ou d'une quelconque appartenance réelle ou supposée.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS PARTICULIERS

Les objectifs retenus dans le cadre de la présente convention concernent aussi bien le niveau de l'évolution des licenciés que l'animation dans la Ville et la formation. Ils s'inscrivent pleinement dans le cadre d'une mission socio-éducative.

Le domaine d'activité concerné s'appuie sur des réalités et sur des enjeux de nature différente :

- D'une part, le développement de pratiques compétitives ;
- D'autre part, l'initiation pour le plus grand nombre.

Enfin, il est rappelé que dans le cadre des activités générales de l'Association, la recherche d'un partenariat effectif avec le Service Politique de la Ville, Education, Enfance, Jeunesse et Sports de la Ville de Lucé est indispensable pour l'élaboration d'un projet.

2.1 - EVOLUTION DES LICENCES

L'objectif pour les prochaines saisons est de poursuivre le développement de l'association.

2.2 - OBJECTIFS D'ANIMATION

Les activités sportives proposées par l'Association devront favoriser la socialisation des adhérents. Les manifestations devront revêtir des aspects divers tels que :

- Forum des associations,
- Rencontre annuelle de jeunes,
- Tournoi interne / départemental et/ou régional,
- Toutes actions partenariales en lien avec les services municipaux.
- Répondre aux sollicitations de la Ville pour l'organisation de manifestations.

Des animations dans les quartiers, en direction des jeunes, et notamment ceux dont les familles sont socialement et économiquement défavorisées, devront être réalisées chaque année. Elles privilégieront le côté ludique de la discipline. Les modalités pratiques, techniques et pédagogiques seront élaborées conjointement par le Service des Sports de la Ville de Lucé, les équipes d'animation et les représentants de l'Association.

2.3 - OBJECTIFS DE FORMATION

La formation concernera prioritairement les jeunes, mais s'appliquera aussi à l'encadrement, de manière à :

- Maintenir le niveau existant ;
- Améliorer le niveau technique de l'encadrement afin d'élever conjointement le niveau des adhérents et en assurer le suivi dans le temps ;
- Pérenniser l'esprit associatif et de convivialité qui anime l'Association.

ARTICLE 3 : SOUTIEN MATERIEL ET FINANCIER

3.1 MOYENS MATERIELS

La Ville s'engage dans la mesure de ses contraintes et de ses disponibilités, à mettre à disposition de l'Association les équipements nécessaires à la réalisation de ces objectifs. La mise à disposition d'un ou de plusieurs équipements sportifs, de matériels et de locaux communaux fera l'objet d'une convention spécifique rappelant pour les installations concernées :

- Le(s) lieu(x)
- Les créneaux horaires
- Les conditions financières
- Les conditions d'utilisation
- Les règles d'hygiène et de sécurité

Toutefois, l'Association qui bénéficie d'une telle mise à disposition s'engage à :

- Utiliser ces équipements à leur destination et dans le respect des lois et règlements
- Souscrire de façon impérative, et au préalable de la mise à disposition, les polices d'assurances nécessaires à la protection des biens et personnes, et en fournir les attestations à la Ville
- Respecter les créneaux horaires d'utilisation fixés par le service des sports de la Ville concernant les équipements sportifs
- Respecter les consignes qui pourraient lui être formulées par les agents territoriaux chargés de la surveillance et de la maintenance de ces équipements.

Les manifestations/animations devront se dérouler sous l'entière responsabilité de l'Association, à charge pour elle de souscrire, toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurances, sans qu'en aucun cas la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause.

Dans ce cadre, la Ville pourrait s'engager à apporter à l'Association un soutien logistique à l'organisation des manifestations, dans la mesure de ses contraintes et disponibilités et dans leurs domaines de compétences respectifs, notamment à travers :

- Le prêt de matériels (tentes, chaises, tables, etc...). L'association devra s'engager à utiliser ces matériels à leur destination et dans le respect des lois et règlements. L'association devra respecter les consignes qui pourraient lui être formulées par les agents territoriaux chargés de la surveillance et de la maintenance des équipements mis à disposition.
- La livraison et la reprise du matériel

Ce soutien logistique fera l'objet de demandes spécifiques. Ces avantages en nature seront valorisés pour chaque exercice concerné.

3.2 Moyens financiers

3.2.1 Demande de subvention

L'Association devra formuler sa demande annuelle de subvention, conformément à la procédure prévue à cet effet et en respect du calendrier fixé par la Ville.
L'Association devra, à l'appui de sa demande de subvention dûment complétée, communiquer à la Ville l'ensemble des documents entrant dans la composition du dossier de subvention.

En application de l'article L 1611-4 du code général des collectivités territoriales, l'Association pourra être à tout moment contrôlée par la Ville. Elle devra transmettre à la Ville, dans le mois suivant l'assemblée d'approbation des comptes (soit au plus tard six mois après la clôture de l'exercice comptable), et pour les périodes couvertes par la présente convention, les documents suivants :

- Les statuts déposés ou approuvés s'il s'agit d'une 1ère demande ou si un changement est intervenu l'année passée ;
- Les derniers comptes annuels approuvés : bilan et compte de résultat et annexe ;
- Le compte-rendu financier de la subvention dont l'Association demande le renouvellement ;
- Les documents de gestion (bilan d'activité, rapport financier) ;
- Le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale ;
- Un RIB ou un RIP,
- Les relevés bancaires les plus récents des comptes courants, épargne et titre, ainsi que ceux correspondants à la date du dernier compte annuel approuvé.

L'Association s'engage à appliquer les règles de comptabilité afférentes aux associations, ainsi qu'à transmettre à la Ville un rapport annuel retraçant les activités et résultats obtenus notamment au regard des objectifs définis d'un commun accord entre la Ville et l'Association.

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, le compte-rendu financier produit par l'Association rendra compte et attestera de la conformité des dépenses effectuées selon l'objet de la subvention.

De plus, l'Association s'engage à informer la Ville de toute modification de ses statuts et de la composition de son bureau.

Enfin, sur simple demande de la Ville, l'Association lui communiquera tous les éléments d'information jugés utiles à rendre compte de la réalisation des objectifs définis dans la présente convention.

Il est rappelé que la collectivité reprendra dans ses documents budgétaires des informations liées notamment aux subventions et aux aides en nature attribuées. Le compte administratif comprend

ainsi une annexe établie conformément à l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Enfin et selon le Décret n°2017/779 du 5 mai 2017, la collectivité doit également rendre compte à certains services de l'Etat de diverses données financières.

3.2.2 VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Article 3.2.2 : Versement de la subvention

La Ville de Lucé s'engage, en fonction de ses moyens financiers, à accorder une subvention annuelle de fonctionnement, afin de permettre la mise en œuvre des missions d'intérêt général et des objectifs particuliers fixés à l'association.

Le montant de la subvention allouée chaque année par la Ville sera versé à l'Association selon les procédures de la comptabilité publique en vigueur et selon les modalités suivantes :

- Courant du 1er semestre de l'année : versement, soit de :
  - 50% de la subvention attribuée pour l'année N-1, sur demande écrite, avant le vote du budget supplémentaire ;
  - Ou 50% de la subvention attribuée pour l'année N, après vote de la délibération les attribuant ;
- Courant de l'année : versement du solde de la subvention attribuée dès complétude du dossier.

Dans le cadre de son activité, l'Association s'engage à rechercher des cotisations et à percevoir les recettes des manifestations qui contribuent à son autofinancement.

La Ville pourra ponctuellement demander tous documents opérationnels, administratifs, juridiques ou financiers permettant de vérifier que la subvention a été employée conformément aux objectifs et activités fixés d'un commun accord entre les parties. »

L'Association s'engage à respecter la réglementation en la matière et notamment :
- le plan comptable des associations (prévu par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels dans les associations et fondations, homologué par l'arrêté interministériel en date du 8 avril 1999) et les règles de la comptabilité,
- le recours à une personne chargée de vérifier les comptes.

De plus, l'Association veillera à recourir à un expert-comptable et/ou un commissaire aux comptes selon les dispositions de l'article L612-4 du code du commerce. Elle devra également prévoir la publicité de ces comptes conformément au Décret n°2010-31 11 janvier 2010.

Pour l'année 2026, le montant de la subvention sera examiné annuellement par l'assemblée délibérante (le principe de l'annualité budgétaire).

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Conformément à l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de cet article et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, l'association s'engage à respecter le caractère laïc et les principes de la République.

La signature de la convention vaut acceptation du contrat républicain

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie à compter du 1er juillet 2026.

Elle prendra fin automatiquement au plus tard le 31 décembre 2026.
Cette convention est consentie et acceptée pour l'année 2026, période à l'issue de laquelle, six mois au moins avant son expiration, l'une ou l'autre des parties sont tenues de faire connaître leur intention quant à son renouvellement pour une durée de trois ans ou à sa dénonciation.

La Ville et l'Association tireront le bilan de leur collaboration à la fin de chaque année. L'évaluation se fera sur la base des objectifs définis. Elle permettra, le cas échéant, de les réajuster par voie d'avenant.

La Ville notifiera à l'Association la présente convention signée, après délibération du Conseil Municipal et transmission au contrôle de légalité.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité en cas de redressement et/ou de liquidation judiciaires de l'Association.

Elle pourra également être résiliée pour une raison d'intérêt général après mise en demeure restée infructueuse, dans un délai minimal d'un mois, avant le terme.

La convention sera notamment résiliée de plein droit dans les cas suivants :

- Manquement au droit du travail par l'Association ;
- Non-déclaration ou non-paiement des cotisations sociales selon les obligations et les échéances légales.

La résiliation unilatérale par la Ville ne donnera lieu à aucun paiement d'indemnité.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant voté par le Conseil Municipal.

Elle ne donne lieu à aucun renouvellement automatique. Seule une nouvelle convention signée par les deux parties serait de nature à prolonger dans le temps les effets de cette convention.

ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'Association est responsable des dommages causés tant aux tiers qu'aux biens et personnels de la Ville par les activités qu'elle organise et par les dommages causés - ou subis - par les personnes qui y participent à quelque titre que ce soit.

L'association produira une attestation d'assurance qui garantit ces responsabilités.

De son côté, la Ville est assurée contre toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité.

En cas de litige, les deux parties s'efforceront d'aboutir à un règlement amiable, si nécessaire validé par leurs assureurs respectifs.

La subvention apportée par la Ville à l'Association ne saurait entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir au cours de ces actions.

ARTICLE 7 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Ville, des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Ville peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de toute ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

En cas de non-respect de « l'engagement républicain », la subvention devra être restituée à la collectivité. Pour ce faire la collectivité procède au retrait de cette subvention par une décision motivée, après que le bénéficiaire ait été mis à même de présenter ses observations dans les conditions prévues à l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration, et enjoint au bénéficiaire de lui restituer, dans un délai ne pouvant excéder six mois à compter de la décision de retrait, les sommes versées ou, en cas de subvention en nature, sa valeur monétaire.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas d'échec constaté de cette procédure, tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses pourra être porté par-devant le tribunal compétent.

Fait en deux exemplaires originaux.

Lucé, le - 8 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
L'Adjoint au Maire délégué aux Finances,
à la sécurité et à la tranquillité publique,
à la transition numérique et aux projets
et à l'aménagement urbain,
Olivier MARCADON

Lucé, le .....

Pour l'Association TKD2AS
Alain BOIVIN
Président

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00094

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	28
VOTANTS	31

Objet :
Conventionnement de partenariat dans le cadre de la section football avec le collège des Petits Sentiers, le FC Lucé Ouest, le district d'Eure-et-Loir de football et l'UNSS

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Étaient absents excusés :

M. Michaël ROBIN.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

CONVENTIONNEMENT DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE LA SECTION FOOTBALL AVEC LE COLLEGE DES PETITS SENTIERS, LE FC LUCE OUEST, LE DISTRICT D'EURE-ET-LOIR DE FOOTBALL ET L'UNSS

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la délibération n ° 2025.00072 de la séance du conseil municipal du 24 juin 2025 portant approbation de la convention de partenariat avec le Collège des Petits Sentiers, le Football Club Lucé-Ouest, la ligue Centre-Val de Loire de football, le district d'Eure-et-Loir de football et l'UNSS pour une durée d'un an à compter du 1 er septembre 2025,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Culture - Sports dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant la création d'une section sportive football ouverte aux 6ème, 5ème, 4ème et 3ème au sein du Collège « Les Petits Sentiers » de Lucé,

Considérant que la section a besoin d'utiliser des équipements de la commune, tels que le terrain synthétique du stade des Petits Sentiers, ainsi que le gymnase pour réaliser ses entrainements et des matchs éventuels ; que ces mises à disposition feront l'objet des autorisations complémentaires nécessaires délivrées dans les conditions de l'article L 2122-22 du CGCT et de la délégation accordée à Monsieur Le Maire dans ce cadre,

Considérant que la coordination pédagogique et sportive restera sous la responsabilité de l'établissement scolaire,

Considérant qu'afin d'encadrer le partenariat entre le collège « Les Petits Sentiers », le Football Club Lucé Ouest (FCLO), le district d'Eure-et-Loir de football, l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) et la collectivité, il est proposé la signature d'une convention applicable à compter du 1 er septembre 2026,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec le Collège des Petits Sentiers, le Football Club Lucé-Ouest, le district d'Eure-et-Loir de football et l'UNSS, à compter du 1er septembre 2026 pour une durée de quatre ans, jointe en annexe A.

- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer ladite convention.

Lucé, le 0 8 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600094-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9 / 7 / 26.
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600094-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ANNEXE A

SECTIONS SPORTIVES
Convention de partenariat

La présente convention a pour objet de fixer les principes conventionnels qui lient toutes les parties, en respect du schéma directeur de la Fédération Française de Football et du District d'Eure et Loir.

I. LES PARTENAIRES

L'établissement scolaire Les petits sentiers représenté par le chef d'établissement

- ***Monsieur Eddie NOEL***

Le FC Lucé Ouest représenté par son Président

- ***Monsieur Pascal EDMOND***

Le District d'Eure et Loir représenté par son Président :

- ***M. Sébastien SALMON***

La Ville de Lucé représentée par son maire :

- ***M. Florent GAUTHIER***

L'UNSS représentée par son Directeur Départemental

- ***M. Nicolas BOUTTIER***

II. FONCTIONNEMENT - CAHIER DES CHARGES

➢ Article 1 : Section Sportive Football

Il est créé, en vertu de la présente convention, une section mixte Sportive Football (6ème, 5ème, 4ème et 3ème) au sein du Collège les Petits Sentiers de Lucé.

Aménagement des horaires et des séances d'entraînement
Le collège s'engage à aménager 4 séquences football de 70 à 90 minutes effectives sur la grille d'emploi du temps de chaque année scolaire et de répartir harmonieusement sur la semaine l'enseignement d'E.P.S. et la pratique du football.

➢ Article 2 : Les élèves

Les élèves seront fortement incités à adhérer à l'Association sportive du Collège (UNSS) et seront sollicités pour participer aux différentes actions et manifestations organisées dans ce cadre (Cross départemental, compétition de football...)

Les élèves s'engagent pour une durée de quatre ans, mais pourront être exclus ponctuellement ou définitivement de la section si les termes du contrat d'engagement ne sont pas respectés.

Effectifs :

→ Le groupe d'entraînement pourra atteindre un effectif de 40 Joueurs

→ Les horaires d'entraînement peuvent, si besoin, réunir deux classes d'âge.

Recrutement :

→ Un concours de recrutement est effectué en mai-juin. L'évaluation des aptitudes footballistiques est organisée conjointement par le coordonnateur et le responsable technique de la section, à partir d'épreuves spécifiques.

→ Une commission d'admission, présidée par le chef d'établissement, se réunit pour proposer la liste définitive des admis.

➢ Article 3 : L'encadrement de la section sportive

L'encadrement de la section, doit être assuré par des éducateurs du club partenaire titulaires du B.M.F (Brevet de Moniteur de Football).

Ces responsables ont en charge les missions suivantes :

→ Entraînement de la section.
→ Accompagnement des élèves (déplacements du collège au lieu d'entraînement et les sorties exceptionnelles).
→ Planification hebdomadaire des séances.
→ Relation avec le professeur coordonnateur.
→ Relations club(s) collège.
→ Relation avec le club.
→ Participation aux conseils de classes.
→ Evaluation de la section.
→ Coordination de l'équipe technique.

Le coordonnateur de l'ensemble de la section est Monsieur Clément GAUVIN professeur d'EPS au collège Les petits sentiers

Le responsable technique de la section est M. Martin Christopher et participe obligatoirement à la journée de formation continue mise en place par la Ligue Centre Val de Loir de Football.

Le suivi de la section est assuré par la Commission Régionale du Football en milieu scolaire en collaboration avec le Conseiller Technique chargé du dossier du football en milieu scolaire.

Le club signataire de la présente convention s'engage à diffuser une information à l'ensemble des licenciés susceptibles de participer au concours d'entrée de la section.

➢ **Article 4 : Bilan d'étape et suivi pédagogique.**

Chaque fin d'année le coordonnateur de la section remettra au chef d'Etablissement un rapport de fonctionnement qui sera présenté au Conseil d'Administration du Collège et transmis à l'Inspecteur Pédagogique Régional d'EPS.

➢ **Article 5 : Les installations sportives**

Les installations nécessaires aux entraînements et matchs éventuels seront mises à disposition et louées par la Ville de Lucé à des horaires définis entre la Ville et le collège en début d'année scolaire.

Descriptif des installations :

→ Terrain synthétique du Stade des Petits Sentiers

→ Gymnase

→ Vestiaires Football

Des badges nominatifs d'accès aux vestiaires football seront remis à l'éducateur sportif et aux professeurs d'Enseignement Physique et Sportif pour l'ouverture et la fermeture des portes ainsi que pour le fonctionnement de l'alarme.

En cas de perte du badge, le collège s'engage à en informer le plus rapidement possible le service sports et vie associative :

par téléphone au n° : 02.37.35.68.63

par courriel à : vieassociative@ville-luce.fr

Une participation financière sera demandée au collège dès la seconde perte d'un badge. Celle-ci n'excédera pas le coût du matériel perdu et les frais de remplacement liés aux opérations de maintenance nécessaires.

➢ **Article 6 : Les équipements des joueurs**

Des ballons pourront être fournis par le conseiller technique en charge du foot en milieu scolaire du département.

➢ **Article 7 : Les compétitions**

L'UNSS se charge d'organiser les compétitions locales, départementales, régionales, inter-régionales, nationales. Elle apporte un appui logistique et technique pour l'organisation des déplacements et contribue à la formation des jeunes officiels.

Les élèves doivent pouvoir bénéficier de conseils nutritionnels et d'hygiène de vie.

➢ **Article 8 : Matériel**

Le matériel pédagogique est fourni par le club partenaire de la section sportive
L'Association sportive prend à sa charge les déplacements et l'hébergement lors des compétitions.
Le club partenaire prend à sa charge la rémunération des intervenants techniques.

Il s'engage également à mettre à disposition des mini-bus pour certains déplacements UNSS.

III. Date d'effet et durée

La présente convention de partenariat est conclue pour une durée de 4 ans et sa date d'entrée en vigueur est fixée au 1er septembre 2026.

A l'issue de chaque année scolaire, les parties pourront, d'un commun accord, réexaminer et renégocier les termes de la présente convention afin de les adapter à l'évolution de leurs besoins et objectifs respectifs.

Fait à Lucé, le

Le Collège les Petits Sentiers représenté par M. Eddie NOEL

Signature :

Le FC Lucé Ouest football représenté par M. Pascal EDMOND

Signature :

Le District d'Eure et Loir représenté par M. Sébastien SALMON

Signature :

La Ville de Lucé représentée par M. Florent GAUTHIER

Signature :

L'UNSS représentée par M. Nicolas BOUTTIER

Signature :

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00095

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	28
VOTANTS	31

Objet : Médiathèque George Sand - conventionnement de partenariat avec les lycées de la ville de Lucé

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT

Étaient absents excusés :

M. Michaël ROBIN

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

MEDIATHEQUE GEORGE SAND - CONVENTIONNEMENT DE PARTENARIAT AVEC LES LYCEES DE LA VILLE DE LUCE

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Culture - Sports dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que les professeurs et élèves des lycées implantés sur la commune sont régulièrement amenés à fréquenter la médiathèque George Sand sur le temps scolaire,

Considérant que dans ce cadre, il convient de fixer et d'organiser les modalités d'accueil des groupes dans les différents espaces de la médiathèque et de prêt de documents,

Considérant qu'il convient de conclure une convention pour l'année scolaire 2026/2027, renouvelable par tacite reconduction, dans la limite de cinq années scolaires consécutives,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre la Médiathèque George Sand et les lycées de la commune, dont le modèle est joint en annexe A.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention susmentionnée à intervenir avec les représentants des établissements concernés.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600095-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

ANNEXE A.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600095-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA MEDIATHEQUE GEORGE SAND ET LES LYCEES DE LA VILLE DE LUCE

Entre

la Ville de Lucé — Médiathèque George Sand représentée par, M. Florent GAUTHIER, en sa qualité de Maire, d'une part,

et

(nom et adresse de l'école) représentée par (nom et qualité du représentant)

d'autre part,

Vu la délibération n ° 2026.0095. du 30 / 06/2026 approuvant la convention de prestation entre la Ville de Lucé - Médiathèque George Sand et les lycées de Lucé, pour la durée de l'année scolaire 2026/2027.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention s'adresse aux établissements scolaires de Lucé. Elle a pour objet de présenter :

- L'organisation des accueils de groupes dans les différents espaces.
- Le prêt des documents auprès de ces structures.
- L'établissement d'un partenariat entre la Médiathèque et ces structures.

Les ouvrages sont la propriété de la Ville de Lucé, sous la responsabilité de la médiathèque George Sand.

Article 2 : Objectifs

Les services proposés ont pour objectif la mise en œuvre d'un travail commun de nos partenaires et des bibliothécaires, afin de .

- Permettre une appropriation des lieux et des ressources de la médiathèque par le public, l'incitant ainsi à fréquenter les espaces de lecture et les outils multimédia.
- Favoriser l'éveil à la lecture, à la culture et aux techniques documentaires.
- Faire de la médiathèque un partenaire de projets pédagogiques, culturels et professionnels.

Article 3 : Accueil de groupes

a) Planning et horaires

L'accueil du groupe aura lieu selon un calendrier proposé par la médiathèque de la Ville.

Chaque visite fera l'objet d'un rendez-vous que chacune des deux parties s'engage à respecter.

Dans le cas d'une impossibilité de l'une ou l'autre des parties, celle-ci devra prévenir de son absence dans un délai raisonnable, sauf en cas de force majeure. Le rendez-vous pris sera alors annulé ou reporté.

Les séances sont planifiées sur une durée déterminée au préalable par le responsable de l'accueil.

b) Déroulement des séances

Les responsables de groupes peuvent stipuler, au moment de la prise de rendez-vous, le thème qu'il voudrait voir aborder pendant l'accueil.

L'encadrant de l'établissement est responsable du groupe et doit faire respecter les règles d'usage de la médiathèque (respect du règlement intérieur, des agents, du lieu, du matériel mis à leur disposition).

c) Navigation Internet

L'espace multimédia propose aux enseignants une sélection d'applications tablette et de logiciels pour ordinateur afin d'apprendre les manipulations des différents outils numériques.

Aussi, les classes sont amenées à participer à un projet numérique tout au long de l'année scolaire.

Les thèmes et outils sont proposés par les médiatrices numériques.
Les enseignants s'engagent à participer à l'élaboration des contenus et à rendre dans les délais impartis les éléments nécessaires à la réalisation du projet.

d) Impression

A l'espace multimédia, le responsable de groupe peut prétendre à une impression A4 noir et blanc par enfant et par séance. Les impressions en couleur et en grand nombre devront être demandées lors de la planification de l'accueil.

Article 4- Prêt de documents

a) Carte professionnelle

- La carte professionnelle est délivrée gratuitement aux enseignants sur présentation d'un justificatif établissant la fonction de la personne.
  Elle permet d'emprunter des documents pour une durée à déterminer avec les bibliothécaires.
- Cette carte est uniquement utilisée pour un usage professionnel.
- Les enseignants et animateurs sont responsables des documents empruntés sous cette carte : ils ne doivent pas effectuer eux-mêmes de réparations, qui sont réalisées par les services de la médiathèque.

Si l'objet n'est pas réparable ou s'il est perdu, les emprunteurs assureront son remplacement ou son remboursement.

b) Carte dépôt – Adultes

1) Les modalités de prêt

Le prêt de documents est géré par l'espace Adultes de la Médiathèque. Il fait l'objet d'une inscription gratuite et obligatoire de l'établissement/du centre de documentation et d'information. Une carte dépôt est délivrée au chef d'établissement/professeur documentaliste sur justificatif établissant sa fonction au sein de l'établissement et ne peut être utilisée pour un usage personnel.
Cette carte dépôt permet d'emprunter simultanément un maximum de 50 documents pour une durée de trois mois. Les retraits se font impérativement sur rendez-vous auprès de l'espace concerné. Le non retrait de la série entraîne l'annulation de la réservation.

2) Les modalités de retour

Le retour des documents fait l'objet d'un pointage informatique et d'un contrôle physique, pour s'assurer que tous les exemplaires ont été rendus en bon état.

- Préconisations d'usage
  - Veiller à ce que les lycéens ne portent aucune annotation, ne soulignent, ne cornent les pages
  - Ne jamais réparer soi-même
  - Vérifier le nombre de documents avant de les rapporter.
  - Le retour dans la « boîte aux livres » est formellement interdit.
  - Le chef d'établissement/le documentaliste et, par extension, le lycée sont responsables des pertes, oublis ou détériorations des ouvrages empruntés.

En cas de retard dans la restitution des documents, une relance est effectuée via la messagerie électronique du lycée dont dépend le documentaliste.
Une lettre de rappel est également envoyée au chef d'établissement.
Après la troisième lettre de rappel demeurée sans réponse, la médiathèque se réserve le droit de transmettre le dossier au Trésor public qui prendra les mesures nécessaires, par toute voie de droit.

En cas de perte ou de détériorations graves d'un exemplaire, l'établissement veille à assurer son remplacement, selon les indications des bibliothécaires. Il appartient au lycée de se rapprocher des familles et de prévenir le service comptable de l'établissement. En cas de récidive, des mesures de suspension de prêt seront appliquées.

3) Les documents exclus de prêt

Le prêt de DVD n'est pas autorisé auprès des établissements scolaires : ces programmes sont destinés au prêt à des particuliers pour une utilisation privée dans le cadre du cercle de famille au domicile privé.

Article 5 — Modalités de partenariat

a) Développement de projets à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

b) Actions de partenariat professionnel entre les bibliothécaires de la Médiathèque et les documentalistes des établissements scolaires conseils bibliothéconomiques, compétences partagées.

Les accueils de groupes dans le cadre des animations de la médiathèque se font selon les modalités mentionnées à l'article 3 et selon le respect des règles de sécurité auxquelles la médiathèque est soumise.

Article 6 — Durée de la convention

La présente convention est valable pour l'année scolaire 2026/2027, par tacite reconduction, dans la limite de cinq années scolaires consécutives.

Fait à Lucé, le. .....

Pour la Ville,
M. Florent GAUTHIER,
Maire,

Pour le lycée,
M. Proviseur

Nom et qualité du ou des responsables du groupe:

M. ou Mme.....

M. ou Mme.....

M. ou Mme

M. ou Mme.

M. ou Mme...

M. ou Mme.....

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00096

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Médiathèque George Sand - conventionnement de partenariat avec les collèges de la ville de Lucé

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY

MEDIATHEQUE GEORGE SAND - CONVENTIONNEMENT DE PARTENARIAT AVEC LES COLLEGES DE LA VILLE DE LUCE

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

Vu la délibération n°2022.00066 de la séance du Conseil Municipal du 5 juillet 2022 portant conventions de partenariat entre la médiathèque George Sand et les établissements d'enseignement de Lucé,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Culture - Sports dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que les professeurs et élèves des collèges de Lucé sont régulièrement amenés à fréquenter la médiathèque George Sand sur le temps scolaire, il convient donc de fixer et d'organiser les modalités d'accueil des groupes dans les différents espaces de la médiathèque et de prêt de documents,

Considérant que ces conventions arrivent à échéance en septembre 2026 et qu'il est proposé le renouvellement des conventions pour une année scolaire, par tacite reconduction, dans la limite de cinq années scolaires consécutives,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** le renouvellement des conventions de partenariat entre la Médiathèque George Sand et les collèges de la commune dont le modèle est joint en annexe A.
- **DIT** que les conventions seront établies pour l'année scolaire 2026/2027 et reconduites de manière tacite, dans la limite de cinq années scolaires.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions de renouvellement susmentionnées à intervenir avec les représentants des établissements concernés.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600096-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600096-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ANNEXE A.

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA MEDIATHEQUE GEORGE SAND ET LES COLLEGES DE LA VILLE DE LUCE

Entre

la Ville de Lucé — Médiathèque George Sand représentée par, M. Florent GAUTHIER, en sa qualité de Maire, d'une part,

(nom et adresse de l'école) représentée par (nom du représentant)
En sa qualité de.....
d'autre part,

Vu la délibération n ° 2026.0036 du 30/06/2026 approuvant la convention de partenariat entre la Ville de Lucé - Médiathèque George Sand et les lycées de Lucé, pour la durée de l'année scolaire 2026/2027,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention s'adresse aux établissements scolaires de Lucé.
Elle a pour objet de présenter :

- L'organisation des accueils de groupes dans les différents espaces.
- Le prêt des documents auprès de ces structures.
- Les ouvrages sont la propriété de la Ville de Lucé, sous la responsabilité de la médiathèque George Sand.

Article 2 : Objectifs

Les services proposés ont pour objectif la mise en œuvre d'un travail commun entre les partenaires et les bibliothécaires, afin de :

- Permettre une appropriation des lieux et des ressources de la médiathèque par le public, l'incitant ainsi à fréquenter les espaces de lecture et les outils multimédia,
- Favoriser l'éveil à la lecture, à la musique et à l'informatique,
- Faire de la médiathèque un partenaire des projets pédagogiques et culturels.

Lucé

Article 3 : Modalités des accueils de groupes

a) Planning et horaires

L'accueil des groupes aura lieu selon un calendrier proposé par la médiathèque de la Ville. Chaque visite fera l'objet d'un rendez-vous que chacune des deux parties s'engage à respecter.

Dans le cas d'une impossibilité de l'une ou l'autre des parties, celle-ci devra prévenir de son absence dans un délai raisonnable, sauf en cas de force majeure. Le rendez-vous pris sera alors annulé ou reporté.

Les séances sont planifiées sur une durée déterminée au préalable par le responsable de l'accueil.

b) Déroulement des séances

Les responsables de groupes peuvent stipuler, au moment de la prise de rendez-vous, le thème qu'ils souhaitent aborder pendant l'accueil.

L'encadrant de l'établissement est responsable du groupe et doit faire respecter les règles d'usage de la médiathèque (respect du règlement intérieur, des agents, du lieu, du matériel mis à leur disposition).

c) Navigation Internet

L'espace multimédia propose aux enseignants une sélection d'applications tablette et de logiciels pour ordinateur afin d'apprendre les manipulations des différents outils numériques.

Aussi, les classes sont amenées à participer à un projet numérique tout au long de l'année scolaire.

Les thèmes et outils sont proposés par les médiatrices numériques.

Les enseignants s'engagent à participer à l'élaboration des contenus et à rendre dans les délais impartis les éléments nécessaires à la réalisation du projet.

d) Impression

A l'espace multimédia, le responsable de groupe peut prétendre à une impression A4 noir et blanc par enfant et par séance.

Les impressions en couleur et en grand nombre devront être demandées lors de la planification de l'accueil.

Article 4- Prêt de documents

a) Carte professionnelle

- La carte professionnelle est délivrée gratuitement aux enseignants sur présentation d'un justificatif établissant la fonction de la personne.
  Elle permet d'emprunter des documents pour une durée à déterminer avec les bibliothécaires.
- Cette carte est uniquement utilisée pour un usage professionnel.

Lucé

- Les enseignants et animateurs sont responsables des documents empruntés sous cette carte : ils ne doivent pas effectuer eux-mêmes de réparations, qui sont réalisées par les services de la médiathèque.
  Si l'objet n'est pas réparable ou s'il est perdu, les emprunteurs assureront son remplacement ou son remboursement.

b) Documents exclus du prêt

- A l'espace Image & son : les enseignants peuvent emprunter des CD, des livres et des packs d'instruments.
  Cependant, le prêt de DVD n'est pas autorisé auprès des établissements scolaires : ces programmes sont destinés au prêt à des particuliers pour une utilisation privée dans le cadre du cercle de famille au domicile.

c) Prêt de documents dans l'espace jeunesse Les valises

- Les prêts de ces valises se font sur réservation auprès des bibliothécaires jeunesse.
- Les demandes doivent être émises une semaine minimum avant le prêt.
- Le retour des documents s'effectue auprès de l'espace jeunesse durant ses horaires d'ouverture. Le retour dans la « boîte aux livres » est formellement interdit.

Article 5 — Durée de la convention

La présente convention est valable pour l'année scolaire 2026/2027, par tacite reconduction, dans la limite de cinq années scolaires consécutives.

Fait à Lucé, le.....

Pour la Ville,

M. Florent GAUTHIER,
Maire,

Pour le collège,

Le/ la Principal(e)

Lucé

Nom et qualité du ou des responsables du groupe

M. ou Mme

M. ou Mme.....

M. ou Mme.....

M. ou Mme.....

M. ou Mme.....

M. ou Mme.....

M. ou Mme.....

M. ou Mme.....

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00097

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Médiathèque George Sand - conventionnement de partenariat avec les écoles primaires de la ville de Lucé

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

MEDIATHEQUE GEORGE SAND - CONVENTIONNEMENT DE PARTENARIAT AVEC LES ECOLES PRIMAIRES DE LA VILLE DE LUCE

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

Vu la délibération n°2022.00066 de la séance du Conseil Municipal du 5 juillet 2022 portant conventions de partenariat entre la médiathèque George Sand et les établissements d'enseignement de Lucé,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Culture - Sports dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que les professeurs et élèves des écoles primaires de Lucé sont régulièrement amenés à fréquenter la médiathèque George Sand sur le temps scolaire, il convient donc de fixer et d'organiser les modalités d'accueil des groupes dans les différents espaces de la médiathèque et de prêt de documents,

Considérant que ces conventions arrivent à échéance en septembre 2026 et qu'il est proposé le renouvellement des conventions pour une année scolaire, par tacite reconduction, dans la limite de cinq années scolaires consécutives,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** les renouvellements des conventions de partenariat entre la Médiathèque George Sand et les écoles primaires de la commune dont le modèle est joint en annexe A.

- **DIT** que les conventions seront établies pour l'année scolaire 2026/2027 et reconduites de manière tacite, dans la limite de cinq années scolaires.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions de renouvellement susmentionnées à intervenir avec les représentants des établissements concernés.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600097-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600097-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

Lucé

ANNEXE A.

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA MEDIATHEQUE GEORGE SAND ET LES ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES DE LA VILLE DE LUCE

Entre

La Ville de Lucé – Médiathèque George Sand représentée par,
M. Florent GAUTHIER,
en sa qualité de Maire,
d'une part,

et

(nom et adresse de l'école) représentée par (nom du représentant)
en sa qualité de……..
d'autre part,

Vu la délibération n° 2026.0009 du 3/04/2026 approuvant la convention de prestation entre la Ville de Lucé - Médiathèque George Sand et les écoles maternelles et élémentaires de la ville de Lucé, pour la durée de l'année scolaire 2026/2027,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention s'adresse aux établissements scolaires de Lucé. Elle a pour objet de présenter :

- L'organisation des accueils de groupes dans les différents espaces.
- Le prêt des documents auprès de ces structures.

Les ouvrages sont la propriété de la Ville de Lucé, sous la responsabilité de la médiathèque George Sand.

Article 2 : Objectifs

Les services proposés ont pour objectif la mise en œuvre d'un travail commun de nos partenaires et des bibliothécaires, afin de :

- Permettre une appropriation des lieux et des ressources de la médiathèque par le public, l'incitant ainsi à fréquenter les espaces de lecture et les outils multimédia.
- Favoriser l'éveil à la lecture, à la musique et à l'informatique.
- Faire de la médiathèque un partenaire des projets pédagogiques et culturels.

Article 3 : Accueil de groupes

a) Planning et horaires

L'accueil des groupes aura lieu selon un calendrier proposé par la médiathèque de la Ville.

Chaque visite fera l'objet d'un rendez-vous que chacune des deux parties s'engage à respecter.

Dans le cas d'une impossibilité de l'une ou l'autre des parties, celle-ci devra prévenir de son absence dans un délai raisonnable, sauf en cas de force majeure. Le rendez-vous pris sera alors annulé ou reporté.

Lucé

Les séances sont planifiées sur une durée déterminée au préalable par le responsable de l'accueil.

b) Déroulement des séances

L'encadrant de l'établissement est responsable du groupe et doit faire respecter les règles d'usage de la médiathèque (respect du règlement intérieur, des agents, du lieu, du matériel mis à leur disposition).

c) Navigation Internet

L'espace multimédia propose aux enseignants une sélection d'applications tablette et de logiciels pour ordinateur afin d'apprendre les manipulations des différents outils numériques. Aussi, des classes sont amenées à participer à un projet numérique tout au long de l'année scolaire.

Les thèmes et outils sont proposés par les Médiatrices numériques. Les enseignants s'engagent à participer à l'élaboration des contenus et à rendre dans les délais impartis les éléments nécessaires à la réalisation du projet.

d) Impression

A l'espace multimédia, le responsable de groupe peut prétendre à une impression A4 noir et blanc par enfant et par séance.

Les impressions en couleur et en grand nombre devront être demandées lors de la planification de l'accueil.

Article 4- Prêt de documents

a) Carte professionnelle

La carte professionnelle est délivrée gratuitement aux enseignants sur présentation d'un justificatif établissant la fonction de la personne.

Elle permet d'emprunter des documents pour une durée à déterminer avec les bibliothécaires.

Cette carte est uniquement utilisée pour un usage professionnel.

Les enseignants sont responsables des documents empruntés sous cette carte

Ils ne doivent pas effectuer eux-mêmes de réparations qui sont réalisées par les services de la médiathèque.

Si l'objet n'est pas réparable ou s'il est perdu, les emprunteurs assureront son remplacement ou son remboursement.

b) Documents exclus du prêt

Le prêt de DVD n'est pas autorisé auprès des établissements scolaires : ces programmes sont destinés au prêt à des particuliers pour une utilisation privée dans le cadre du cercle de famille au domicile privé.

c) Prêt de documents dans l'espace jeunesse - Les valises - Le Plan lecture- Kamishibaï / Butaï – Tapis lecture

- Les prêts de ces valises se font sur réservation auprès des bibliothécaires jeunesse.
- Les demandes doivent être émises une semaine minimum avant le prêt.
- Le retour des documents s'effectue auprès de l'espace jeunesse durant ses horaires d'ouverture. Le retour dans la « boîte aux livres » est formellement interdit.

Lucé

d) Prêt d'instruments et de structures sonores

- L'espace Image & son met à disposition des enseignants des instruments de musique et des objets pour les accompagner dans leurs démarches sonores et musicales.
- Les demandes doivent être émises trois semaines minimum avant le prêt.
- Les instruments et les objets sont prêtés pour une durée maximum de 9 semaines.

Article 5 – Durée de la convention

La présente convention est valable pour l'année scolaire 2026/2027, et renouvelable par tacite reconduction, dans la limite de cinq années scolaires consécutives.

Fait à Lucé, le .....

Pour la Ville,
M. Florent GAUTHIER,
Maire,

Pour l'école (Nom de l'école)
M./ Mme (Nom du représentant)

Nom et qualité du ou des responsables du groupe :

M. ou Mme .....

M. ou Mme .....

M. ou Mme .....

M. ou Mme .....

M. ou Mme .....

M. ou Mme .....

M. ou Mme .....

M. ou Mme .....

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00098

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	28
VOTANTS	31

Objet : Médiathèque George Sand - règlement jeu concours "George se fait des films"

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent non représenté :

M. Jérôme POUPONNOT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la délibération n° 2020.00071 de la séance du conseil municipal du 28 septembre 2020 portant sur l'attribution des récompenses aux participants de jeux-concours à la Médiathèque George Sand,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Culture - Sports dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que la Médiathèque George Sand organise tout au long de l'année des jeux et concours à destination du public, dans le cadre de son programme d'animations,

Considérant qu'afin de préserver un caractère convivial, la Médiathèque George Sand peut être amenée à récompenser les vainqueurs par la remise de lots à caractère culturel, tels que des livres, CD, jeux de société etc… en lien avec le thème de l'événement,

Considérant qu'il a été convenu dans la délibération susvisée qu'un règlement précisant les modalités d'organisation de chaque jeu-concours sera rédigé et soumis à approbation du conseil municipal,

Considérant le jeu-concours « George se fait des films », ouvert aux adhérents de la médiathèque âgés de 14 ans et plus, organisé du 1er octobre 2026 au 31 mars 2027 visant à établir un palmarès et à élire le film préféré du public parmi une sélection d'une quinzaine de films autour d'un thème,

Considérant que le but de l'action est de permettre un échange avec le public et de valoriser la collection DVD sur le thème de l'événement,

Considérant que les gagnants, au nombre de trois, remporteront chacun trois places de cinéma aux Enfants du Paradis à Chartres,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** le règlement du jeu concours de la Médiathèque « George se fait des films » joint en annexe A.

- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600098-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

ANNEXE A

Règlement - Prix cinéma « George se fait des films »
Chaque année, de début octobre à fin mars

Article 1 – Participants

Le prix est ouvert à tous les abonnés de la médiathèque à partir de 14 ans.

Article 2 - Conditions de participation

- Chaque emprunt de DVD de la sélection donne le droit à un vote nominatif.
- La sélection est à retrouver sur place.
- Les participants peuvent emprunter tous les DVD de la sélection et voter à chaque fois.
- Un seul vote est accepté par DVD.

Article 3 - Conditions d'emprunt

Pour permettre une meilleure circulation des documents, les DVD concernés par le prix sont prêtés pour une période de 15 jours non renouvelable. Ces documents ne sont pas réservables en amont.

Article 4 - Bulletins

- Les bulletins de participation sont disponibles à l'Espace Image et son.
- La remise des bulletins dans l'urne prévue à cet effet se fait en même temps que le retour du DVD à l'espace Image et son.
- Les bulletins remis après la date de participation ne seront pas pris en compte pour l'élection du film et le tirage au sort.

Article 5 – Résultat et communication

- Le tirage au sort parmi tous les bulletins de participation se déroulera à l'issue de la période de vote et désignera 3 vainqueurs distincts qui remporteront chacun 3 places de cinéma.
- Les gagnants seront avertis selon les coordonnées communiquées lors de l'inscription à la médiathèque.
- Le tirage au sort est prévu **début avril 2027.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600098-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00099

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Médiathèque George Sand - règlement jeu concours "Les P'tits George se font des films"

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la délibération n° 2020.00071 de la séance du conseil municipal du 28 septembre 2020 portant sur l'attribution des récompenses aux participants de jeux-concours à la Médiathèque George Sand,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Culture - Sports dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que la Médiathèque George Sand organise tout au long de l'année des jeux et concours à destination du public, dans le cadre de son programme d'animations,

Considérant qu'afin de préserver un caractère convivial, la Médiathèque George Sand peut être amenée à récompenser les vainqueurs par la remise de lots à caractère culturel, tels que des livres, CD, jeux de société etc… en lien avec le thème de l'événement,

Considérant qu'il a été convenu dans la délibération susvisée qu'un règlement précisant les modalités d'organisation de chaque jeu-concours sera rédigé et soumis à approbation du conseil municipal,

Considérant que la médiathèque propose un prix cinéma, ouverts aux adhérents de la médiathèque, âgés de 6 à 13 ans révolus, « Les P'tits George se font des films », organisé du 1er octobre 2026 au 31 mars 2027 en parallèle du prix pour le public adulte « George se fait des films »,

Considérant que les gagnants, au nombre de trois, remporteront chacun trois places de cinéma aux Enfants du Paradis à Chartres,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** le règlement du jeu concours de la Médiathèque « Les p'tits George se font des films » joint en annexe A.

- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600099-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 09/07/2026.
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00100

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Modalités de temps partiel (hors temps partiel thérapeutique) - modification

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 612-1 à L. 612-8 et L. 612-12 à L. 612-14,

Vu décret 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales,

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 modifié relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2024-1263 du 30 décembre 2024 relatif aux conditions requises pour l'accès au temps partiel de certains agents de la fonction publique,

Vu la délibération n°2021.00073 du 28 septembre 2021 adoptant les modalités de temps de travail au sein de la collectivité,

Vu la délibération n°2022.00132 du 13 décembre 2022 relative à l'instauration du temps partiel dans la collectivité,

Vu l'avis favorable du comité social territorial dans sa séance du 16 juin 2026,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **MODIFIE** les modalités d'organisation du temps partiel stipulées dans la délibération n°2022.00132 comme suit :

Article 1 : Les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont :

- les fonctionnaires titulaires ou stagiaires occupant un emploi à temps complet ou non complet sur emploi permanent,
- les contractuels de droit public à temps complet ou à temps non complet sur emploi permanent.

Article 2 : Organisation du temps partiel

Il peut être organisé dans le cadre :

- quotidien : le service est réduit chaque jour,
- hebdomadaire : le nombre de jours de travail sur la semaine est réduit,
- mensuel : la répartition de la durée du travail est inégale entre les différentes semaines du mois,

- annuel : uniquement pour les agents dont le cycle de travail est annualisé, sous réserve de l'intérêt du service et dans la limite d'une durée journalière travaillée de 8 heures.

Article 3 : Durée, renouvellement de l'autorisation

L'autorisation de travailler à temps partiel ne peut être prévue que pour des périodes comprises entre 6 mois et un an, renouvelables pour la même durée par tacite reconduction, dans la limite de 3 ans. Au-delà, l'intéressé(e) doit formuler une nouvelle demande expresse.

La durée d'autorisation pour le temps partiel pour création d'entreprise est de 3 ans renouvelable pour une durée maximale d'un an.

Article 4 : Quotités de temps partiel

Les différents types de temps partiel :

- Le temps partiel sur autorisation, accordé en fonction des nécessités de service.
- Le temps partiel de droit, c'est-à-dire accordé de droit à l'agent, sans possibilité de le lui refuser à partir du moment où il en remplit les conditions :
  - À l'occasion de chaque naissance jusqu'au 3ème anniversaire de l'enfant.
  - À l'occasion de chaque adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté.
  - Pour donner des soins, à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant, atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.
  - Pour les personnes handicapées relevant de l'article L.5212-13 du Code du travail.

La quotité du temps partiel :

- Temps partiel sur autorisation (pour les agents à temps complet ou non complet) : 50, 60, 70, 80 ou 90%
- Temps partiel de droit : 50, 60, 70 ou 80%

Article 5 : Délai et procédure

Il appartient à l'agent de présenter une demande initiale ou de renouvellement de travail à temps partiel dans un délai de deux mois avant le début de la période souhaitée.

Les demandes de modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours de période peuvent intervenir :

- sur demande écrite de l'agent dans un délai de deux mois avant la mise en œuvre de la modification ou sans délai en cas de motif grave.
- le cas échéant sur décision de l'autorité territoriale, si les nécessités du service le justifient, dans un délai d'un mois.

Article 6 : Réintégration

- À terme : à l'issue d'une période de service à temps partiel, l'agent sera admis à réintégrer à temps plein, ou à défaut, un emploi correspondant à son grade.

- Avant terme : sur demande de l'agent, fonctionnaire ou contractuel, présentée au moins 2 mois avant la date souhaitée. Toutefois, la réintégration à temps plein peut intervenir sans délai en cas de motif grave, tel une diminution importante de revenus ou un changement de situation familiale. La réintégration anticipée ne constitue pas un droit pour l'agent et sera accordée par l'autorité territoriale au regard des contraintes d'organisation du service.

  Elle peut intervenir également, sur demande de Monsieur le Maire, si les nécessités du service le justifient, dans un délai d'un mois.

L'agent placé en congé maternité, de paternité ou d'adoption durant une période de travail à temps partiel, voit son temps partiel suspendu, quel que soit le motif du temps partiel. L'agent est réintégré momentanément dans les droits des agents à temps plein.

En cas de litige : Les agents ont la possibilité de saisir la commission administrative paritaire (titulaires/stagiaires) ou la commission consultative paritaire (contractuels).

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DeI202600100-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00101

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : CONVENTION DE MUTUALISATION VILLE - CCAS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

CONVENTION DE MUTUALISATION VILLE - CCAS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la délibération n°2024.00062 de la séance du conseil municipal de Lucé du 25 juin 2024 portant approbation du Contrat de Ville 2024/2030 « Engagements Quartiers 2030 »,

Vu la délibération n°2024.00090 de la séance du conseil municipal de Lucé du 22 octobre 2024 approuvant le transfert du dispositif du Programme de Réussite Éducative (PRE) vers le Centre Communal d'Action Sociale à compter du 1er novembre 2024,

Vu la délibération de la séance du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) du 24 octobre 2024 relative au transfert du PRE à compter du 1er novembre 2024,

Vu le projet de convention de mutualisation entre la Ville et le CCAS,

Vu l'avis favorable du comité social territorial dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que le PRE constitue un dispositif relevant de la compétence et du portage administratif du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS),

Considérant qu'afin d'assurer la continuité et la qualité de mise en œuvre de ce dispositif, la Ville met à disposition du CCAS trois agents municipaux exerçant des missions de coordination, d'accompagnement et d'assistanat administratif et comptable,

Considérant que cette organisation permet d'optimiser les moyens humains des deux entités tout en garantissant la bonne exécution du programme,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** la convention de mutualisation de moyens humains et techniques entre la Ville et le CCAS relative à l'exercice des missions du Programme de Réussite Éducative, jointe en annexe A.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout document y afférent.

Lucé, le 8 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-del202600101-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-del202600101-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

Convention de mutualisation de moyens entre la Ville et le CCAS de Lucé

Entre

La Ville de Lucé dûment habilité par la délibération n°2026.00101 du conseil municipal du 30 juin 2026, ci-après dénommée « la Ville »,

D'une part,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale de Lucé dûment habilitée par délibération n°CCAS.2026.00023 du conseil d'administration du 16 juillet 2026, ci-après dénommé « le CCAS »,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Le Programme de Réussite Éducative (PRE) constitue un dispositif relevant de la compétence et du portage administratif du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Afin d'assurer la continuité et la qualité de mise en œuvre de ce dispositif, la Ville met à disposition du CCAS trois agents municipaux exerçant des missions de coordination, d'accompagnement et d'assistance administrative et comptable dans le cadre du PRE.

Cette organisation permet d'optimiser les moyens humains des deux établissements tout en garantissant la bonne exécution du programme.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles la Ville met à disposition du CCAS les moyens humains nécessaires à la mise en œuvre du Programme de Réussite Éducative (PRE), dispositif porté administrativement par le CCAS.

Article 2 – Agents concernés

La Ville met à disposition du CCAS :

- un coordonnateur ou une coordonnatrice du PRE à temps complet ;
- un(e) chargé(e) de parcours à temps complet ;
- un agent administratif et comptable à raison de 40% d'un équivalent temps plein participant à la mise en œuvre du dispositif.

Les agents demeurent employés par la Ville et conservent leur situation administrative d'origine.

Article 3 – Missions exercées

Dans le cadre de cette mutualisation, les agents exercent au profit du CCAS les missions nécessaires à la mise en œuvre du Programme de Réussite Éducative, notamment :

- la coordination du dispositif ;
- l'accompagnement des parcours des bénéficiaires ;
- l'animation du partenariat institutionnel ;
- le suivi administratif et financier du programme ;
- l'élaboration des bilans et évaluations.

Article 4 – Autorité fonctionnelle

Pour les missions relevant du Programme de Réussite Éducative, les agents sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Président du CCAS ou de son représentant.

La gestion administrative des agents demeure assurée par la Ville.

Article 5 – Conditions financières

Le CCAS rembourse à la Ville les dépenses correspondant au coût réel des agents mis à disposition, comprenant :

- la rémunération brute ;
- les charges patronales ;
- les éventuels frais directement liés à l'exercice des missions.

Un état récapitulatif est transmis annuellement par la Ville au CCAS afin de permettre l'émission du titre de recettes correspondant.

Article 6 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée à compter de la signature par les parties.

Article 7 – Modification

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé par les deux parties soumis préalablement au conseil municipal et au conseil d'administration du CCAS.

Article 8 – Résiliation

La convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée.

Article 9 – Litiges

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Lucé, le ……..

Pour la Ville de Lucé
Le Maire,

Florent GAUTHIER

Pour le CCAS
La Directrice Générale des Services,

Guylaine DELESTRE

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00102

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : CONTRATS D'APPRENTISSAGE 2026/2027

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la Fonction Publique,

Vu le Code du travail et notamment ses articles L 6211-1 et suivants - articles R 6222-1 et suivants, articles D 6222-26 et suivants,

Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

Vu la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Vu la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment les articles 62, 63 et 91,

Vu le décret n° 2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 pris en application de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu le décret n° 2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu le décret n°2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis,

Vu le décret n°2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu le décret n° 2022-280 du 28 février 2022 déterminant les conditions de mise en œuvre de la contribution du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,

Vu l'avis favorable du comité social territorial dans sa séance du 16 juin 2026,

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus, et sans limite d'âge pour certaines catégories de travailleurs dont les personnes reconnues handicapées, de suivre une formation en alternance générale, théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle.

Considérant que ce dispositif présente un intérêt réciproque pour les étudiants et les collectivités,

Considérant que la rémunération de l'apprenti sera fixée en fonction de son âge et de l'année d'exécution du contrat suivant les modalités suivantes :

Année d'exécution du contrat d'alternance	Moins de 18 ans	18 à 20 ans	21 ans à 25 ans	26 ans et +
1ère année	27% SMIC	43% SMIC	53% SMIC	100% SMIC
2ème année	39% SMIC	51% SMIC	61% SMIC	100% SMIC
3ème année	55 % SMIC	67 % SMIC	78 % SMIC	100 % SMIC

Considérant qu'il revient au Conseil Municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à exécuter toutes les démarches nécessaires au recrutement de deux apprentis, conformément au tableau suivant :

Service/Direction	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la formation
Direction des finances/Cde publique	1	Baccalauréat + 3 Licence administration publique (Niveau 6)	12 mois
Ferme pédagogique	1	BPJEPS Animation socio-éducative (niveau 4)	15 mois

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ces contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les établissements ou les Centres de Formation d'Apprentis.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter auprès des services de l'État, de la Région Centre-Val de Loire, du FIPHFP et/ou du CNFPT les éventuelles aides financières qui seraient susceptibles d'être versées dans le cadre de ces contrats d'apprentissage.

- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-del202600102-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

Lucé, le 08 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16 JUIL. 2026

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00103

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Médiathèque - création d'un emploi en accroissement temporaire d'activité - 2026/2027

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Considérant que le public accueilli à la médiathèque est plus nombreux sur les journées du samedi et durant les vacances scolaires, et que l'absence d'un personnel permanent peut contraindre à des fermetures de sections ou à l'abandon de certaines animations ou projets à destination des usagers de la médiathèque,

Considérant dans ce cadre qu'il est nécessaire de recruter temporairement des agents contractuels à la Médiathèque pour assurer l'accueil des samedis et durant les vacances scolaires (hors période estivale),

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **CRÉÉ** 1 emploi d'adjoint du patrimoine, en accroissement temporaire d'activité, afin de permettre l'accueil du public des samedis et durant les vacances scolaires (hors période estivale) à la médiathèque.

- **PRÉCISE** que cet emploi est créé pour une durée de 12 mois et sera rémunéré en référence au premier échelon du grade concerné.

- **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600103-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00104

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Création d'emplois en accroissement saisonnier d'activité - ALSH - 2026/2027

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

CREATION D'EMPLOIS EN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE - ALSH - 2026/2027

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, portant sécurisation des parcours professionnels au sein de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2012, portant modification du tableau de rémunération des animateurs des accueils de loisirs,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter des emplois en accroissement saisonnier d'activité pour renforcer le personnel des ALSH (Accueils de Loisirs Sans Hébergement) durant les vacances scolaires (y compris la période estivale), pour une durée d'un an, à compter du 1er septembre 2026,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **CRÉÉ** les emplois ci-dessous, en accroissement saisonnier d'activité, à temps complet, sur les périodes de vacances scolaires (y compris la période estivale), pour une durée d'un an, à compter du 1er septembre 2026 :

    - Animateurs non diplômés : 5 emplois d'adjoint d'animation rémunérés sur la base du 1er échelon.

    - Animateurs BAFA et stagiaires BAFA : 35 emplois d'adjoint d'animation principal de 2ème classe, rémunérés sur la base du 1er échelon.

    - Directeurs et Directeurs Adjoints : 2 emplois d'adjoint d'animation principal de 1ère classe, rémunérés sur la base du 1er échelon.

- **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Lucé, le 08 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-del202600104-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026
- Publié sur le site internet www.luce.fr le 16 JUIL. 2026

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00105

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Création de 5 emplois à temps non complet (26h) en accroissement temporaire d'activité - Restaurants Scolaires - 2026/2027

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

CREATION DE 5 EMPLOIS A TEMPS NON COMPLET (26H) EN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE - RESTAURANTS SCOLAIRES - 2026/2027

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter temporairement des agents contractuels à temps non complet pour les restaurants scolaires afin de servir les repas et encadrer les enfants durant la pause méridienne pendant la période scolaire (hors mercredi et hors vacances scolaires), pour l'année scolaire 2026/2027,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **CRÉÉ** 5 emplois à temps non complet d'adjoint d'animation à raison de 26 heures par mois, afin de servir les repas et encadrer les enfants durant la pause méridienne au sein des restaurants scolaires.

- **PRÉCISE** que ces emplois sont créés pour l'année scolaire 2026/2027 (hors mercredi et vacances scolaires) et qu'ils seront rémunérés en référence au premier échelon dudit grade.

- **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Lucé, le 08 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600105-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 8/7/2026
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

Lucé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00106

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Création d'une vacation de surveillance de cantine en accroissement temporaire d'activité - 2026/2027

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

CREATION D'UNE VACATION DE SURVEILLANCE DE CANTINE EN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE - 2026/2027

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Considérant qu'en renfort du personnel normalement affecté à la surveillance de la cantine scolaire (adjoints d'animation, agents spécialisés des écoles maternelles, agents techniques des écoles élémentaires), il peut être fait appel ponctuellement à du personnel contractuel,

Considérant qu'il est nécessaire de fixer la rémunération du personnel contractuel affecté en renfort à la surveillance des cantines scolaires,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **CRÉÉ** une vacation de surveillance de cantine dans une limite de 840 heures pour l'année scolaire 2026/2027.
- **PRÉCISE** que cette vacation sera rémunérée sur la base du smic horaire brut.
- **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Lucé, le 08 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600106-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00107

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Création d'emplois en accroissement temporaire d'activité - accompagnement à la scolarité 2026/2027

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

CREATION D'EMPLOIS EN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE - ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE 2026/2027

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Considérant que la Ville de Lucé assure la mission d'accompagnement à la scolarité, apportée aux élèves des écoles élémentaires. Cette mission est à la fois remplie par des enseignants volontaires et par des agents municipaux.

Considérant que les premiers sont rémunérés par une indemnité spécifique liée à leur statut, en activité accessoire. Pour les seconds, il convient de prévoir le cadre légal de leur intervention.

Considérant que la durée de l'aide aux devoirs est de 1h30 à 2h par jour selon les écoles et les contraintes internes de fonctionnement de chaque structure et que le volume annuel horaire maximum d'intervention est de 4 821 heures, étant précisé que lorsque ce sont des enseignants qui interviennent, cela diminue en due proportion le nombre d'emplois municipaux nécessaires.

Considérant qu'il est néanmoins nécessaire de créer le volume d'emplois qui correspond au nombre total d'heures nécessaires, dans la mesure où il n'est pas possible d'anticiper sur le nombre d'enseignants qui se porteront volontaires sur cet accompagnement à la scolarité, tout au long de l'année scolaire 2026/2027.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **CRÉÉ** 3 emplois à temps complet d'adjoint d'animation principal de 1ère classe, en accroissement temporaire d'activité, dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité.
- **PRÉCISE** que ces emplois sont créés pour l'année scolaire 2026/2027 et seront rémunérés sur la base du 10ème échelon dudit grade.
- **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600107-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 3/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00108

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Règlement intérieur du conseil municipal - adoption

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL - ADOPTION

Vu les articles L 2121-8, L 2121-12, L 2121-19, L 2312-1, du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la délibération n° 2022.00049 de la séance du conseil municipal du 5 juillet 2022 portant modification du règlement intérieur du conseil municipal,

Vu le procès-verbal d'élection des conseillers municipaux et conseillers communautaire du 15 mars 2026,

Vu la première séance du conseil municipal du 20 mars 2026 consécutive au renouvellement général des conseils municipaux,

Considérant que dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation ; qu'il est à noter que le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement,

Considérant que le règlement intérieur du conseil municipal doit prévoir les conditions d'organisation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), de consultation des projets de contrat de service public ou des marchés publics, de la mise à disposition d'un espace réservé à l'expression des conseillers d'opposition dans le bulletin d'information municipal ainsi que les règles de présentation et d'examen des questions orales, et le cas échéant, règle le fonctionnement général de l'assemblée délibérante dans le respect des règles applicables,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **ADOPTE** le règlement intérieur du conseil municipal joint en annexe A.

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600108-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 15 JUIL. 2026

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600108-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ANNEXE A

Commune de Lucé

Département D'Eure-Et-Loir

RÉGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Version adoptée lors de la séance du conseil municipal du 30 juin 2026
(extrait du registre des délibérations n° 2026.00108)

SOMMAIRE

Chapitre 01 : Réunions du conseil municipal	**Page 1**
Préambule	Page 1
Article 1 : Périodicité des séances	Page 1
Article 2 : Ordre du jour et convocation	Page 1
Article 3 : Accès aux dossiers de séance	Page 2
Article 4 : Questions orales et écrites	Page 2
Chapitre 02 : Commissions municipales et comités consultatifs	**Page 4**
Article 5 : Formation des commissions municipales	Page 4
Article 6 : Fonctionnement des commissions municipales	Page 4
Article 7 : Comités consultatifs	Page 5
Chapitre 03 : Tenue des séances du conseil municipal	**Page 6**
Article 8 : Présidence	Page 6
Article 9 : Police de l'assemblée	Page 6
Article 10 : Quorum	Page 6
Article 11 : Représentation des conseillers municipaux empêchés	Page 7
Article 12 : Secrétariat de séance	Page 7
Article 13 : Accès et tenue du public	Page 8
Article 14 : Enregistrement des débats	Page 8
Chapitre 04 : Débats et votes des délibérations	**Page 9**
Article 15 : Déroulement de la séance	Page 9
Article 16 : Débats ordinaires	Page 9
Article 17 : Suspension de séance	Page 10
Article 18 : Séance à huis clos	Page 10
Article 19 : Débat d'Orientation Budgétaire *(DOB)*	Page 11
Article 20 : Amendements	Page 11
Article 21 : Votes	Page 11
Chapitre 05 : Procès-verbal et délibérations	**Page 13**
Article 22 : Procès-verbal et délibérations	Page 13
Chapitre 06 : Dispositions diverses	**Page 14**
Article 23 : Expression de listes d'opposition dans le bulletin municipal	Page 14
Article 24 : Modification du règlement	Page 15
Article 25 : Application du règlement	Page 15

Chapitre 01 : Réunions du conseil municipal

Préambule :

Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune. Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département. Le conseil municipal peut émettre des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Article 1er : Périodicité des séances (articles L. 2121-7 et L. 2121-9 du Code Général des Collectivités Territoriales - CGCT)

Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre. Le Maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Le Maire est tenu de convoquer le conseil municipal dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'État dans le département, ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice.

En cas d'urgence, le représentant de l'État dans le département peut abréger ce délai.

Article 2 : Ordre du jour et convocation (articles L. 2121-10 et 2121-12 du CGCT)

Le Maire fixe l'ordre du jour et signe la convocation.

La convocation fixe la date, l'heure, le lieu de la réunion et les questions portées à l'ordre du jour et elle est mentionnée au registre des délibérations, ainsi qu'affichée sur les panneaux d'information au public situés à l'Hôtel de Ville, 5 rue Jules Ferry 28110 LUCÉ.

La convocation ainsi que l'ensemble des délibérations soumises aux conseillers municipaux est transmise de manière dématérialisée sur la boîte courriel nominative attribuée par l'administration à chacun des élus sous le format suivant : « première lettre du prénom. nom@ville-luce.fr ».

Le cas échéant, si les conseillers municipaux en font la demande, la convocation ainsi que toutes ses pièces peut être adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse de leur choix. Dans ce cas, les conseillers doivent demander à l'administration le formulaire adéquat *(administration-generale@ville-luce.fr).*

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par Le Maire sans pouvoir être inférieur à un jour franc. Dans ce cadre, Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance du conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion de tout ou partie de l'ordre du jour à une séance ultérieure.

Article 3 : Accès aux dossiers de séance (articles L. 2121-12 et 2121-13 du CGCT)

Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Durant les cinq jours francs précédant la séance, les conseillers municipaux peuvent consulter les dossiers de séance à l'Hôtel de ville, aux heures ouvrables, auprès des services de l'administration générale, 5 rue Jules Ferry 28110 LUCÉ. Dans ce cas et aux fins d'organiser les consultations dans les meilleures conditions, les conseillers municipaux doivent adresser une demande auprès de l'administration générale *(administration-generale@ville-luce.fr)*.

Si une délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à la demande des conseillers municipaux, être consulté aux heures ouvrables, auprès des services de l'administration générale, 5 rue Jules Ferry 28110 LUCÉ. Dans ce cas et aux fins d'organiser les consultations dans les meilleures conditions, les conseillers municipaux doivent adresser une demande auprès de l'administration générale *(administration-generale@ville-luce.fr)*.

Article 4 : Questions orales et écrites (articles L. 2121-19 du CGCT)

Questions orales :
Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil municipal des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions.

Dans l'objectif de permettre à l'administration de préparer les séances de l'assemblée délibérante dans les meilleures conditions, les questions orales doivent être adressées par les conseillers municipaux au Maire au plus tard 48 heures ouvrées avant une séance du conseil municipal soit par courriel à l'adresse *administration-generale@ville.fr*, ou par voie postale, à l'attention de Monsieur Le Maire, Hôtel de Ville 5 rue Jules Ferry 28110 LUCÉ. À ce titre, la commune n'est pas tenue responsable des délais d'acheminement postaux.

L'administration accuse réception de la demande par le biais d'un courriel adressé sur la boite nominative des conseillers municipaux ayant sollicité le Maire (« première lettre du prénom. nom@ville-luce.fr).

Si les questions orales sont recevables mais réceptionnées en dehors du délai susmentionné, elles pourront être traitées à une séance ultérieure du conseil municipal.

Si le délai de 48 heures est respecté et que les questions orales sont recevables, Le Maire y répond devant les conseillers municipaux. Le Maire peut également donner la parole à un élu délégué en charge du dossier pour répondre à la question ou compléter les propos.

Les questions orales sont traitées à la fin de l'ordre du jour du conseil municipal. Les réponses apportées par Le Maire n'appellent pas à un débat et sont mentionnées au procès-verbal de la séance.

La durée consacrée aux questions orales ne pourra pas excéder trente minutes environ sur la totalité de la séance.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifient, Le Maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance d'un conseil municipal spécialement organisée à cet effet.

Si l'objet des questions orales le justifie, Le Maire peut décider de les transmettre pour examen aux commissions permanentes concernées. Il en informe le conseil municipal.

Dans le cadre des dispositions de l'alinéa 2 et 3 de l'article L. 2121-19 du CGCT *« à la demande d'un dixième au moins des membres du conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la commune est organisé lors de la réunion suivante du conseil municipal »*. Cette disposition peut être utilisée une seule fois par an.

Questions écrites :
Chaque membre du conseil municipal peut adresser au Maire des questions écrites sur les affaires ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale.

Chapitre 02 : Commissions municipales et comités consultatifs

Article 5 : Formation des commissions municipales (article L 2121-22 du CGCT)

Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil municipal, soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Les commissions sont convoquées par Le Maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Les commissions peuvent désigner un vice-président qui peut les convoquer et les présider si Le Maire est absent ou empêché.

La composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Article 06 : Fonctionnement des commissions municipales

Sur proposition du Maire, le conseil municipal fixe par délibération le nombre de membres siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siègeront.

Sauf dispositions particulières dans la législation ou la règlementation, la désignation des membres des commissions est effectuée dans les conditions énumérées à l'article L 2121-21 du CGCT.

La convocation et l'ordre du jour des commissions sont adressés à leurs membres par voie dématérialisée sur la boîte courriel nominative attribuée par l'administration à chacun des élus *(p.nom@ville-luce.fr)*, dans les trois jours qui précèdent la réunion.

Les commissions se déroulent à l'Hôtel de Ville, ou dans un lieu approprié le cas échéant. La convocation fait mention du lieu et de l'horaire de la réunion.

Sauf dispositions particulières dans la législation ou la règlementation, les séances des commissions ne sont pas publiques. Sur invitation de son président, ou de son vice-président, les membres des commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil municipal.

La Direction Générale des Services, ainsi que les collaborateurs désignés par le président ou son remplaçant, assistent aux séances des commissions.

Aucun quorum n'est exigé pour les réunions des commissions municipales créées suivant les dispositions de l'article L 2121-22 du CGCT. Par ailleurs, ces commissions n'ont pas de pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent des avis simples ou formulent des propositions. Les membres des commissions statuent à la majorité des membres présents.

Un relevé des avis rendus durant les commissions est transmis aux membres de la commission à l'issue de la réunion.

Article 7 : Comités consultatifs (article L. 2143-2 du CGCT)

La composition et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixées par délibération au conseil municipal, sur proposition du Maire, dans la limite du mandat en cours.

Les comités peuvent être composés de personnes ne faisant pas partie du conseil municipal, notamment des représentants des associations locales.

Les comités consultatifs sont présidés par un membre du conseil municipal désigné par Le Maire.

Les comités peuvent être consultés par le maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués.

Les avis émis par les comités consultatifs ne lient pas le conseil municipal.

Chapitre 03 : Tenue des séances du conseil municipal

Article 8 : Présidence (article L. 2121-14 du CGCT)

Le conseil municipal est présidé par Le Maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le Compte Financier Unique (CFU) est débattu, le conseil municipal élit son président. Le Maire peut assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote du CFU.

Article 9 : Police de l'assemblée (article L. 2121-16 du CGCT)

Le président de séance (le Maire, ou à défaut, celui qui le remplace) a seul la police de l'assemblée. Il lui appartient de faire observer le présent règlement.

Il rappelle à l'ordre les membres du conseil qui troubleraient la séance et veille à ce que les discussions se poursuivent avec calme et dignité.

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui troublerait l'ordre, à l'appui des forces de l'ordre ou des services de la Police municipale.

En cas de crime ou délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Pendant les séances et dans le but de permettre de garantir des débats en toute sérénité, les téléphones portables devront être paramétrés en mode silencieux, ou tout autre mode le permettant.

Article 10 : Quorum (article L. 2121-17 du CGCT)

Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. Le président de séance vérifie le quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance, mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération.

Les pouvoirs donnés par les conseillers municipaux absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12 du CGCT, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le président de séance peut suspendre ou lever la séance et renvoyer la suite des affaires à une date ultérieure dans les conditions fixées par le CGCT.

Article 11 : Représentation des conseillers municipaux empêchés (article L 2121-20 du CGCT)

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance (le mandant) peut donner pouvoir écrit de voter en son nom, à un conseiller municipal de son choix (le mandataire). Un même mandataire ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Le pouvoir dûment daté et signé par le mandant, mentionne ses nom et prénom ainsi que ceux du mandataire à qui le pouvoir est consenti. Il précise également la (ou les) séance(s) pour laquelle (ou lesquelles) le pouvoir est consenti.

Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée ou de congé de maternité dans les conditions prévues à l'article L 331.3 du code de la sécurité sociale, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Le pouvoir peut être :

- Remis au président de séance au plus tard avant le début ou pendant la séance.
- Dématérialisé et transmis par courriel à l'adresse suivante : administration-generale@ville-luce.fr, au plus tard 3 heures avant le début de la séance.
- Remis en main propre aux services de l'administration générale avant le début de la séance concernée par le pouvoir.
- Transmis par voie postale à l'attention de Monsieur Le Maire, Hôtel de Ville 5 rue Jules Ferry 28110 LUCÉ et réceptionné au plus tard le jour de la séance. La commune n'est pas tenue responsable des délais d'acheminement postaux.
- Remis au président de séance dans le cas où un conseiller municipal est obligé de se retirer pendant la séance. Les conseillers municipaux qui se retirent de la salle doivent faire connaître au président de séance leur intention ou leur souhait de se faire représenter durant leur absence.

Article 12 : Secrétariat de séance (article L. 2121-15 du CGCT)

Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire de séance assiste le président de séance pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, la constatation des votes et le cas échéant fait partie du bureau électoral et rédige le procès-verbal de séance.

Le conseil municipal peut adjoindre des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations. Des agents des services municipaux assistent en tant que de besoin aux séances du conseil municipal. Ils assistent le président de séance, ainsi que le secrétaire de séance, pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, la constatation des votes et le cas échéant les opérations de dépouillement des scrutins. Les agents municipaux préparent le procès-verbal de séance.

Les auxiliaires ne prennent la parole que sur invitation expresse du président de séance et restent tenus à l'obligation de réserve définie par le Code Général de la Fonction Publique.

Article 13 : Accès et tenue du public (article L. 2121-18 du CGCT)

Les séances du conseil municipal sont publiques.

Le public est autorisé à occuper les places réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites. Ces représentants ne prennent pas part aux délibérations du conseil municipal.

Des personnels municipaux sont invités par Le Maire à s'installer dans la salle du conseil municipal, aux endroits matérialisés à cet effet. Ils n'ont pas le droit de vote et s'expriment au besoin à la demande expresse du président de séance. Il en est de même pour toute personne qualifiée ou expert extérieur à la collectivité.

Article 14 : Enregistrement des débats (article L 2121-18 du CGCT)

L'administration réalise un enregistrement audio de la séance du conseil municipal. Ce dernier est utilisé notamment pour réaliser le procès-verbal de la séance et est conservé en conformité avec les instructions en vigueur de la Direction des Archives de France.

Les élus membres de l'assemblée ne peuvent pas s'opposer à cet enregistrement audio dans la mesure ou l'article L 2121-18 du CGCT pose le principe de publicité des séances du conseil municipal.

Lorsque l'enregistrement des débats génère un trouble au bon ordre des travaux du conseil municipal, le président de séance peut le faire cesser.

En application de la loi Informatique et Libertés, dans le cas d'un enregistrement audiovisuel effectué par toute personne présente lors de la séance, l'autorisation préalable écrite des personnes filmées, hormis les membres de l'assemblée délibérante, est requise, lorsque l'enregistrement en question permet d'identifier de façon individuelle des personnes au sein du public, de la presse ou du personnel communal.

Chapitre 04 : Débats et votes des délibérations

Article 15 : Déroulement de la séance

En application de l'article L 2121-14 du CGCT, le conseil municipal est présidé par le Maire, ou à défaut par celui qui le remplace. Il organise le bon déroulé de la réunion du conseil municipal et peut décider de la suspendre ou de la lever en fonction des circonstances.

Au titre de ses pouvoirs de police de l'assemblée, Le Maire attribue les places des conseillers municipaux. Les places sont matérialisées par des chevalets avec l'inscription des noms des conseillers municipaux.

À titre indicatif, le déroulement d'une séance de conseil municipal est le suivant :

1) Le Maire, ou celui qui le remplace en tant que Président de séance ouvre la séance, procède à l'appel des conseillers municipaux, cite les pouvoirs reçus, constate le quorum et rappelle les règles juridiques en matière de déport dans le cadre notamment des conflits d'intérêt.

2) Le Président de séance demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance.

3) Le Président de séance fait arrêter le procès-verbal de la séance précédente. S'il y a des demandes de rectification, le président de séance met aux voix de l'assemblée délibérante ces demandes. Ces dernières sont approuvées à la majorité de droit commun.

4) Le Président de séance rend compte, le cas échéant et sur le fondement de l'article L 2122-23 du CGCT, des décisions prises en vertu de la délégation que le conseil municipal a accordée sur la base de l'article L 2122-22 du CGCT.

5) Le Président de séance appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

6) Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le rapporteur désigné par Le Président de séance. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Président de séance lui-même ou d'un élu ayant compétence par délégation. Les délibérations sont mises aux votes par le président de séance qui par ailleurs se réserve le droit de communiquer des informations qui n'appellent pas de vote.

7) Au cours des échanges, le président de séance peut demander à toute personne qualifiée, même étrangère à l'administration, de donner des renseignements sur un ou plusieurs points faisant l'objet d'une délibération.

8) Á l'épuisement de l'ordre du jour, le président de séance lève la séance. L'horaire de clôture de séance est reporté au procès-verbal.

Article 16 : Débats ordinaires

Le cas échéant, la parole est accordée par le président de séance dans la mesure du possible dans l'ordre chronologique des demandes aux membres du conseil municipal qui la sollicitent.

Aucun membre du conseil municipal ne peut prendre la parole sans avoir obtenu l'autorisation préalable du président de séance.

Le président de séance donne la parole aux conseillers et peut la retirer si leurs propos excèdent les limites du droit de libre expression. Il peut s'agir notamment des propos ayant un caractère diffamatoire ou comportant des expressions injurieuses.

Seul le président de séance peut mettre fin aux débats.

Si le comportement d'un conseiller est de nature à perturber l'organisation de la séance, le président de séance peut procéder à des rappels à l'ordre ; il peut également lui retirer la parole et éventuellement suspendre la séance afin de pouvoir reprendre, à l'issue de la suspension de séance, l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour dans des conditions satisfaisantes.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 17 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Elle est de droit lorsqu'elle est prononcée par lui et n'appelle aucun débat ni aucun vote de la part de l'assemblée délibérante.

Dans ce cas, il revient au président de séance de fixer une durée raisonnable d'interruption de séance.

Tout membre du conseil municipal peut faire la demande d'une interruption de séance au président qui reste le seul décisionnaire pour l'accepter ou non.

Article 18 : Séance à huis clos (article L 2121-18 du CGCT)

Des motifs d'ordre public et de sécurité peuvent justifier cette modalité de réunion.

Sur la demande de trois membres ou du Maire ou celui que le remplace, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil municipal.

Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public et les représentants de la presse doivent se retirer de la salle après le vote du conseil municipal et sans délai.

Sont autorisés à rester lors d'une séance à huis clos, le personnel administratif de la direction générale des services et le(s) membre(s) du cabinet du maire.

Toutes les questions abordées lors d'une séance à huis clos sont mentionnées au procès-verbal de séance et au registre des délibérations du conseil municipal. L'enregistrement audio reste ouvert.

Article 19 : Débat d'Orientation Budgétaire (article L 2312-1 du CGCT)

Le budget primitif de la commune ou son budget supplémentaire est proposé par Le Maire en sa qualité d'ordonnateur et voté par le conseil municipal. Au préalable de l'examen du budget, dans un délai de 10 semaines précédant ce dernier, un Rapport sur les Orientations Budgétaires *(ROB)* doit être présenté. Ce point est inscrit à l'ordre du jour du conseil municipal.

Le ROB contient les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette. De plus, il comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le rapport donne lieu à un débat au conseil municipal et fait l'objet d'une délibération spécifique. L'assemblée délibérante prend acte de ce débat, un vote est attendu. L'ensemble est inscrit au procès-verbal de séance.

L'extrait du registre des délibérations du conseil municipal correspondant et le ROB sont publiés sur le site Internet de la Ville, transmis au représentant de l'Etat dans le département ainsi qu'au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale dont la commune est membre.

Article 20 : Amendements

Pendant la séance et lors de l'examen d'une délibération inscrite à l'ordre du jour du conseil municipal, les conseillers peuvent proposer des amendements.

Sur proposition du président de séance, le conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou le cas échéant, renvoyés devant une commission municipale.

Article 21 : Votes (article L 2121-21 du CGCT)

Le conseil municipal vote suivant l'une des trois manières suivantes :

- À main levée.
- Au scrutin public par appel nominal.
- Au scrutin secret.

Sauf dispositions spécifiquement énoncées à l'article L 2121-21 du CGCT, le mode de scrutin ordinaire est le vote à main levée. Les scrutins sont constatés par le président de séance et le secrétaire de séance qui comptent le nombre de votants POUR, CONTRE, les abstentions ou les refus de prendre part au vote.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de scrutin secret, les bulletins déclarés nuls, les refus de participer au vote et les abstentions ne sont pas comptabilisés dans les suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix, la voix du président de séance est prépondérante. Cette disposition ne peut pas s'appliquer dans le cas d'un scrutin à bulletin secret.

En ce qui concerne le Compte Financier Unique, ce dernier est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption. Le Maire en sa qualité d'ordonnateur ne participe pas au vote et doit sortir de la salle.

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents.

Il est voté au scrutin secret :

- Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame.
- Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Pour les votes au scrutin secret et en fonction des règles particulières applicables :

- Un bureau de vote peut être constitué.
- Une urne transparente est mise à disposition de l'assemblée ; en fonction de la nature du scrutin, les bulletins proposant des candidatures et/ou blanc peuvent être fournis avec une enveloppe électorale.
- Tout conseiller municipal atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe est autorisé à se faire assister par une personne de son choix.

Par dérogation et si le scrutin secret n'est pas imposé par un texte, le conseil municipal peut décider à l'unanimité de procéder aux nominations ou aux présentations à main levée.

Dans le cas d'espèce, le scrutin est organisé de la manière suivante : si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président de séance.

Chapitre 05 : Procès-verbal et délibérations

Article 22 : Procès-verbal et délibérations (articles L 2121-15, L 2121-23 et L 2121-25 du CGCT)

Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante. Il est signé par le Président de séance et le ou les secrétaires désignés en conformité avec l'article L 2121-15 du CGCT.

Le procès-verbal contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote ainsi que la teneur des discussions au cours de la séance.

Le procès-verbal retranscrit l'intégralité des débats, hormis les propos inaudibles à l'enregistrement audio ou tenus par un conseiller municipal qui n'aurait pas sollicité et obtenu l'accord du président de séance pour prendre la parole.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site Internet de la commune *(www.lucé.fr)*. Un exemplaire papier est mis à la disposition du public.

L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité.

Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre tenu dans des conditions définies par décret en Conseil d'État et sont signées par le Maire et le ou les secrétaires de séance.

Dans un délai d'une semaine après la séance, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal est affichée à la mairie, sur les panneaux d'information au public situés à l'Hôtel de Ville – 5 rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ et mise en ligne sur le site Internet de la commune *(www.lucé.fr)*.

Chapitre 06 : Dispositions diverses

Article 23 : Expression des listes d'opposition dans le bulletin municipal d'information

Un espace dans le bulletin municipal d'information « *LUCE MAG'* » est réservé à l'expression des conseillers élus sur une autre liste que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal, dans une rubrique « *Tribunes* ». Pour s'exprimer, chaque liste représentée au sein du conseil municipal dispose d'une tribune d'expression d'un maximum de 2 400 signes, espaces, titres et signature compris dans ce comptage.

La composition des tribunes de chaque liste doit respecter les exigences suivantes :

- La charte graphique de la collectivité : la direction de la publication se réserve le droit d'assurer la mise en forme si nécessaire en fonction des contraintes graphiques. La police en gras et les majuscules ne seront pas reprises.

- Les illustrations, graphiques, schémas, tableaux, photos, œuvres sont exclus.

- Le directeur de la publication se réserve le droit de modifier un texte qui méconnaîtrait les dispositions de la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 (contenu diffamatoire, outrageant, etc...).

- Les délais et modalités de transmission : Les documents destinés à la publication sont remis au Maire via le service communication sur support numérique au format « *Word* » à l'adresse courriel suivante : communication@ville-luce.fr soit :

    - Au plus tard le 30 septembre N pour la parution fin octobre N.
    - Au plus tard le 30 novembre N pour la parution fin décembre N.
    - Au plus tard le 31 janvier N pour la parution fin février N.
    - Au plus tard le 31 mars N pour la parution fin avril N.
    - Au plus tard le 31 mai N pour la parution fin juin N.

En cas de non-respect d'une ou plusieurs règles énoncées ci-dessus, ou si aucun élément ne parvient dans les délais impartis, cela entraînera une non-parution dans le bulletin municipal avec la mention « *texte non transmis* » qui sera insérée en lieu et place de l'espace réservé à la liste concernée.

Les textes emportant des risques de trouble à l'ordre, à la sécurité et/ou à la tranquillité publiques, et notamment les propos ayant un caractère diffamatoire, injurieux ou manifestement outrageant, ou dont le contenu est susceptible de porter atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, ou encore de nature à engager la responsabilité pénale du Maire, ne seront pas publiés.

Une fois transmis au Maire ou au directeur de la publication, les textes ne peuvent plus être modifiés dans leur contenu par leurs auteurs, sauf à ce que la modification soit à la demande du Maire ou du directeur de la publication sur un texte qui ne respecterait pas l'un des principes ci-dessus énoncés.

Article 24 : Modification du règlement

En cours de mandat, le règlement intérieur peut faire l'objet d'une ou plusieurs modifications par le conseil municipal.

Les modifications sont soumises à approbation selon les règles d'adoption de droit commun.

Article 25 : Application du règlement

Le présent règlement intérieur est applicable dès lors que sa délibération aura acquis un caractère exécutoire.

Dans le cadre du renouvellement général des conseils municipaux, le présent règlement continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement d'un nouveau règlement par la nouvelle assemblée délibérante et à concurrence des délais imposés par l'article L 2121-8 du CGCT.

Le règlement intérieur peut être déféré au Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (https://www.telerecours.fr).

Département
D'EURE-ET-LOIR

Lucé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00109

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Communauté d'agglomération de Chartres Métropole - Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) - désignation de représentants

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY

Vu l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts, notamment l'article 1609 nonies C,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-16 du 23 décembre 2025 déterminant le nombre de conseillers municipaux et de conseillers communautaires à élire dans les communes du département d'Eure-et-Loir,

Vu la délibération n° 2020.00051 de la séance du conseil municipal du 28 septembre 2020 portant désignation des représentants de la collectivité au sein de la CLECT de la communauté d'agglomération de Chartres Métropole,

Vu la délibération n° CC2026/038 de la séance du conseil communautaire de la communauté d'agglomération de Chartres Métropole du 7 mai 2026 portant détermination de la composition de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT),

Vu le procès-verbal portant élection des conseillers municipaux et communautaires du dimanche 15 mars 2026,

Considérant que dans sa délibération susmentionnée, la communauté d'agglomération de Chartres Métropole a délibéré sur la composition de sa CLECT ; que chaque commune y est représentée par un nombre de conseillers égal à un tiers du nombre total de ses conseillers titulaires à la communauté d'agglomération de Chartres Métropole arrondi à l'entier le plus proche – qu'il est à noter que chaque commune membre dispose d'au minimum un représentant,

Considérant que suivant les dispositions de l'arrêté préfectoral susmentionné, la commune de Lucé dispose de dix sièges de conseillers au sein du conseil communautaire de Chartres Métropole ; que suivant les modalités de calculs fixé par cette dernière, la collectivité dispose de trois représentants au sein de la CLECT,

Considérant que suite au renouvellement général des conseillers municipaux, le conseil municipal est invité en son sein à désigner de nouveaux représentants ; que le Président de séance a fait appel préalablement à candidature,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **ABROGE** la délibération n° 2020.00051.

- **RETIENT** le principe du vote à main levée selon les conditions du 4ème alinéa de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **DÉSIGNE Monsieur Olivier MARCADON** comme représentant au sein de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT).

- **DÉSIGNE Madame Jacqueline ROBBE** comme représentante au sein de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT).

- **DÉSIGNE Monsieur Albert TRÉPY** comme représentant au sein de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT).

Lucé, le 08 JUIL. 2026

Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600109-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envole à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00110

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : GIP Approlys Centr'Achats – désignations d'un représentant titulaire et d'un suppléant

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI,
Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER,
M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

GIP APPROLYS CENTR'ACHATS – DESIGNATIONS D'UN REPRESENTANT TITULAIRE ET D'UN SUPPLEANT

Vu les articles L 2121-21 et L 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 2022.00103 de la séance du conseil municipal du 13 décembre 2022 portant adhésion au Groupement d'Intérêt Public (GIP) APPROLYS CENTR'ACHATS,

Vu la délibération n° 2023.00003 de la séance du conseil municipal du 7 mars 2023, portant désignation d'un représentant titulaire et d'un suppléant au sein du GIP susmentionné,

Vu le titre III *« Gouvernance »*, dans son article 13.1 *« composition de l'assemblée générale »* de la convention constitutive modifiée référencée *« CCM 15-04-2021 »*,

Vu le procès-verbal portant élection des conseillers municipaux et communautaires du dimanche 15 mars 2026,

Vu le courrier du 13 avril 2026 du GIP APPROLYS CENTR'ACHATS sollicitant la commune en vue de procéder, suite aux élections municipales, à la désignation d'un représentant titulaire et de son suppléant pour siéger à l'assemblée générale du GIP.

Considérant qu'il convient de noter que les fonctions de représentant à l'assemblée générale dudit GIP ne donne pas lieu à rémunération par ce dernier,

Considérant que les compétences de l'assemblée générale dudit GIP, les modalités de convocation et d'organisation de cette dernière, ainsi que ses modalités de vote sont décrits au sein des articles 13.2, 13.3 et 13.4 de la convention constitutive approuvée par le conseil municipal lors de sa séance du 13 décembre 2022,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de procéder en son sein aux désignations susmentionnées pour siéger au sein de l'assemblée générale dudit GIP ; que le Président de séance a fait appel préalablement à candidature,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **ABROGE** la délibération n° 2023.00003.
- **RETIENT** le principe du vote à main levée selon les conditions du 4ème alinéa de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **DÉSIGNE Monsieur Albert TRÉPY** comme représentant titulaire au sein de l'assemblée générale du Groupement d'Intérêt Public (GIP) APPROLYS CENTR'ACHATS.
- **DÉSIGNE Monsieur Olivier MARCADON** comme représentant suppléant au sein de l'assemblée générale du Groupement d'Intérêt Public (GIP) APPROLYS CENTR'ACHATS.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600110-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

Lucé, le 08 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."

Département
D'EURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE LUCE

CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

SEANCE DU 30 JUIN 2026

Délibération n°2026.00111

DATE CONVOCATION
24 juin 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE	33
PRÉSENTS	29
VOTANTS	32

Objet : Correspondant défense (CORDEF) - désignation

Le mardi 30 juin 2026 à 20 heures 00
Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en salle du conseil, en séance publique sous la présidence de M. Florent GAUTHIER, Maire.

M. Florent GAUTHIER, M. Olivier MARCADON, M. Brice GAUTHIER, Mme Doris SÉJOURNÉ, M. Thomas BARRÉ, Mme Bénédicte VINCENT, M. Jérôme POUPONNOT, Mme Françoise HANOT, M. Matthias BELAT, Mme Jacqueline ROBBE, Mme Josiane POTTIER, M. Albert TRÉPY, M. Thierry COUVRAY, M. Thierry CHAMPEAUX, Mme Cathie PANIER, Mme Virginie PETIT, Mme Nadia GUIMARD, Mme Nathalie MEGRET, M. Jean-Philippe HOANG-TRONG, M. Farid KASMI, Mme Blandine ABAUTRET, M. Michaël ROBIN, M. Jérôme OLOA-BILOA, M. Diafara SOUKOUNA, Mme Constance LACELLE, Mme Vanessa NASRI, Mme Inès BALADRE, Mme Gabriela RUS, Mme Pénélope RENAUDIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents représentés :

Mme Badiha BOUNOUADAR donne pouvoir à M. Farid KASMI, Mme Hélène RODRIGUES donne pouvoir à Mme Josiane POTTIER, M. Benjamin BERROU donne pouvoir à Mme Bénédicte VINCENT.

Était absent :

M. Claude FRISCHE.

Secrétaire de séance :

M. Albert TRÉPY.

CORRESPONDANT DEFENSE (CORDEF) - DESIGNATION

Vu les articles L 2121-21 et L 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction du 24 avril 2002 relative aux correspondants défense,

Vu les circulaires du 26 octobre 2001et du 18 février 2002, du Secrétaire d'État à la Défense, chargé des Anciens Combattants, relatives à la mise en place d'un conseiller municipal en charge des questions de défense dans chaque commune, nommé Correspondant Défense, (CORDEF),

Vu la circulaire du Ministre de la Défense du 27 janvier 2004,

Vu la délibération n° 2020.00014 de la séance du conseil municipal du 9 juillet 2020 portant désignation du CORDEF,

Vu le procès-verbal portant élection des conseillers municipaux et communautaires du dimanche 15 mars 2026,

Vu le courrier du 29 avril 2026 de Madame la Ministre des Armées et des Anciens Combattants sollicitant les communes en vue de désigner leur CORDEF à l'issue des élections municipales,

Considérant que le CORDEF est l'interlocuteur privilégié des autorités civiles et militaires pour toutes les missions relatives à la défense ; que ce dernier contribue à l'information et à la sensibilisation des administrés tout en accompagnant les initiatives locales en lien avec les enjeux de défense ; qu'il est de fait le relais privilégié auprès des Armées,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de procéder à ladite désignation parmi ses membres ; que le Président de séance appellera préalablement à candidature,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **ABROGE** la délibération n° 2020.00014.
- **RETIENT** le principe du vote à main levée selon les conditions du 4ème alinéa de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

À L'UNANIMITE de ses membres présents et représentés,

- **DÉSIGNE Monsieur Olivier MARCADON** comme Correspondant Défense (CORDEF).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
028-212802185-20260630-DEL202600111-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/07/2026

Lucé, le 08 JUIL. 2026
Par délégation du Maire,
Le Responsable des services
de l'administration générale,
Romain FOUASNON

ACTE EXECUTOIRE
- Transmis en Préfecture le 9/7/2026.
- Publié sur le site internet www.lucé.fr le 16 JUIL. 2026
- Notifié le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, qui peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'entrée en vigueur :
- d'un recours gracieux à l'attention du Maire, par envoie à l'Hôtel de Ville – 5 Rue Jules Ferry – 28110 LUCÉ.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (http://www.telerecours.fr)."